

UNIVERSITE	
------------	--

	DE STRASBOURG
--	---------------

# COMPTE FINANCIER 2019

## Rapport de gestion

Conseil d'Administration du 10 mars 2020



## SOMMAIRE

---

INTRODUCTION .....	1
1.LA SITUATION EN COMPTABILITÉ BUDGÉTAIRE.....	8
1. Réalisation des autorisations budgétaires et des recettes encaissables.....	9
1.1 Les autorisations d'engagement et de paiement.....	9
1.2 Les encaissements de recettes .....	13
2. L'ÉQUILIBRE FINANCIER.....	20
2.1. Le solde budgétaire .....	20
2.2. Les opérations pour comptes de tiers.....	24
2.3. Le plan de trésorerie .....	26
2. LA SITUATION PATRIMONIALE .....	27
2.1. LE BILAN.....	28
2.1.1 Le fonds de roulement.....	31
2.1.2 Le besoin en fonds de roulement.....	41
2.1.3 La trésorerie.....	50
2.2. LE COMPTE DE RÉSULTAT.....	51
2.3. LE TABLEAU DE FINANCEMENT .....	63
3. L'EXÉCUTION DU BUDGET .....	67
3.1. FOCUS SUR LA MASSE SALARIALE.....	67
3.2. FOCUS SUR L'IDEX.....	91
3.3. FOCUS OPÉRATIONS PLURIANNUELLES .....	99
3.4. FOCUS SUR LES ACHATS .....	110
3.5. EXECUTION BUDGETAIRE EN DROITS CONSTATES .....	122
4. MAQUETTE BUDGÉTAIRE .....	133
ANNEXE CAMPUS.....	188
PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT AUTOFINANCE.....	200
ANNEXE MOYENS DES UMR .....	204
5. RAPÉ .....	211



---

## **RAPPORT DE GESTION DU COMPTE FINANCIER 2019**

---

### **Introduction**

A la différence du budget qui soumet à l'approbation des membres du Conseil d'administration une évaluation de recettes attendues et propose un montant maximum de dépenses autorisées, le compte financier est le document qui marque la fin de l'exercice budgétaire et qui constate tous les mouvements et les situations qui résultent de l'exécution du budget initial ainsi que des budgets rectificatifs de l'année concernée.

Le compte financier dresse par conséquent l'état des dépenses et des recettes réelles constatées au cours de l'exercice, ainsi que les engagements pris par l'établissement qui n'ont pas été encore dénoués.

Il est l'occasion pour le Conseil d'administration de contrôler la bonne exécution du budget qu'il a adopté.

Le compte financier soumis à l'approbation du Conseil d'administration porte sur les opérations issues de la comptabilité de l'ordonnateur du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019. Il comprend les autorisations budgétaires en engagements et crédits de paiement, le compte de résultat, le bilan et l'annexe dans une première partie, puis le rapport de gestion.

Les documents fournis au Conseil d'administration sont des documents chiffrés, détaillés et en nombre important : ces quelques commentaires peuvent aider à mieux les appréhender.

L'année 2019 aura été marquée par des évènements pédagogiques, politiques et techniques intervenus dans l'établissement, ayant eu un impact sur les indicateurs de l'exercice.

➤ **Mise en œuvre de la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC)**

La Contribution de vie étudiante et de campus (CVEC), taxe instaurée par l'article L841-5 du code de l'éducation (*créé par la loi ORE*), est due par tout étudiant inscrit en formation initiale dans un établissement d'enseignement supérieur (sauf exonérations). Elle est collectée par les Crous et reversée aux établissements d'enseignement supérieur selon un barème défini par décret.

Pour l'université, c'est ainsi 60 € par étudiant inscrit en 2018/2019 qui a été reversé sur la base des effectifs déclarés par l'établissement (41 € de part fixe et 19€ de part variable).

Le montant total de CVEC encaissé en 2019 s'élève à 3,9 M€ constitué :

- d'une part des versements opérés par le Crous et les établissements partenaires au titre de la CVEC pour 2018/2019 pour 3M €,
- d'autre part du 1<sup>er</sup> versement au titre de la CVEC 2019/2020 à hauteur de 0,9 M€.

La méthode de comptabilisation de cette fiscalité affectée implique d'enregistrer dans le compte de résultat le produit à hauteur des acomptes de l'année. Ont ainsi été comptabilisés 3,51 M€, dont 2,56 M€ au titre de 2018/2019 (le premier acompte de 0,48 M€ se rattachant à décembre 2018) et 0,95 M€ au titre du premier acompte 2019/2020.

➤ **Changement de méthode de comptabilisation des droits d'inscription nationaux**

Jusqu'à fin 2018, l'ensemble des droits d'inscription était proratisé sur l'année universitaire N/N+1, qu'ils concernent des diplômes nationaux ou propres à l'université, à hauteur d'un tiers sur l'exercice N et de deux tiers sur l'exercice N+1. La note de la DGFIP du 3 juillet 2019 dispose que le droit d'inscription est assimilable à un droit d'entrée et qu'à ce titre le produit est acquis par l'établissement lors de l'inscription.

En lien avec ses commissaires aux comptes, l'université a mis en œuvre cette disposition uniquement sur les droits nationaux qu'elle perçoit à compter de l'année universitaire 2019/2020, les droits spécifiques restant proratisés.

Afin que ce changement de méthode comptable n'ait pas d'impact sur le résultat de l'exercice, les deux tiers des droits nationaux 2018/2019 ont été retirés des produits de l'année 2019 et affectés en « report à nouveau » pour un montant de 5,26 M€. Ce montant a vocation à venir alimenter les réserves de l'établissement.

Ainsi, un total de 8,2 M€ a été comptabilisé sur l'exercice 2019 au titre des droits nationaux 2019/2020.

➤ **Exonération des EPSCP des taxes sur les installations nucléaires de base**

De 1966 à 1997, l'Université Louis-Pasteur – Strasbourg I, intégrée lors de la fusion effective au 1<sup>er</sup> janvier 2009 dans l'Université de Strasbourg, a exploité le réacteur universitaire de Strasbourg (RUS). Ce RUS constituait un cas unique dans les universités françaises et était principalement utilisé pour la réalisation d'irradiations expérimentales et la production de radio-isotopes à vie courte. La mise à l'arrêt définitif du RUS a été prononcée après 31 ans de fonctionnement. Le réacteur a fait l'objet d'une cessation définitive d'exploitation le 23 décembre 1997, puis d'un décret de mise à l'arrêt définitif et de démantèlement le 15 février 2006. Le RUS a ensuite fait l'objet d'un démantèlement entre 2006 et 2008. La décision de déclassement n'est intervenue que le 27 septembre 2012, décision homologuée par l'arrêté du 31 octobre 2012.

L'Université de Strasbourg était redevable de deux taxes pour la période comprise entre l'arrêt du réacteur, à compter de l'année 2000, et la décision constatant son déclassement, en 2012 :

- 15,7 M€ au titre de la taxe sur les installations nucléaires de base (INB) instituée par l'article 43 de la loi de finances pour 2000,
- 0,3 M€ au titre de la contribution additionnelle à la taxe sur les INB conformément à l'article 96 de la loi de finances rectificative pour 2010.

Cette dette fiscale étant dépourvue de toute logique économique puisque couvrant une période où le RUS était déjà à l'arrêt puis démantelé, l'établissement sollicitait depuis plusieurs années l'exonération de ces taxes.

L'article 248 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021, exonère les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel de ces deux taxes à compter de l'entrée en vigueur des dispositions des lois de finances de 2000 et 2010 précitées.

➤ **Les amortissements et provisions**

L'amortissement net (amortissement des investissements qui reste à la charge de l'établissement) continue de progresser, ce qui traduit un poids croissant des investissements autofinancés. Il s'élève à 8,2 M€ en 2019 (contre 7,4 M€ en 2018 et 5,1 M€ en 2017). Inscrit au budget à hauteur de 6,6 M€, l'amortissement net impacte le résultat plus fortement que prévu (+1,6 M€).

A l'inverse, le poids net des provisions est négatif de -0,6 M€ et impacte positivement le résultat. En effet, les reprises ont été supérieures aux dotations annuelles en particulier du fait de la reprise de la provision pour risque d'indemnisation du préjudice subi par un usager (0,4 M€) suite au dénouement du litige concerné et de la réduction de plusieurs passifs sociaux (compte épargne-temps, congés payés et capital décès). Rappelons que cette charge atteignait 1,2 M€ en 2018. Inscrit au budget à hauteur de 0,4 M€, le provisionnement net améliore le résultat prévu de près de 1 M€.

➤ **Les indicateurs de l'exercice 2019**

A l'issue de la clôture de l'exercice 2019, le solde budgétaire est déficitaire de -16,8 M€ (dont -12,5 M€ au titre des crédits fléchés).

L'écart est important (+23,8 M€) par rapport au solde budgétaire prévisionnel qui avait été inscrit pour - 40,6 M€. Comme l'année précédente la non-exécution de crédits de paiement (près de 45 M€ en 2019 contre 43,8 M€ en 2018), ainsi que la non-réalisation d'encaissements (21,2 M€ en 2019 contre 18,9 M€ en 2018), expliquent cet écart de près de 24 M€. Les flux de trésorerie non budgétaires (dont l'emprunt) abondent quant à eux la trésorerie de 28,8 M€, ce qui conduit globalement à une augmentation de la trésorerie de 12 M€

La situation patrimoniale de l'établissement fait apparaître, fin 2019, un résultat de fonctionnement de 3,1 M€ (contre 2,8 M€ en 2018) et une capacité d'autofinancement de près de 10,8 M€ (contre 11,4 M€ en 2018). L'apport au fonds de roulement s'élève à 30,5 M€ et consolide à la fois l'apport résultant des opérations inscrites en report à nouveau pour 5,1 M€ (lié au changement de méthode comptable) et l'apport généré par l'exécution du budget annuel pour 25,4 M€. Le niveau du fonds de roulement est ainsi porté à la clôture à 117,2 M€. L'apport de 25,4 M€ provenant de l'exécution annuelle résulte de la comptabilisation de l'emprunt effectué dans le cadre de l'Opération Campus pour un montant net annuel (tirages diminués des remboursements) de +29,8 M€ d'une part, et d'un prélèvement sur le fonds de roulement mobilisable de -4,4 M€. Ce dernier prélèvement est à mettre en regard des 6,4 M€ dépensés au titre du programme pluriannuel d'investissement (PPI) autofinancé.

A la clôture de l'exercice 2019, l'excédent en fonds de roulement s'élève à 32,3 M€ qui viennent conforter la trésorerie de l'université. Comparé à sa valeur fin 2018 de 50,7 M€, il se dégrade de 18,4 M€ ce qui traduit un accroissement du besoin de financement des décalages entre le décaissement des dettes et l'encaissement des créances.

La trésorerie de l'établissement s'élève à 149,5 M€ au 31 décembre 2019 et enregistre donc un abondement de 12 M€, majoritairement lié à la non-consommation de crédits de paiement concernant des opérations budgétaires et à la sous-utilisation des tirages 2019 d'emprunts liés à l'Opération Campus.



## Les chiffres clés de la gestion 2019

Structures	AE Consommés	CP Consommés	Rec. Encaissées	Dotations	SB réalisé Rec + Dotations - CP	SB prévisionnel	Ecart
Composantes	36 896 108	35 382 888	33 502 267	3 215 296	1 334 675,27	- 521 253,61	1 855 929
Paie Niv Central	320 405 751	320 499 140	311 583 531	9 607 474	691 864,81	16 814,00	675 051
Recherche	38 667 010	36 971 245	24 068 336	13 471 957	569 048,08	- 5 215 195,67	5 784 244
Services Centraux	94 236 445	89 945 806	99 139 592	- 26 612 216	- 17 418 429,45	- 32 365 020,11	14 946 591
Services Communs	10 832 815	11 107 386	10 539 821	317 489	- 250 076,78	- 1 130 833,02	880 756
Total Hors SACD	501 038 128	493 906 465	478 833 547	0	- 15 072 918,07	- 39 215 488,41	24 142 570
VAL	6 521 430	6 528 760	5 033 714		- 1 495 046,76	- 1 163 042,71	- 332 004
PUS	164 977	130 948	131 810		862,52	- 202 500,00	203 363
UOH	423 980	420 329	198 810		- 221 518,75	9 647,00	- 231 166
Total SACD	7 110 387	7 080 037	5 364 334	-	- 1 715 702,99	- 1 355 895,71	- 359 807
<b>Total général</b>	<b>508 148 515</b>	<b>500 986 502</b>	<b>484 197 881</b>	<b>0</b>	<b>- 16 788 621,06</b>	<b>- 40 571 384,12</b>	<b>23 782 763</b>
<i>dont crédits globalisés</i>	<i>445 207 499</i>	<i>436 559 564</i>	<i>432 417 326</i>	<i>- 149 925</i>	<i>- 4 292 162,41</i>	<i>- 20 204 335,00</i>	<i>15 912 173</i>
<i>dont crédits fléchés</i>	<i>62 941 016</i>	<i>64 426 939</i>	<i>51 780 555</i>	<i>149 925</i>	<i>- 12 496 458,68</i>	<i>- 20 367 049,12</i>	<i>7 870 590</i>

(Les soldes budgétaires fléchés et globalisés ne tiennent pas compte des apports sur fonds globalisés (dotations et fonds de roulement) ou des contributions des recettes fléchées aux dépenses globalisées)

L'écart le plus important entre le solde budgétaire prévisionnel et le solde budgétaire réalisé est constaté au niveau des services centraux et notamment sur les projets immobiliers (dont l'Opération Campus) et l'Idex. En effet, près de 13,5 M€ de crédits de paiement programmés non pas été utilisés.

## Les principaux chiffres de la situation patrimoniale

	Etablissement principal	Service d'Activités Industrielles et Commerciales	Université Ouverte des Humanités	Fondation Presses Universitaire de Strasbourg	Total Université de Strasbourg
Recettes de fonctionnement	492 655 004	8 018 916	325 522	489 888	<b>501 489 329</b>
Dépenses de fonctionnement	-128 585 486	-2 431 256	-336 498	-341 811	<b>-131 695 051</b>
Dépenses de masse salariale	-360 517 749	-5 906 134	-94 351	-187 224	<b>-366 705 458</b>
Résultat de fonctionnement	3 551 769	-318 474	-105 327	-39 147	<b>3 088 820</b>
Capacité d'autofinancement	10 826 135	25 917	-104 384	2 906	<b>10 750 574</b>
Recettes d'investissement	73 097 277	1 233			<b>73 098 509</b>
Dépenses d'investissement (+ avances 238)	-58 399 083	-94 695	-962	-1 031	<b>-58 495 771</b>
Variation du fonds de roulement	25 524 329	-67 546	-105 346	1 875	<b>25 353 312</b>
Corrections par le RAN ayant un impact sur le fonds de roulement	5 098 694		0	0	<b>5 098 694</b>
Fonds de roulement au 31/12/2019	115 838 936	764 163	411 826	192 261	<b>117 207 187</b>
Fonds de roulement au 31/12/2018	85 215 913	831 709	517 172	190 387	<b>86 755 181</b>
Fonds de roulement au 31/12/2017	55 082 742	1 141 179	587 017	103 740	<b>56 914 679</b>

## L'évolution des ratios financiers

Ratios	Mode de calcul	Unistra 2019	Unistra 2018	Seuil de vigilance	Seuil d'alerte
<b>Taux de déficit</b>	Résultat / Recettes hors PI	<b>0,6%</b>	<b>0,6%</b>		0,00%
<b>Taux de couverture</b>	Charges décaissables / Produits encaissables	<b>97,7%</b>	<b>97,5%</b>	98%<tx<100%	>100%
<b>Taux d'autofinancement</b>	CAF / Produits encaissables	<b>2,3%</b>	<b>2,5%</b>	0,5%<tx<1%	<0,5%
	CAF / Dépenses d'investissement	<b>18,4%</b>	<b>20,5%</b>	20%<tx<30%	<20%
<b>Taux de rigidité</b>	Dépenses obligatoires / Produits encaissables	<b>83,1%</b>	<b>82,8%</b>	83%<tx<85%	>85%
<b>Poids de la charge de personnels</b>	Charge des personnels / Produits encaissables	<b>79,4%</b>	<b>79,2%</b>	82%<tx<83%	>83%
<b>Taux de flexibilité des recettes</b>	Subvention Etat / Produits encaissables	<b>74%</b>	<b>76%</b>	85%<tx<87%	>87%

### Pour information

	2019	2018
<b>Dépenses obligatoires</b>	<b>383 515 486</b>	<b>373 848 894</b>
Masse salariale	366 705 458	357 389 102
Electricité	4 372 303	4 108 848
Carburants lubrifiants	132 370	152 715
Gaz	1 803 168	1 628 179
Chauffage sur réseau	2 738 316	2 972 740
Eau	1 068 301	750 548
Autres fournitures non stockables		10
Travaux sur biens immobiliers	3 530 575	3 670 142
Travaux sur biens mobiliers	758 642	782 691
Personnels extérieurs	1 448 905	1 459 859
Impôts et taxes	957 449	934 060
<b>Total subvention Etat</b>	<b>342 335 417</b>	<b>340 815 086</b>
Ministère de tutelle	341 473 998	339 882 430
Autres ministère	861 419	932 657

Ressources	2019	2018
Recettes de fonctionnement	501 489 329	489 874 369
dont recettes provenant des prestations internes	5 751 950	5 493 187
dont recettes non encaissables (éléments de CAF)	33 989 657	33 079 556
<b>Produits encaissables</b>	<b>461 747 723</b>	<b>451 301 627</b>
<b>Charges</b>		
Dépenses de fonctionnement	498 400 509	487 064 699
dont dépenses provenant des prestations internes	5 751 950	5 493 187
dont dépenses non décaissables (éléments de CAF)	41 651 411	41 656 420
<b>Charges décaissables</b>	<b>450 997 148</b>	<b>439 915 092</b>
<b>Résultat</b>	<b>3 088 820</b>	<b>2 809 670</b>
Montant des éléments de CAF net	7 661 754	8 576 865
<b>CAF</b>	<b>10 750 574</b>	<b>11 386 535</b>

## 1. LA SITUATION EN COMPTABILITE BUDGETAIRE

Le décret GBCP est pleinement applicable depuis l'exercice 2016 et son déploiement dans le système d'information financier a été mis en œuvre par l'université en 2017.

La comptabilité budgétaire était calquée, avant la mise en œuvre de la GBCP, sur la comptabilité générale, elle-même retraçant la situation des dépenses et des recettes selon le plan de comptes. Désormais elle retrace :

- les autorisations et les consommations des autorisations d'engager et de payer ;
  - l'enregistrement des recettes encaissées ;
  - les autorisations et les consommations des emplois.
- ➔ Les recettes ont un impact budgétaire sur l'exercice au cours duquel elles sont encaissées et non plus constatées. C'est donc l'enregistrement de l'encaissement par l'agent comptable qui devient le fait générateur de l'inscription en comptabilité budgétaire.
- ➔ Les dépenses ont un impact budgétaire sur l'exercice au cours duquel elles sont décaissées et non plus constatées. C'est donc l'enregistrement du paiement par l'agent comptable qui devient le fait générateur de l'inscription en comptabilité budgétaire.

## 1. Réalisation des autorisations budgétaires et des recettes encaissables

La comptabilité budgétaire retrace les engagements pris par l'établissement au cours de l'exercice 2019, les décaissements et les encaissements de l'année.

L'exécution des flux budgétaires de l'année fait apparaître un solde budgétaire déficitaire de **17 463 126,33 €**. L'écart est important (23,1 M€) par rapport au solde budgétaire prévisionnel qui avait été inscrit pour – 40,57 M€. Comme l'année précédente la non-exécution de crédits de paiement (45 M€ contre 43,8 M€ en 2018), ainsi que la non-réalisation d'encaissements (21,8 M€ contre 18,9 M€ en 2018), expliquent cet écart de plus de 23 M€.

Il doit être également précisé que les répartitions entre crédits fléchés et globalisés par enveloppes ont évolué en 2019, entre le budget actualisé et la fin de l'exercice.

### 1.1. Les autorisations d'engagement et de paiement

L'exécution du budget retrace une consommation en autorisations d'engagement à hauteur de **508 148 515 €** et des crédits de paiements décaissés pour un montant de **500 986 502 €**.

Autorisations d'engagements				
Enveloppes	BI 2019	BA 2019	CF 2019	Var° BA 2019
<b>Personnel</b>	363 505 015	370 679 331	366 570 607	98,9%
<b>Fonctionnement</b>	97 984 942	101 384 876	85 137 722	84,0%
<b>Investissement</b>	62 078 837	63 347 536	56 440 187	89,1%
<b>Total</b>	<b>523 568 794</b>	<b>535 411 743</b>	<b>508 148 515</b>	<b>94,9%</b>

Crédits de paiement				
Enveloppes	BI 2019	BA 2019	CF 2019	Var° BA 2019
<b>Personnel</b>	363 505 015	370 679 331	366 528 440	98,9%
<b>Fonctionnement</b>	98 649 025	101 953 602	80 685 658	79,1%
<b>Investissement</b>	73 880 264	73 297 738	53 772 405	73,4%
<b>Total</b>	<b>536 034 305</b>	<b>545 930 671</b>	<b>500 986 502</b>	<b>91,8%</b>

### 1.1.1. La masse salariale

Les autorisations d'engagement de l'enveloppe globale de masse salariale ont été consommées pour un montant global de **366 570 607 M€** et les décaissements autorisés pour un montant global de **366 528 440 €**. La différence entre les AE et les CP s'explique par les ordres de reversement concernant les opérations de paie pour lesquelles un échéancier de paiement a été mis en place, ainsi que par les engagements pris au titre de la restauration sociale.

Enveloppe Personnel						
	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019	Var° BA 2019	Var° CF 2018
<b>Auto° engagement</b>	<b>357 519 905</b>	<b>363 505 015</b>	<b>370 679 331</b>	<b>366 570 607</b>	<b>99%</b>	<b>103%</b>
<i>dont crédits fléchés</i>	<i>6 972 866</i>	<i>7 976 726</i>	<i>9 248 487</i>	<i>7 709 266</i>	<i>83%</i>	<i>111%</i>
<i>dont crédits globalisés</i>	<i>350 547 039</i>	<i>355 528 289</i>	<i>361 430 844</i>	<i>358 861 341</i>	<i>99%</i>	<i>102%</i>
<b>Crédits paiement</b>	<b>357 470 539</b>	<b>363 505 015</b>	<b>370 679 331</b>	<b>366 528 440</b>	<b>99%</b>	<b>103%</b>
<i>dont crédits fléchés</i>	<i>6 971 534</i>	<i>7 976 726</i>	<i>9 248 487</i>	<i>7 708 824</i>	<i>83%</i>	<i>111%</i>
<i>dont crédits globalisés</i>	<i>350 499 005</i>	<i>355 528 289</i>	<i>361 430 844</i>	<i>358 819 616</i>	<i>99%</i>	<i>102%</i>

L'exécution budgétaire sur l'enveloppe de masse salariale est quasi conforme aux prévisions sur l'ensemble de l'établissement puisque le taux de consommation en AE et CP atteint 99 % malgré une non-consommation de 4,1 M€. Cette sous-consommation se ventile pour 2,6 M€ au titre des crédits globalisés et 1,5 M€ au titre des crédits fléchés. En rapport au budget, la sous-consommation des crédits globalisés est mineure (0,72 % des prévisions) alors que celle des crédits fléchés atteint 17 % (principalement sur l'Initiative d'Excellence pour 0,5 M€ et les projets PIA2 & PIA3 pour 0,8 M€ dont 0,45 M€ pour les projets EUR).

La répartition par entité interne est la suivante :

Personnel	Etablissement	SAIC	UOH	PUS	Université
Globalisé	352 790 474	5 876 653	37 122	157 091	358 861 341
Fléché	7 579 948	41 890	57 229	30 199	7 709 266
<b>Total AE</b>	<b>360 370 423</b>	<b>5 918 543</b>	<b>94 351</b>	<b>187 290</b>	<b>366 570 607</b>
Globalisé	352 748 796	5 876 653	37 122	157 044	358 819 616
Fléché	7 579 506	41 890	57 229	30 199	7 708 824
<b>Total CP</b>	<b>360 328 303</b>	<b>5 918 543</b>	<b>94 351</b>	<b>187 243</b>	<b>366 528 440</b>

Une analyse détaillée est présentée au point 3 du présent rapport dans la partie « Focus sur l'exécution du budget ».

### 1.1.2. Le fonctionnement

Les autorisations d'engagement ont été réalisées pour un montant de **85 137 722 €** et les décaissements à hauteur de **80 685 658 €**.

Enveloppe Fonctionnement						
	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019	Var° BA 2019	Var° CF 2018
<b>Auto° engagement</b>	<b>84 246 867</b>	<b>97 984 942</b>	<b>101 384 876</b>	<b>85 137 722</b>	<b>84%</b>	<b>101%</b>
<i>dont crédits fléchés</i>	<i>16 180 280</i>	<i>25 385 446</i>	<i>20 843 575</i>	<i>17 157 086</i>	<i>82%</i>	<i>106%</i>
<i>dont crédits globalisés</i>	<i>68 066 587</i>	<i>72 599 496</i>	<i>80 541 300</i>	<i>67 980 636</i>	<i>84%</i>	<i>100%</i>
<b>Crédits paiement</b>	<b>79 575 670</b>	<b>98 649 025</b>	<b>101 953 602</b>	<b>80 685 658</b>	<b>79%</b>	<b>101%</b>
<i>dont crédits fléchés</i>	<i>15 465 488</i>	<i>25 884 407</i>	<i>20 889 345</i>	<i>16 983 877</i>	<i>81%</i>	<i>110%</i>
<i>dont crédits globalisés</i>	<i>64 110 182</i>	<i>72 764 618</i>	<i>81 064 257</i>	<i>63 701 781</i>	<i>79%</i>	<i>99%</i>

Les taux de réalisation constatés se montent globalement à 84 % pour les AE et à 79 % pour les CP.

Concernant les crédits fléchés, la non-consommation des engagements juridiques (EJ) à hauteur de 3,7 M€ équivalente à celle de 2018. C'est au niveau des services centraux que la non-consommation est la plus importante (2,3 M€) et notamment au niveau des projets de l'Opération Campus et du CPER immobilier. Au niveau du périmètre recherche, ce sont 1,1 M€ d'AE qui n'ont pas été consommées dont principalement au titre des leviers recherche de l'Idex et des projets financés dans le cadre des investissements d'avenir (EUR).

Concernant les crédits globalisés, l'exécution se situe à hauteur de 84 % pour les AE et de 79 % pour les CP. Au niveau de l'établissement principal, ce sont plus de 10,6 M€ qui n'ont pas été engagés : 2,6 M€ dans les composantes, 4,1 M€ au titre de la recherche et 3,9 M€ au titre des services centraux et communs.

Au niveau des services à comptabilité distincte, les prestations internes expliquent pour près de 2 M€ la non-consommation des AE ouvertes en fonctionnement (et 2,3 M€ en CP) ; en effet sur le Service d'activités industrielles et commerciales (SAIC), l'impact de la recette interne liée au changement de modèle économique provisoire de l'usine école Ease a fortement contribué à la diminution des dépenses de fonctionnement. L'impact pour la Fondation des Presses universitaires de Strasbourg (PUS) est de 135 k€.

Comme cela avait déjà été le cas entre 2017 et 2018, l'enveloppe de fonctionnement consommée poursuit son augmentation en 2019 mais de manière moins importante : + 0,89 M€ en autorisations d'engagement (contre +15 M€ en 2018) et + 1,1 M€ en crédits de paiement (contre +14 M€ en 2018). Cette hausse des AE et CP consommés concerne les crédits fléchés, la consommation des crédits globalisés étant relativement stables en AE et diminuant de 0,4 M€ en CP.

Comme indiqué dans le rapport de gestion 2018, la hausse de la consommation des crédits fléchés en fonctionnement est liée à l'application aux crédits Initiative d'excellence (Idex) des modalités de comptabilisation de la dotation non consommable (DNC) de l'Opération Campus décrite dans une circulaire de 2016. En effet, cette circulaire stipule que les reversements à des bénéficiaires finaux qu'opère un établissement coordinateur doivent être inscrits dans les tableaux d'autorisations budgétaires et non en opérations pour comptes de tiers. Ainsi depuis 2018, les reversements à des tiers de crédits issus de la DNC ont un impact budgétaire.

### 1.1.3. L'investissement

Les autorisations d'engagement ont été réalisées pour un montant de **56 440 187 €** (89 %) et les décaissements à hauteur de **53 772 405 €** (73 %).

Enveloppe Investissement						
	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019	Var° BA 2019	Var° CF 2018
<b>Auto° engagement</b>	<b>55 946 772</b>	<b>62 078 837</b>	<b>63 347 536</b>	<b>56 440 187</b>	<b>89%</b>	<b>101%</b>
<i>dont crédits fléchés</i>	<i>43 760 373</i>	<i>42 375 721</i>	<i>39 725 161</i>	<i>38 074 665</i>	<i>96%</i>	<i>87%</i>
<i>dont crédits globalisés</i>	<i>12 186 399</i>	<i>19 703 116</i>	<i>23 622 375</i>	<i>18 365 522</i>	<i>78%</i>	<i>151%</i>
<b>Crédits paiement</b>	<b>54 772 835</b>	<b>73 880 264</b>	<b>73 297 738</b>	<b>53 772 405</b>	<b>73%</b>	<b>98%</b>
<i>dont crédits fléchés</i>	<i>42 323 377</i>	<i>53 827 946</i>	<i>49 303 208</i>	<i>39 734 238</i>	<i>81%</i>	<i>94%</i>
<i>dont crédits globalisés</i>	<i>12 449 458</i>	<i>20 052 318</i>	<i>23 994 531</i>	<i>14 038 167</i>	<i>59%</i>	<i>113%</i>

Les autorisations d'engagement en investissement prévus pour un montant de 63,3 M€ sont consommés à hauteur de 56,4 M€, soit 89 %.

Concernant les crédits fléchés, les AE inscrites en investissement sont consommées à hauteur de 96 %, soit pour 38,1 M€. Dans le cadre de l'Opération Campus, la consommation des AE ouverte pour un montant de 31,6 M€ atteint 97 %, soit 30,7 M€. Les AE ouvertes au titre des Investissements d'Avenir, pour près de 2 M€, se dénouent pour 1,5 M€, soit 76 %. Enfin, les AE ouvertes au titre des CPER pour un montant de 6,4 M€ ont été consommées à hauteur de 5,9 M€. Les AE des CPER Immobilier prévues à hauteur de 4,6 M€ (CRBS, I2MT et Campus Illkirch) ont été intégralement engagées ; ces engagements concernant principalement l'opération CRBS (2,3 M€), la rénovation des laboratoires de l'Institut Le Bel dans sa tranche 2 (0,9 M€) et le projet I2MT (1,3 M€). Les AE des CPER Recherche (Projet Alsacalcul et I2MT) ont été consommées quant à elles à hauteur de 70 %, soit 1,2 M€.

Concernant les crédits globalisés, les autorisations d'engagement inscrites en investissement pour 23,6 M€ ont été consommées à hauteur de 77 % (contre 60 % en 2018), soit à hauteur de 18,4 M€. La non-réalisation de 5,25 M€ d'engagements juridiques concerne, pour les montants les plus importants, les services centraux pour 2,8 M€ (dont les projets financés par le Programme pluriannuel d'investissement, animalerie du CRBS et des projets informatiques), la recherche pour 0,8 M€ (Icube, GMGM), les composantes pour 0,5 M€ (dont notamment les projets financés dans le cadre du pacte ingénieur) et le SAIC pour 0,5 M€ (EOST, Centre de primatologie).

Les crédits de paiement d'investissement, prévus pour un montant de 73,3 M€, sont consommés à hauteur de 53,8 M€, soit 73 % (contre 72 % en 2018).

Pour ce qui concerne les opérations fléchées, les CP prévus pour 49,3 M€ ont été consommés à hauteur de 39,7 M€ (81 %). Les 9,6 M€ de CP non consommés concernent notamment l'Opération Campus (3,4 M€), les CPER immobiliers (4,1 M€) et les CPER recherche (Alsacalcul) (1,5 M€).

Au titre des opérations globalisées, les paiements de dépenses d'investissement se monte à 14 M€ (59 % des prévisions). La non-réalisation des CP pour près de 10 M€ a trait majoritairement aux projets financés par le PPI (travaux, équipements informatiques) et aux opérations courantes immobilières qui sont engagées mais dont le paiement interviendra en 2020.



## 1.2. Les encaissements de recettes

Les recettes encaissées au titre de l'exercice 2019 s'élèvent à **484 197 881 €** réparties en :

- 432 417 326 € de recettes globalisées,
- 51 780 555 € de recettes fléchées.

Par rapport au budget actualisé 2019 (BA, intégrant donc le dernier budget rectificatif), le taux de réalisation des recettes encaissées se situe globalement à 95,8 % (contre 96,2 % en 2018) :

	CF 2018	BA 2019	CF 2019
Recettes globalisées	426 604 938	446 285 296	432 417 326
Recettes fléchées	50 079 420	59 073 991	51 780 555
	<b>476 684 358</b>	<b>505 359 287</b>	<b>484 197 881</b>

### 1.2.1. Les recettes globalisées

Encaissées pour un montant global de **432 417 326 €**, les recettes globalisées augmentent de plus de 5,8 M€ par rapport à 2018 ; les catégories de recettes qui varient de façon significative sont la subvention pour charge de service public qui augmente de près de 2 M€ et les autres financements de l'Etat augmentant de 1,8 M€ ; les financements publics diminuent quant à eux de 2,3 M€, tandis que les recettes propres et la fiscalité affectée augmentent globalement de 4,3 M€.

#### La subvention pour charge de service public (SCSP)

SCSP	CF 2018	BA 2019	CF 2019
<b>SCSP - Masse salariale</b>	<b>307 593 395</b>	<b>310 042 267</b>	<b>309 301 167</b>
<i>dont dotation socle MS</i>	<i>305 863 539</i>	<i>308 547 267</i>	<i>308 283 860</i>
<i>dont Actions spécifiques</i>	<i>1 729 856</i>	<i>1 495 000</i>	<i>1 017 307</i>
<b>SCSP - Fonctionnement</b>	<b>31 261 495</b>	<b>30 765 562</b>	<b>31 463 630</b>
<i>dont dotation socle - réserve</i>	<i>29 649 546</i>	<i>29 467 074</i>	<i>29 466 422</i>
<i>dont Actions spécifiques</i>	<i>1 197 664</i>	<i>1 298 488</i>	<i>1 597 208</i>
<i>dont opérations immobilières</i>	<i>400 000</i>		<i>400 000</i>
<i>dont au titre de 2017</i>	<i>14 286</i>		
<b>Total</b>	<b>338 854 890</b>	<b>340 807 829</b>	<b>340 764 797</b>

La subvention pour charge de service public définitive a été enregistrée pour un total de **340,76 M€**.

Le montant de la SCSP notifié au titre de 2019 est de 340 761 797 € ; elle a été complétée par une somme de 3 000 € correspondant au financement attribué par la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et les conduites addictives (MIDELCA) au service de santé universitaire.

Au titre de la masse salariale, la dotation est enregistrée pour **309,30 M€**, dont 1,02 M€ d'actions spécifiques et 308,28 M€ de socle de masse salariale 2019. Au titre du fonctionnement, la SCSP est enregistrée pour un montant de **31,46 M€** dont 29,46 M€ de dotation de fonctionnement (la dotation Sympa a été diminuée de la réserve de précaution de 2,1 M€), 1,60 M€ d'actions spécifiques, 0,40 M€ au titre des opérations immobilières (dotations de mise en sécurité, de sureté et d'accessibilité). La SCSP est en augmentation de près de 2 M€ par rapport à 2018.

### Autres financements de l'Etat

Autres financements de l'Etat	CF 2018	BA 2019	CF 2019
ANR - hors investissements d'avenir	4 219 778,70	5 551 641,00	5 628 693,61
Subvention exploitation & financements actifs	1 230 994,60	2 044 674,59	1 690 923,24
<b>Total</b>	<b>5 450 773,30</b>	<b>7 596 315,59</b>	<b>7 319 616,85</b>

Les encaissements 2019 au titre de l'ANR hors Investissements d'avenir concernent des contrats de recherche pour un montant de 4 682 065 € et les reversements au titre du préciput ANR pour 946 629 €.

Le taux de réalisation de cette rubrique se situe à plus de 96 % (contre 91 % en 2018).

Le montant des recettes encaissées en 2019 au titre des subventions d'exploitation et financements externes de l'actif est de 1 690 923 €, qui se détaille en 200 000 € de subvention de la DRAC pour le centre de formation des musiciens intervenants (CFMI) de la Faculté des arts, 554 535 € de reversements au titre de la mise à disposition de personnels (élèves normaliens et polytechniques), 463 206 € de subventions du Ministère du travail, 600 000 € au titre des crédits d'investissement de l'Etat pour divers projets (jouissance de matériels, réhabilitation et restructuration de locaux) et -126 818 € de régularisations d'encaissements liées notamment aux opérations d'apurement de contrats effectués en 2019.

### Fiscalité affectée

D'un montant global de **3 925 061 €**, cette rubrique correspond aux reversements de la CVEC : **3 870 221 €** du CROUS et **54 840 €** d'un établissement partenaire (INSA).

**Autres financements publics**

Autres financements publics	CF 2018	BA 2019	CF 2019
Subvention exploitation & financements actifs - Région	1 469 545	3 099 676	1 640 894
Subvention exploitation & financements actifs - UE	8 956 448	9 744 421	7 322 792
Subvention exploitation & financements actifs - Autres	4 973 285	9 746 801	4 082 656
Autres recettes	25 172		7 390
<b>Total</b>	<b>15 424 450</b>	<b>22 590 898</b>	<b>13 053 732</b>

Cette catégorie de ressources s'élève à 13,05 M€ en 2019 et est en diminution par rapport à 2018 (- 2,3 M€), ceci étant notamment dû aux contrats européens.

α *Subventions d'exploitation et financements actifs - Région* : **1 640 894 €**

Les financements de la Région concernent différents projets de formation et de recherche (Pacte Ingénieur, PEAP, Eucor – le Campus Européen, etc.), des soutiens spécifiques aux activités culturelles et au Jardin des sciences ainsi que le financement de jeunes chercheurs par le biais d'attribution de contrats doctoraux.

L'écart entre les prévisions de recettes et les encaissements est lié au fait que le versement de la participation régionale dépend de l'évolution des différents projets et de la transmission des reportings prévus contractuellement. Ainsi dans le cadre des financements de jeunes chercheurs seuls 42 k€ ont été encaissés pour une prévision de près de 1 M€. D'autre part, les prévisions de recettes comportaient également 177 125 € d'anticipations de recettes sans encaissements. Compte tenu de ces éléments le taux de réalisation des encaissements se situe à **53 %** en 2019 (contre 63 % en 2018).

α *Subventions d'exploitation et financements actifs – Union européenne (UE)* : **7 322 792 €**

Les encaissements de l'UE concernent principalement des contrats de recherche pour **4 874 769 €** (51 contrats en cours et des prévisions de recettes par anticipation), **2 359 587 €** de financements dans le cadre des bourses Erasmus et **88 436 €** de contrats de formation. L'écart entre les prévisions de recettes et les encaissements est lié à 5 nouveaux contrats européens dont les prévisions d'encaissement à hauteur de **1,8 M€** ne se sont pas réalisés.

α *Subventions d'exploitation et financements actifs – Autres* : **4 082 656 €**

Cette rubrique comprend :

- les encaissements des autres collectivités et organismes publics relevant du périmètre de la recherche et de la valorisation (CNRS dans le cadre de la délégation globale de gestion, versements de l'Institut Hospitalo-Universitaire, de l'Institut National de Veille Sanitaire, etc.) pour un montant de **1 624 581 €**,
- les versements effectués par les départements et par les communes dans le cadre de financements partenariaux (Institut national supérieure du professorat et de l'éducation, Télécom physique Strasbourg, Faculté de médecine) à hauteur de **1 140 520 €**,

- les encaissements concernant les services communs pour **190 921 €** (contrat de site avec le Service des bibliothèques, manifestations scientifiques gérées par la Cellule Congrès), **991 825 €** pour les services centraux (PEAP, Service de santé universitaire, Direction du patrimoine immobilier, etc.) et **134 809 €** d'autres encaissements (paie centralisée, Presses universitaires de Strasbourg et service de valorisation)

L'écart entre les prévisions de recettes et les encaissements s'explique en partie par le fait que le versement du financement des différents bailleurs dépend de l'évolution des différents projets et de la transmission des reportings prévus contractuellement. Au final, le taux de réalisation des encaissements se situe à **42 % en 2019** (47 % en 2018) avec des disparités selon les entités (34 % pour la recherche et la valorisation, 38 % pour les composantes et 60 % pour les services communs et centraux).

α *Autres recettes* : **7 390 €**

Ce montant correspond à des versements liés à des encaissements dans le cadre de contrats unique d'insertion (contrats aidés).

**Recettes propres**

Recettes propres	CF 2018	BA 2019	CF 2019
Droits d'inscription	8 024 775	8 460 480	8 353 209
Diplômes propres, FC & VAE	29 073 150	28 664 342	26 015 783
Taxe d'apprentissage	1 133 965	1 225 323	1 145 677
Contrats et prestations de recherche hors ANR	17 577	1 181 916	7 508
Valorisation	1 877 774	2 520 611	2 077 645
Subvention exploitation & financements actifs - Autres	6 919 145		7 197 779
Fondations - réserves, dons & legs	180 806	95 059	117 468
Autres recettes	19 647 633	30 185 535	22 439 048
<b>Total</b>	<b>66 874 824</b>	<b>72 333 266</b>	<b>67 354 118</b>

Par rapport au BA 2019, le taux de réalisation se situe globalement à **93 %** (contre 96 % en 2018) et est détaillé ci-après.

α *Droits d'inscription nationaux* : **8 353 209 €**

Les encaissements 2019 de cette catégorie de recettes correspondent en majorité aux versements effectués au titre des droits d'inscription nationaux 2019/2020. Ces droits d'inscription sont réventilés entre le niveau central (80 %) et le Service des bibliothèques (15 %) et d'autres entités (dont les 2 facultés de théologie).

Le taux de réalisation de ces encaissements se situe à près de **99 %**.

α *Formation continue, diplômes propres et VAE* : **26 015 783 €**

Ces encaissements comprennent les droits spécifiques liés aux diplômes propres pour un montant de **19 685 436 €** (dont 13 M€ à l'Ecole de management, 2,5 M€ au Centre d'études internationales pour la propriété intellectuelle, 1 M€ à l'Institut international des études françaises, 0,9 M€ à l'Institut des Etudes Politiques, 0,9 M€ à l'Institut des traducteurs et relations internationales (Faculté des Langues) et 2,3 M€ pour diverses autres composantes dont la Faculté de médecine ou la Faculté de droit, de sciences politiques et de gestion. Les prestations de formation continue représentent **6 218 547 €** et la validation des acquis de l'expérience (VAE) **110 800 €**. Le taux de réalisation de 90 % s'explique essentiellement par des encaissements prévus mais non réalisés par l'Ecole de management (- 2 M€).

α *Taxe d'apprentissage* : **1 145 677 €**

Le taux de réalisation de cette catégorie est de **94 %**. Les principales entités concernées sont l'EM Strasbourg (322 k€), les 3 IUT (270 k€), la Faculté de pharmacie (121 k€), le Centre universitaire d'enseignement du journalisme (69 k€) et l'Ecole européenne de chimie, polymères et matériaux (48 k€).

*α Contrats & prestations de recherche hors ANR : 7 508€*

Les encaissements 2019 de cette rubrique sont très limités et concernent l'Institut du travail pour 6 000 € et une prestation du SAIC pour 1 508 €.

Le taux de réalisation des encaissements très faible (**moins de 1 %**) pour cette catégorie de recettes s'explique par le fait que la prévision comprenait des recettes dont les encaissements ont été réalisés pour la grande majorité dans une autre rubrique (« autres recettes ») : c'est notamment le cas pour les refacturations liées de la médecine légale.

*α Valorisation : 2 077 645 €*

Dans cette catégorie, les encaissements 2019 comprennent 990 962 € de recettes liées aux colloques, 652 553 € de prestation de la médecine légale et 434 130 € de recettes concernant essentiellement des activités de valorisation effectuées par des unités de recherche, notamment dans le cadre de la géothermie (EOST) à hauteur de 107 908 € et au titre des reversements de propriété intellectuelle de la SATT pour 275 071 €.

*α Subvention exploitation & financements actifs – autres : 7 197 779 €*

Les encaissements de l'année 2019 de cette catégorie se détaillent en 4 742 468 € de recettes liées aux contrats d'application Unistra – Fondation Unistra (recrutements de personnels contractuels), 908 565 € de financements d'associations caritatives (ARC, Ligue Contre le Cancer, Sidaction, etc.) permettant le recrutement de jeunes chercheurs, 862 363 € de contrats de recherche financés par organismes nationaux et 684 383 € d'autres subventions accordées à diverses composantes de l'établissement.

Les prévisions de recettes concernant les différents encaissements 2019 n'ont pas été inscrites dans cette catégorie (cf « autres recettes » *ci-dessous*).

*α Fondations – fonds propres, réserves, dons & legs : 117 468 €*

Les encaissements 2019 concernent essentiellement plusieurs dons au profit de la Faculté de médecine pour un montant de 85 214 €.

*α Autres recettes : 22 439 048 €*

Cette catégorie a été impactée par des changements du périmètre d'affectation des recettes (notamment la catégorie « subvention exploitation & financements actifs – autres »), ce qui explique un taux de réalisation des encaissements de **74 %**.

Les encaissements 2019 qui concernent la catégorie « autres recettes » comprennent :

- **1 369 293 €** de produits issus d'hébergements de courte durée dans les résidences de l'université (Maison Arconati-Visconti et Collège doctoral européen) ;
- **5 911 744 €** de prestations de services diverses et activités annexes dont 3 314 225 € au titre des refacturations et des mises à disposition de personnels (concernant notamment la SATT), 434 782 € de prestations diverses (imprimerie, ventes de billetterie, etc), 795 051 € de revenus au titre des autorisations d'occupations temporaires (AOT), 1 305 808 € de participations des partenaires du réseau OSIRIS et 61 878 € de ventes de périodiques ;

- **15 158 011 €** de produits divers qui se détaillent en : 6 705 944 € de versements des centres de formation des apprentis, 2 502 158 € de facturations et de frais d'infrastructure, 1 319 102 € de prestations de recherche et de refacturations effectuées par les plateformes scientifiques, 1 437 861 € d'encaissements au titre de mises à disposition de personnels, 3 194 396 € d'autres recettes (dont notamment 2 510 451 € concernant les composantes de formation avec 1 111 900 € au titre des encaissements liés aux indemnités pédagogiques et spécifiques de formations des maîtres de stages de la faculté de médecine) et 560 850 € de refacturations par la Cellule congrès du Service de formation continue (SFC) dans le cadre de l'organisation de manifestations scientifiques.

### 1.2.2. Les recettes fléchées

Encaissées pour un montant global de **51 780 555 €**, les recettes fléchées se répartissent de la façon suivante entre les différents projets :

Recettes fléchées	Inv. Avenir	Campus	CPER	Total
Financements de l'Etat	29 607 824	14 963 868	507 880	45 079 572
Autres financements publics	613 246	5 250 000	474 170	6 337 416
Recettes propres	98 216	265 351		363 567
<b>Total</b>	<b>30 319 286</b>	<b>20 479 219</b>	<b>982 050</b>	<b>51 780 555</b>

Les versements 2019 au titre des Investissements d'avenir se détaillent ainsi :

- ✓ IdEx Unistra : 25,64 M€.
- ✓ Projets PIA 2 & PIA 3 : 4,75 M€.

Concernant les encaissements au titre du CPER, ils s'élèvent à 0,51 M€ au titre des projets inscrits au volet recherche (Alsacalcul, I2MT, Alsace-Aval-Sentinelle) et 0,472 M€ au titre du volet immobilier.

Concernant les encaissements de l'Opération Campus, des précisions sont apportées dans le rapport Campus situé en annexe.

A l'issue de ces explications, le solde budgétaire 2019 déterminé par différence entre les encaissements et les décaissements de l'exercice, s'élève à :

Encaissements 2019	484 197 881,06
Décaissements 2019	- 500 986 502,15
<b>Solde budgétaire</b>	<b>- 16 788 621,09</b>

## 2. L'équilibre financier

### 2.1. Le solde budgétaire

Le **solde budgétaire** de l'exercice 2019 est déficitaire de **16,8 M€** ; il se ventile entre les entités de la manière suivante :

Exercice 2019	Solde budgétaire				
	Etablissement	SAIC	UOH	PUS	Université
Prévisionnel	- 39 215 488	- 1 163 043	9 647	- 202 500	- <b>40 571 384</b>
Réalisé	- 15 072 918	- 1 495 047	- 221 519	863	- <b>16 788 621</b>
Ecart	24 142 570	- 332 004	- 231 166	203 363	<b>23 782 763</b>

Le solde budgétaire cumulé des services à comptabilité distincte (- **1 715 k€**) s'explique par :

- Un solde budgétaire négatif de **1 495 k€** pour le SAIC ; une variation négative de 332 k€ est constatée par rapport au solde prévisionnel lié à un projet financé par l'ADEME pour lequel la prévision d'encaissement de près de 300 k€ ne s'est pas réalisée.
- Un solde budgétaire négatif de **221 k€** pour l'Université ouverte des humanités (UOH) ; un écart négatif de 231 k€ avec le solde prévisionnel est constaté. Il est lié principalement au projet ECRI+ pour lequel le solde budgétaire réalisé est de - 121 k€ au lieu de +108 k€ prévu, soit un écart de - 229 k€. Ce sont les recettes prévues à hauteur de 313 k€ qui n'ont pas fait l'objet d'encaissement en 2019.
- Un solde budgétaire positif de **0,9 k€** pour la Fondation des PUS ; l'écart positif de 204 k€ avec le solde prévisionnel s'explique par l'impact des prestations internes. En effet, la dotation de l'établissement pour financer les rémunérations et des publications a donné lieu à une recette interne de 197,5 k€ en comptabilité générale et a été inscrite au budget en AE et CP ; hors la comptabilisation d'une recette interne atténuée d'autant les engagements et les paiements réalisés sur l'année. Ainsi, la sous-consommation des crédits de fonctionnement est relative et s'explique par le biais des prestations internes dont la valeur nette (PI reçues - PI données) de 187,8 k€ minore les paiements sur l'exercice.



Le solde budgétaire de l'établissement hors SCD est déficitaire de 15 072 918 € et se ventile de la manière suivante entre les structures internes.

<b>Structures</b>	<b>SB réalisé Rec + Dotations - CP</b>	<b>SB prévisionnel</b>	<b>Ecart</b>
Composantes	1 334 675	- 521 254	1 855 929
Paie Niv Central	691 865	16 814	675 051
Recherche	569 048	- 5 215 196	5 784 244
Services Centraux	- 17 418 429	- 32 365 020	14 946 591
Services Communs	- 250 077	- 1 130 833	880 756
<b>Total Hors SCD</b>	<b>- 15 072 918</b>	<b>- 39 215 488</b>	<b>24 142 570</b>

Un déficit de 15 M€ est constaté pour l'ensemble de l'établissement (hors SCD). Les services centraux et communs sont majoritairement à l'origine de ce solde déficitaire puisqu'il s'élève à - 17,6 M€ les concernant, la recherche, les composantes ainsi que l'unité budgétaire de paie centrale dégageant quant à elles un solde excédentaire de 2,6 M€.

Le solde budgétaire global des services centraux est ainsi de -17,4 M€, l'écart avec le prévisionnel s'élevant à 14,9 M€ ; ce sont plus de 23 M€ de crédits de paiement qui n'ont pas été décaissés (17,5 M€ sur les opérations immobilières, 2,8 M€ sur les opérations de la Direction du numériques, 1,5 M€ sur l'Idex et 1,2 M€ sur les autres entités dont notamment la Direction des relations internationales) et plus de 8 M€ de recettes non encaissées (dont 6,2 M€ sur l'opération Ease, 1,1 M€ sur les CPER Immobilier et sur l'Opération Campus et 0,7 M€ pour les bourses Erasmus). L'unité budgétaire Paie, en ce qui concerne le niveau central, dégage quant à elle un solde budgétaire excédentaire de 0,69 M€ essentiellement lié à des CP non décaissés pour 600 k€ (sur les 907 k€ abondés par le niveau central).

Au niveau de la Recherche, le solde budgétaire, qui était d'un montant prévisionnel de -5,2 M€ au BA 2019, est constaté à la fin de l'année à +0,56 M€ ; la variation positive de 5,8 M€ est dû à la non consommation des crédits de paiement pour 9,7 M€ et des encaissements non réalisés pour 3,9 M€.

Au niveau des composantes, le solde budgétaire de 1,3 M€ s'explique par la non consommation des crédits de paiement à hauteur de 5,7 M€ et la non-réalisation des recettes pour 3,9 M€ ; le solde budgétaire des composantes présente une variation de -1,7 M€ par rapport à 2018.

Au niveau des services communs, le solde budgétaire est de - 250 k€, il s'améliore de 0,88 M€ par rapport au solde budgétaire prévisionnel, essentiellement du fait de la non-exécution des crédits de paiement pour 1,8 M€ et la non réalisation d'encaissements pour 1 M€ (essentiellement dans le cadre des activités du Service de formation continue).

Le solde budgétaire de l'établissement doit s'expliquer par l'analyse des soldes budgétaires en référence aux crédits fléchés ou non : le solde budgétaire globalisé est déficitaire de 4,1 M€ et le solde budgétaire fléché de 12,6 M€.

Exercice 2019	Université	Crédits globalisés	Crédits fléchés
Recettes évaluatives	484 197 881,06	432 417 326,43	51 780 554,63
Crédits de paiement	- 500 986 502,15	- 436 559 563,56	- 64 426 938,59
<b>Solde budgétaire</b>	<b>- 16 788 621,09</b>	<b>- 4 142 237,13</b>	<b>- 12 646 383,96</b>
<i>Solde prévisionnel</i>	<b>- 40 571 384,12</b>	- 20 204 335,00	- 20 367 049,12
<i>Ecart</i>	23 782 763,03	16 062 097,87	7 720 665,16

### Focus sur le solde budgétaire fléché

Le solde budgétaire fléché se décompose de la façon suivante.

Opérations fléchées	Inv. Avenir	Campus	CPER	Total
Recettes fléchées	30 319 286	20 479 219	982 050	51 780 555
Crédits paiement fléchés	21 786 424	33 565 292	9 075 223	64 426 939
<b>SB fléché</b>	<b>8 532 863</b>	<b>- 13 086 073</b>	<b>- 8 093 173</b>	<b>- 12 646 384</b>

Le solde budgétaire est la différence entre les encaissements et décaissements typés fléchés dans le système d'information sur les structures budgétaires portant les opérations des Investissements d'avenir, Opération Campus et CPER.

Afin de mieux refléter la variation de trésorerie générée par ces opérations, il convient de tenir compte d'autres flux qui ne peuvent pas être retracés comme fléchés. Il s'agit d'une part d'apports de financement effectués par l'établissement sur les ressources globalisées à ces opérations fléchées, constitués soit par de la dotation sur les crédits annuels soit par un recours à un prélèvement sur le fonds de roulement dans le cadre du PPI autofinancé.

D'autre part, des financements fléchés peuvent contribuer à la prise en charge de dépenses globalisées, comme par exemple la contribution des crédits Idex aux frais de structure de l'établissement.

Le tableau suivant retrace ces flux entrants et sortants et permet d'établir un solde budgétaire révisé plus cohérent :

Opérations fléchées	Inv. Avenir	Campus	CPER	Total
<b>SB fléché</b>	<b>8 532 863</b>	<b>- 13 086 073</b>	<b>- 8 093 173</b>	<b>- 12 646 384</b>
Dotations sur recettes globalisées	61 556	130 000		191 556
Apports sur FDR		832 028	1 186 445	2 018 474
Contributions aux dépenses globalisées	- 2 688 764			- 2 688 764
<b>SB fléché révisé</b>	<b>5 905 655</b>	<b>- 12 124 045</b>	<b>- 6 906 728</b>	<b>- 13 125 118</b>

Concernant les crédits Investissements d'avenir, les contributions de l'Idex aux dépenses globalisées concernent pour 2,7 M€ la participation aux frais de structure de l'établissement et la contribution à des heures complémentaires effectuées au titre des projets. A l'inverse, certains projets sont gérés en crédits fléchés car bénéficiant de financement Idex mais également d'autres financements et/ou d'autofinancement. C'est le cas du projet de création d'un lieu d'accueil pour l'entrepreneuriat étudiant qui a bénéficié en 2019 de 0,2 M€ d'autofinancement sur crédits globalisés mais également du projet de construction de l'usine école Ease dont la part autofinancée s'est réduite de 0,1 M€. Ainsi, la trésorerie dégagée par les Investissements d'avenir s'élève à 5,9 M€.

Concernant l'Opération Campus, des dotations de l'établissement contribuent pour 130 k€ aux opérations suivantes : rénovation énergétique de l'IRMA pour 50 k€ et séparation de la tour et de bâtiment bas de Chimie pour 80 k€. De plus, l'établissement a mobilisé 832 k€ sur son fonds de roulement dont principalement 484 k€ pour l'opération IRMA, 236 k€ pour les travaux préalables à la construction du planétarium et 50 k€ pour l'opération tour de chimie.

Ainsi, l'Opération Campus génère un prélèvement sur la trésorerie de 12,1 M€ dont une partie provient des financements obtenus et inscrits en compte d'avance, et une autre de l'emprunt réalisé.

Concernant les CPER, l'établissement contribue sur son fonds de roulement à l'opération CRBS pour 1 M€ et à l'opération I2MT pour 0,2 M€. Le solde budgétaire révisé est ainsi déficitaire de 6,9 M€ prélevés sur les avances obtenues les années antérieures.

Les soldes budgétaires fléchés sont commentés au point 3 du rapport.

## 2.2. Les opérations pour compte de tiers

---

### 2.2.1. Les opérations non budgétaires

Elles sont constituées des opérations suivantes :

- des tirages d'emprunt d'un total de 32 M€ diminués des remboursements en capital des emprunts à hauteur de 1,1 M€ en 2019,
- des prêts, dépôts et cautionnements (concernant des cautions du Collège doctoral européen ainsi que des aides remboursables accordées à des personnels) pour respectivement 26,2 k€ en encaissements et 34,6 k€ de décaissements.

### 2.2.2. Les opérations pour compte de tiers

L'organisme agit en qualité d'intermédiaire ; les opérations pour compte de tiers doivent respecter trois critères cumulatifs :

- Trois intervenants prennent part au dispositif :
  - le tiers financeur,
  - l'organisme intermédiaire,
  - le bénéficiaire final.
- L'intermédiaire ne dispose d'aucune autonomie dans la prise de décision.
- Le financement du dispositif est assuré par le tiers financeur.

Le solde des opérations non budgétaires a un impact sur la trésorerie de l'université. Il s'agit des opérations de décaissements et encaissements retracées ci-dessous :

#### ➤ Les opérations pour compte de tiers – décaissements

- Reversements aux partenaires dans le cadre des contrats où l'université est coordonnateur, reversements de trop-perçus sur contrats et opérations particulières de travaux pour lesquels nous recevons les fonds pour les reverser à des partenaires pour 12,5 M€.
- Les opérations de travaux de l'insectarium pour 0,6 M€, la maîtrise d'ouvrage dans ce cas a été assurée par l'Université de Strasbourg par délégation du CNRS.
- Les bourses d'aide à la mobilité internationale (AMI) pour 0,7 M€.
- La gestion de la TVA déductible pour 6,7 M€

Soit un total de décaissements pour compte de tiers de **20,5 M€**.

➤ **Les opérations pour compte de tiers – encaissements**

- Les sommes encaissées transférées sur le compte de recettes à transférer pour versement aux tiers pour 10,9 M€.
- Les opérations de travaux de l'insectarium pour 0,2 M€, la maîtrise d'ouvrage dans ce cas est assurée par l'Université de Strasbourg (*cf supra*).
- Les bourses AMI versés par le MESRI pour 0,7 M€.
- La gestion de la TVA collectée pour 2,1 M€.

Soit un total d'encaissements pour compte de tiers de **13,9 M€**.

➤ **Prévisions / réalisations de décaissements**

Le taux d'exécution des opérations pour comptes de tiers atteint 83 % pour ce qui concerne les encaissements, et 106 % pour les décaissements.

Les encaissements liés à la collecte de TVA n'ont été réalisés qu'à hauteur de 37 % des prévisions (5 769 k€ prévu et 2 155 k€ réalisés) : la différence correspond au crédit de TVA pour lequel le remboursement n'a pas été demandé au cours de l'exercice.

Pour les autres lignes (bourses AMI, reversements liés aux contrats, les opérations liées aux projets CAMPUS INSA PEGE et Insectarium), les réalisations sont conformes aux prévisions.

### **2.2.3. Les opérations sur compte de tiers**

Elles sont constituées des opérations de :

- décaissements à hauteur de 131 k€,
- encaissements d'opérations imputées sur des comptes d'avance, d'attente, virements à réimputer, trop perçus, régies de recettes, pour un total de 5,6 M€.

## 2.3. Le plan de trésorerie

La variation de la trésorerie est de positive de + 12 M€ entre le solde initial de 2019 et le solde final au 31 décembre 2019. Celle-ci s'explique en partie par la sous-consommation de crédits de paiement des opérations budgétaires et par la sous-utilisation des tirages 2019 d'emprunt relatifs à l'Opération Campus.

Les opérations non budgétaires dégagent un excédent de trésorerie de 28,7 M€.

Les opérations budgétaires sur trésorerie fléchée dégagent un déficit de 11,9 M€.

Les opérations budgétaires sur trésorerie non fléchée dégagent un déficit de 4,8 M€.

La trésorerie constituée au 31 décembre 2019 de 149,5 M€ est en grande partie non mobilisable car pré-affectée à des projets pluriannuels dont les principaux sont les projets immobiliers de l'Opération Campus ainsi que l'IdEx.

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
<b>SOLDE INITIAL (début de mois)</b>	137 488 682,21	201 873 023,44	172 085 960,18	138 565 131,63	206 434 975,64	167 809 935,72	128 915 687,97	256 711 223,99	223 742 281,16	196 129 680,66	257 705 091,69	184 999 669,05	
<b>ENCAISSEMENTS</b>	100 707 130,39	7 826 874,50	11 446 282,69	107 930 579,33	6 631 838,34	6 479 036,82	175 447 809,04	6 348 262,21	12 811 018,02	73 609 017,25	11 296 688,58	15 331 803,53	<b>535 866 340,70</b>
<b>DECAISSEMENTS</b>	36 322 789,16	37 613 937,76	44 967 111,24	40 060 735,32	45 256 878,26	45 373 284,57	47 652 273,02	39 317 205,04	40 423 618,52	12 033 606,22	84 002 111,22	50 817 543,05	<b>523 841 093,38</b>
<b>SOLDE DU MOIS</b>	64 384 341,23	- 29 787 063,26	- 33 520 828,55	67 869 844,01	- 38 625 039,92	- 38 894 247,75	127 795 536,02	- 32 968 942,83	- 27 612 600,50	61 575 411,03	- 72 705 422,64	- 35 485 739,52	<b>12 025 247,32</b>
<b>SOLDE CUMULE</b>	201 873 023,44	172 085 960,18	138 565 131,63	206 434 975,64	167 809 935,72	128 915 687,97	256 711 223,99	223 742 281,16	196 129 680,66	257 705 091,69	184 999 669,05	149 513 929,53	
													<i>dont trésorerie fléchée</i>
													-11 977 925,90
													<i>dont trésorerie non fléchée</i>
													-4 810 695,19
													<i>dont trésorerie sur op. non budgétaires</i>
													29 808 462,82
													<i>dont trésorerie sur op. gérées en compte de tiers</i>
													-994 594,41
													<b>Variation trésorerie</b>
													<b>12 025 247,32</b>

## 2. LA SITUATION PATRIMONIALE

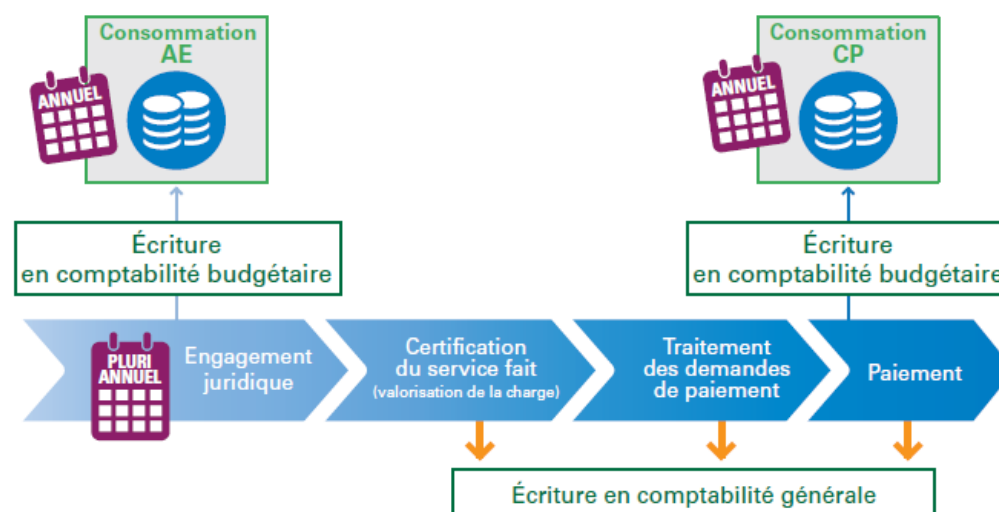
La **situation patrimoniale est complémentaire** de la situation budgétaire rénovée au format GBCP.

La comptabilité générale, tenue en droits et obligations constatés, permet de suivre l'évolution de la situation patrimoniale de l'établissement au travers différents documents comptables tels que le bilan, le compte de résultat et le tableau de financement présentés dans cette partie. L'annexe accompagne également les comptes annuels.

Rappelons que dans la comptabilité générale, les charges et les produits sont comptabilisés au moment du « service fait » et font l'objet d'un rattachement à l'exercice, alors que la comptabilité budgétaire enregistre les engagements juridiques pris ainsi que les flux financiers (encaissements et décaissements).

Les efforts réalisés en matière de qualité comptable et les résultats obtenus se traduisent par une certification de nos comptes par un collège de commissaires aux comptes depuis 2009 et par la levée progressive des réserves qui étaient émises jusqu'à obtenir une certification sans réserves depuis 2015. Ainsi, l'université rend des comptes réguliers, sincères et qui donnent une image fidèle de son patrimoine et de sa situation financière.

Le schéma suivant précise les liens entre les deux comptabilités.



## 2.1. Le bilan

→ **Le bilan comptable est le document qui synthétise ce que l'université possède, appelé l'« actif » (immeubles, équipements, dotations non consommables, etc.), et ses ressources, appelées le « passif » (financement externe de l'actif, réserves, provisions, etc.). A ce titre, le bilan est une « photographie » du patrimoine de l'université.**

En association avec le compte de résultat, le bilan permet de réaliser une évaluation de la situation financière de l'université et donne aussi des informations sur la performance et la rentabilité. Ces documents, certifiés par les commissaires aux comptes, figurent dans les « Comptes annuels ».

→ **Le bilan fonctionnel est une forme de bilan dans lequel les emplois et les ressources sont classés par fonction (investissement, financement, exploitation et hors exploitation). On ne parle pas ici d'actifs et de passifs mais d'emplois et de ressources.**

Son objectif est d'analyser la **structure financière** de l'université en comparant ses emplois (actifs) à ses ressources (passifs). Il met en évidence différents cycles :

- cycle durable : comparaison entre les investissements durables et les financements stables,
- cycle d'exploitation : comparaison entre les stocks, les créances et les dettes relatives à l'exploitation,
- cycle hors exploitation : comparaison entre les créances et dettes diverses,
- cycle de trésorerie : comparaison entre la trésorerie active et la trésorerie passive.

Il permet de mener ce que l'on appelle une analyse fonctionnelle et de dégager trois concepts fondamentaux :

- le **Fonds de Roulement (FR)** (différence entre les ressources et les emplois durables) constitue la ressource dont l'établissement dispose pour une durée relativement longue après financement de ses immobilisations ; il doit nécessairement être positif ;
- le Fonds de Roulement va servir à financer en tout ou partie le **Besoin en Fonds de Roulement (BFR)** (différence entre l'actif circulant et les dettes à court terme) qui traduit le besoin de financement du décalage qui existe entre les flux de recettes et ceux de dépenses ; lorsqu'il est négatif, il constitue un Excédent en Fonds de Roulement (EFR) qui alimente la trésorerie ;
- le solde va contribuer à alimenter la **Trésorerie (T)**, résultante des deux premiers termes.

Le bilan fonctionnel présenté ci-après permet de déterminer la valeur de ces trois agrégats à la date du 31 décembre 2019 et de la comparer à celles des deux exercices précédents.



<b>BILAN FONCTIONNEL</b>	<b>2019</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>+ Ressources stables :</b>	<b>1 875 312 423</b>	<b>1 827 244 897</b>	<b>1 779 542 112</b>
<b>* Ressources propres</b>	<b>677 802 143</b>	<b>659 551 700</b>	<b>642 370 536</b>
<i>. Capitaux propres</i>	<b>676 368 479</b>	<b>658 156 584</b>	<b>640 571 271</b>
. Biens mis à disposition des établissements par l'Etat	399 929 166	426 287 225	451 580 843
. Biens remis en pleine propriété aux établissements			
. Financements externes de l'actif Etat et autres financeurs	181 623 107	154 770 296	117 486 625
. Fonds propres et réserves des fondations	25 372	25 372	25 372
. Ecart de réévaluation			
. Réserves	62 785 749,52	59 976 079	55 382 679
. Report à nouveau	14 257 550,09	-979 293	0
. Résultat de l'exercice (avant affectation)	3 088 820,42	2 809 670	4 593 400
. Provisions pour risques et charges	14 658 713	15 267 232	11 502 351
<i>. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant</i>	<b>1 433 664</b>	<b>1 395 116</b>	<b>1 799 265</b>
. Provisions pour dépréciation de stock	185 965	144 737	115 229
. Provisions pour dépréciation de créances	1 247 700	1 250 379	1 684 036
<b>* Emprunts et dettes assimilées (hors ICNE)</b>	<b>1 197 510 280</b>	<b>1 167 693 198</b>	<b>1 137 171 576</b>
<i>. Emprunts auprès des établissements bancaires</i>	<b>70 283 015</b>	<b>40 466 130</b>	<b>9 915 709</b>
<i>. Autres emprunts, dettes assimilées et cautionnements</i>	<b>2 227 265</b>	<b>2 227 067</b>	<b>2 255 867</b>
<i>. Dotation non consommable Campus</i>	<b>375 000 000</b>	<b>375 000 000</b>	<b>375 000 000</b>
<i>. Dotation non consommable Idex</i>	<b>750 000 000</b>	<b>750 000 000</b>	<b>750 000 000</b>
<b>* Dettes rattachées à des participations</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

<b>BILAN FONCTIONNEL</b>	<b>2019</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>- Emplois stables (actif immobilisé net) :</b>	<b>1 758 105 237</b>	<b>1 740 489 717</b>	<b>1 722 627 433</b>
* <b>Actif immobilisé brut</b>	<b>2 091 081 092</b>	<b>2 032 480 502</b>	<b>1 977 053 445</b>
<i>. Immobilisations incorporelles et en cours</i>	<i>5 453 821</i>	<i>5 120 463</i>	<i>4 493 177</i>
<i>. Immobilisations corporelles et en cours</i>	<i>958 159 307</i>	<i>899 899 807</i>	<i>845 072 059</i>
<i>. Immobilisations financières</i>	<i>1 127 467 964</i>	<i>1 127 460 232</i>	<i>1 127 488 209</i>
<i>. Dotation non consommable Campus</i>	<i>375 000 000</i>	<i>375 000 000</i>	<i>375 000 000</i>
<i>. Dotation non consommable Idex</i>	<i>750 000 000</i>	<i>750 000 000</i>	<i>750 000 000</i>
<i>. Autres immobilisations financières</i>	<i>2 467 964</i>	<i>2 460 232</i>	<i>2 488 209</i>
<i>. Autres actifs immobilisés (charges à répartir)</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
* <b>Amortissements et provisions pour dépréciation d'immo.</b>	<b>-332 975 856</b>	<b>-291 990 786</b>	<b>-254 426 011</b>
<i>. Amortissements</i>	<i>-330 085 622</i>	<i>-289 100 552</i>	<i>-251 553 277</i>
<i>. Provisions pour dépréciation d'immobilisation</i>	<i>-2 890 234</i>	<i>-2 890 234</i>	<i>-2 872 734</i>
<b>= FONDS de ROULEMENT NET GLOBAL (F.R.N.G.)</b>	<b>117 207 187</b>	<b>86 755 181</b>	<b>56 914 679</b>

## 2.1.1. Le fonds de roulement

→ **Le fonds de roulement (FR) est défini comme l'excédent des ressources stables par rapport aux emplois stables. Il est utilisé pour financer une partie des actifs circulants. Le fonds de roulement représente une ressource durable à la disposition de l'établissement.**

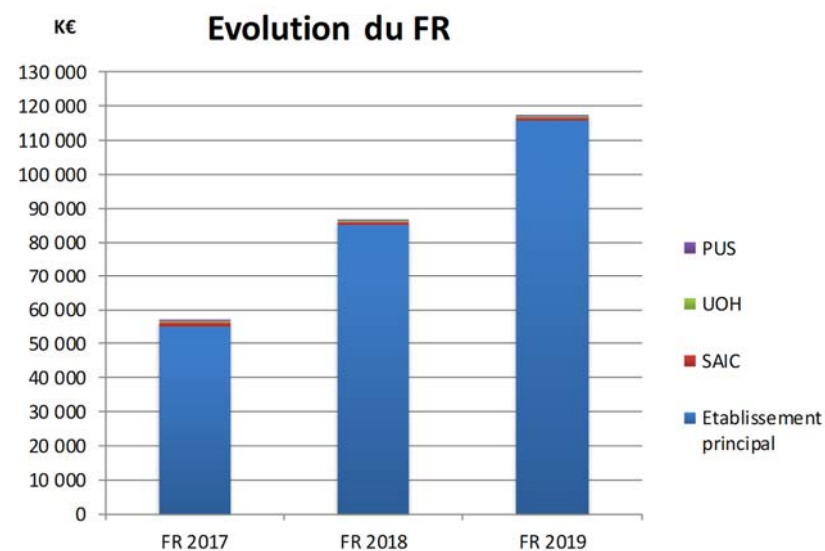
### 2.1.1.1. Valeur et évolution du fonds de roulement

A l'issue de l'exercice 2019, **le montant du fonds de roulement de l'université s'établit à 117,2 M€, en progression de 30,4 M€**. Cette hausse est la sixième consécutive et résulte majoritairement du recours à l'emprunt effectué dans le cadre de l'Opération Campus pour un montant net annuel (tirages diminués des remboursements) de 29,8 M€. Sans ces inscriptions, le fonds de roulement serait en hausse de 0,6 M€. Calculé par le haut de bilan, le fonds de roulement résulte d'une augmentation des ressources stables de l'établissement (+ 48 M€) plus forte que celle des emplois stables - ou actif immobilisé net- (+ 17,6 M€). Les évolutions sont expliquées dans la partie suivante.

Le montant du fonds de roulement représente **94 jours de charges décaissables** (hors dotations aux amortissements et provisions et prestations internes) contre 71 jours en 2018 et 49 jours en 2017. Néanmoins, déduction faite du capital restant dû au titre de l'emprunt, le fonds de roulement représenterait 46,9 M€ soit 37,5 jours de charges décaissables (contre 46,3 M€ soit 37,9 jours de charges décaissables fin 2018).

Le fonds de roulement se répartit entre les entités internes de l'établissement de la manière suivante.

	Fonds de roulement au 31/12/2019	Variation FR 2019
Etablissement principal	115 838 936	30 623 023
SAIC	764 163	-67 546
UOH	411 826	-105 346
PUS	192 261	1 875
<b>Université</b>	<b>117 207 187</b>	<b>30 452 006</b>



La variation du fonds de roulement en 2019 est due à deux effets distincts : d'une part le changement de méthode de comptabilisation des droits nationaux et de la CVEC conduit à une hausse du fonds de roulement de 5,1 M€ (via le report à nouveau), d'autre part l'exécution de l'année génère un abondement de 25,3 M€ au fonds de roulement.

C'est ce dernier chiffre qu'il convient de comparer à l'augmentation prévue à hauteur de 15,1 M€ au second budget rectificatif de l'exercice. Ainsi, la hausse réelle du fonds de roulement est supérieure de 10,2 M€ à celle prévue. Elle se détaille entre les entités internes selon les données suivantes :

	Variation prévisionnelle FR	Variation réelle FR hors RAN	Ecart
Etablissement principal	15 433 052	25 524 329	10 091 277
SAIC	-211 021	-67 546	143 475
UOH	-98 700	-105 346	-6 646
PUS	0	1 875	1 875
<b>Université</b>	<b>15 123 331</b>	<b>25 353 312</b>	<b>10 229 981</b>

Les services à comptabilité distincte prélèvent 171 k€ sur le fonds de roulement (contre 310 k€ prévus), ce qui n'explique qu'une amélioration de l'apport au fonds de roulement de 139 k€, l'écart étant essentiellement constaté au niveau du SAIC.

C'est au niveau de l'établissement principal que l'essentiel de l'écart est constaté. L'apport au fonds de roulement est de 25,5 M€, soit en amélioration de 10,1 M€ comparativement au 15,4 M€ prévus.

L'exécution des budgets des composantes, la recherche et des services communs expliquent une amélioration de l'apport au fonds de roulement de 1 316 k€ comparativement au second budget rectificatif (BR) de l'exercice 2019 :

- ✓ les composantes génèrent un apport au FR de 727 k€ contre un prélèvement prévu de 188 k€, soit un delta de +915 k€ (dont 460 k€ liés à l'amélioration du résultat) ;
- ✓ la recherche génère un apport au fonds de roulement de 629 k€ contre un prélèvement de 33 k€ prévu, soit un delta de +662 k€ ;
- ✓ les services communs ont recours au fonds de roulement à hauteur de 434 k€ contre 173 k€ prévus, soit un delta de -260 k€, lié directement au moins bon résultat du SFC que prévu.
- ✓ L'écart le plus important est constaté au titre de l'exécution des services centraux et des paies centrales : ces deux structures dégagent un apport au fonds de roulement de 24 604 k€ contre 15 827 k€ prévus, soit un delta de + 8777 k€.

	Variation prévisionnelle FR	Variation réelle FR hors RAN	Ecart
Composantes	-187 716	727 072	914 788
Recherche	-33 186	628 837	662 023
Services communs	-173 307	-433 780	-260 473
Services centraux + Paies centrales	15 827 261	24 604 434	8 777 173
<b>Etablissement principal</b>	<b>15 433 052</b>	<b>25 526 562</b>	<b>10 093 510</b>

Les raisons principales de cet écart ont trait aux éléments suivants :

- ✓ l'amélioration du résultat pour +3 149 k€ ;
- ✓ la réalisation partielle de la tranche 2019 du Programme pluriannuel d'investissement (PPI) autofinancé qui explique une sous consommation du fonds de roulement mobilisable de 5 328 k€ (sur les 11 724 k€ prévus, 6 396 k€ ont été consommés).

## 2.1.1.2. Constituants du fonds de roulement

### - LES RESSOURCES STABLES

➔ Les ressources stables sont constituées des ressources propres (capitaux propres et provisions pour dépréciation de l'actif circulant) et des dettes à long terme et représentent le financement stable de l'établissement.

Les ressources stables se montent à 1 875,4 M€, en progression de 48,1 M€.

- Les capitaux propres s'accroissent de 18,2 M€ pour atteindre près de 677,8 M€. La hausse se concentre sur le report à nouveau et les réserves.
- ✓ Le **financement de l'actif mis à disposition par l'Etat se monte à 399,9 M€**. Ce poste **décroit de près de 26,4 M€**, ce qui traduit les effets conjugués :
  - (+) d'une baisse de la valeur brute du financement des immeubles mis à disposition de l'université par l'Etat de 0,493 M€ liée à la sortie du financement en contrepartie de la sortie d'une immobilisation ;
  - (-) de la reprise au compte de résultat des financements externes de l'actif mis à disposition par l'Etat pour 25,9 M€ (il s'agit de la neutralisation du financement au même rythme que l'amortissement annuel du patrimoine immobilier mis à disposition de l'établissement).
- ✓ Les **autres financements externes de l'actif représentent 181,6 M€** et sont **en hausse de 26,9 M€**. Ce poste correspond aux subventions d'investissement allouées par les financeurs de l'établissement pour des projets immobilisés (travaux, équipement, etc.) et comptabilisées dans l'exercice à hauteur des dépenses, diminuées de la reprise au compte de résultat desdites subventions au même rythme que l'amortissement des biens qu'elles ont financé. Il s'agit ainsi d'une valeur nette. La progression de poste est ainsi directement liée à l'importance des dépenses d'investissement de l'exercice.

On distingue :

- le **financement par l'Etat** à hauteur de **125 M€** contre 105,9 M€ fin 2018. Ce poste croît de 19,1 M€ en raison des mouvements suivants :
  - (+) la comptabilisation des subventions d'investissement allouées par l'Etat, directement ou via l'ANR, pour 32,7 M€ ;
  - (-) la reprise au compte de résultat des financements externes de l'actif par l'Etat de 4,1 M€ ;
  - (-) la reprise de financements liée aux corrections d'amortissement et transférée en report à nouveau pour 0,4 M€ ;
  - (-) le transfert en report à nouveau de subventions non rattachables à des immobilisations pour 9,1 M€.

- le **financement des tiers autres que l'Etat** pour **56,6 M€** contre 48,9 M€ fin 2018. Ce poste s'accroît de 7,7 M€ par :
  - (+) l'intégration des subventions d'investissement allouées par les collectivités locales et les organismes et comptabilisées durant l'exercice qui abonde ces comptes pour près de 11,6 M€ ;
  - (-) la reprise au compte de résultat des financements externes de l'actif par les collectivités locales et les organismes pour 2,4 M€ ;
  - (-) la reprise de financements liée aux corrections d'amortissement et transférée en report à nouveau pour 1,5 M€.
- ✓ Les **fonds propres et réserves des fondations restent stables à 25 k€** et correspondent au don d'ouvrages de l'association des PUS au bénéfice de la Fondation des Presses universitaires de Strasbourg.
- ✓ Les **réserves constituées fin 2019 s'élèvent à près de 62,8 M€ contre 60 M€ fin 2018**, la hausse de 2,8 M€ s'expliquant par l'intégration du résultat de fonctionnement bénéficiaire de 2018.
- ✓ Le **résultat de fonctionnement de l'exercice 2019 est excédentaire de 3,1 M€** contre 2,8 M€ en 2018 et 4,6 M€ en 2017. Il a vocation à alimenter les réserves de l'établissement inscrites à son bilan. L'explication de cette situation est détaillée plus loin.
- ✓ Le **report à nouveau est excédentaire de 14,3 M€** et a vocation à abonder les réserves.

Déficitaire de près de -1 M€ fin 2018, sa hausse de 15,2 M€ a trait à plusieurs opérations :

  - des corrections d'amortissements et de reprises des financements externes de l'actif pour un montant net de près de 1 M€, ces corrections étant liées à des problèmes techniques dans le démarrage des amortissements et/ou des reprises ;
  - une correction portant sur des anciennes subventions Etat non rattachables à des immobilisations pour 9,1 M€ ;
  - le changement de méthode comptable applicable aux droits d'inscription à partir de l'année universitaire 2019/20 : la note de la DGFIP du 3 juillet 2019 dispose que le droit d'inscription est assimilable à un droit d'entrée et qu'à ce titre le produit est acquis par l'établissement lors de l'inscription (la comptabilisation au prorata temporis à hauteur d'un tiers sur N et deux tiers sur N+1 n'est plus autorisée) ; en lien avec ses commissaires aux comptes, l'université a mis en œuvre cette disposition sur les droits nationaux qu'elle perçoit, les droits spécifiques restant proratisés, ce qui a conduit à affecter en report à nouveau les deux tiers des droits nationaux 2018/19 pour un montant de 5,26 M€ ;
  - le changement de méthode comptable applicable à la Contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) : la note de la DGFIP relative aux phases de gestion de la CVEC du 16 janvier 2020 dispose qu'à compter de l'année universitaire 2019/20 l'établissement fasse un titre de recette à l'occasion de chaque versement dès notification du CROUS ; ainsi sont annulés et portés en report à nouveau pour un montant de -160 k€ l'extourne du produit à recevoir comptabilisé fin 2018 (-639 k€) et le titre correspondant au versement de décembre 2018 (479 k€).

S'agissant de recettes rattachables à l'exercice antérieur selon les nouvelles normes comptables, ces deux dernières opérations ont un impact direct sur le fonds de roulement, l'augmentant de 5,1 M€.

✓ Les **provisions pour risques et charges représentent 14,7 M€, en baisse de 0,6 M€**

Après une forte augmentation lors de l'exercice précédent (+3,8 M€), les provisions pour risques et charges se réduisent de 0,6 M€ en 2019. Cette baisse s'explique principalement par celle des passifs sociaux (-253 k€) et celle des provisions pour litige (-355 k€)

Au titre des passifs sociaux, les dotations et reprises annuelles aux provisions se décomposent de la manière suivante :

- la provision au titre des comptes épargne-temps est réduite de 132 k€, en effet, la baisse du seuil de mobilisation du CET à 15 jours et la revalorisation de l'indemnisation a conduit à une consommation des jours épargnés plus importante en 2019 que les années précédentes ; ainsi la revalorisation au coût moyen actualisé 2019 par catégorie du stock de jours reportables à fin 2018 génère une dotation de 68 k€ et la valorisation du flux sortant de jours une reprise de 202 k€ ;
- la provision pour congés payés est réduite de 320 k€ pour être portée à un peu plus de 3 M€ ;
- la provision de 14 k€ au titre du capital décès dû aux ayant-droits des agents titulaires décédés dans l'année est soldée et aucun autre cas n'est recensé à la clôture ;
- la provision au titre des heures complémentaires (4/10<sup>e</sup> de l'année universitaire 2019/20) est évaluée à 6 M€ contre 5,8 M€ fin 2018 ; la dotation annuelle se monte à 212 k€, le nombre d'heures HeTD à provisionner pour la période septembre à décembre 2019 étant plus important que celui provisionné pour la même période 2018.

Enfin, concernant les autres provisions pour risques et charges :

- la provision pour risque d'indemnisation du préjudice subi par usager de 400 k€ est soldée suite au dénouement du litige et au paiement de l'indemnisation à l'intéressé (221 k€) et de la majoration de rente à la CPAM (166 k€) ;
- une provision de 40 k€ est constituée dans le cadre d'un litige concernant le SFC et faisant suite à la résiliation d'une convention de partenariat pour le lancement de la licence professionnelle développement web, communication et apprentissage à la rentrée 2019 ;
- une provision de 5 k€ est constituée dans le cadre d'un litige avec un personnel.

<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>Provisions au 31/12/2018</b>	<b>(+) Dotation de l'exercice</b>	<b>(-) Reprise de l'exercice</b>	<b>Provisions au 31/12/2019</b>
Provision au titre des allocations d'aide au retour à l'emploi et indemnités de licenciement	100 000	7 489	7 489	100 000
<b>Provisions allocation perte d'emploi et indemnités de licenciement (c/ 1587)</b>	<b>100 000</b>	<b>7 489</b>	<b>7 489</b>	<b>100 000</b>
Provision au titre du compte épargne temps	5 434 925	69 912	201 689	5 303 148
Provision au titre des congés payés acquis par les personnels BIATSS	3 372 459		319 919	3 052 540
Provision au titre du capital décès	13 800		13 800	0
Provision relative au 4/10e des heures complémentaires 2019/2020	5 800 563	211 977		6 012 540
Provision pour risque d'indemnisation du préjudice subi par un usager	400 000		400 000	0
Provision pour risque du projet DIME	145 485			145 485
Provision pour litige Estudia	0	40 000		40 000
Provision pour litige avec un personnel	0	5 000		5 000
<b>Autres provisions pour risques et charges (c/ 1588)</b>	<b>15 167 232</b>	<b>326 889</b>	<b>935 408</b>	<b>14 558 713</b>
<b>Total</b>	<b>15 267 232</b>	<b>334 378</b>	<b>942 897</b>	<b>14 658 713</b>



- **D'un volume de 1,4 M€, les provisions pour dépréciation de l'actif circulant restent stables.**

On distingue :

- les provisions pour dépréciation de stocks : la provision constituée pour le stock d'ouvrages de la Fondation des presses universitaires de Strasbourg progresse et se monte à 186 k€ (contre 145 k€ en 2018) ;
- les provisions pour dépréciation de créances restent stables à 1,25 M€.

Provisions pour dépréciation de l'actif circulant	Valeur au 31/12/2018	(+) Dotation de l'exercice	(-) Reprise de l'exercice	Valeur au 31/12/2019
Provisions dépréciation Stocks	144 737	185 965	144 737	185 965
Provisions dépréciation Créances	1 250 379	57 865	60 545	1 247 700
<b>Total</b>	<b>1 395 116</b>	<b>243 830</b>	<b>205 281</b>	<b>1 433 664</b>

Globalement, le poids net annuel des provisions (pour risques et charges et pour dépréciation de l'actif) impacte positivement le résultat pour 570 k€ alors qu'une charge nette de 400 k€ était évaluée au budget prévisionnel, soit un écart de 970 k€.

- **Les emprunts et dettes assimilées augmentent de 29,8 M€, passant à 1 197,5 M€ du fait de l'emprunt Campus.**

Rappelons que ce poste comprend les dotations non consommables (DNC) de l'Opération Campus (375 M€) et de l'IdEx (750 M€) inscrites en contrepartie en immobilisations financières, et que, par conséquent, elles ne viennent alimenter ni le fonds de roulement, ni la trésorerie.

Les emprunts et dettes assimilées représentent ainsi 72,5 M€ dont :

- 70,3 M€ d'emprunts bancaires effectués au titre de l'Opération Campus ; aux 40,5 M€ de capital restant dû à la clôture 2018, se sont ajoutés 32 M€ de tirages de l'exercice et sont déduits 2,2 M€ de remboursements en capital ;
- 2,2 M€ de dettes assimilées essentiellement composées d'avances remboursables pour la réalisation de programmes d'innovation, versées par BPI France financement. Ces aides sont remboursables dès lors que le programme génère des revenus issus de la valorisation.

## - Les EMPLOIS STABLES

➔ *L'actif immobilisé est l'ensemble des biens qui ont vocation à rester dans l'établissement de manière durable. Il convient de distinguer l'actif immobilisé brut c'est-à-dire l'ensemble des immobilisations de l'établissement, soit mises à disposition, soit acquises et valorisées à leur valeur d'achat, de l'actif immobilisé net qui représente l'actif immobilisé brut diminué des amortissements cumulés et des provisions pour dépréciation d'immobilisations.*

L'**actif immobilisé net** indique donc la valeur actuelle des immobilisations de l'établissement tenant compte de leur dépréciation. Cette valeur **augmente en 2019 de 17,6 M€, passant ainsi à 1 758,1 M€**. L'accroissement résulte d'acquisitions d'immobilisations (59,5 M€) bien plus forte que celle des amortissements et dépréciations passés (40,6 M€). A l'issue de l'exercice, 35 % de la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles de l'établissement sont amortis.

### • Evolution de l'actif immobilisé brut

L'actif immobilisé brut (valorisé à la valeur d'achat ou de mise à disposition) progresse de 58,6 M€ pour atteindre **2 091,1 M€**, la majeure partie de la hausse concerne les immobilisations corporelles et en cours.

Evolution de l'actif immobilisé brut	Valeur brute au 31/12/2018	(+) Acquisitions	(+) Mise en service	(-) Sorties	Valeur brute au 31/12/2019
Immobilisations incorporelles	5 071 046	331 753		-17	5 402 783
Immobilisations corporelles	832 083 398	14 743 793	23 193 290	-941 647	869 078 834
Immobilisations en cours	67 865 826	44 458 976	-23 193 290		89 131 512
Immobilisations financières	1 127 460 232	7 732			1 127 467 964
<b>Actif immobilisé</b>	<b>2 032 480 502</b>	<b>59 542 254</b>	<b>0</b>	<b>-941 664</b>	<b>2 091 081 092</b>

- ✓ La valeur brute des **immobilisations incorporelles et en cours** représente 5,4 M€ contre 5,1 M€ fin 2018 ; cette hausse étant liée aux acquisitions de l'exercice pour 332 k€ diminuées des sorties pour 17 k€.
- ✓ Les **immobilisations corporelles** représentent près de **869 M€** contre 832 M€ fin 2018. La progression constatée de près de 37 M€ s'explique par :
  - (+) les acquisitions de l'exercice pour 14,7 M€

- (+) les mises en service de l'exercice (passage d'immobilisations en cours en immobilisations corporelles définitives) pour 23,2 M€ concernent principalement :
    - l'extension ISIS<sup>2</sup> pour 17,2 M€,
    - la Maison des personnels à hauteur de 3,8 M€,
    - le solde du bâtiment Ease pour 0,3 M€ complémentaires,
  - (-) les sorties d'immobilisations pour 0,9 M€.
- ✓ Les **immobilisations en cours** atteignent 89,1 M€ contre 67,9 M€ fin 2018. La progression de 21,3 M€ résulte des travaux menés durant l'exercice pour 44,5 M€ (contre 43,6 M€ en 2018) diminués des mises en service pour 23,2 M€ (*cf. supra*). Les immobilisations en cours les plus significatives au 31 décembre 2019 concernent :
- la construction du CRBS pour 32,7 M€,
  - la construction du Studium pour 15,6 M€,
  - la rénovation du pôle G2EI Manufacture pour 10 M€,
  - la construction du pôle G2EI Descartes pour 6,4 M€.
- ✓ Les **immobilisations financières restent stables à 1 127,5 M€**. Elles comprennent en particulier les DNC Campus et Idex pour un total de 1 125 M€ (*cf. supra*). La seule augmentation (7 k€) concerne les autres prêts.
- Les **amortissements cumulés** en fin d'exercice sont portés à **330,1 M€**, en augmentation de près de 41 M€ (contre + 37,5 M€ en 2018).
- Les corrections d'amortissements au titre des années antérieures ont conduit à comptabiliser un amortissement complémentaire de 0,85 M€. S'ajoute ensuite la dotation annuelle aux amortissements pour 40,6 M€ (contre 39,7 M€ en 2018 et 40,5 M€ en 2017) et se déduisent les sorties d'amortissements liées aux sorties d'immobilisation pour 0,44 M€.

Evolution des amortissements	Amortissements cumulés au 31/12/2018	Correction amortissements au 01/01/2019	Dotation de l'exercice	Sorties des amortissements de biens sortis	Amortissements cumulés au 31/12/2019
Immobilisations incorporelles	4 081 805	32 559	517 812		4 632 176
Immobilisations corporelles	285 018 746	820 972	40 058 483	-444 756	325 453 446
<b>Total</b>	<b>289 100 552</b>	<b>853 531</b>	<b>40 576 295</b>	<b>-444 756</b>	<b>330 085 622</b>

L'amortissement du patrimoine immobilier mis à disposition par l'Etat et des travaux et équipements acquis par l'établissement grâce à des subventions d'équipement est neutralisé par un produit. Cette neutralisation se monte à 32,3 M€ (comme en 2018 et contre 35,3 M€ en 2017). A l'inverse, l'amortissement des immobilisations autofinancées est une charge qui pèse sur le résultat et vient alimenter la CAF. Cette charge nette continue de progresser et représente 8,2 M€ (contre 7,4 M€ en 2018, 5,1 M€ en 2017 et 6,4 M€ en 2016). Rappelons également qu'elle était évaluée à hauteur de 6,6 M€ au budget prévisionnel et qu'elle impacte ainsi négativement le résultat de fonctionnement de 1,6 M€ de plus que prévu.

Charge nette d'amortissements	Dotation de l'exercice	Amortissements neutralisés	Charge réelle budgétaire
<b>Total</b>	<b>40 576 295</b>	<b>32 348 787</b>	<b>8 227 508</b>

Il faut également noter que les sorties d'immobilisations impactent l'amortissement et les reprises de financement : les sorties ont généré un amortissement complémentaire de 239 k€ ainsi qu'une sortie d'actifs pour une valeur nette comptable de 258 k€. En parallèle, la sortie des financements externes de l'actif se monte à 493 k€. L'impact global des sorties d'immobilisations est ainsi très faible (4 k€).

- Les **provisions pour dépréciation d'immobilisations** restent stables à hauteur de 2,9 M€. Rappelons que les provisions concernent la dépréciation de la valeur de la Tour de Chimie dont les étages à compter du 5<sup>e</sup> sont inexploités (663 k€), d'animaux immobilisés (17,5 k€) et de la participation détenue dans la SATT (2 210 k€).

Provisions pour dépréciation des immobilisations	Valeur au 31/12/2018	(+) Dotation de l'exercice	(-) Reprise de l'exercice	Valeur au 31/12/2019
Immobilisations corporelles	680 234			680 234
Immobilisations financières	2 210 000			2 210 000
<b>Total</b>	<b>2 890 234</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 890 234</b>

## 2.1.2. Le besoin en fonds de roulement

### 2.1.2.1. Valeur et évolution du besoin fonds de roulement

Le fonds de roulement sert à financer le besoin en fonds de roulement (BFR). C'est parce que les décaissements et les encaissements ne se font pas au même rythme, qu'il peut y avoir un besoin en fonds de roulement supplémentaire.

→ *Le besoin en fonds de roulement (BFR) est constitué par la différence entre l'actif circulant (créances et autres éléments débiteurs de la classe 4) et les dettes à court terme (dettes et autres éléments créditeurs de la classe 4). Il représente le montant nécessaire pour couvrir les décalages entre le décaissement des dettes et l'encaissement des créances. Lorsque le BFR est négatif, il constitue un excédent en fonds de roulement (EFR) qui alimente la trésorerie.*

A la clôture de l'exercice, **l'excédent en fonds de roulement se monte à 32,3 M€** qui viennent conforter la trésorerie de l'université. Comparé à sa valeur fin 2018 de 50,7 M€, sa variation positive de 18,4 M€ traduit un accroissement du besoin de financement des décalages entre le décaissement des dettes et l'encaissement des créances.

BILAN FONCTIONNEL	2019	2018	2017
<b>+ Actif circulant</b>	<b>115 921 629</b>	<b>124 345 270</b>	<b>76 589 795</b>
<b>- Dettes à court terme</b>	<b>148 228 372</b>	<b>175 078 771</b>	<b>133 661 263</b>
<b>BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT GLOBAL</b>	<b>-32 306 743</b>	<b>-50 733 501</b>	<b>-57 071 469</b>

**L'ACTIF CIRCULANT s'élève à un total de 115,9 M€**, il représente le montant des créances de l'université. Il diminue de 8,4 M€ comparé au bilan de sortie de l'exercice 2018. On distingue l'**actif circulant généré par le cycle d'exploitation courant** de l'établissement et qui contribue au calcul du BFR d'exploitation (83,1 M€, en hausse de 9,4 M€) des **créances diverses** qui correspondent principalement aux flux liés à l'investissement et qui contribuent au calcul du BFR hors exploitation (32,9 M€, soit une forte baisse de 17,9 M€).

**Les DETTES A COURT TERME s'élèvent à 148,2 M€** contre 175 M€ à la clôture de l'exercice précédent (-26,8 M€). On distingue les **dettes d'exploitation** qui contribuent au calcul du BFR d'exploitation (137,7 M€, en baisse de 32,2 M€) des **dettes diverses** qui correspondent principalement aux flux liés à l'investissement et qui contribuent au calcul du BFR hors exploitation (10,5 M€, soit +5,3 M€).

Les variations de ces agrégats sont détaillées dans les pages qui suivent.

## 2.1.2.2. Constituants de l'excédent en fonds de roulement

Le bilan fonctionnel permet de distinguer le BFR d'exploitation généré par le cycle d'exploitation du BFR hors exploitation induit par des éléments non directement liés à l'exploitation (dettes et créances relatives aux investissements principalement).

### 1. Le BFR d'exploitation

BILAN FONCTIONNEL	2019	2018	2017
<b>+ Actifs d'exploitation :</b>	<b>83 068 383</b>	<b>73 612 443</b>	<b>60 619 093</b>
* Stocks et en cours	649 165	653 994	125 792
* Fournisseurs débiteurs : av. et ac. versés sur commande	0	12 810	9 951
* Créances résultant de ventes ou de prestations	23 554 379	23 338 569	20 964 718
* Produits à recevoir s/ conv. et autres ress. affectées	0	0	0
* TVA déductible, relative à l'exploitation	7 286 847	2 726 702	2 278 850
* Autres créances d'exploitation	51 146 250	46 734 518	36 774 484
* Charges constatées d'avance d'exploitation	49 283	128 174	83 634
* Dépenses à classer ou à régulariser	382 459	17 675	381 666
<b>- Dettes d'exploitation :</b>	<b>137 730 032</b>	<b>169 898 155</b>	<b>129 400 234</b>
* Clients et étudiants créditeurs : avances et ac. reçus	93 807 032	120 667 350	90 038 762
* Dettes sur achats	11 263 822	9 128 927	8 346 404
* Charges à payer s/ conv. et autres ressources affectées	0	0	0
* Dettes fiscales et sociales (sauf TVA)	6 093 763	5 049 013	4 722 119
* TVA due, relative à l'exploitation	560 029	607 713	497 062
* Autres dettes d'exploitation (excédents de versement)	130 264	81 864	44 248
* Produits constatés d'avance d'exploitation	16 483 129	21 191 051	20 965 274
* Recettes à classer ou à régulariser	9 391 993	13 172 237	4 786 364
<b>= BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION (B.F.R.E.)</b>	<b>-54 661 650</b>	<b>-96 285 713</b>	<b>-68 781 141</b>

L'excédent en fonds de roulement généré par le cycle d'exploitation se monte à 54,7 M€. Il se dégrade de 41,6 M€ par l'effet conjugué de l'augmentation des créances d'exploitation de 9,5 M€ (essentiellement créances en matière TVA et créances sur contrats de recherche subventionnés) et de la baisse des dettes d'exploitation de 32,2 M€ (en particulier réduction du niveau des avances reçues, des produits constatés d'avance et des recettes à classer ou à régulariser).

- L'**actif circulant d'exploitation** progresse de près de 9,4 M€, passant de 73,6 M€ à **83 M€**, essentiellement du fait de l'augmentation de la créance en matière de TVA et des autres créances d'exploitation.

✓ **Stabilité des stocks qui sont évalués à 649 k€**, la variation de -5 k€ cumulant une valorisation plus importante du stock de livres et revues des PUS (+17 k€) et une réduction de celle du stock de singes de la plateforme Silabe (-22 k€).

✓ **A la clôture, les avances et acomptes versés sont nuls** (contre 13 k€ fin 2018).

✓ Les **créances résultant des ventes et prestations** s'élèvent à près de **23,5 M€**, en légère hausse de 0,2 M€. Elles comprennent les éléments suivants.

- Les créances courantes se réduisent fortement de près de 6 M€, passant de 15,2 M€ fin 2018 à 9,2 M€ ; elles intègrent les créances à l'encontre des clients de l'établissement et les créances à l'encontre des étudiants au titre des droits spécifiques. Cette baisse s'explique essentiellement par le retard de facturation des droits spécifiques de l'EM lors de cette clôture (7,5 M€) lié aux difficultés de collecte des pièces justificatives exigées par la mise en œuvre du logiciel Gedisco (logiciel permettant le suivi de paiements fractionnés).
- Les créances contentieuses restent stables à hauteur de 0,3 M€.
- Les produits à recevoir<sup>1</sup> (PAR hors subvention) comptabilisés à la clôture pour 14 M€ progressent très fortement (+6,2 M€). Cela s'explique principalement par le rattachement à l'exercice 2019 des droits spécifiques de l'Ecole de Management non facturés (7,5 M€).

Certains PAR correspondent à des ajustements comptabilisés à la clôture dans le cadre d'une gestion à l'avancement, notamment des colloques de la cellule congrès du SFC (55 k€), auxquels s'ajoute la proratisation des droits de formation continue (facturation à établir pour 867 k€ contre 1 M€ en 2018, dont 174 k€ au CEIPI et 693 k€ au SFC) et celle des contrats de recherche subventionnés (facturation à établir de 119 k€).

D'autres PAR relèvent davantage d'une facturation restant à établir comme les frais de formation financés par le CFPB (297 k€) et des droits spécifiques (7,7 M€ essentiellement à l'EM), les frais de personnel mis à disposition pour 2,8 M€ (dont 2,1 M€ à l'encontre de la SATT, en particulier 1,1 M€ au titre de la plateforme Sertit) ou encore les facturations des frais d'infrastructure aux organismes hébergés dans nos locaux (395 M€).

---

<sup>1</sup> Les produits à recevoir (PAR) permettent de rattacher une recette acquise avant le 31 décembre alors que le titre de recette définitif n'a pu être émis du fait d'une incertitude sur le montant exact à liquider ou de l'absence momentanée d'une pièce justificative.

- ✓ **Les créances en matière de TVA s'élèvent à 7,3 M€** contre 2,7 M€ l'année précédente, elles augmentent ainsi très significativement du fait d'un décalage de la demande de remboursement du crédit de TVA.
- ✓ Les **autres créances d'exploitation** continuent de progresser (+4,4 M€) pour atteindre **51,1 M€**. Elles sont composées des créances à l'encontre de l'Etat et des autres collectivités publiques, soit comptabilisées définitivement (25,7 M€ contre 27,1 M€ fin 2018), soit sous forme de subventions de fonctionnement à recevoir (25,4 M€ contre 19,6 M€ fin 2018).

Figure notamment parmi ces créances d'exploitation :

- les créances émises au titre des subventions de fonctionnement se réduisent, passant de 27,1 M€ en 2018 à 25,7 M€ ;
- les subventions de fonctionnement qui restent attendues et sont ainsi comptabilisées sous forme de « subventions à recevoir » se montent à 25,4 M€ (contre 19,6 M€ en 2018). Les montants les plus importants concernent :
  - la créance à l'encontre de l'ANR au titre des revenus du 4<sup>e</sup> trimestre 2019 de la DNC IdEx pour 6,4 M€ ;
  - des ajustements comptabilisés à la clôture dans le cadre de la gestion à l'avancement des contrats de recherche subventionnés (la recette est ajustée pour couvrir les dépenses lorsque le contrat présente un en-cours négatif à la clôture) pour 11,9 M€ contre 6 M€ en 2018, ce qui traduit un retard dans la facturation ;
  - les créances dans le cadre de projets d'Investissements d'avenir (hors Idex pérenne) représentent 1,5 M€, dont notamment 281 k€ au titre d'Eole, 263 k€ au titre d'IMCBio, 158 k€ au titre des nouveaux cursus universitaires Include, 158 k€ au titre de CSC-IGS, 147 k€ au titre de QMAT NANOMA et 135 k€ au titre d'Euridol ;
  - le maintien de la subvention à recevoir au titre des heures défiscalisées de 2011 et 2012, dont l'Etat reconnaît la créance pour 951 k€.

✓ **Les charges constatées d'avance<sup>2</sup> s'élèvent à 49,3 k€ contre 128 k€ l'année précédente.**

✓ **Les dépenses à classer ou à régulariser se montent à 382,5 k€ contre 17,7 k€ fin 2018.**

---

<sup>2</sup> Les charges et les produits sont enregistrés au fur et à mesure de leur naissance (selon le principe des droits constatés) mais certains d'entre eux sont imputables à des exercices ultérieurs. Pour rétablir le résultat de l'exercice, la technique des charges et des produits constatés d'avance permet de transférer ces charges et ces produits sur l'exercice suivant.



- Après trois années de hausse, les **dettes d'exploitation** diminuent de 32,2 M€, passant de 169,9 M€ à **137,7 M€**, principalement du fait de la baisse des avances reçues, des produits constatés d'avance et des recettes à classer ou à régulariser.

✓ Les **avances et acomptes reçus se réduisent** passant de 120,7 M€ à **93,8 M€**.

Les avances correspondent d'une part aux subventions encaissées qui n'ont pas fait l'objet d'un titre de recette ou d'un émargement avec un titre et, d'autre part, à deux créances correspondant aux revenus non versés du 4<sup>e</sup> trimestre 2019 des dotations non consommables IdEx et Campus (10,3 M€).

Afin d'expliquer la baisse de ce poste de 26,9 M€, il convient de rappeler qu'un volume important de créances comptabilisées en 2018 n'était pas émargé à la clôture précédente alors même que les titres de recettes étaient émis et que les encaissements correspondants figuraient en compte d'avance. Une grande partie de ces titres a été émargée.

On distingue :

- les avances reçues au titre des contrats de recherche subventionnés passent de 38,4 M€ à 54,1 M€ mais cette progression est à nuancer du fait que l'émargement avec les titres ne s'effectue qu'en fin de contrat ;
- dans le cadre de l'IdEx, les versements perçus passent de 19,8 M€ à près de 23,1 M€ à la clôture. Cette augmentation résulte des encaissements perçus en 2019 à hauteur de 25,6 M€ et du titre émis à hauteur des dépenses (22,3 M€ dont 8,3 M€ de reversements aux partenaires) ;
- les avances perçues au titre de l'Opération Campus se réduisent, passant de 42,9 M€ à 10,6 M€. On distingue dans ce solde les revenus de la dotation non consommable pour 4,3 M€ (dont 3,8 M€ au titre du 4<sup>e</sup> trimestre restant à percevoir et 0,5 M€ au titre du GER) et les avances obtenues des autres bailleurs (collectivités locales principalement) pour 6,3 M€ ;
- les versements obtenus dans le cadre des autres opérations immobilières hors Opération Campus se montent à 5,8 M€ contre 16 M€ fin 2018 ;
- les autres avances sur subvention se montent à près de 0,2 M€ (contre 3,5 M€ fin 2018).

✓ **Augmentation des dettes d'exploitation de 3,2 M€**

Les dettes d'exploitation de l'établissement passent de 14,9 M€ fin 2018 à 18 M€.

- Les dettes sur achats augmentent de 2,1 M€ pour atteindre 11,3 M€ :
  - d'un montant de 3,2 M€ (contre 0,54 M€ fin 2018), les dettes envers les fournisseurs courants de l'université augmentent assez fortement en 2019 (+2,7 M€) ;
  - les charges à payer en fonctionnement se réduisent (-0,6 M€), passant de 8,6 M€ à 8 M€.
- Les dettes sociales sont constituées des charges à payer de masse salariale et se montent à 6,1 M€ contre 5 M€ fin 2018. Elles sont détaillées dans la partie relative à la masse salariale de l'exécution du budget ;
- Les dettes fiscales sont constituées de la TVA due à la clôture pour 0,56 M€ (contre 0,6 M€ fin 2018).
- Les autres dettes d'exploitation représentent quant à elles 0,13 M€ (contre 0,08 M€ fin 2018).

✓ **Le volume des produits constatés d'avance représente 16,5 M€ et connaît une forte baisse liée au changement de comptabilisation des droits nationaux**

Le recours à la technique des produits constatés d'avance (PCA) se restreint comparativement aux années précédentes du fait de la modification de la méthode de comptabilisation des droits nationaux. En effet, à la différence des années antérieures au titre desquelles les deux-tiers des droits d'inscription de l'année universitaire démarrant en septembre étaient proratisés (5,1 M€ en 2018), l'intégralité des droits 2019/20 se rattache à l'exercice et aucun ajustement n'a été comptabilisé à la clôture.

Les produits constatés d'avance de l'exercice 2020 concernent essentiellement :

- les deux-tiers des droits spécifiques de l'année universitaire 2019/20 (qui eux restent proratisés) pour 10,7 M€ ;
- la facturation d'avance des frais de personnel financés par les fondations Université de Strasbourg et CIRFC s'établit à 2,1 M€ ;
- la part non encore dépensée des financements obtenus dans le cadre de la convention avec l'UFAZ pour 594 k€ ;
- la facturation d'avance des formations continue s'établit à 312 k€ (dont 177 k€ au CEIPI et 135 k€ au titre des diplômes d'université gérés au SFC) ;
- la gestion à l'avancement des colloques gérés par la cellule congrès du SFC a permis de déterminer des produits constatés d'avance pour 276 k€ ;
- la gestion à l'avancement et à marge nulle (la recette est ajustée pour couvrir les dépenses de l'année) des contrats de recherche ouverts à la recherche et au SAIC conduit à reporter 266 k€ sur 2020 au titre des contrats présentant un en-cours positif à la clôture ;
- enfin, les subventions versées pour le programme Erasmus 2019/20 pour près de 176 k€.

✓ **Les recettes à classer ou à régulariser représentent 9,4 M€, un niveau encore élevé bien qu'en baisse par rapport à 2018**

- le solde des recettes à classer (encaissements devant encore être rapprochés des titres de recettes émis ou devant faire l'objet d'une émission de recettes) s'était accru massivement en 2018 (11,2 M€ soit +8,9 M€) du fait de versements importants obtenus en fin d'année d'une part et d'un motif technique lié au plan de trésorerie d'autre part (qui impose le maintien des encaissements sur ce compte avant leur transfert en compte d'avance). Il connaît en 2019 une réduction de 3,2 M€ mais reste à un niveau élevé de près de 8 M€ ;
- les recettes à transférer passent de 1,8 M€ fin 2018 à 0,2 M€ du fait de reversements opérés dans l'exercice à des partenaires de l'Opération Campus et de contrats de recherche et de formation ;
- le solde des recettes perçues avant émission de titre se monte de 1,1 M€ et comprend au crédit 1,3 M€ de droits spécifiques perçus sans émission de factures et au débit 0,18 M€.

## 2. Le BFR hors exploitation

BILAN FONCTIONNEL	2019	2018	2017
<b>+ Créances diverses :</b>	<b>32 853 247</b>	<b>50 732 827</b>	<b>15 970 701</b>
* TVA déductible sur immobilisations			
* Charges constatées d'avance hors exploitation			
* Autres créances diverses s/inv. (y c. écarts de conversion actif)	32 853 247	50 732 827	15 970 701
* ICNE / placements budgétaires			
<b>- Dettes diverses :</b>	<b>10 498 340</b>	<b>5 180 616</b>	<b>4 261 030</b>
* Dettes fournisseurs d'immobilisations	10 498 340	5 180 616	4 261 030
* Produits constatés d'avance hors exploitation			
* Autres dettes diverses (y c. écarts de conversion passif)			
* ICNE / emprunts à LT			
<b>= BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT HORS EXPLOITATION (B.F.R.H.E.)</b>	<b>22 354 907</b>	<b>45 552 211</b>	<b>11 709 672</b>

Le BFR hors exploitation reste positif à hauteur de 22,4 M€ (ce qui traduit un besoin de trésorerie) mais il se réduit en 2019 de 23,2 M€ du fait de la baisse des créances diverses sur investissement et de l'augmentation des dettes sur immobilisations.

- L'**actif circulant hors exploitation** est quasi exclusivement composé des **créances sur des subventions d'investissement de l'Etat, des collectivités locales et des organismes**.

Ces créances s'élèvent à un total de **32,9 M€** et sont en baisse de 17,9 M€ comparativement à 2018.

- ✓ Elles correspondent à hauteur de 27,5 M€ à des subventions comptabilisées dans le cadre de projets d'investissement (projets immobiliers dont Campus, acquisition d'équipement via le CPER recherche ou investissements financés sur l'Idex). En effet, dans le cadre de ces projets, les titres de recettes sont émis à hauteur de la quote-part de financement des dépenses par le bailleur, indifféremment des encaissements, ce qui peut amener l'établissement à devoir faire des avances de trésorerie. Dans le cas présent, la baisse est induite par le rapprochement en 2019 des créances comptabilisées en 2018 et d'une partie de celles comptabilisées en 2019.

- ✓ Pour 5,3 M€, il s'agit de subventions d'investissement restant à recevoir à la clôture, dont 3,8 M€ au titre de la créance à l'encontre de l'ANR pour les revenus du 4e trimestre 2019 de la DNC Campus et 1,2 M€ au titre des investissements réalisés dans le cadre de contrats de recherche subventionnés.
  - ✓ Enfin, le solde de 0,1 M€ est composé de demandes de reversement à recouvrer.
- Les **dettes diverses** représentent **10,5 M€** contre 5,2 M€ fin 2018. Elles correspondent essentiellement à des **dettes auprès de fournisseurs d'immobilisations**. On distingue :
    - ✓ les dettes envers les fournisseurs d'immobilisations de l'établissement au titres des exercices antérieurs pour 1,7 M€ ;
    - ✓ les retenues de garantie pour 0,9 M€ contre 0,3 M€ fin 2018 ;
    - ✓ les charges à payer sur immobilisations pour 7,9 M€, en forte progression de 3 M€ comparativement à fin 2018.

### 2.1.3. La trésorerie

→ *La trésorerie est obtenue par différence entre le Fonds de roulement (FR) et le Besoin en fonds de roulement (BFR), et constitue le cumul de la classe 5 de la balance de sortie (débit – crédit). La trésorerie correspond ainsi au FR non consommé par le BFR.*

Dans notre cas, l'établissement dispose d'une trésorerie qui cumule tant le montant du fonds de roulement que l'excédent en fonds de roulement (BFR négatif), **elle s'élève au 31 décembre 2019 à 149,5 M€, en hausse de 12 M€ comparativement à 2018**. La trésorerie est très conséquente et représente 119 jours de fonctionnement courant de l'université contre 112 jours en 2018 et 98 jours en 2017.

BILAN FONCTIONNEL	2019	2018	2017
<b>Valeurs mobilières de placement</b>			
<b>+ Disponibilités hors Trésorerie inter-services (SACD)</b>	<b>149 513 930</b>	<b>137 488 682</b>	<b>113 986 148</b>
<b>= TRESORERIE</b>	<b>149 513 930</b>	<b>137 488 682</b>	<b>113 986 148</b>
<b>+ F.R.N.G.</b>	<b>117 207 187</b>	<b>86 755 181</b>	<b>56 914 679</b>
<b>- B.F.R. global (B.F.R.E. + B.F.R.H.E.)</b>	<b>-32 306 743</b>	<b>-50 733 501</b>	<b>-57 071 469</b>
<b>= TRESORERIE</b>	<b>149 513 930</b>	<b>137 488 682</b>	<b>113 986 148</b>

L'**excédent en fond de roulement apporte 32,3 M€**, soit 22 % de la trésorerie totale (contre 37 % en 2018 et 50 % en 2017). Il est notamment alimenté par le volume important des avances sur subvention perçues dans le cadre de l'Idex, de l'Opération Campus, des CPER et des contrats.

Hors excédent en fonds de roulement, la trésorerie est également abondée par les tirages d'emprunt effectués dans le cadre de l'Opération Campus pour un montant cumulé net de 70,3 M€, cette somme n'étant que très partiellement utilisée à la clôture de l'exercice 2019 pour un montant évalué à 10,5 M€.

## 2.2. Le compte de résultat

### 2.2.1. Le compte de résultat synthétique

→ Le compte de résultat présente les charges et les produits de la section de fonctionnement de l'exercice 2019 et, par différence, le résultat de fonctionnement excédentaire (ou déficitaire). En outre, le tableau suivant distingue les produits encaissables et les charges décaissables des opérations passées en interne.

DEPENSES				RECETTES			
Compte	Intitulé	Charges 2019	Charges 2018	Compte	Intitulé	Produits 2019	Produits 2018
60	Achats et variations de stocks	17 589 019	16 950 302	70	Ventes de produits et prestations de services	44 995 420	47 063 044
61	Services extérieurs	16 663 176	16 398 896	71	Production stockée var. exercice	-4 829	50 578
62	Autres services extérieurs	26 019 651	25 164 492				
63	Impôts, taxes et versements assimilés	5 797 367	5 641 531				
64	Charges de personnel	361 865 539	352 681 630	74	Subventions d'exploitation	395 921 968	387 556 162
65	Autres charges de gestion courante	22 537 380	22 723 820	75	Autres produits de gestion courante	20 830 244	16 595 721
dont 656	Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	257 872		dont 756	Produit des cessions d'éléments d'actif		
66	Charges financières	782 887	354 421	76	Produits financiers	4 919	36 121
67	Charges exceptionnelles sur op° de gestion	reclassé sur les autres comptes	reclassé sur les autres comptes	77	Produits exceptionnels	reclassé sur les autres comptes	reclassé sur les autres comptes
68	Dotations aux amortissements et provisions	41 393 539	41 656 420	78	Reprises sur provisions	33 989 657	33 079 556
69	Impôt sur les bénéfices et impôts assimilés			dont 7813 & 7873	Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	32 841 479	33 322 598
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>492 648 559</b>	<b>481 571 512</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>495 737 380</b>	<b>484 381 182</b>
186	Prestations internes en dépenses	5 751 950	5 493 187	187	Prestations internes en recettes	5 751 950	5 493 187
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>498 400 509</b>	<b>487 064 699</b>	<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>501 489 329</b>	<b>489 874 369</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE EXCEDENTAIRE</b>		<b>3 088 820</b>	<b>2 809 670</b>	<b>RESULTAT DE L'EXERCICE DEFICITAIRE</b>			

**Le résultat de fonctionnement de l'établissement est globalement excédentaire de 3 089 k€,** ce qui représente près de 0,6 % des produits de fonctionnement hors prestations internes constatés au cours de l'exercice (taux équivalent à 2018).

Ce chiffre représente la consolidation du résultat de **l'établissement principal, excédentaire de 3 551 k€,** et de ceux des services à comptabilité distincte, **le SAIC en déficit de 318 k€, l'UOH en déficit de 105 k€ et la Fondation des presses universitaires en déficit de 39 k€.**

Rappelons que le résultat de fonctionnement était évalué à 235 k€ à l'issue du second budget rectificatif de l'exercice, il est ainsi supérieur de 2 854 k€ à la prévision.

	Résultat prévisionnel	Résultat réel	Ecart
Etablissement principal	615 102	3 551 769	2 936 667
SAIC	-284 665	-318 474	-33 809
UOH	-97 700	-105 327	-7 627
PUS	2 000	-39 147	-41 147
<b>Université</b>	<b>234 737</b>	<b>3 088 820</b>	<b>2 854 083</b>

L'établissement principal dégage un résultat de 3 551 k€ (contre 615 k€ prévus), l'écart constaté est ainsi de + 2 936 k€.

Les trois SACT présentent chacun un déficit de fonctionnement plus important que prévu, globalement -463 k€ contre -380 k€ prévus, soit un delta de 83 k€.

Au niveau de l'établissement principal, le résultat se ventile de la façon suivante entre les structures internes :

- ✓ les composantes dégagent un résultat de 2 136 k€ contre 1 675 k€ prévus, soit une amélioration de + 460 k€ ;
- ✓ la recherche présente un excédent de fonctionnement de 553 k€ contre 643 k€ prévus, soit un écart de -90 k€ ;
- ✓ les services communs sont en déficit de fonctionnement de 247 k€ alors qu'était prévu un résultat excédentaire de 336 k€, soit un delta de -582 k€. Le SFC présente un déficit (-637 k€) tandis que les autres services dégagent un excédent cumulé de 391 k€ ;
- ✓ le niveau central (services centraux et paies centrales) dégage un résultat de 1 109 k€ contre - 2 040 k€ prévus, soit un écart de + 3 149 k€.

	Résultat prévisionnel	Résultat réel	Ecart
Composantes	1 675 698	2 136 110	460 411
Recherche	643 286	553 448	-89 838
Services communs	336 177	-246 790	-582 967
Services centraux + Paies centrales	-2 040 059	1 109 001	3 149 060
<b>Etablissement principal</b>	<b>615 102</b>	<b>3 551 769</b>	<b>2 936 667</b>



Au niveau central, l'amélioration du résultat s'explique principalement par :

- ✓ La contribution de vie étudiante et de Campus (CVEC), dont les recettes comptabilisées s'élèvent à 3 513 k€, a permis de conforter et pérenniser des actions existantes d'une part et d'en développer de nouvelles au bénéfice des étudiants d'autre part. Ces actions couvrent plusieurs domaines, la médecine de prévention avec le service de santé universitaire, la pratique sportive avec le service des sports, l'art et la culture avec le service d'actions culturelles et l'accueil des étudiants et le FSDIE avec le service de la vie universitaire. Les dépenses réalisées à ce titre sur l'exercice 2019 se montent à 1 840 k€ dont 1 687 k€ utilisés par les services impliqués et 153 k€ au titre des charges de gestion afférentes. Ainsi, la CVEC améliore le résultat de 1 673 k€. Néanmoins, il faut rappeler que cette somme couvre également des dépenses réalisées en 2018 et que le solde disponible permettra de financer des projets à venir, notamment d'investissement.
- ✓ Certains services centraux améliorent le résultat comparativement à celui prévu au budget actualisé du fait d'une moindre consommation des dotations qui leur ont été attribuées, d'une consommation de recettes de fonctionnement en investissement ou encore de recettes supérieures aux prévisions. Ainsi on peut citer en particulier :
  - la Direction du numérique améliore son résultat de 558 k€ du fait d'une sous-consommation de la dotation de 378 k€ (hors projets financés ou inscrits au PPI) et du résultat généré par le projet PC Scol, la facturation à l'encontre de l'AMUE étant supérieure aux dépenses ;
  - la Direction du patrimoine immobilier dégage un résultat de 1 708 k€ contre 510 k€ prévus. L'écart de 1 198 k€ s'explique pour 400 k€ par les recettes 2019 des actions spécifiques d'accessibilité et de mise en sécurité qui sont en partie consommées et en investissement. Les recettes de facturation de frais d'infrastructure (internes et externes) sont supérieures de 208 k€ aux prévisions et s'y ajoute 62 k€ de pénalités facturées non prévues. La villa Arconati et le CDE améliorent leur résultat prévisionnel de 39 k€ du fait d'une meilleure facturation. Le solde de 490 k€ résulte essentiellement d'une sous-consommation de la dotation dont une partie est consommée en investissement et de l'annulation de dépenses d'année antérieure liée aux charges à payer (de fluides majoritairement).
- ✓ Quelques recettes n'avaient pas fait l'objet d'une inscription au budget et viennent ainsi améliorer le résultat : les moyens obtenus au titre du dialogue stratégique de gestion avec le ministère pour le pilotage par la donnée (200 k€ confirmés en fin d'année) et des pénalités appliquées dans le cadre de marchés immobiliers (229 k€).
- ✓ Enfin, certaines charges inscrites au budget central ont été moindres que prévu : c'est le cas notamment de la participation au fonctionnement d'Ease (958 k€ contre 1 308 k€ prévus, soit un delta de 350 k€), de la taxe IRSN pour l'installation nucléaire démantelée (budgétée pour 319 k€ et dont l'établissement est finalement exonéré).

A l'inverse, d'autres charges ont été plus fortes que prévu.

- ✓ Inscrite au budget prévisionnel à hauteur de 7 000 k€, la charge nette d'amortissement et de provisionnement atteint 7 662 k€. Cette charge conjugue un amortissement net en progression et bien plus important qu'anticipé (8 227 k€ contre 6 600 k€ prévus auxquels s'ajoute l'impact des sorties d'immobilisation pour 4 k€, soit un delta de + 1 632 k€) et un provisionnement net négatif de -570 k€, les reprises étant supérieures aux dotations de l'année, contre +400 k€ prévus soit un delta de -970 k€.
- ✓ Hors passifs sociaux, les paies centrales (PAIE 1 à 6), dont le budget prévisionnel était équilibré, présente un déficit de 69 k€ (delta de -69 k€). Rappelons que l'établissement a abondé sur ses autres ressources que celles dédiées à la masse salariale un total de 907 k€ afin d'équilibrer ce budget. C'est donc un total de 976 k€ qui a été injecté en complément des ressources dédiées décrites dans la partie relative à l'exécution de la masse salariale.

### **2.2.2. Le compte de résultat par les soldes intermédiaires de gestion**

Le tableau des soldes intermédiaires de gestion, prolongement direct du compte de résultat, permet une analyse économique plus fine que la simple lecture directe du compte de résultat.

Les soldes intermédiaires de gestion correspondent à des différences significatives entre des produits et des charges, chacun de ces soldes constituant une étape supplémentaire dans la formation du résultat de l'exercice.

Le tableau des soldes intermédiaires de gestion se base sur les recettes et les dépenses encaissables hors prestations internes et déroule les soldes en cascade, chaque solde se déduisant du précédent, suivant une méthode itérative.

Au regard des soldes 2019 calculés à partir de la balance comptable générale de l'établissement, sont présentés les soldes 2018 et 2017.

## La valeur ajoutée

→ La valeur ajoutée évalue la dimension économique de l'établissement car elle correspond à la richesse créée. Elle correspond à la différence entre le montant des « ventes » et celui des achats et services externes.

La **valeur ajoutée de l'établissement est systématiquement négative**, ce qui signifie que le montant des achats et services extérieurs de l'établissement est supérieur à celui des droits et prestations comptabilisés, mais ce solde doit s'appréhender avec certaines précautions car les notions de production et de ventes n'ont pas le même sens en université que dans le secteur privé. Ce solde s'établit à **- 13,8 M€** et diminue de 3,9 M€ comparativement à 2018.

Les **ventes et prestations se montent à 45 M€**, soit en diminution par rapport à la progression constatée entre 2012 et 2017 (diminution de 2 M€ comparativement à 2018). Cette diminution est constatée sur la plupart des recettes

- Les droits d'inscription qui s'élèvent à 26 554 k€ sont en diminution de 89 k€. Les droits spécifiques représentent 18,3 M€ (en progression de 85 k€) et les droits nationaux 8,2 M€ (en diminution de 174 k€).
- Les droits de formation continue, comptabilisés à hauteur de 8,65 M€ sur l'exercice, diminuent fortement (-725 k€ soit -7,7 %).
- Les prestations de recherche (contrats non subventionnés) continuent de diminuer fortement et s'élèvent à 0,217 M€ (soit - 240 k€). Rappelons que la gestion de ces prestations est effectuée pour l'essentiel à la SATT.
- Les produits des autres prestations de service et des activités annexes diminuent pour un montant global de 7,38 M€ (contre 8,52 M€ en 2018 et 7 M€ en 2017).

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION	2019	2018	2017
<b>+ Ventes et prestations de services (C.A.)</b>	<b>44 995 420</b>	<b>47 063 044</b>	<b>45 048 215</b>
dont :			
. droits	26 554 845	26 643 500	25 583 105
. prestations de recherche	217 438	457 752	805 718
. prestations et travaux informatiques	21 119	6 002	6 033
. formation continue	8 650 342	9 375 572	9 268 421
. autres prestations de service	1 264 644	1 652 628	1 643 854
. produit des activités annexes	6 113 690	6 868 908	5 354 958
<b>+ Production stockée</b>	<b>-4 829</b>	<b>50 578</b>	<b>-35 027</b>
<b>+ Production immobilisée</b>			
<b>- Achats</b>	<b>17 589 019</b>	<b>16 950 302</b>	<b>17 108 133</b>
dont :			
. fournitures non stockables de fluides, eau, énergie	10 114 458	9 613 041	9 636 214
. fournitures et mat. enseign. et recherche non immob.	3 693 750	3 794 749	3 690 869
<b>- Services extérieurs</b>	<b>16 663 176</b>	<b>16 398 896</b>	<b>16 074 741</b>
dont :			
. travaux d'entretien et de réparations (*)	7 388 671	7 098 288	7 142 593
<b>- Autres services extérieurs (sauf personnel extérieur)</b>	<b>24 570 747</b>	<b>23 704 633</b>	<b>22 850 624</b>
dont :			
. contrats de nettoyage (*)	2 399 027	2 301 615	2 258 464
<b>= VALEUR AJOUTEE</b>	<b>-13 832 351</b>	<b>-9 940 208</b>	<b>-11 020 310</b>

Nos **achats et notre recours à des services extérieurs représentent 58,8 M€** et sont en augmentation de 1,8 M€. Cette variation résulte en particulier

- Les **achats directs** (fluides et fournitures) s'élèvent à **17,6 M€** et augmentent de **3,7 % par rapport à l'exercice 2018**.
  - Les charges de fluides (électricité, gaz, chauffage urbain, eau), d'un montant de 10,1 M€, augmentent de 0,5 M€ par rapport à l'année dernière. Tous les postes de fluides sont en augmentation sauf le chauffage sur réseau qui diminue de 0,234 M€.
  - Les fournitures d'entretien et de petit équipement s'élèvent à 2,5 M€ (augmentation de 0,2 M€ par rapport à 2017) et les fournitures administratives restent stables à 0,5 M€.
  - Enfin, les achats de fournitures d'enseignement et de recherche d'élèves à 3,7 M€ (montant équivalent à 2017), soit une légère diminution par rapport à 2018 (-0,1 M€).
- Le recours aux **services extérieurs** (hors personnels extérieurs) **augmente de 2,8 % et représente 41,2 M€** contre 40,1 M€ en 2018.
  - Les locations ainsi que les charges locatives augmentent de 0,2 M€ et passent à 3,3 M€.
  - L'entretien, la réparation et les contrats de maintenance des biens mobiliers et immobiliers représentent une dépense de 7,4 M€, soit en augmentation par rapport à 2018 (0,3 M€).
  - Les dépenses d'études et recherches s'élèvent à 0,96 M€ (contre 1,1 M€ en 2018).
  - La documentation des bibliothèques (papier et électronique) se stabilise à 3,7 M€ (montant identique à 2018).
  - Les frais de colloques et de séminaires continuent de baisser et passent de 1,2 M€ à 1,1 M€.
  - Les dépenses de publicité, de publications et de relations publiques s'élèvent à 2,8 M€, soit une diminution de 0,2 M€ par rapport à 2018.
  - Les dépenses de mission (frais et transport) passent de 5,7 M€ en 2018 à près de 6,1 M€.
  - Les frais de réception s'élèvent à 2,2 M€, soit une augmentation de 0,1 M€ par rapport à 2018.
  - Les frais postaux et de télécommunications restent relativement stables à hauteur de 1,1 M€.
  - Les concours divers et cotisations diminuent de 0,325 M€, soit -21 % par rapport à 2018.
  - Les frais de formation continue des personnels se montent à 1,1 M€ soit -0,1 M€ par rapport à 2018.
  - Le coût des contrats de nettoyage passe à 2,4 M€, contre 2,3 M€ en 2018.
  - Enfin, les dépenses diverses de prestations extérieures (gardiennage, informatique et autres) s'élèvent à 4,2 M€ contre 3,5 M€ en 2018.

## L'excédent brut d'exploitation : EBE

Trois indicateurs fondamentaux permettent d'apprécier l'évolution de la situation économique :

- **l'excédent brut d'exploitation** (marge entre les subventions de fonctionnement et les produits de prestations de services d'une part et les achats et salaires d'autre part),
- **le résultat net comptable** et
- la **CAF** (épargne dégagée chaque année par l'université).

Dans la méthode d'analyse du résultat par les soldes intermédiaires de gestion, **l'excédent brut d'exploitation (EBE)** est un indicateur privilégié de la « rentabilité » de l'établissement car il mesure le solde des ressources courantes<sup>3</sup> après paiement des achats de fournitures ou de services (traduit par le ratio de la valeur ajoutée), des dépenses de personnel et des impôts.

En 2018, un reclassement avait été effectué afin de garantir une meilleure cohérence avec les subdivisions recettes prévues en GBCP :

la catégorie « subventions d'exploitation Etat » comprend désormais la subvention pour charges de service public ainsi que les versements attribués par l'ANR (ces derniers étaient précédemment inscrits dans la catégorie « subventions d'exploitation collectivités publiques et organismes internationaux »). En 2019, ce retraitement est maintenu et est réalisé sur les trois années.

➔ Il est indépendant de la politique d'investissement de l'établissement (ne prend pas en compte les charges d'amortissement) et de sa politique financière.

Ainsi défini, l'EBE permet d'évaluer le niveau de maîtrise par l'établissement de sa gestion ordinaire.

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION	2019	2018	2017
<b>Valeur ajoutée</b>	<b>-13 832 351</b>	<b>-9 940 208</b>	<b>-11 020 310</b>
<b>+ Subventions d'exploitation Etat</b>	<b>373 567 658</b>	<b>368 835 960</b>	<b>354 789 732</b>
<u>dont :</u>			
. Subvention pour Charge de Service Public	340 785 889	338 835 431	334 237 073
. Subventions ANR Investissements d'avenir	23 100 952	20 994 586	16 012 639
. Subventions ANR hors investissements d'avenir	8 131 289	7 026 288	3 123 478
<b>+ Subventions d'exploitation Collectivités Publiques et Organismes Internationaux</b>	<b>14 256 519</b>	<b>10 530 481</b>	<b>11 709 053</b>
<u>dont :</u>			
. subventions Collectivités Publiques (Rég., Dépt, autres)	2 768 662	2 502 941	2 465 091
. subventions Union Européenne et Organismes Internat.	7 546 497	6 088 101	4 744 765
<b>+ Dons / legs et autres subventions d'exploitation</b>	<b>8 097 790</b>	<b>8 189 720</b>	<b>8 018 046</b>
<u>dont :</u>			
. taxe d'apprentissage	1 152 813	1 139 110	1 041 910
<b>- Charges de personnel (y c. le personnel extérieur)</b>	<b>363 314 444</b>	<b>354 141 489</b>	<b>346 827 725</b>
<u>dont :</u>			
. personnel extérieur	1 448 905	1 459 859	1 085 999
. rémunérations principales	186 509 113	181 480 901	178 527 287
. cours complémentaires	12 288 352	11 942 372	10 794 570
. charges de sécurité sociale et de prévoyance	142 822 488	139 894 907	138 633 549
<b>- Impôts, taxes et versements assimilés s/ rémunération</b>	<b>4 839 919</b>	<b>4 707 472</b>	<b>4 612 290</b>
<b>- Autres impôts, taxes et versements assimilés</b>	<b>957 449</b>	<b>934 060</b>	<b>495 850</b>
<b>= EXCEDENT (ou l.) BRUT(e) D'EXPLOITATION</b>	<b>12 977 806</b>	<b>17 832 933</b>	<b>11 560 656</b>

<sup>3</sup> Prestations de service, droits d'inscription, subventions

D'un montant de 17,8 M€ en 2018, **l'EBE diminue fortement pour passer à 12,9 M€**, soit comparable au niveau constaté en 2017 (11,5 M€). Alors même que la valeur ajoutée diminue (- 3,9 M€), la diminution de l'EBE par rapport à 2018 est encore plus importante (-4,8 M€) et s'explique par la progression de la masse salariale (+9,3 M€) plus forte que l'augmentation des subventions comptabilisées (+8,3 M€).

Les subventions de l'Etat représentent 373,5 M€ et sont en progression de 1,3 % comparativement à l'an passé. Elles sont composées de la subvention pour charge de service public (SCSP) à hauteur de 340,8 M€, des subventions en provenance de l'ANR qui s'élèvent à plus de 23 M€ au titre des investissements d'avenir (en augmentation de près de 3 M€ par rapport à 2018 qui s'explique notamment par les financements accordés dans le cadre des EUR) et à 8,1 M€ hors investissements d'avenir (+ 1,1 M€ au titre de nouveaux contrats de recherche financés par l'ANR dans le cadre de la programmation annuelle).

Les subventions d'exploitation allouées par les autres collectivités publiques se montent à 14,2 M€ contre 10,5 M€ en 2018. Les collectivités locales ont attribué globalement un montant de 2,2 M€ de subventions, en augmentation par rapport à l'an passé. Enfin, les subventions allouées par l'Union Européenne et les autres organismes internationaux s'élèvent à 7,5 M€ contre 6,1 M€ en 2018. Cette variation est liée aux financements attribués par les différents bailleurs de fonds dans le cadre de leur programmation annuelle.

Les autres subventions d'exploitation s'élèvent à 8,1 M€ (montant légèrement inférieur à 2018) : les subventions représentent 6,8 M€ (6,7 M€ en 2018), la collecte de taxe d'apprentissage 1,1 M€ (montant identique à 2018) et les dons et legs 0,15 M€.

L'évolution de la masse salariale est détaillée en partie 3.

Le tableau suivant reprend les constituants de l'EBE.

		2019	%	% /aux produits	2018	%	% /aux produits	2017	%	% /aux produits
VA { +	+ Ventes et prestations de services (C.A.)	44 995 420	10,2%		47 063 044	10,8%		45 048 215	10,7%	
	+ Production stockée	-4 829	0,0%		50 578	0,0%		-35 027	0,0%	
	+ Subventions d'exploitation Etat	373 567 658	84,7%		368 835 960	84,9%		335 653 616	80,0%	
	+ Subventions d'exploitation Collectivités Publiques	14 256 519	3,2%		10 530 481	2,4%		30 845 169	7,4%	
	+ Dons / legs et autres subventions d'exploitation	8 097 790	1,8%		8 189 720	1,9%		8 018 046	1,9%	
	<b>Produits d'exploitation</b>	<b>440 912 559</b>	<b>100%</b>		<b>434 669 784</b>	<b>100%</b>		<b>419 530 019</b>	<b>100%</b>	
VA { -	- Achats	17 589 019	4,1%	4,0%	16 950 302	4,1%	3,9%	17 108 133	4,2%	4,1%
	- Services extérieurs	16 663 176	3,9%	3,8%	16 398 896	3,9%	3,8%	16 074 741	3,9%	3,8%
	- Autres services extérieurs (sauf personnel extérieur)	24 570 747	5,7%	5,6%	23 704 633	5,7%	5,5%	22 850 624	5,6%	5,4%
	- Charges de personnel (y c. le personnel extérieur)	363 314 444	84,9%	82,4%	354 141 489	85,0%	81,5%	346 827 725	85,0%	82,7%
	- Impôts, taxes et versements assimilés s/ rémunérations	4 839 919	1,1%	1,1%	4 707 472	1,1%	1,1%	4 612 290	1,1%	1,1%
	- Autres impôts, taxes et versements assimilés	957 449	0,2%	0,2%	934 060	0,2%	0,2%	495 850	0,1%	0,1%
	<b>Charges d'exploitation</b>	<b>427 934 753</b>	<b>100%</b>	<b>97,1%</b>	<b>416 836 851</b>	<b>100%</b>	<b>95,9%</b>	<b>407 969 363</b>	<b>100%</b>	<b>97,2%</b>
<b>E</b>	<b>EBE</b>	<b>12 977 806</b>			<b>17 832 933</b>			<b>11 560 656</b>		



## Le résultat d'exploitation

→ Il traduit la performance économique de l'établissement indépendamment de sa politique de financement et du régime d'imposition des bénéfices.

Le résultat d'exploitation se monte à **3,86 M€**, en **augmentation de 0,74 M€** (+24 %) par rapport à 2018. Malgré une forte diminution de l'EBE (-4,85 M€) cette **augmentation s'explique** par :

- **(1) une amélioration de près de 4,68 M€ du rapport entre les autres produits** (+ 4,23 M€ par rapport à 2018 dont plus de 3 M€ au titre de la CVEC) **et les autres charges** (-0,44 M€ par rapport à 2018) ;
  - **(2) l'évolution favorable des postes participants au calcul de la CAF de 0,91 M€**. Les dotations aux amortissements et aux provisions cumulées à la valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés restent stables (à hauteur de 41,6 M€) alors que les produits calculés progressent :
    - 1,1 M€ de reprises sur amortissements et provisions contre 0,7 M€ en 2018,
    - 32,8 M€ de neutralisation contre 32,3 M€ en 2018.
- le différentiel de charges passe ainsi de 8,6 M€ à 7,6 M€ soit **une variation de +0,91 M€**.

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION	2019	2018	2017
Excédent (ou insuffisance) brut(e) d'exploitation	12 977 806	17 832 933	11 560 656
+ Transfert de charges d'exploitation			
+ Autres produits	20 830 244	16 595 721	11 973 330
- Autres charges	22 279 508	22 723 820	11 332 681
+ Reprises sur amortissements et provisions	1 148 178	756 958	1 020 987
- Dotations aux amortissements et provisions	41 393 539	41 656 420	43 809 383
+ Produits issus de la neutralisation des amortissements			
+ Quote-part des subv. d'inv. virée au résultat de l'ex.	32 841 479	32 322 598	35 311 861
+ Produits des cessions d'éléments d'actif			
- Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	257 872		
<b>= RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>3 866 788</b>	<b>3 127 970</b>	<b>4 724 771</b>



## Le résultat courant avant impôts

→ Il mesure la performance de l'activité indépendamment de tout élément exceptionnel ; il s'agit donc d'un solde susceptible d'être reconductible.

D'un montant de 3,08 M€, le résultat courant avant impôts est dégradé par les éléments financiers. Les charges financières comprennent principalement les intérêts d'emprunt.

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION	2019	2018	2017
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>3 866 788</b>	<b>3 127 970</b>	<b>4 724 771</b>
<b>+ Produits financiers</b>	<b>4 919</b>	<b>36 121</b>	<b>54 704</b>
dont :			
. reprises sur provisions			
. transferts de charges financières			
<b>- Charges financières</b>	<b>782 887</b>	<b>354 421</b>	<b>137 190</b>
dont :			
. dotations aux amortissements et aux provisions			
<b>= RESULTAT COURANT</b>	<b>3 088 820</b>	<b>2 809 670</b>	<b>4 642 285</b>

## Le résultat exceptionnel

→ Il est une contraction entre les charges et les produits exceptionnels et permet de constater la masse de ces opérations et de la comparer à celles des opérations courantes.

Rappelons qu'avec la mise en application du plan comptable unique des opérateurs de l'Etat depuis l'exercice 2017, les produits et les charges exceptionnelles sont reclassés dans les autres comptes et la notion de résultat exceptionnel disparaît.

## Le résultat net comptable après impôts

→ Il tient compte de tous les produits et de toutes les charges et correspond au solde du compte de résultat.

Le résultat net comptable après impôts est de 3,08 M€.

<b>SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION</b>	<b>2019</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
+ Produits exceptionnels	0	0	0
- Charges exceptionnelles	0	0	0
<b>= RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Résultat courant	3 088 820	2 809 670	4 642 285
+ Résultat exceptionnel	0	0	0
<b>= RESULTAT NET COMPTABLE</b>	<b>3 088 820</b>	<b>2 809 670</b>	<b>4 642 285</b>
- Impôt sur les bénéfices et impôts assimilés			48 885
<b>= RESULTAT NET après impôts</b>	<b>3 088 820</b>	<b>2 809 670</b>	<b>4 593 400</b>

## 2.3. Le tableau de financement

### 2.3.1 La capacité d'autofinancement

→ La capacité d'autofinancement (CAF) correspond à l'ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de l'établissement et dont il pourrait disposer pour couvrir ses besoins financiers.

Elle mesure ainsi la capacité à financer sur les propres ressources, à autofinancer, les besoins liés à notre activité, tels que les investissements, les remboursements de dettes ou l'augmentation du fonds de roulement. Elle représente donc l'excédent de ressources dégagé par l'activité de l'établissement et peut s'analyser comme sa ressource durable. Lorsque la CAF est négative, on parle d'insuffisance d'autofinancement (IAF).

La CAF se calcule à partir du compte de résultat et correspond à la différence entre les produits encaissables et les charges décaissables, en neutralisant les dépenses non décaissables (amortissements, provisions, etc.) et les recettes non encaissables (neutralisation de l'amortissement, reprises sur provisions, etc.). Elle représente le résultat des opérations susceptibles d'avoir une action sur la trésorerie qui ont servi au calcul du résultat de l'exercice.

	Etablissement principal	SAIC	UOH	PUS	Unistra 2019	Rappel 2018
<b>+ Résultat de l'exercice</b>	<b>3 551 769</b>	<b>-318 474</b>	<b>-105 327</b>	<b>-39 147</b>	<b>3 088 820</b>	<b>2 809 670</b>
(+) Dotations aux amortissements et provisions (c/ 68)	40 812 122	390 773	944	189 701	41 393 539	41 656 420
(-) Reprises sur amortissements et provisions (c/ 7815, 7816, 7817)	-998 430	-2 101		-147 648	-1 148 178	-756 958
(-) Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs (c/ 7813 et 7873)	-32 797 197	-44 281			-32 841 479	-32 322 598
(+) Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés (c/ 656)	257 872	0	0	0	257 872	
(-) Produits de cession d'éléments d'actif (c/ 756)	0	0	0	0	0	
<b>+ Eléments de CAF</b>	<b>7 274 366</b>	<b>344 391</b>	<b>944</b>	<b>42 053</b>	<b>7 661 754</b>	<b>8 576 865</b>
<b>Capacité d'Autofinancement</b>	<b>10 826 135</b>	<b>25 917</b>	<b>-104 384</b>	<b>2 906</b>	<b>10 750 574</b>	<b>11 386 535</b>

Comme le montre le tableau précédent, la **CAF s'élève à 10,75 M€**, en diminution de 636 k€ comparativement à 2018. Cet agrégat est composé :

- ✓ du résultat de 3,1 M€, en légère augmentation (+279 k€) ;
- ✓ des éléments de CAF (dépenses non décaissables diminuées des produits non encaissables) de 7,7 M€, composés de l'amortissement net (8,2 M€) et des provisions nettes (- 0,6 M€) et en diminution comparativement à 2018 (-915 k€).

La CAF dégagée par l'établissement (à laquelle s'ajoute les produits de cession d'actif) s'apprécie au regard du **volume d'investissement qu'elle a permis de financer, 18 % en 2019** contre 21 % en 2018 et 36 % en 2017. L'augmentation des investissements réalisés conjuguée à la réduction de la CAF explique la baisse de ce taux. Néanmoins, une partie importante des investissements (32,3 M€) s'inscrit dans le cadre de l'opération Campus qui bénéficie de financements spécifiques : retraité de ce montant, la CAF couvrirait 41 % de nos investissements hors Campus.

	2019	2018	2017
CAF + produits cession	10 750 574	11 386 535	12 069 935
Investissements	58 495 771	55 510 112	33 913 408
<b>CAF / Investissements</b>	<b>18%</b>	<b>21%</b>	<b>36%</b>

Ce montant peut également être apprécié selon le ratio : **CAF / produits d'exploitation** qui permet de mesurer la part de ces produits dégagée pour le financement de nos investissements. D'une valeur de 2,4 %, ce ratio se dégrade légèrement comparativement à 2017 et 2018.

	2019	2018	2017
CAF	10 750 574	11 386 535	12 069 935
Produits d'exploitation	440 912 743	434 669 784	419 530 019
<b>CAF / produits d'exploitation</b>	<b>2,4%</b>	<b>2,6%</b>	<b>2,9%</b>

## 2.3.2. Le tableau de financement

Le tableau de financement permet de comparer les emplois et les ressources en investissement, la CAF venant s'ajouter aux ressources.

La différence entre les emplois et les ressources détermine la variation du fonds de roulement au cours de l'exercice, si :

- si Ressources > Emplois,  
→ la différence vient en augmentation du fonds de roulement ;
- si Ressources < Emplois,  
→ la différence est un prélèvement sur le fonds de roulement.

*Précisons que les dotations non consommables de l'IdEx et de l'Opération Campus ne sont pas retracées dans ce tableau de financement dans un souci de simplification ; étant enregistrées à la fois en dettes et en immobilisations financières, elles n'ont pas d'impact sur la variation du fonds de roulement.*

Pour l'exercice 2019, le tableau de financement fait apparaître une **augmentation du fonds de roulement de 25,3 M€** à laquelle s'ajoute les **opérations inscrites en report à nouveau pour 5,1 M€**, soit une **hausse cumulée de 30,4 M€**.

### Le financement des investissements

TABLEAU DE FINANCEMENT	2019	2018	2017
<b>(+) Ressources investissements</b>	<b>86 040 234</b>	<b>85 349 159</b>	<b>41 988 003</b>
Capacité d'autofinancement	10 750 574	11 386 535	12 069 935
Subventions d'équipement	43 281 427	42 658 625	19 918 068
Autres subventions (RA)	0	0	0
Cessions d'actifs	0	0	0
Augmentation des dettes	32 008 233	31 304 000	10 000 000
<b>(-) Emplois investissements</b>	<b>60 686 922</b>	<b>56 292 491</b>	<b>34 025 560</b>
Immobilisations incorporelles	331 753	638 184	491 020
Immobilisations corporelles	13 697 357	11 366 827	9 363 144
Immobilisations en cours	44 458 929	43 533 077	24 081 107
Immobilisations financières	7 732	-27 977	-21 863
Remboursements dettes et avances	2 191 150	782 379	112 152
<b>Variation du fonds de roulement</b>	<b>25 353 312</b>	<b>29 056 669</b>	<b>7 962 443</b>
Opérations non budgétaires			
Opérations du RAN	5 098 694	783 833	
<b>Variation du fonds de roulement comptable</b>	<b>30 452 006</b>	<b>29 840 502</b>	<b>7 962 443</b>

Les **ressources en investissement représentent 86 M€**, en légère hausse (0,7M€ comparativement à 2018)

Les **emplois en investissement se montent à 60,7 M€** cette année, en progression de 4,4 M€ par rapport à 2017.

La variation des emplois est principalement liée à celle de nos acquisitions d'immobilisations qui représentent 58,5 M€ (hors remboursements des dettes et avances) et en particulier à la hausse des immobilisations corporelles (+ 2,3 M€) et des immobilisations en cours (+1,1 M€).

	<b>Var 2018/19</b>	<b>2019</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
Compte 20 immobilisations incorporelles	-48,0%	331 753	638 184	491 020
Compte 21 : immobilisations corporelles	20,5%	13 697 357	11 366 827	9 363 144
Compte 23 : immobilisations en cours	2,1%	44 458 929	43 533 077	24 081 107
Comptes 26 & 27: immobilisations financières	-127,6%	7 732	-27 977	-21 863
<b>Total des acquisitions d'immobilisations</b>	<b>5,4%</b>	<b>58 495 771</b>	<b>55 510 112</b>	<b>33 913 408</b>

Les dettes ont augmenté d'un montant net de 29,8 M€, essentiellement du fait des tirages d'emprunt dans le cadre de l'Opération Campus, qui vient abonder le fonds de roulement mais qui n'est pas mobilisable. Ce montant net résulte de la différence entre l'augmentation et le remboursement des dettes.

La capacité d'autofinancement dégagée cette année (10,7 M€) permet de financer 18 % des acquisitions d'immobilisations. Les subventions d'investissement comptabilisées (43,3 M€) en financent 74 %. Le financement du différentiel est assuré par un recours au fonds de roulement de 4,5 M€.

<b>Taux de couverture des immobilisation</b>	<b>2019</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
par la CAF	18%	21%	36%
par les subventions	74%	77%	59%
par le fonds de roulement mobilisable	8%	3%	6%

La consolidation du fonds de roulement généré par les dettes financières (29,8 M€), du prélèvement sur fonds de roulement nécessaire au financement des acquisitions d'immobilisations (- 4,5 M€) et des opérations au titre des années antérieures inscrites en report à nouveau (5,1 M€) permet ainsi d'expliquer la variation positive du fonds de roulement de 30,4 M€.

### 3. L'EXECUTION DU BUDGET

#### 3.1. Focus sur la masse salariale

Les dépenses de masse salariale, au niveau des paiements réalisés en 2019, s'élèvent à **366 528 440 €** (hors passifs sociaux, charges à payer et provisions 2019). Elles progressent de 2,5 % cette année comparativement à l'année antérieure, soit **+ 9,06 M€**.

Le tableau d'évolution des dépenses depuis 2016 ci-après nécessite quelques compléments d'explications :

- Chaîne paie sans corrections années antérieures : la paie est réalisée par la Direction des ressources humaines de l'université en utilisant l'outil Girafe (mis à disposition par la Direction générale des finances publiques). Ce sont les éléments de paie ainsi traités qui apparaissent dans le fichier transmis par la Direction régionale des finances publiques (DRFIP) à l'université.
- Hors chaîne paie : les capitaux-décès, la restauration sociale, les régularisations au titre des versements de transport ou les ordres de reversement ne sont pas traités par la DRFIP, bien que des comptes budgétaires et comptables soient mouvementés. C'est la raison pour laquelle ces montants sont intégrés. La progression des dépenses hors chaîne paie (**+ 262 k€**), entre 2018 et 2019, est liée à la hausse des prestations versées (+ 105 k€), telles que les capitaux décès, la restauration sociale et la médecine du travail, ainsi qu'à la modification des techniques de comptabilisation, en mode GBCP, des subrogations de la CPAM et des ordres de reversement : jusqu'en 2017 ces opérations venaient en diminution du montant des dépenses hors chaînes paie, depuis mars 2018 elles sont comptabilisées en recettes (impact de 157 k€ entre les deux exercices).
- Charges à payer au titre de l'exercice 2019 : l'établissement a constaté des charges à payer d'un montant de 6,09 M€, contre 5,05 M€ à fin 2018. La variation qui s'établit ainsi à **+ 1,04 M€** porte sur les ajustements suivants qui concernent :
  - les charges à payer concernant les personnels contractuels (+ 440 k€ dont 275 k€ au titre des rémunérations des praticiens maîtres de stage de la Faculté de médecine traitées précédemment en dépenses de fonctionnement) ;
  - les charges à payer relatives aux personnels titulaires (+ 371 k€ dont notamment au titre de la prime pour charges administratives des enseignants et enseignants chercheurs et des rappels versés après obtention des arrêtés ministériels) ;
  - la charge à payer constatée au titre des jours monétisables et des jours dédiés RAFP du Compte épargne temps (+ 300 k€) ;
  - des charges à payer diverses pour un cumul de – 70 k€.

### Evolution globale 2016-2019

	2016	2017 (CP Consommés)	2018 (CP Consommés)	2019 (CP Consommés)
Chaîne paie sans corrections années antérieures (KX)	342 949 778 €	350 508 402 €	357 207 860 €	366 003 479 €
Hors chaîne paie	-129 031 €	-105 346 €	262 678 €	524 961 €
<b>Total</b>	<b>342 820 747 €</b>	<b>350 403 056 €</b>	<b>357 470 538 €</b>	<b>366 528 440 €</b>
<b>Variation</b>	3 324 567 €	7 582 309 €	7 067 482 €	9 057 902 €
	Evol 2016/2015	Evol 2017/2016	Evol 2018/2017	Evol 2019/2018
	1,0%	2,2%	2,0%	2,5%
<b>Evolution sur la totalité de la période</b>				
<b>Charges à payer/Charges Constatées d'avance</b>	<b>4 778 946 €</b>	<b>4 722 119 €</b>	<b>5 009 519 €</b>	<b>6 129 257 €</b>
<b>Variation</b>	764 881 €	-56 827 €	287 400 €	1 119 738 €

**La masse salariale représente 73 % des paiements réalisés en 2019 (contre 72 % en 2018).**

Toutes les analyses ci-après sont réalisées sur le périmètre de l'année 2019 de la dépense constatée dans les fichiers issus de la « chaîne paie », soit **366 003 479 €**.

Seront tout d'abord présentés les grands postes de dépenses, avant de procéder à un focus sur les dépenses de rémunération par populations.

Enfin, seront explicités les modes de financement de la masse salariale au sein de l'établissement.



## La consommation des emplois :

Rappel des éléments budgétaires (*selon données budget actualisé 2019*) :

**Tableau 1**  
**soumis au vote CA**

**5 720 emplois maximum**

4 602 ETPT sous plafond Etat

1 118 ETPT sous plafond  
établissement

### Répartition 2019 de la consommation des emplois par statut et catégorie

Répartition 2019 de la consommation des emplois par statut et catégorie			Emplois sous plafond Etat : réalisé 2019	Emplois financés sur ressources propres : réalisé 2019	Global : réalisé 2019
Catégories d'emplois	Nature des emplois		En ETPT	En ETPT	En ETPT
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	1 778		1 778
		CDI	20	36	56
	Non permanents	CDD	783	353	1 137
S/total EC			2 582	389	2 971
BIATSS	Permanents	Titulaires	1 493		1 493
		CDI	107	130	236
	Non permanents	CDD	303	529	832
S/total Biatss			1 903	658	2 561
Totaux			4 485	1 048	5 532
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat			4 609		

## La répartition des effectifs par groupe de populations de l'établissement :

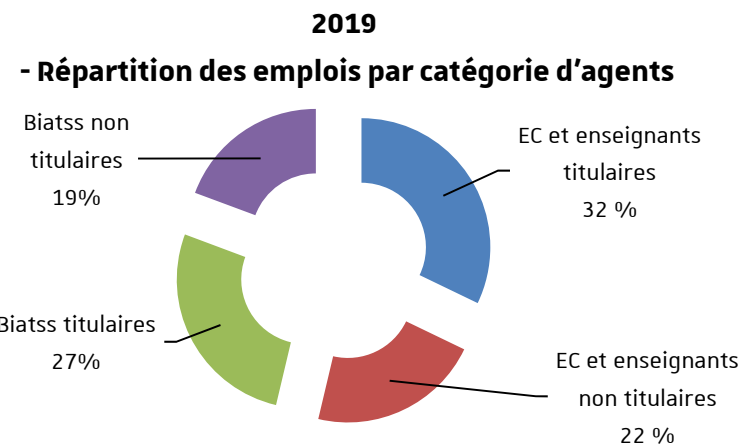
### Quelles sont-elles ?

#### Personnels titulaires (fonctionnaires) :

- Enseignants-chercheurs et assimilés
- Biatss et assimilés

#### Personnels non titulaires :

- Enseignants-chercheurs et assimilés : dont les ATER (attachés temporaires d'enseignement et de recherche), les contractuels doctorants (« Ministère », « Région », contrats de recherche), les maîtres de langues, les assistants des hôpitaux, etc.
- Biatss et assimilés : dont les personnels qualifiés « labo-u », les personnels en CDD, en CDI, les apprentis, etc.



#### Comparaison structure des emplois (en ETPT):

	2017	2018	2019	Variation 19/18
EC et Enseignants titulaires	1 757	1 765	1 778	14
EC et Enseignants Contractuels	1 118	1 173	1 193	20
	<b>2 875</b>	<b>2 938</b>	<b>2 971</b>	<b>34</b>
Biatss Titulaires	1 498	1 498	1 493	-5
Biatss Contractuels	981	996	1 068	73
	<b>2 479</b>	<b>2 494</b>	<b>2 561</b>	<b>68</b>
	<b>5 354</b>	<b>5 431</b>	<b>5 532</b>	<b>102</b>

## Evolution des dépenses de masse salariale 2017-2019 par groupe d'éléments de rémunération

		Montant 2017	Montant 2018	Montant 2019	Evolution 2019/2018 en €	Evolution 2019/2017 en €	Evolution 2019/2017
<b>Toutes catégories de personnel et tous statuts</b>	Rémunérations principales et comp. rém. principales	180 408 608 €	183 442 052 €	188 386 147 €	4 944 095 €	7 977 538 €	4%
	Rémunérations accessoires : HC	10 939 458 €	11 300 283 €	12 080 696 €	780 413 €	1 141 238 €	10%
	Rémunérations accessoires hors HC	4 745 659 €	6 155 135 €	6 025 255 €	-129 880 €	1 279 596 €	27%
	Primes et indemnités	11 735 631 €	12 218 917 €	12 599 328 €	380 411 €	863 697 €	7%
	Cotisations	141 931 042 €	143 458 467 €	146 355 668 €	2 897 201 €	4 424 626 €	3%
	Prestations	748 004 €	633 006 €	556 385 €	-76 621 €	-191 619 €	-26%
<b>Total</b>		<b>350 508 402 €</b>	<b>357 207 860 €</b>	<b>366 003 479 €</b>	<b>8 795 619 €</b>	<b>15 495 076 €</b>	<b>4,42%</b>
<b>Total hors cotisations</b>		<b>208 577 360 €</b>	<b>213 749 393 €</b>	<b>219 647 811 €</b>	<b>5 898 418 €</b>	<b>11 070 450 €</b>	<b>5,31%</b>
<b>Poids des postes de dépenses</b>		Montant 2017	Montant 2018	Montant 2019			
<b>Toutes catégories de personnel et tous statuts</b>	Rémunérations principales et comp. rém. principales	51,47%	51,35%	51,47%			
	Rémunérations accessoires : HC	3,12%	3,16%	3,30%			
	Rémunérations accessoires hors HC	1,35%	1,72%	1,65%			
	Primes et indemnités	3,35%	3,42%	3,44%			
	Cotisations	40,49%	40,16%	39,99%			
	Prestations	0,21%	0,18%	0,15%			
<b>Total</b>		<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>			
<b>Part hors charges</b>		<b>59,51%</b>	<b>59,84%</b>	<b>60,01%</b>			

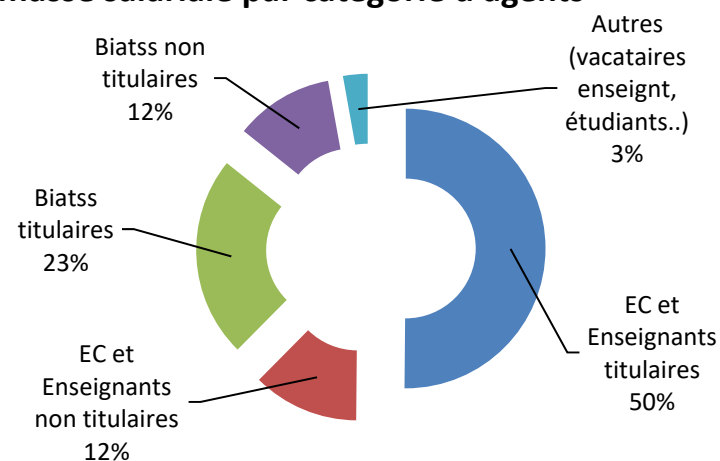
L'évolution des dépenses de masse salariale sur la période **2018-2019** a connu une progression globale de **8,8 M€**, soit **+ 2,46 %**.

La progression des dépenses hors cotisations a subi une augmentation de + 2,76 % sur la période (**soit + 5,9 M€**), avec des progressions notables sur les postes suivants :

- L'augmentation du poste des rémunérations principales (**+ 5 M€**), à mettre en relation avec :
  - o la poursuite des recrutements, notamment des personnels enseignants et enseignants-chercheurs, titulaires et contractuels,
  - o la poursuite des mesures prises dans le cadre de la mise en œuvre du protocole PPCR.
- L'augmentation du poste des heures complémentaires hors charges (**+ 780 k€**).
- L'augmentation du poste des primes et indemnités (**+ 380 k€**), liée pour partie à la mise en œuvre du RIFSEEP dans l'établissement, cette mesure est détaillée plus loin.
- Enfin, concernant les cotisations patronales des personnels contractuels, l'extension en année pleine de la baisse du taux de cotisations à « Pôle Emploi » a permis à l'établissement d'obtenir une **diminution** de charges de **328 k€** sur cette ligne de dépenses, ceci explique le recul du poids du poste des cotisations (39,99 % en 2019 contre 40,16 % en 2018).

## Proportion des dépenses de masse salariale 2017-2019 par catégorie de personnels et par statut : titulaires et contractuels

### 2019 - Répartition des dépenses de masse salariale par catégorie d'agents



		Montant 2017	Montant 2018	Montant 2019
Titulaires	Enseignants-chercheurs, enseignants	172 821 745 €	176 061 945 €	178 883 187 €
	Biatss et assimilés	82 701 565 €	83 550 180 €	85 075 553 €
	Rémunérations accessoires : HC	6 155 979 €	6 362 915 €	6 765 253 €
	<b>Total Titulaires</b>	<b>261 679 290 €</b>	<b>265 975 040 €</b>	<b>270 723 994 €</b>

Contractuels	Enseignants-chercheurs, enseignants	40 392 033 €	43 083 372 €	44 060 943 €
	Biatss et assimilés	43 653 600 €	43 212 080 €	45 903 099 €
	Rémunérations accessoires : HC	4 783 479 €	4 937 368 €	5 315 443 €
	<b>Total Contractuels</b>	<b>88 829 113 €</b>	<b>91 232 820 €</b>	<b>95 279 485 €</b>

<b>Total toutes populations confondues</b>	<b>350 508 402 €</b>	<b>357 207 860 €</b>	<b>366 003 479 €</b>
--	----------------------	----------------------	----------------------

<b>Part des rémunérations versées aux titulaires/ dépenses totales</b>	<b>74,66%</b>	<b>74,46%</b>	<b>73,97%</b>
--	---------------	---------------	---------------

Evolution en € 2019/2018	Evolution 2019/2018
2 821 243 €	1,60%
1 525 374 €	1,83%
402 338 €	6,32%
<b>4 748 954 €</b>	<b>1,79%</b>

977 571 €	2,27%
2 691 019 €	6,23%
378 075 €	7,66%
<b>4 046 665 €</b>	<b>4,44%</b>

<b>8 795 619 €</b>	<b>2,46%</b>
--------------------	--------------

## Evolution des rémunérations principales et compléments de rémunérations

	2017	2018	2019	Evolution 2019/2018
Rémunérations principales et comp rem. principales des Titulaires	127 070 813 €	128 414 377 €	130 845 216 €	1,89%
Rémunérations principales et comp rem. principales des Contractuels	53 337 795 €	55 027 675 €	57 540 931 €	4,57%
<b>Total des rémunérations principales</b>	180 408 608 €	183 442 052 €	188 386 147 €	2,70%
<b>Part des rémunérations des titulaires/ Total des rémunérations</b>	<b>70,44%</b>	<b>70,00%</b>	<b>69,46%</b>	-0,78%

La comparaison du poste des rémunérations principales et compléments de rémunérations principales des agents titulaires met en exergue une progression de **+2,4 M€**, soit +1,89 % entre 2018 et 2019. Cette progression est liée :

- aux effets des campagnes d'emplois 2018 et 2019 → avec une poursuite des efforts de recrutements sur les postes d'enseignants chercheurs et d'enseignants ;
- à la progression des indices majorés moyens (liés pour partie aux effets des mesures prises dans le cadre du PPCR).

La progression des rémunérations principales des personnels contractuels s'élève quant à elle à **+ 2,5 M€**, soit + 4,57 %, et résulte :

- des recrutements des enseignants chercheurs et enseignants contractuels ainsi que des Biatss contractuels sur postes vacants opérés par le niveau central **(+ 650 k€)** ;
- des recrutements réalisés sur les ressources propres des structures de l'établissement avec une augmentation de **+ 1,86 M€**.



## Focus sur les titulaires

### Evolution 2017-2019 des ETPT\* et Indices Majorés Moyens (IMM)

		2017	2018	2019	Evolution 2019/2017	Evolution 2019/2018
<b>Enseignants-chercheurs, enseignants et assimilés</b>	ETPT moyen	1 757	1 765	1 778	21	13
	Indice Majoré Moyen (IMM)	<b>869</b>	<b>876</b>	<b>887</b>	2,12%	1,25%
<b>Personnels Biatss et assimilés</b>	ETPT moyen	1 498	1 498	1 493	-5	-5
	Indice Majoré Moyen (IMM)	<b>447</b>	<b>448</b>	<b>457</b>	2,44%	2,01%
<b>Total Titulaires</b>	ETPT moyen	<b>3 255</b>	<b>3 263</b>	<b>3 271</b>	<b>16</b>	<b>8</b>
	Indice Majoré Moyen (IMM)	<b>675</b>	<b>680</b>	<b>691</b>	<b>2,46%</b>	<b>1,66%</b>

\* ETPT : Equivalent Temps Plein Travaillé

- L'amélioration de l'Indice Majoré Moyen se poursuit sur la période 2018-2019, avec un taux d'évolution global égal à + 1,66 %.
- En 2019, l'évolution globale des effectifs conduit à une hausse de **0,6 M€**, la variation des IMM à une hausse de **1,83 M€**, dont **0,75 M€** au titre du PPCR, soit une hausse cumulée du traitement brut des personnels titulaires de **2,43 M€** (soit **4,7 M€** avec charges).
- On observe globalement une poursuite des recrutements des enseignants-chercheurs (EC) et enseignants titulaires (**+ 21 ETPT entre 2017 et 2019**) et une baisse de celle des personnels Biatss (**- 5 ETPT, à mettre en regard de la fin du processus de dé-précarisation « Sauvadet »**).

## Les titulaires enseignants-chercheurs et enseignants

Enseignants-chercheurs, enseignants et assimilés de l'Etablissement		Montant 2017	Montant 2018	Montant 2019	Evolution 2019/2018 en €	Evolution 2019/2018
Enseignants-chercheurs, enseignants et assimilés	Rémunérations principales et comp de rém. principales	88 027 082 €	89 177 756 €	90 998 689 €	1 820 933 €	2,04%
	Rémunérations accessoires hors HC	901 434 €	1 212 479 €	872 846 €	-339 633 €	-28,01%
	Heures Complémentaires	4 302 993 €	4 492 397 €	4 743 873 €	251 476 €	5,60%
	Indem. compensatrice CSG		779 570 €	795 697 €	16 127 €	2,07%
	Primes des EC et enseignants	3 751 354 €	3 728 388 €	3 698 013 €	-30 376 €	-0,81%
	Abattement indemnitaire PPCR	-260 393 €	-291 448 €	-571 905 €	-280 456 €	96,23%
	Cotisations	80 111 704 €	81 186 240 €	82 852 256 €	1 666 016 €	2,05%
	Prestations	175 567 €	131 727 €	123 788 €	-7 939 €	-6,03%
	<b>Total Enseignants-chercheurs, enseignants</b>	<b>177 009 740 €</b>	<b>180 417 109 €</b>	<b>183 513 257 €</b>	<b>3 096 148 €</b>	<b>1,72%</b>

Les dépenses de masse salariale des personnels enseignants-chercheurs et enseignants titulaires ont connu une progression de **1,72 %** sur la période 2018-2019.

- La variation nette des effectifs, quel que soit le motif d'entrée ou de sortie, conduit à une hausse des traitements bruts de 0,72 M€ (**+ 13,6 ETPT entre 2019 et 2018, contre + 8 ETPT entre 2017 et 2018**), la progression des indices majorés moyens à une augmentation de 1,1 M€ ; soit une hausse nette des traitements bruts de **1,82 M€**.
- La baisse observée sur le poste "rémunérations accessoires" **de - 339 k€**, est liée à l'avancement de la mise en paiement de la prime pour responsabilités et charges administratives (versement effectué en décembre 2018 au lieu de janvier 2019), et du montant de la garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA) qui font l'objet d'une charge à payer en 2019 (respectivement 142 k€ et 19 k€).
- Les primes des enseignants-chercheurs et enseignants (c'est-à-dire la PRES et la PEDR) enregistrent une légère baisse, les primes d'encadrement doctoral et de recherche pour la période de septembre à décembre 2019 pour les nouveaux attributaires, ont fait l'objet d'une charge à payer 2019 d'un montant de 101 k€. Ce paiement interviendra en janvier 2020.



## Les titulaires BIATSS

Personnels Biatss de l'Etablissement		Montant 2017	Montant 2018	Montant 2019	Evolution 2019/2018 en €	Evolution 2019/2018
Personnels Biatss et assimilés	Rémunérations principales et comp de rém. principales	39 043 731 €	39 236 621 €	39 846 527 €	609 906 €	1,55%
	Rémunérations accessoires hors HC	864 156 €	727 506 €	841 622 €	114 116 €	15,69%
	Heures comp	164 291 €	179 268 €	190 041 €	10 773 €	6,01%
	Primes spécifiques des Biatss	6 839 152 €	7 087 000 €	7 559 620 €	472 621 €	6,67%
	Indem. compensatrice CSG		476 953 €	473 621 €	-3 332 €	-0,70%
	Abattement indemnitaire PPCR	-299 202 €	-299 695 €	-410 188 €	-110 494 €	36,87%
	Cotisations	35 861 073 €	35 984 490 €	36 499 094 €	514 604 €	1,43%
	Prestations	389 534 €	335 601 €	264 188 €	-71 413 €	-21,28%
	<b>Total Biatss</b>	<b>82 862 736 €</b>	<b>83 727 744 €</b>	<b>85 264 524 €</b>	<b>1 536 781 €</b>	<b>1,84%</b>

Les dépenses de masse salariale des personnels Biatss titulaires ont connu une progression de 1,84 % sur 2019-2018.

- La variation des rémunérations principales de **+ 0,61 M€** est liée à l'effet cumulé, d'une part, de la baisse des effectifs Biatss (- 5 ETPT) qui a entraîné une variation de - 0,12 M€, d'autre part, à la progression des indices majorés qui induit quant à elle une hausse de +0,73M€.
- La hausse enregistrée sur le poste des « rémunérations accessoires hors HC » **(+ 114 k€)** est liée pour partie à l'augmentation des jours monétisés au titre du CET.
- La hausse du poste "primes spécifiques des Biatss" **(+ 472 k€)** est, quant à elle, à mettre en relation avec à la mise en œuvre du RIFSEEP au sein de l'établissement (impact de 425 k€).



## Focus -Dépenses de Masse Salariale par modes de financement :

### 2019 - Dépenses de Masse Salariale (chaîne paie et hors chaîne paie)

	Budget ouvert Crédits de Paie	Dépenses constatées Crédits de Paiement	Tx d'exé
Niveau Etablissement	306 002 162	305 160 185	99,72%
Heures complémentaires	13 664 499	14 005 114	102,49%
Niveau composantes, unités de recherche et services	51 012 670	47 363 141	92,85%
<b>Total</b>	<b>370 679 331</b>	<b>366 528 440</b>	<b>98,88%</b>

### Focus sur les opérations fléchées : Idex Etablissement / Plan Campus / Equipex/ PIA2 et 3

	Budget ouvert Crédits de Paie	Dépenses constatées Crédits de Paiement	Tx d'exé
Idex Etablissement	6 991 702	6 401 340	91,56%
PIA2/PIA3	1 405 338	747 151	53,17%
Opérations Campus	550 000	500 417	90,98%
Equipex	101 823	59 917	58,84%
<b>Total</b>	<b>9 048 863</b>	<b>7 708 824</b>	<b>85,19%</b>

## Dépenses sur les crédits du « niveau Etablissement » : par statut et catégorie (hors heures complémentaires)

### Niveau Central : Par Statut et catégorie (hors Heures Complémentaires)

	2017 (Décaissements)	2018 (Décaissements)	2019 (Décaissements)	Différence 2019/2018 en €	Variation 2019/2018 en %
PAIE1 - Dépenses titulaires et non titulaires sur postes vacants	269 874 360 €	275 296 025 €	280 026 101 €	4 730 076 €	1,72%
titulaires Permanents de l'établissement	253 983 025 €	257 871 222 €	262 093 734 €	4 222 512 €	1,64%
Dont personnels titulaires non permanents de l'établissement (ATER)	375 473 €	810 903 €	770 046 €	- 40 857 €	-5,04%
Dont Contractuels	15 515 862 €	16 613 900 €	17 162 322 €	548 421 €	3,30%
PAIE2 - Dépenses de non titulaires sur Niveau Central	12 189 101 €	11 767 226 €	11 998 187 €	230 961 €	1,96%
PAIE3 - Missions complémentaires des doctorants contractuels	1 373 113 €	1 144 924 €	12 916 954 €	116 461 €	0,91%
PAIE5 - Doctorants contractuels	11 563 387 €	11 655 569 €			
<b>Dépenses hors chaine paie</b>	<b>- 164 809 €</b>	<b>26 594 €</b>	<b>218 942 €</b>	<b>191 403 €</b>	
<b>Total général exécuté</b>	<b>294 835 152 €</b>	<b>299 890 339 €</b>	<b>305 160 185 €</b>	<b>5 268 901 €</b>	<b>1,76%</b>

<b>Budget ouvert (en Crédits de Paiement)</b>	<b>294 720 788 €</b>	<b>299 437 810 €</b>	<b>306 002 162 €</b>
<b>Taux exécution</b>	<b>100,04%</b>	<b>100,15%</b>	<b>99,72%</b>

➤ **Focus sur les personnels contractuels rémunérés sur le budget du niveau central :**

Outre l'augmentation de **+4,2 M€** observée sur la population des personnels titulaires et décrite dans les points précédents, on observe une augmentation de **+ 0,85 M€** entre 2018 et 2019 concernant les personnels contractuels (EC, enseignants, Biatss et vacataires).

Cette augmentation est liée à la poursuite des efforts en matière de recrutements des enseignants-chercheurs et enseignants contractuels **(+ 277 k€)**, ainsi que des personnels Biatss **(+ 570 k€)** pris en charge sur les crédits du niveau central (vacances de postes, suppléances, recrutements obtenus par les structures lors des dialogues de gestion).

La campagne d'emplois des enseignants-chercheurs et enseignants contractuels a notamment porté sur le maintien du niveau de recrutements des ATER, une hausse des recrutements des lecteurs et maîtres de langues (+ 184 k€), des enseignants chercheurs et enseignants en CDD et CDI (+ 238 k€), des doctorants (+ 116 k€) ; à l'inverse, on note une baisse des dépenses liées aux recrutements des professeurs et maîtres de conférences associés (- 150 k€), ainsi que des assistants des hôpitaux (- 105 k€).

Enfin, la progression des dépenses hors chaîne paie **(+ 212 k€)** est, quant à elle, liée à la modification, initiée courant 2018, des techniques de comptabilisation en mode GBCP des subrogations de la CPAM et des ordres de reversement, ainsi qu'à la hausse des prestations sociales, comme cela a été évoqué précédemment.

## Dépenses sur le budget « heures complémentaires chargées »

Statut	Catégorie d'emplois	2017 (Décaissements)	2018 (Décaissements)	2019 (Décaissements)	Différence en € 2019/2018	Variation 2019/2018 en %
Non titulaires	Biatss	289 732	240 444	270 801	30 357	
	EC, enseignants et assimilés	985 834	1 196 015	1 242 554	46 539	
	Indemnitaire	120 817	79 260	38 461	-40 799	
	Vacataires	5 163 322	5 261 965	5 674 364	412 399	
Total Contractuels		6 559 705	6 777 685	7 226 180	448 496	6,62%
Titulaires	Biatss	165 394	179 257	189 668	10 411	
	EC, enseignants et assimilés (Dont ATER titulaires)	4 316 404	4 504 980	4 756 441	251 461	
	Indemnitaire	1 663 430	1 671 708	1 824 372	152 664	
	Vacataires	21 785	17 968	7 123	-10 846	
Total Titulaires		6 167 013	6 373 913	6 777 604	403 691	6,33%
Dépenses hors chaîne paie		-19 852	-8 227	1 330	9 557	
<b>Total général exécuté</b>		<b>12 706 866</b>	<b>13 143 372</b>	<b>14 005 114</b>	<b>861 742</b>	<b>6,56%</b>

**Budget Ouvert**

**13 209 920**

**13 569 585**

**13 664 499**

**Taux exécution**

**96,19%**

**96,86%**

**102,49%**

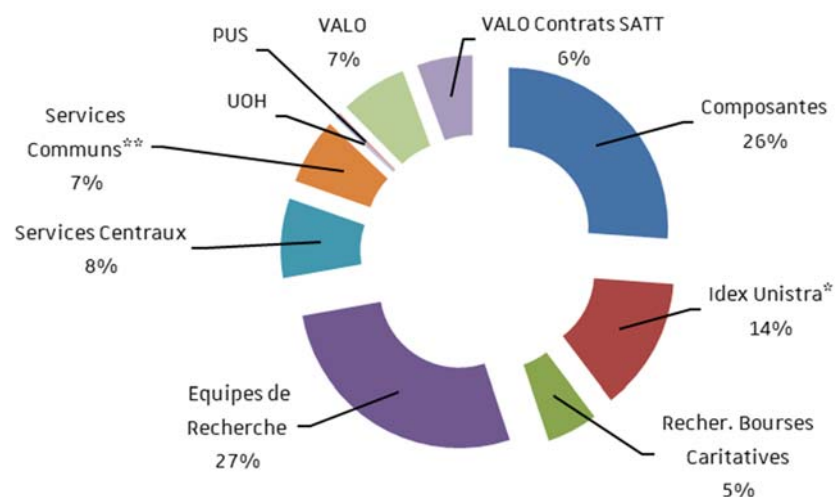
Le poste "heures complémentaires" a évolué de + 6,56 % entre 2018 et 2019, soit **+ 862 k€ (coût heures chargées)**.

La charge d'enseignement totale 2018/2019 s'élève à 642 106 HeTD, elle est supérieure de 11 409 HeTD à la totalité de la charge d'enseignement réalisée en 2017/2018 (630 697 HeTD).

Le nombre total d'heures complémentaires payables au titre de l'année universitaire 2018/2019 s'élève à 292 989 HeTD ; il est supérieur de 12 495 HeTD à la totalité des HC payables en 2017/2018 (280 494 HeTD).

## Dépenses de masse salariale sur les crédits des composantes de formation, unités de recherche, services (Dotations et / ou ressources propres) :

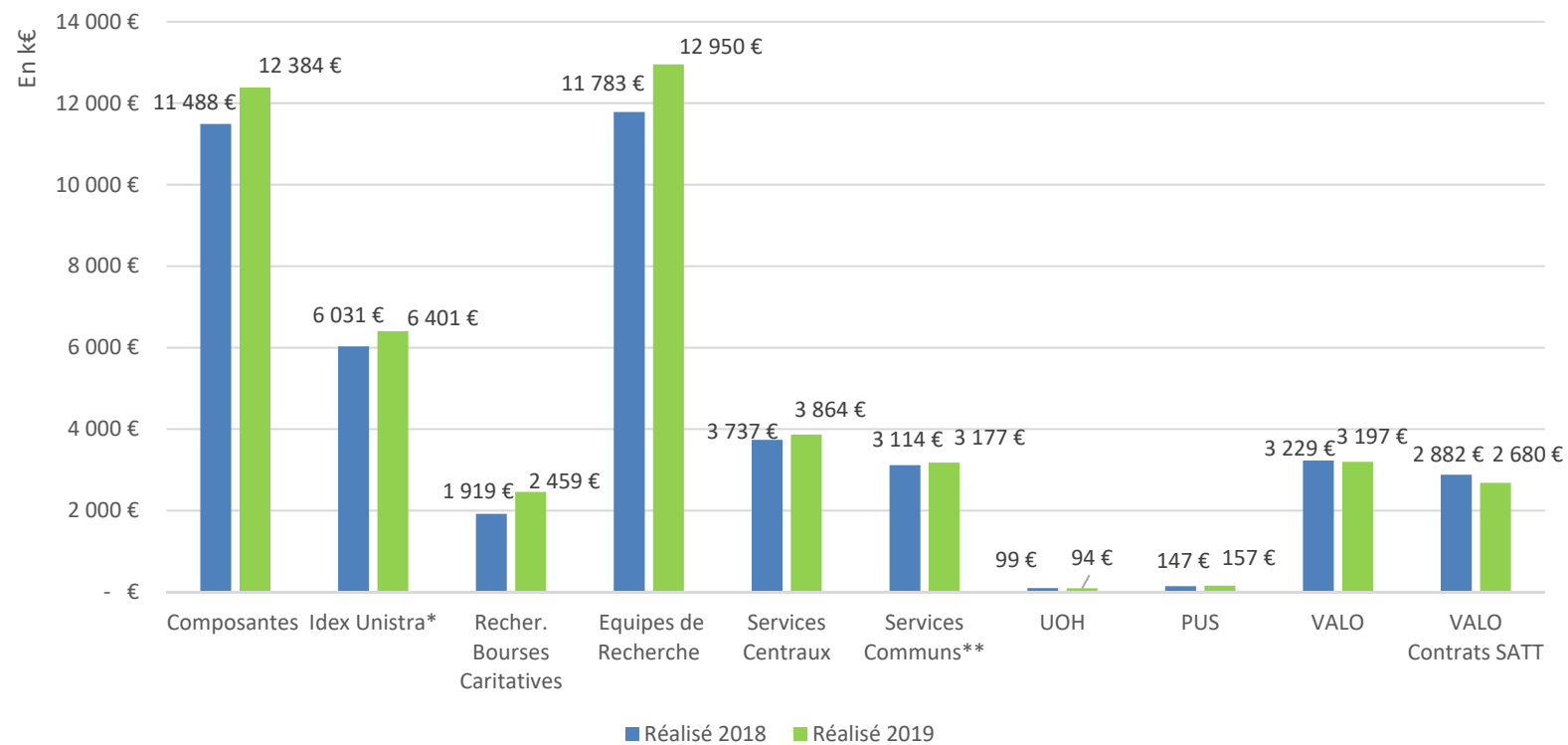
Groupe	Réalisé 2017 (Décaissements)	Réalisé 2018 (Décaissements)	budget ouvert 2019	réalisé 2019 (Décaissements)	Différence 2019/2018 en €	Tx d'exé
Composantes	11 098 460 €	11 488 036 €	13 351 230 €	12 384 098 €	896 063 €	93%
Idex Unistra*	7 099 848 €	6 031 493 €	6 991 702 €	6 401 340 €	369 847 €	92%
Recher. Bourses Caritatives	1 991 710 €	1 919 431 €	2 261 275 €	2 458 609 €	539 178 €	109%
Equipes de Recherche	10 578 199 €	11 782 781 €	13 711 993 €	12 949 868 €	1 167 086 €	94%
Services Centraux	3 248 899 €	3 737 053 €	5 042 332 €	3 864 246 €	127 192 €	77%
Services Communs**	3 160 306 €	3 113 579 €	3 101 290 €	3 176 933 €	63 354 €	102%
UOH	85 059 €	98 571 €	152 970 €	94 351 €	4 221 €	62%
PUS	153 524 €	146 590 €	167 225 €	157 044 €	10 455 €	94%
VALO	2 655 484 €	3 229 236 €	3 432 652 €	3 196 993 €	32 243 €	93%
VALO Contrats SATT	2 789 550 €	2 882 059 €	2 800 000 €	2 679 661 €	202 398 €	96%
<b>Total général</b>	<b>42 861 039 €</b>	<b>44 428 827 €</b>	<b>51 012 670 €</b>	<b>47 363 141 €</b>	<b>2 934 313 €</b>	<b>93%</b>



## Dépenses de masse salariale sur les crédits des composantes de formation, unités de recherche, services (Dotations et / ou ressources propres) :

Un niveau global de dépenses 2019 sur "ressources propres" en hausse de **+ 2,93 M€**.

- **Pour les services centraux** : on note une variation de **+ 127 k€**, qui est à mettre en regard d'une part de la hausse des dépenses sur les projets « fléchés » menés par la Direction du numérique (Dnum) « EOLE » (+161 k€), la Direction des relations internationales (DRI) « INCLUDE » (+82 k€) et l'Opération « Campus » (+4 k€), et d'autre part à la baisse relative des dépenses « globalisées » de -116 k€ (dont -108 k€ du titre du projet Campus européen géré à la DRI et porté par la DIREV).
- **Pour les composantes** : la progression des dépenses de **+ 896 k€** est liée aux recrutements effectués sur ressources propres par certaines structures (EMS+666 k€, CEIPI +68 k€, Faculté de sciences éco. +75 k€, IUT de Haguenau +58 k€) ; à noter également la variation liée à la mise en œuvre du projet « Ecri+ » (relevant des PIA « Nouveaux cursus universitaires (NCU) ») porté par la Faculté des lettres (+ 43 k€).
- **Pour les unités de recherche** : on observe une augmentation de **+ 1,167 M€**, liée aux recrutements opérés dans le cadre des contrats de recherche (Europe + 274 k€ ; ANR + 500 k€), aux projets PIA EUR (+ 170 k€), à la mise en place des « reliquats » sur contrats (+ 95 k€) et enfin aux contrats de travail portés pour le compte des deux fondations de l'université (3,6 M€ en 2019).
- Pour les contrats financés par **des bourses caritatives**, on observe une augmentation notable de **+ 539 k€**, dont + 255 k€ pour l'ARC, + 154 k€ pour la région et + 172 k€ pour l'IHU.
- Une baisse de **- 202 k€** pour les contrats portés pour le compte de **la SATT Conectus**.
- Enfin, concernant les dépenses financées par **l'Idex « Etablissement »**, une hausse de +370 k€ est enregistrée, un focus spécifique est proposé au point 3.2 du rapport.





## Le financement de la masse salariale

Quelques clés de lecture : Il existe une unité budgétaire spécifique pour la masse salariale (MS), miroir des unités budgétaires existantes de l'établissement principal.

Conséquences :

- o Les rémunérations sont impactées budgétairement a posteriori, à savoir après paiement par les services de la Direction régionale des finances publiques (DRFIP). La liquidation de la paie est réalisée généralement avant le 15 du mois suivant.
- o Les fichiers qui parviennent à l'université sont traités pour permettre de retracer dans le SI finances (SIFAC) les dépenses afférentes. Ce premier traitement est réalisé à partir d'une base développée localement dénommée « Mandatement KA » (du nom du fichier transmis par la DRFIP). Celle-ci permet notamment de façon semi-automatique de discriminer les éléments de rémunération des personnels concernés afin de répertorier les charges dans chaque structure de coût. Ainsi la rémunération d'un personnel affecté à une composante donnée sera reportée sur une structure de paie dans SIFAC clairement identifiée. Il convient de préciser que l'outil de transmission des informations liées à la paye vers la DRFIP ne permet pas d'intégrer des éléments à caractère budgétaire, ce qui a nécessité la mise en place du dispositif décrit ci-dessus.

L'arborescence prend en compte également d'autres critères comme celui de la nature de la population et des modes de financement ou enveloppes dédiées :

- o Les personnels titulaires et personnels contractuels assis sur des postes nationaux (PAIE1).
- o Les personnels non titulaires pris en charge par l'établissement (PAIE2).
- o Les personnels non titulaires pris en charge par les ressources de la structure de rattachement (décision de la composante ou service ou unité de recherche) (PAIE7).
- o Les personnels bénéficiant de contrats doctoraux et de missions complémentaires financés sur dotation ministérielle (PAIE5).
- o Les heures complémentaires et vacations d'enseignement sont également portées sur une structure différenciée (PAIE6).

<b>Les crédits masse salariale SCSP</b>	<b>309 181 707 €</b>
<i>(hors emplois Germinet 119 460 €)</i>	
<b>Socle masse salariale :</b>	<b>303 472 631 €</b>
<b>Crédits notifiés en 2019 (hors actions spécifiques)</b>	<b>4 691 769 €</b>
<i>Autres ajustements 2019 (Sauvadet)</i>	127 196 €
<i>Autres ajustements 2019 (var° emplois)</i>	137 531 €
<i>PPCR 2019</i>	1 090 676 €
<i>Contrats doctoraux</i>	-172 587 €
<i>Compensation GVT (notifié en 2018, confirmé en 2019)</i>	1 669 498 €
<i>Moyens loi ORE</i>	1 807 955 €
<i>Compensation décharge MCF stagiaires</i>	31 500 €
<b>Crédits actions spécifiques notifiés en 2019 :</b>	<b>1 017 307 €</b>

**Financements autres de la masse salariale :**

Indemnités membres CNU (SCSP action spé. fonct.)	104 566 €
Organisation agrég° sc gest° (SCSP action spé. fonct.)	6 506 €
Facturations externes, ORV et subrogation	2 302 002 €
Transferts internes (heures complémentaires...)	8 689 199 €

<b>Total des Crédits</b>	<b>320 283 980 €</b>
--------------------------	----------------------

## La dotation de masse salariale d'Etat suffit-elle à financer l'ensemble des dépenses de rémunérations de l'établissement ?

Ces ressources doivent *a minima* permettre le financement des dépenses prises en charge sur les centres financiers « PAIE1 à PAIE6 ».

Les dépenses de rémunérations des postes entérinés par l'établissement :

<b>Les Dépenses</b>	<b>319 165 298 €</b>
PAIE1	280 245 043 €
PAIE2	11 998 187 €
PAIE5	12 916 954 €
PAIE6	14 005 114 €

Les crédits de l'Etat doivent au moins contribuer au financement intégral des rémunérations chargées de l'ensemble des titulaires (PAIE1) ainsi qu'à une partie des personnels contractuels que l'établissement a fait le choix de pérenniser sur le « niveau central » (PAIE2). Les contrats doctoraux ministériels doivent être financés, ainsi que les missions complémentaires et les ATER. Toute décision de l'établissement devant être assumée par celui-ci.

La frontière est quelque fois difficile à trouver, puisque les dotations sont à présent globalisées, conséquence du passage aux responsabilités élargies. Il est proposé ci-dessous un découpage des dépenses au regard du financement y afférent de façon à permettre une meilleure compréhension de la couverture des dépenses salariales.

- Dans les tableaux ci-après, la dépense traitée correspond à celle des **personnels recensés sur un support de poste national (plafond 1 Etat)**. La dépense retranscrite est financée par plusieurs enveloppes distinctes, de dotations ministérielles (Dot et AS) d'une part, et de ressources propres (RP et DB) d'autre part.

**PAIE1 (Crédits Paiement consommés)**

Dépenses concernant les rémunérations principales des personnels titulaires et des personnels contractuels "assis" sur postes nationaux	<b>280 245 043</b>
---	--------------------

<b>Financement (recettes encaissées)</b>		<b>280 245 043</b>
Dot	Socle masse salariale	273 530 110
Dot	Autres ajustements 2019 (Sauvadet)	127 196
Dot	Autres ajustements 2019 (var° emplois)	137 531
Dot	PPCR 2019	1 090 676
Dot	Compensation GVT	1 669 498
Dot	Moyens loi ORE	593 955
As	Indemnités membres CNU	104 566
As	IUF Compensation PEDR	96 375
As	Organisation agrégation sc gestion	6 506
RP	Facturations externes, ORV et subrogation	1 344 169
DB	Transferts internes	1 544 461
		277 356 413
		2 888 630

- La dépense qui suit est celle constatée dans les états budgétaires concernant les **rémunérations des personnels contractuels qui sont affectés suite à une décision de l'établissement (« prise en charge centrale »)**. Les lecteurs, maîtres de langues et ATER (décision établissement) émargent sur cette enveloppe.

**PAIE2 (Crédits Paiement consommés)**

Dépenses concernant les rémunérations principales des contractuels financés sur ressources propres de l'établissement pris en charge en "Central"	<b>11 998 187</b>
---	-------------------

<b>Financement (recettes encaissées)</b>		<b>11 998 187</b>
Dot	Socle masse salariale	9 911 619
Dot	Moyens loi ORE	1 009 993
As	Compensation labo-U	800 000
As	Dispositif apprentissage (sera versé en 2020)	0
RP	Facturations externes, ORV et subrogation	236 680
DB	Transferts internes	39 895
		11 721 612
		276 575

- Les **heures complémentaires**

**PAIE6 (Crédits Paiement consommés)**

Dépenses concernant les <b>heures complémentaires</b>	<b>14 005 114</b>
---	-------------------



<b>Financement (recettes encaissées)</b>	<b>14 005 114</b>	
Dot Socle masse salariale	6 422 259	6 771 910
Dot Moyens loi ORE	204 007	
Dot Compensation décharge MCF stagiaires	31 500	
As IUF décharges	114 144	7 233 204
RP Facturations externes, ORV et subrogation	128 361	
DB Transferts internes	7 104 843	

- Les dépenses au titre des **contrats doctoraux** indiquées ci-dessous correspondent aux allocations attribuées par le ministère d'une part, et celles obtenues dans le cadre des conventions de reversement conclues avec les écoles normales supérieures et de l'école polytechnique. Sont également mentionnées les dépenses constatées au titre des missions complémentaires assurées par des doctorants contractuels (ministériels ou autres).

**PAIE 5 (Crédits Paiement consommés)**

Dépenses concernant les rémunérations des <b>contrats doctoraux état et des missions complémentaires</b>	<b>12 916 954</b>
contrats doctoraux état	11 920 170
missions complémentaires	996 784



<b>Financement (recettes encaissées)</b>	<b>12 916 954</b>	
Dot Socle masse salariale	12 489 960	12 324 161
Dot Contrats doctoraux	-172 587	
As Prolongation contrat doctoral handicap	6 788	592 793
RP Facturations externes, ORV et subrogation	592 793	
DB Transferts internes	0	

**La dotation d'Etat non encore affectée :**

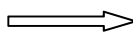
Un solde de **1,12 M€** reste à ce stade disponible sur le montant de masse salariale déléguée par le ministère alors même que toutes les dépenses de masse salariale liées à des décisions établissement sont intégrées.

Cette somme a contribué au financement des dépenses indirectes de personnels imputées en fonctionnement sur l'unité budgétaire PAIE (PAIE1 à 6) et qui s'élèvent à un montant net de crédits de paiement consommés de **1,33 M€** dont :

- (+) 1,58 M€ au titre des mises à disposition entrantes de personnels, de la paie à façon, de la contribution FIPHFP, des missions complémentaires des doctorants extérieurs, des frais de formation des apprentis...
- (-) 0,25 M€ en réduction des CP consommés par le biais des prestations internes (compensations financières décharges enseignement...).

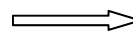
Un prélèvement sur la trésorerie a donc été réalisé à hauteur de **0,215 M€**. Compte-tenu de l'apport effectué par le niveau central sur ses autres ressources pour 0,907 M€ au budget actualisé après BR 2, le solde budgétaire s'établit à **0,692 M€**.

D'autres dépenses de personnels sont financées sur « ressources propres », certaines par des crédits dédiés. C'est le cas, des bourses de recherche caritatives, régionales, des dépenses réalisées sur l'Idex, etc.



<b>Dépenses autofinancées</b>	<b>28 147 331 €</b>
dont bourses de recherche	2 461 139 €
dont projets IDEX LABEX Rech	6 401 340 €
dont contrats type A/E/S/B/P/N	8 834 002 €
dont opérations fléchées (campus, PIA2 et PIA3)	1 307 484 €
dont autres act. SACD	2 871 434 €
dont contrats Fondations	3 592 271 €
dont contrats SATT	2 679 661 €

Enfin, restent les dépenses afférentes à des contrats de travail, vacations financés directement sur leurs ressources propres par les composantes, services et unités de recherche (PAIE7 dans l'application SIFAC).



<b>Dépenses paie 7</b>	<b>19 215 811 €</b>
Composantes / Services	17 527 238 €
Unités de recherche	1 688 573 €

Synthèse du financement de la masse salariale 2019	Montant dépenses 2019 (CP consommés)	Financement (recettes encaissées)							Total des financements
		Etat : SCSP				Autres financements			
		Socle masse salariale 2018	Crédits notifiés en 2019 (hors actions spécifiques)	Crédits actions spécifiques MS notifiés en 2019	Autres crédits actions spécifiques notifiés en 2019	Facturations externes, ORV et subrogation	Transferts internes	Ressources propres	
Montant des recettes connues au niveau établissement (hors composantes services et UR)		303 472 631 €	4 691 769 €	1 017 307 €	111 072 €	2 302 002 €	8 689 199 €	0 €	320 283 980 €
PAIE1 - Dépenses concernant les rémunérations principales des personnels titulaires et des personnels contractuels "assis" sur postes nationaux	280 245 043 €	273 530 110 €	3 618 856 €	96 375 €	111 072 €	1 344 169 €	1 544 461 €		280 245 043 €
PAIE2 - Dépenses concernant les rémunérations principales des contractuels financés sur ressources propres de l'établissement pris en charge en "central"	11 998 187 €	9 911 619 €	1 009 993 €	800 000 €		236 680 €	39 895 €		11 998 187 €
PAIE5 - Dépenses concernant les rémunérations des contrats doctoraux ministériels + missions complémentaires	12 916 954 €	12 489 960 €	-172 587 €	6 788 €		592 793 €			12 916 954 €
PAIE6 - Dépenses concernant les heures complémentaires	14 005 114 €	6 422 259 €	235 507 €	114 144 €		128 361 €	7 104 843 €		14 005 114 €
Dépenses masse salariale 2019 sur décisions niveau établissement	319 165 298 €	302 353 949 €	4 691 769 €	1 017 307 €	111 072 €	2 302 002 €	8 689 199 €	0 €	319 165 298 €
PAIE 7 et eotp - Dépenses autofinancées (PUS, UOH, INDEX...)	28 147 331 €							28 147 331 €	28 147 331 €
PAIE 7 - Dépenses sur décisions composantes - services - unités de recherche	19 215 811 €							19 215 811 €	19 215 811 €
Total des dépenses masse salariale 2019 avec répartition financement	366 528 440 €	302 353 949 €	4 691 769 €	1 017 307 €	111 072 €	2 302 002 €	8 689 199 €	47 363 142 €	366 528 440 €
Reste en capacité de financement		1 118 682 €							1 118 682 €
Apport du niveau central (par prélèvement sur FdR prévu à l'issue du BR2)							907 025 €		907 025 €
PAIE1 à 6 - Dépenses imputées en fonctionnement (MAD entrantes, paie à façon, contribution FIPHP, missions complémentaires doctorants extérieurs, frais de formation des apprentis...) : 1 577 751 € Les crédits récupérés par prestations internes viennent en réduction des CP consommés (-243 909 €)	1 333 842 €	1 118 682 €					Solde budgétaire : 691 865 €  (-215 160 € hors apport niveau central)		1 333 842 €

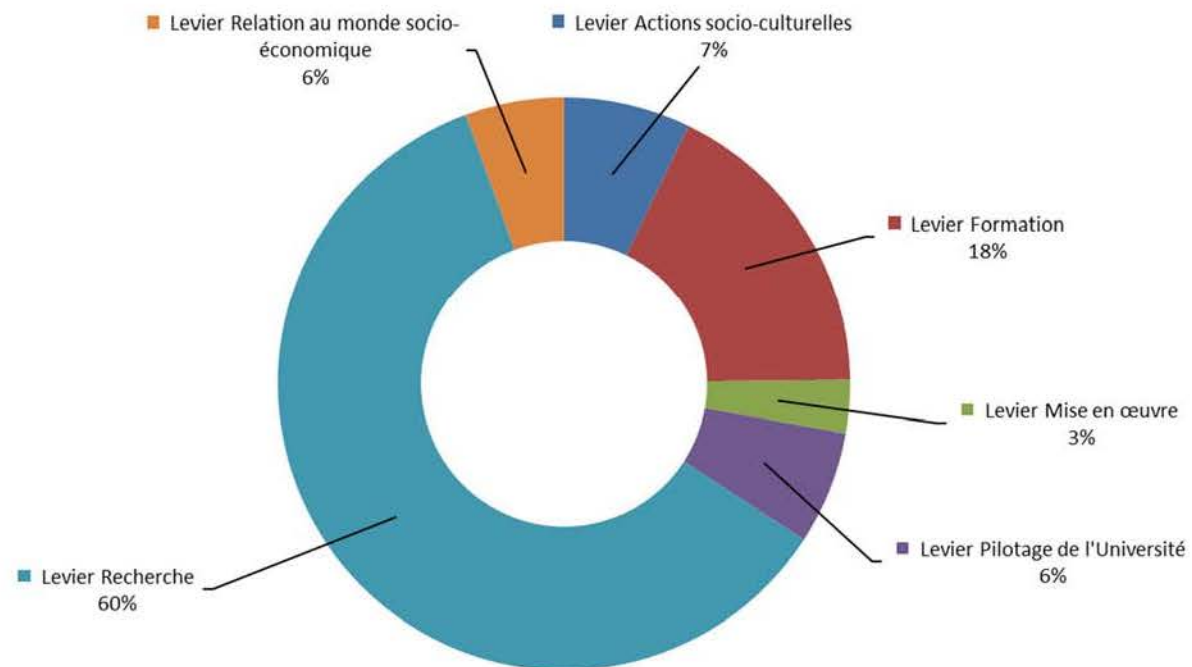
## 3.2. Focus sur l'Idex

### IDEX : BILAN DE L'EXECUTION 2019

	Budget ouvert AE Fonctionnement	Budget consommé AE Fonctionnement	Budget ouvert AE Personnel	Budget consommé AE Personnel	Budget ouvert AE Investissement	Budget consommé AE Investissement	Budget ouvert AE dans l'établissement	Budget consommé AE dans l'établissement	Budget consommé CP dans l'établissement	Flux extra budgétaires
Labex Partenaires	7 289 456	7 289 456					7 289 456	7 289 456		
Levier Recherche USIAS	1 000 000	1 000 000					1 000 000	1 000 000		
<b>Sous total Versements Partenaires</b>	<b>8 289 456</b>	<b>8 289 456</b>					<b>8 289 456</b>	<b>8 289 456</b>	<b>8 289 456</b>	<b>0</b>
Taux d'exécution par enveloppe	100%						100%			
LABEX GREAM	71 664	69 066	160 000	133 690	40 000	34 326	271 664	237 081		
LABEX IRMIA	115 000	41 281	450 000	437 090	0	0	565 000	478 371		
LABEX G-EAU-THERMIE	235 000	145 792	160 000	124 359	100 000	64 356	495 000	334 507		624
LABEX MITOCROSS	443 860	434 840	113 300	99 672	10 230	10 230	567 390	544 742		
LABEX TRANSPLANTEX	508 977	290 665	60 000	24 161	100 000	2 461	668 977	317 287		
<b>Sous total Labex</b>	<b>1 374 501</b>	<b>981 645</b>	<b>943 300</b>	<b>818 972</b>	<b>250 230</b>	<b>111 372</b>	<b>2 568 031</b>	<b>1 911 988</b>	<b>1 863 912</b>	<b>624</b>
Taux d'exécution par enveloppe	71%		87%		45%		74%			
Levier Actions socio-culturelles	615 787	345 068	371 637	349 930	17 360	10 208	1 004 784	705 207		7 228
Levier Formation	1 369 841	863 514	789 267	691 578	203 335	128 680	2 362 443	1 683 772		68 971
Levier Mise en œuvre	49 124	6 012	295 693	291 018	0	0	344 817	297 030		
Levier Pilotage de l'Université	408 074	141 449	435 050	401 334	20 966	17 017	864 090	559 801		73 060
Levier Recherche	1 938 280	1 635 797	3 910 955	3 604 848	718 520	693 205	6 567 755	5 933 850		49 816
Levier Relation au monde socio-économique	435 000	228 922	245 800	243 900	90 000	82 552	770 800	555 373		
Frais de structure de l'Etablissement										2 489 065
<b>Sous total IDEX</b>	<b>4 816 106</b>	<b>3 220 763</b>	<b>6 048 402</b>	<b>5 582 609</b>	<b>1 050 181</b>	<b>931 662</b>	<b>11 914 689</b>	<b>9 735 033</b>	<b>9 215 111</b>	<b>2 688 140</b>
Taux d'exécution par enveloppe	67%		92%		80%		82%			
<b>Total</b>	<b>14 480 063</b>	<b>12 491 863</b>	<b>6 991 702</b>	<b>6 401 581</b>	<b>1 300 411</b>	<b>1 043 034</b>	<b>22 772 176</b>	<b>19 936 477</b>	<b>19 368 479</b>	<b>2 688 764</b>
Taux d'exécution par enveloppe	86%		92%		80%		88%			

	2018	2019
<b>Encaissements</b>	<b>25 597 500</b>	<b>25 597 500</b>
CP versements partenaires	8 289 454	8 289 456
CP conso établissement	10 861 488	11 079 023
Dépenses extra-budgétaires	2 778 038	2 688 764
<b>Décaissements</b>	<b>21 928 980</b>	<b>22 057 243</b>
<b>Variation de la trésorerie</b>	<b>3 668 520</b>	<b>3 540 257</b>

### Répartition des dépenses Idex 2019 par leviers





### Répartition des dépenses Labex par enveloppe



### Répartition des dépenses Idex par enveloppe



### Répartition des dépenses par enveloppe

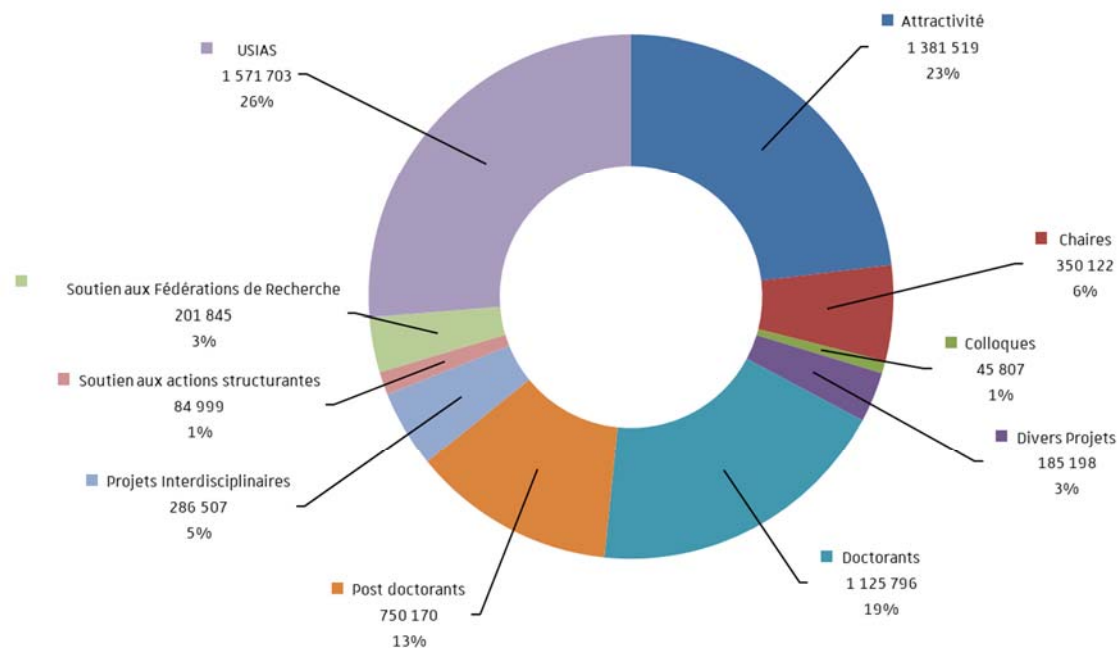
La répartition des dépenses par enveloppe, montre une très légère diminution des dépenses de fonctionnement en 2019. Ce montant tend à se stabiliser et correspond globalement à un effet de rattrapage après une baisse significative des dépenses de fonctionnement entre 2017 et 2018. La part des dépenses de personnel reste sensiblement stable. A noter au global une légère augmentation des dépenses de labex.

Le niveau du budget consommé en AE reste relativement stable par rapport à l'année 2018 avec une légère hausse de 1 %. L'analyse par masse fait ressortir un léger rééquilibrage entre les dépenses de fonctionnement et de personnel ; ces dernières augmentant de 260 k€ tandis que les dépenses de fonctionnement baissent dans une proportion moindre.

## Focus sur le Levier Recherche

Les dépenses du Levier Recherche ont augmenté de 16 % par rapport à 2018 et s'élèvent à **5,98 M€ en 2019** (contre 5,17 M€ en 2018), elles sont articulées principalement autour des appels récurrents du levier recherche dont deux d'entre eux concentrent quasiment 50 % du budget : l'Institut d'Etudes Avancées USIAS, l'appel attractivité.

Répartition des dépenses sur le levier Recherche

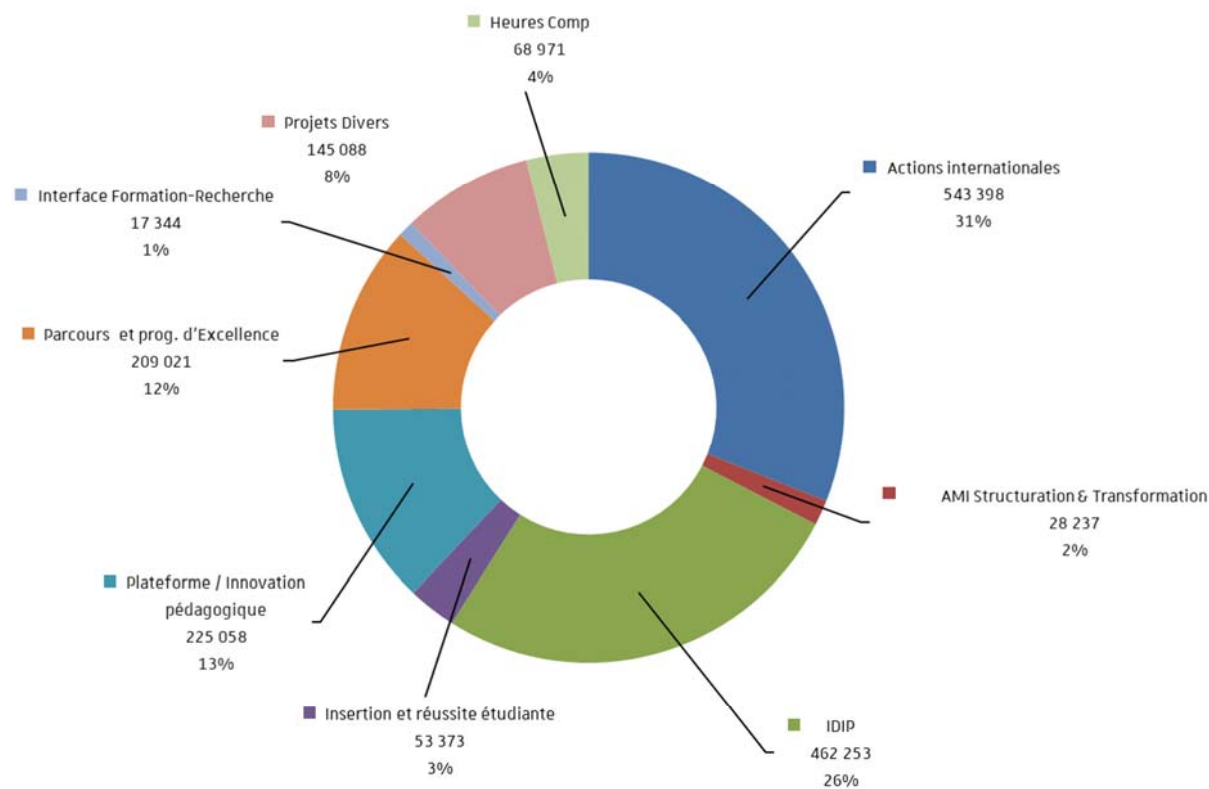


## Focus sur le Levier Formation

Les dépenses du Levier Formation marquent une forte baisse de 26 % à **1,753 M€ en 2019** (contre 2,357 M€ en 2018). Les actions financées sont articulées principalement autour de deux appels à manifestation d'intérêt du levier formation, des actions internationales, de l'IDIP, etc.

L'année 2019 a vu une baisse de dépenses réalisées dans le cadre de l'IDIP et une augmentation des dépenses dans le cadre d'actions internationales. Cette évolution s'explique par le lancement en 2019 d'un grand programme en faveur de l'internationalisation de l'offre de formation dans le cadre de l'IdEX.

**Répartition des dépenses sur le levier Formation**



## Les LabEx

Ils sont les pierres angulaires de la politique de recherche des établissements. L'Université de Strasbourg compte onze projets lauréats des deux vagues d'appels à projets LabEx (six lors de la vague 1 et cinq en vague 2). Parmi ces 11 LabEx, 5 sont gérés par l'université, les autres étant gérés par les partenaires (CNRS, Inserm, Fondation CIFRC, GIE CERBM).

Le niveau des dépenses LABEX en 2019 est en augmentation faible de 9 % par rapport à celui de 2018 (qui était lui en baisse de 25 %). La répartition en terme de typologie de dépenses reste stable. Les dépenses réalisées par ces 5 LabEx propres à l'université s'élèvent à 1,913 M€, dont 0,982 M€ en fonctionnement, 0,111 M€ en investissement et 0,820 M€ en personnel. L'analyse par type de dépenses montre une légère augmentation homogène de chacune des typologies de dépenses en proportion de la hausse globale des dépenses.

### ✓ **le levier Recherche**

L'année 2019 a vu la reconduction d'un certain nombre de programmes répondant aux attentes de la communauté scientifique :

- L'appel « Attractivité » a permis de conforter l'accueil de nouveaux enseignants-chercheurs en leur offrant un environnement de travail privilégié mais aussi de donner les moyens à des enseignants-chercheurs déjà en place de développer des nouvelles thématiques ou axes de recherche. Cet appel a été doté d'un montant de 1,3 M€.
- Les appels « Doctorants internationaux » et « Post-doctorants » ont eu pour vocation d'attirer sur le site de nouveaux talents pour un budget de 1,8 M€.

Signalons enfin l'action de l'Institut d'études avancées USIAS qui a consacré en 2019 un budget de 2,7 M€ pour donner les moyens à des fellows internes et externes de développer leurs recherches à Strasbourg.

### ✓ **le levier Formation**

L'année 2019 a été marquée par le lancement de deux appels à manifestation d'intérêt en faveur de la transformation pédagogique ainsi qu'un programme en faveur de l'internationalisation des formations.

Parmi les dispositifs soutenus par le levier Formation de l'IdEx :

- l'activité de l'Idip;
- un programme international avec la consolidation des dispositifs à destination des étudiants et des actions internationales en formation portés par la Direction des relations internationales;
- 8 projets inter-composantes lauréats à l'appel à manifestation d'intérêt IdEx Structuration (861,5 k€) ;
- 6 projets lauréats à l'appel à manifestation d'intérêt IdEx Transformation, visant à rénover les pratiques pédagogiques (81,7 k€) ;
- un programme d'actions concourant au pilotage de la formation ;
- un projet de valorisation du patrimoine documentaire ;
- la poursuite de projets inter-leviers : un programme Formation et données ; la poursuite des appels conjoints avec le levier Recherche (*Seed Money* d'Eucor - Le Campus européen ; écoles d'été).

### ✓ **le levier Relation au monde socio-économique**

Dans la continuité des programmes initiés les années précédentes, l'accent a porté sur la consolidation et la stabilisation de grands axes structurants.

Ainsi, les actions suivantes ont continué à être renforcées :

- Développement de l'entrepreneuriat (extension du réseau des FabLabs, promotion de l'entrepreneuriat étudiant et chercheur),
- Montée en puissance des forums « apprentissage » et « emploi »,
- Présentation et coordination de l'offre de services aux entreprises (portail entreprises, cartographie des plates-formes, suivi de l'activité contractuelle).

Signalons enfin qu'un important travail fédératif mené autour de l'intelligence artificielle devrait se traduire rapidement par de nouveaux projets.

### ✓ **le levier Université & Cité**

L'année 2019 a vu le lancement d'un programme autour de la Sciences ouverte.

En parallèle des projets pluriannuels et des crédits délégués aux services du périmètre pour des actions de médiation scientifique et le soutien aux résidences d'artistes et d'écrivains ; les moyens de l'IdEx ont permis de soutenir :

- 2 projets lauréats à l'appel Recherches et sciences participatives (73,4 k€)
- 14 projets lauréats à l'appel ouvert à toute la communauté (137,5 k€) pour soutenir des actions de diffusion des savoirs ainsi que initiatives de valorisation des collections scientifiques et artistiques ;
- des initiatives portées par des associations étudiantes dans le cadre du programme *Creative Thinkers* et adossé à la CAPE (81 k€),
- la poursuite du soutien des actions de la Maison pour la Science en Alsace ;
- des projets en lien avec la Recherche: Commission historique sur la Reichsuniversität (100 k€) ; la reconduction du dispositif FACE pour l'accueil des chercheurs en exil (100 k€).

#### ✓ **le levier Pilotage de l'université**

L'action pilotage stratégique vise à soutenir la mise en œuvre ou la définition de la stratégie de l'établissement. Dans cette optique les projets suivants ont été soutenus

- Le lancement de la démarche de consultation CAP 2030 ayant de recueillir l'avis de l'ensemble des acteurs de l'université autour de 6 grandes thématiques. Cette consultation fut un véritable succès et sera prolongée par la mise en place d'un plan d'action en 2020. Cette démarche a bénéficié d'une enveloppe de 50 k€ en 2019.
- Le Pôle unique d'ingénierie, accompagnant les enseignants-chercheurs dans le montage et le suivi de leurs projets de recherche ou de formation, a renforcé son soutien aux chercheurs par l'ajout de deux ressources : Une pour l'accompagnement au montage des projets collaboratifs et une seconde pour assurer la bonne justification des dépenses réalisées dans le cadre de ces projets. Ces projets ont été soutenus à hauteur de 108 k€ en 2019.

#### ✓ **le levier Mise en œuvre**

0, 3 M€ ont été dépensés et correspondent essentiellement aux dépenses de rémunération des personnels en charge de la coordination de l'IdEx.

### 3.3. Focus opérations pluriannuelles

La programmation budgétaire des opérations pluriannuelles est décrite de manière détaillée dans les tableaux budgétaires 9 et 10 qui présentent les prévisions et les réalisations de l'exercice 2019.

L'ensemble des opérations pluriannuelles programmées représente un montant global exécuté de 489,6 M€, soit une augmentation de près de 9 M€ par rapport aux sommes figurant aux tableaux 9 et 10 du dernier budget actualisé 2019. Le détail de cette variation est présenté dans les items ci-dessous.

Sur le total de 489,6 M€, 453,2 M€ proviennent de financements extérieurs et 36,4 M€ d'autofinancement. A la clôture 2018, 233,7 M€ étaient engagés, 168 M€ payés et 166,4 M€ des financements extérieurs encaissés. Fin 2019, les engagements se situent à 300,1 M€ (+66,3 M€), les paiements à 232,5 M€ (+64,5 M€) et les encaissements des financements extérieurs s'élèvent désormais à 205,9 M€ (+ 39,5 M€). Ainsi au titre de 2019, l'impact de ces opérations sur le solde budgétaire de 2019 de l'établissement est négatif de 25 M€.

Par rapport au précédent compte financier, les consommations des AE & CP des années antérieures sont en diminution de près de 15 M€ : cet écart s'explique par le fait que 140 contrats échus ont été exclus des opérations pluriannuelles en 2019. Ces contrats se détaillent en : 6 de 2012, 21 de 2013, 22 de 2014, 18 de 2015, 41 de 2016, 23 de 2017 et 9 au titre de 2018.

#### Focus sur les contrats de recherche et de formation

##### ➤ Les Contrats de recherche

Au compte financier 2019, les contrats de recherche actifs représentent un montant contractuel de 84,2 M€ qui se détaillent en :

- 30,7 M€ (36,5 %) de contrats européens,
- 21,5 M€ (25,5 %) de contrats financés par l'ANR,
- 10,0 M€ (11,9 %) de contrats financés par divers bailleurs nationaux
- 3,4 M€ (4 %) de contrats financés par des partenaires de l>IDEX (Equipex notamment)
- 18,6 M€ (22,1 %) de contrats PIA3 (EUR).

Par rapport au dernier budget actualisé, ce sont 39 nouveaux contrats qui ont été ouverts et qui représentent un montant contractuel global de 6,8 M€ :

- 9 contrats européens pour un montant de 2,7 M€,
- 13 contrats financés par l'ANR pour un montant de 2,8 M€,
- 17 contrats financés par divers bailleurs nationaux pour un montant de 1,3 M€.

Les 84,2 M€ de contrats de recherche représentent le cumul des contrats qui sont ouverts annuellement. Ainsi en 2019, ce sont 14,3 M€ qui représentent 93 nouveaux contrats qui ont été attribués à des projets de recherche à l'Université de Strasbourg.

Les tableaux ci-dessous présente l'évolution des attributions des nouveaux contrats de recherche à l'Université depuis 2013.

### Nombre de contrats

Nombre de contrats	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Contrats ANR	24	14	19	17	17	25	26
Contrats UE	19	11	9	13	13	17	23
Autres contrats	55	48	38	50	50	54	44
<b>Total</b>	<b>98</b>	<b>73</b>	<b>66</b>	<b>80</b>	<b>80</b>	<b>96</b>	<b>93</b>

### Montants contractuels

Montants contractuels (en M€)	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Contrats ANR	3,3	1,8	2,5	2,6	4,6	4,2	4,1
Contrats UE	6,1	2,1	4,1	8,3	5,9	6,8	7
Autres contrats	3,6	2,3	2,1	2,3	2,1	2,3	3,2
<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>6,2</b>	<b>8,7</b>	<b>13,2</b>	<b>12,6</b>	<b>13,3</b>	<b>14,3</b>

L'exercice 2019 a été marqué par une attribution importante de nouveaux contrats de recherche à l'université : quasiment au même niveau qu'en 2018. Les attributions de nouveaux contrats ont connu une période creuse en 2014 et 2015 et notamment pour ce qui concerne les projets européens mais cela était lié à un changement de programmation avec le démarrage du financement dans le cadre du programme Horizon 2020. En 2019, ce sont 6 nouveaux contrats qui ont été initiés. Pour ce qui concerne les contrats ANR, l'exercice 2019 est marqué par une attribution exceptionnelle de nouveaux contrats : le nombre le plus élevé depuis 2013. Enfin pour ce qui concerne les financements des autres bailleurs les attributions de nouveaux contrats sont très cycliques et dépendent de la programmation des appels d'offre de chacun de ces bailleurs de fonds. L'exercice 2019 est marqué par une régression à ce niveau (-10 par rapport à 2018), mais les nouveaux contrats de 2019 représentent un volume financier plus important que les années précédentes.

Globalement la consommation des AE des contrats de recherche s'élève à 13,11 M€ pour une prévision de 14,29 M€ ce qui représente un taux de consommation de 91,7 % qui s'explique notamment par une utilisation des moyens fortement liée à l'évolution des différents projets. Le taux de consommations des CP s'élève à 87,4 %.



Les taux de consommation des AE et des CP par financeurs sont :

Type de contrats	Prévisions d'AE	Consommations d'AE	Taux de consommation AE	Prévisions de CP	Consommations de CP	Taux de consommation CP
Contrats ANR	4,29 M€	4,07 M€	94,75%	4,31 M€	3,99 M€	92,64%
Contrats UE	6,36 M€	5,44 M€	85,63%	6,46 M€	5,33 M€	82,56%
Autres contrats	3,64 M€	3,61 M€	99,02%	3,67 M€	3,30 M€	90,01%
<b>Total</b>	<b>14,29 M€</b>	<b>13,11 M€</b>	<b>91,78%</b>	<b>14,43 M€</b>	<b>12,62 M€</b>	<b>87,46%</b>

Le taux de consommation des AE est le plus faible pour les contrats UE car ces derniers ont été ouverts en majorité au cours du dernier trimestre 2019 suite aux résultats des lauréats par cet organisme. Concernant les encaissements de l'exercice 2019, le taux de réalisation est de 75,2 % (13,21 M€ de réalisations par apport à 17,56 M€ de prévisions) : il était de 96,7 % en 2018. Ce taux de réalisation des encaissements est la conséquence d'une programmation des prévisions d'encaissements annuelles et des retards de facturations liées aux justifications financières. Fin 2019, les encaissements cumulés depuis le début des différents projets représentent 45,69 % du montant total des opérations financées ; ce faible taux est dû à l'intégrations des EUR (18,6 M€) durant cette dernière année, projets aux budgets importants dont les encaissements sont programmés sur 10 années.

#### ➤ Contrats de formation

Les contrats de formation inscrits dans le tableau agrégé des opérations pluriannuelles s'élèvent à 18,97 M€ et concernent les financements attribués dans le cadre du programme lié au Pacte Ingénieur, des projets liés au PIA 2 / PIA 3 ainsi que d'autres financements (Interreg, différentes actions Jean Monnet, Région Grand Est etc.). Ce montant de 18,97 M€ est un peu supérieur à celui figurant au BA 2019 qui était de 17,96 M€.

L'écart de 1,01 M€ se détaille en :

- + 921,4 k€ au titre de projets Européens, dont EPICUR,
- + 187,5 k€ au titres de trois financements locaux.
- - 98,9 k€ d'ajustements sure certain projets

Globalement la consommation des AE des contrats de formation s'élève à 1,57 M€ ce qui représente un taux de consommation de 63 % qui s'explique notamment par une mise en place des crédits relatifs aux nouveaux projets après la validation du dernier budget rectificatif. Le taux de consommations des CP est de 55 %. Concernant les encaissements le taux de réalisation est de 63 % ; parmi les derniers projets ouverts en fin d'année, pour le projet EPICUR il n'a pas été possible de matérialiser dans SIFAC, faute de signature de l'accord de consortium, la part Unistra des 2 M€ versés par l'UE.

## Focus sur les contrats de Plan Etat-Région

### ➤ CPER Recherche

3 projets relèvent de cette catégorie :

- CPER Alsacalcul pour un montant de 4 M€,
- CPER I2MT (Imagerie in vivo multimodale translationnelle) pour un montant de 1,7 M€,
- CPER Alsace Aval Sentinelle pour un montant de 0,5M€.

Globalement, la consommation des AE de ces projets s'élève à 1,09 M€ ce qui représente un taux de consommation de près de 72 %. Le taux de consommations des CP se situe à 62 % et s'explique par le fait que les gros équipements acquis dans le cadre du projet I2MT nécessitent parfois des adaptations techniques du fournisseur, voir une fabrication lancée uniquement au moment de la signature des marchés. Concernant les encaissements le taux de réalisation est de l'ordre de 39 %, soit un ratio tout à fait correct (il était de 86 % en 2018).

### ➤ CPER immobilier

Dans ce cadre, l'établissement assure la maîtrise d'ouvrage de 4 projets immobiliers :

- La construction du CRBS pour un montant de 37,6 M€ financés par le CPER (27,5 M€ au titre de 2007-2013 et 1,1 M€ au titre de 2015-2020), le plan Campus (2,8 M€) et l'établissement (6,1 M€).
- La seconde tranche de restructuration des laboratoires de recherche en chimie au sein de l'Institut Le Bel pour un total de 6 M€ inscrits au CPER 2015-2020.
- Le volet immobilier du projet I2MT qui consiste en la réhabilitation de l'Institut de Physique Biologique pour un montant de 1,74 M€ dont 0,6 M€ de fonds européens.
- L'aménagement du Campus d'Illkirch pour un budget de 1,3 M€ (contre 2,4 M€ précédemment), évolution liée à la révision en cours du CPER 2015-2020 portant le financement de 2,2 M€ à 1,1 M€ auquel s'ajoute 0,2 M€ au titre du CPER précédent.

Les autorisations d'engagement inscrites au budget 2019 au titre des CPER Immobilier s'élevaient à près de 4,8 M€ pour une réalisation à hauteur de 4,6 M€ (soit un taux de consommation de 94 %). Les 3 principales opérations ont un taux d'exécution supérieur à 90 % (CRBS, Rénovation du Le Bel tranche 2 et I2MT).

Les crédits de paiement, prévus à hauteur de 11,9 M€, se sont finalement élevés à 7,9 M€, soit un taux de consommation de près de 66 %. Ce sont les paiements programmés au titre du CRBS qui n'ont pu se réaliser comme prévu (-3 M€) suivi par la rénovation du Le Bel tranche 2 (-0.4 M€) et l'I2MT (-0,3 M€).

Les recettes encaissables afférentes qui étaient prévues pour un montant global de 0,1 M€ se sont réalisées à hauteur de 0,5 M€. Ce sont les versements effectués par le rectorat au titre des projets I2MT et campus vert d'Illkirch qui ont été plus élevés que prévu (le financement du FEDER n'ayant pu être finalisé).

Globalement, les projets concernant les contrats de Plan Etat-Région (recherche et immobilier) génèrent un solde budgétaire déficitaire de - 8,1 M€ qui, compte-tenu de l'autofinancement apporté sur les crédits globalisés de 1,2 M€, est révisé à -6,9 M€. Il résulte essentiellement des décalages de trésorerie (décaissements sur recettes encaissées en année antérieure).

	AE	CP	RE
CPER Construction du CRBS	2 358 172	7 011 024	
CPER Rénovation laboratoires Le Bel tranche 2	914 125	461 025	
CPER I2MT réhabilitation secteur recherche IPB	1 339 947	361 269	230 000
CPER Parvis de Pharmacie-Campus Illkirch	43 728	31 619	242 000
<b>CPER Immobilier</b>	<b>4 655 971</b>	<b>7 864 937</b>	<b>472 000</b>
CPER RE1 ALSACALCUL	968 716	899 215	510 050
CPER RE5 I2MT	217 571	200 875	
CPER RE7 ALSACE-AVAL-SENTINELLE	105 724	110 196	
<b>CPER Recherche</b>	<b>1 292 011</b>	<b>1 210 286</b>	<b>510 050</b>
<b>Total CPER</b>	<b>5 947 982</b>	<b>9 075 223</b>	<b>982 050</b>
	<b>SB</b>	<b>-8 093 173</b>	

## Focus sur l'opération Campus

### ➤ Opération Campus

**Le total des autorisations d'engagement (AE)** ouvertes en 2019 au titre de l'Opération Campus s'élève à 36,6 M. La consommation d'AE traduisant les engagements juridiques pris dans l'exercice s'établit globalement à **34,2 M€**, soit un taux d'exécution de 93 %. L'Opération Campus de Strasbourg connaît en 2019 un pic d'activité de travaux qui se poursuivra en 2020, avec une décroissance prévisionnelle à partir de 2021. En décembre 2019, 8 opérations avaient été livrées, 10 opérations étaient en phase travaux, 2 opérations en appels d'offres travaux, 3 opérations en phase conception, 1 opération en phase dialogue compétitif et 2 concours restaient à lancer.

Le tableau suivant présente la consommation des AE et les taux d'exécution par enveloppe.

AE	Prévision 2019	Conso 2019	Taux d'exécution
Investissement	31 835 018	30 223 127	95%
Fonctionnement,	4 436 844	3 534 133	80%
Masse salariale	550 000	500 592	91%
<b>Total DPC</b>	<b>36 821 862</b>	<b>34 257 852</b>	<b>93%</b>

<b>Total avec CRBS</b>	<b>36 821 862</b>	<b>34 257 852</b>	<b>93%</b>
------------------------	-------------------	-------------------	------------

Les engagements juridiques pris en 2019 sont déclinés par opérations.

L'investissement représente les dépenses de construction et de rénovation de bâtiments et constitue le poste de dépenses le plus important avec un taux d'exécution de 95 %.

La masse salariale affiche un taux d'exécution de 91 %. Au cours de l'exercice 2019, un décalage dans le calendrier des recrutements explique en partie l'écart avec le budget.

Au total, près de 2,5 M€ d'AE restent non engagées à la clôture et seront reportées sur les exercices ultérieurs

Opérations	Conso AE 2018	Part de l'opération
G2EI Manufacture	18 599 811	41%
Rénovation du patio	5 980 863	13%
Musée zoologique	1 551 796	3%
Insa	1 118 000	2%
PAPS-PCPI	944 000	2%
Studium	644 009	1%
Autres opérations	16 549 017	36%
<b>Total</b>	<b>45 387 496</b>	<b>100%</b>

**Les crédits de paiement (CP)** ouverts au budget 2019 se montent à 39,1 M€ (38,3 M€ auxquels s'ajoutent 0,8 M€ pour l'opération CRBS).

Les paiements se sont élevés à **34,1 M€** (33,6 M€ auxquels s'ajoutent 0,6 M€ pour l'opération CRBS).

CP	Prévision 2019	Conso 2019	Taux d'exécution
Investissement	33 191 127	29 409 343	89%
Fonctionnement,	4 643 988	3 655 531	79%
Masse salariale	550 000	500 517	91%
<b>Total DPC</b>	<b>38 385 114</b>	<b>33 565 391</b>	<b>87%</b>

<b>Total avec CRBS</b>	<b>39 150 651</b>	<b>34 133 284</b>	<b>87%</b>
------------------------	-------------------	-------------------	------------

Au total, près de 5 M€ de CP restent non consommés à la clôture et seront reportés sur les exercices ultérieurs.

Le taux d'exécution est globalement de 87 %, dont 89 % en investissement et 79 % en fonctionnement.

Les écarts de consommation concernent principalement :

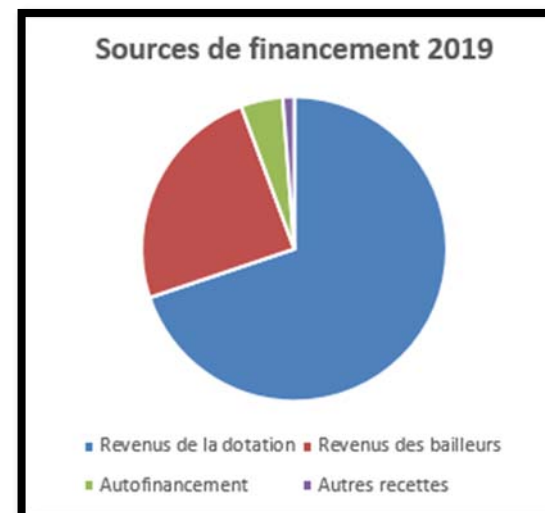
- G2EI Manufacture pour **-1 000 k€**, principalement du fait des reversements à la SERS qui se sont avérés inférieurs aux estimations initiales.
- Rénovation IPCB pour **-600 k€**, le décompte final de l'opération est en cours et semble faire apparaître un solde positif.
- Travaux préalables Planétarium pour **-500 k€**, le démarrage des travaux ayant été décalé.
- G2EI Descartes pour **-500 k€**, cette sous-consommation résultant d'un retard d'exécution dû à la liquidation judiciaire de la principale société de plâtrerie.
- Musée Zoologique pour **-300 k€**, du fait de l'allongement de la phase d'études.

Les opérations pour lesquelles les paiements sont les plus importants sont présentés dans le tableau suivant.

Opérations	Conso CP 2018	Part de l'opération
Studium	7 111 828	16%
ISIS DC	4 935 638	11%
G2EI Descartes	4 545 652	10%
G2EI Manufacture	3 516 037	8%
Rénovation du patio	3 134 600	7%
Maison des personnels	1 245 102	3%
Autres opérations	9 644 328	21%
<b>Total</b>	<b>34 133 185</b>	<b>75%</b>

**Les recettes encaissables (RE)** prévues se montent à 20,3 M€. Les encaissements de l'exercice se sont élevés à 20,6 M€, soit un taux d'exécution de 101 %, mais un problème d'émargement a conduit à réduire les RE de l'exercice de 0,157 M€. Cette somme sera rattachée à l'exercice 2020. Le dépassement des prévisions de recette de 0,3 M€ est expliquée selon la nature du financement.

- Les revenus annuels de la dotation non consommable (DNC) Campus prévus à hauteur de 15,1 M€ ont été intégralement perçus, le calendrier des versements des revenus de la dotation pour une année civile comprenant le 4<sup>ème</sup> trimestre N-1 et les trois premiers trimestres N. Néanmoins 0,157 M€ seront techniquement rattachés à 2020.
- Les versements apportés par les collectivités locales (Région, Conseil Départemental, Eurométropole) et le rectorat étaient prévus à hauteur de 5,2 M€ alors que les encaissements se sont élevés à 5,3 M€, soit un delta de +0,1 M€. Le différentiel s'explique par deux versements non prévus, l'un de 200 k€ perçu du conseil départemental pour le site vie étudiante et non encore reversé au CROUS, l'autre provenant de la hausse de la participation de l'ENGÉES au projet G2EI manufacture (+200 k€). A l'inverse, un appel de fonds à l'encontre de la Mairie de Strasbourg pour l'opération musée zoologique ne sera perçu qu'en 2020 (-300 k€).
- Cette année 2019 a été marquée par plusieurs applications de pénalités (provisoires et définitives) qui n'étaient pas anticipées au budget prévisionnel. Elles se montent à 263 k€.



Compte-tenu des recettes encaissables et de la sous-consommation des CP, le solde budgétaire dégagé est ainsi déficitaire de -13,1 M€ (contre -16,7 M€ prévus). Le tableau ci-dessous retrace le solde budgétaire annuel de l'opération Campus (hors CRBS).

Opérations fléchées	Campus
Recettes fléchées	20 479 219
Crédits paiement fléchés	33 565 292
<b>SB fléché</b>	<b>- 13 086 073</b>
Dotations sur recettes globalisées	130 000
Apports sur FDR	832 028
Contributions aux dépenses globalisées	
<b>SB fléché révisé</b>	<b>- 12 124 045</b>

Compte-tenu de l'autofinancement apporté par l'établissement à hauteur de 962 k€, le solde budgétaire peut être révisé afin de tenir compte de l'apport de recettes globalisées aux dépenses fléchées de l'opération Campus : ce solde révisé s'établit à 12,1 M€ pour l'exercice.

### ➤ Focus sur l'emprunt

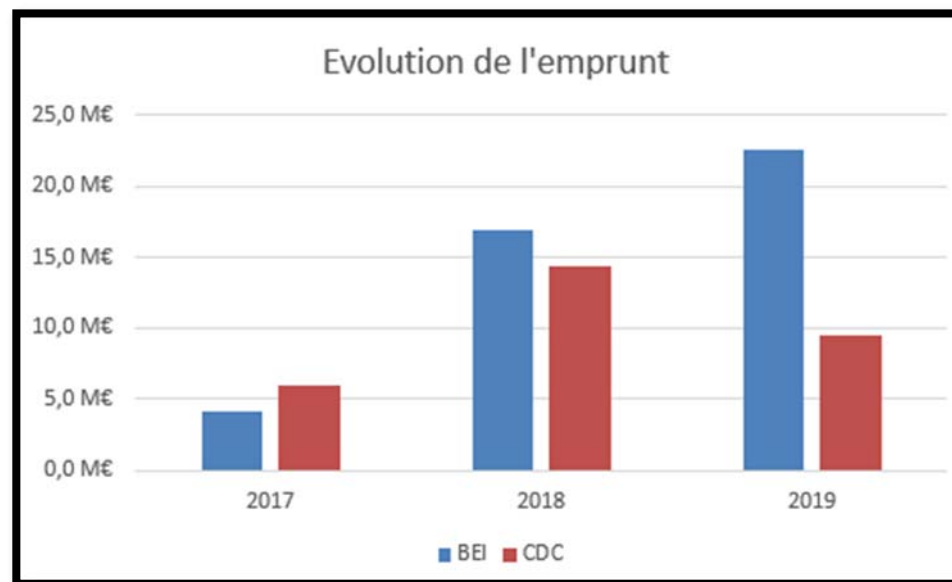
Afin de faire face aux besoins de trésorerie générés par l'opération Campus, des tirages d'emprunts sont effectués auprès de deux partenaires financiers que sont la Banque européenne d'investissement (BEI) et la caisse des dépôts et consignations (CDC). Le montant de ces tirages sont déterminés sur la base d'un modèle financier qui prend en compte les besoins de décaissements théoriques (liés aux montants et aux calendriers des opérations) d'une part et les ressources relatives à l'opération Campus d'autre part afin d'optimiser les emprunts à réaliser.

Rappelons que l'université a tiré au 31/12/2018 31,3 M€ (dont 4,8 M€ au titre des prêts à taux zéro). Prévus à hauteur de 35 M€ en 2019, les tirages d'emprunts de l'année ont été réalisés pour 32 M€. En effet, la trésorerie cumulée antérieurement combinée à un étalement du calendrier des opérations ont conduit à une diminution du besoin d'emprunt.

Concernant la BEI, un seul tirage de 22,6 M€ a été effectué, il concerne les opérations Manufacture (11,6 M€), Descartes (5,6 M€) et la rénovation du Patio (5,4 M€). Le taux consenti pour cet emprunt est de 0,805 % contre 1,556 % en 2018 et 1,464 % en 2017, l'établissement bénéficiant ainsi de la baisse actuelle des taux d'emprunts.

Auprès de la CDC, il a été emprunté un total de 9,4 M€ sur deux types de prêts distincts.

- Le premier est le prêt croissance verte à hauteur de 7 M€ et concerne les opérations Manufacture (3,5 M€) et de rénovation énergétique du patio (3,5 M€). Le taux consenti en 2019 est de 2,08 %.
- Le second est le prêt au secteur public local, pour un montant de 2,4 M€, au titre de l'opération Descartes. Le taux consenti en 2019 est de 2,30 % contre 3,06 % en 2018 et 2,95 % en 2017.



Le remboursement en capital effectué au cours de l'année s'est monté à 2,1 M€ et les intérêts d'emprunt à 0,8 M€.

Sur l'ensemble de l'Opération Campus en pluriannuel, le solde budgétaire cumulé révisé s'établit à -7,5 M€ à fin 2019, ce qui traduit un besoin de trésorerie généré par les opérations budgétaires, auquel s'ajoute les décaissements au titres des remboursements en capital (opération non budgétaire) pour 3 M€ cumulés. Ainsi, l'utilisation de l'emprunt réalisé peut être évalué à 10,5 M€.

## Focus sur les autres opérations

### ➤ Les autres opérations immobilières et d'équipement

Elles comprennent :

- les actions spécifiques de mise en sécurité et en accessibilité financées par l'Etat et, selon les cas, abondées par l'établissement,
- les opérations immobilières, soit autofinancées et inscrites au Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI) de l'établissement, soit bénéficiant de financements spécifiques,
- les premiers équipements, autofinancés au PPI et/ou disposant de financements dédiés.

Ces opérations se montent globalement à 24,4 M€.

En 2019, ce sont 9,2 M€ d'engagements qui étaient prévus pour ces autres opérations dont 1,6 M€ au titre de dépenses de 1<sup>er</sup> équipement (CRBS & PEGE). Au final les AE se sont élevées à 6,9 M€ (soit un taux de consommation de 75 %), ce qui s'explique notamment par le report de certaines dépenses de 1<sup>er</sup> équipement lié au retard de livraisons de ces projets immobiliers (le taux de consommation des AE 1<sup>er</sup> équipement se situant à 67 %).

Concernant les décaissements, ils se sont élevés à 3,3 M€ pour une prévision de 8,7 M€, soit un taux de consommation inférieur à 50 %, mais qui s'explique également par le report des dépenses de 1<sup>er</sup> équipement (-2,6 M€) et par une sous-consommation sur le projet de construction du Centre Européen de Science Quantique (-0,7 M€).

Les encaissements 2019 prévus pour un montant de 1,9 M€ se sont réalisés à hauteur de 1,9 M€ (taux de 100 %).

Compte tenu de ces éléments, le solde budgétaire annuel est négatif de 1,4 M€ du fait du financement sur le fonds de roulement.

### ➤ Les opérations en matière informatique et numérique

Les projets d'investissements pluriannuels informatiques et numériques recouvrent :

- le renouvellement des équipements du réseau Osiris et Rarest (1,3 M€),
- la première tranche d'équipements pour le data center (3,3 M€),
- les différents projets d'infrastructure (téléphonie, câblage, fibre, wifi), de jouvence de matériels et numériques comme l'ENT (2,15 M€),
- les premiers équipements informatiques liés aux opérations de construction ou de rénovation immobilières (0,55 M€).



Ces opérations se chiffrent globalement à 7,3 M€, en grande partie autofinancés (7 M€ sur fonds de roulement inscrits au PPI autofinancé).

Le taux de consommation des AE pour ces opérations est 93 %. Ce taux s'explique essentiellement par les décalages dans la mise en œuvre de l'opération « équipement Data Centre » pour laquelle le montant des AE prévu était de 3 M€ pour une consommation d'AE à hauteur de 2,7 M€ (taux de 91 %). Concernant les CP, le taux de consommation de 67 % s'explique par le fait qu'une part significative des AE n'ont pas fait l'objet de décaissements en fin d'exercice soit pour des factures non parvenues soit pour des services non faits.

Pour ce qui concerne les encaissements, le taux de réalisation est proche de 83 %.

### ➤ **Convention de site**

La convention de site portée par le SCD représente 1,5 M€ entièrement financés par des partenaires extérieurs. Il était prévu qu'elle arrive à son terme en 2018, mais les opérations du schéma directeur de la documentation « Alsace » se poursuivront sur la durée du quinquennal en cours, en utilisant notamment le solde des crédits alloués à ce titre sur la période 2013/2017. Cette reprogrammation a pour conséquence un report dans le temps des engagements prévus initialement pour 2019 et explique un taux de consommation des AE ouverts en 2019 à hauteur de 60 %. Concernant les CP, le taux de consommation de 71 %, supérieur à celui des AE, s'explique par les commandes initiées en 2017 et 2018 et dont les factures correspondantes ont fait l'objet d'un paiement en 2019. L'exécution budgétaire de cette convention devrait se terminer en 2020.

Pour ce qui concerne les encaissements, il était prévu en 2019 l'encaissement d'un reliquat de 12 k€ mais qui ne s'est pas concrétisé.

## 3.4. Focus sur les achats

### Propos liminaires

#### ➤ Méthodologie d'analyse 2019

Les montants de dépenses indiqués ci-après concernent l'ensemble de l'université, sans distinction de l'établissement principal des services à comptabilité distincte. Ils ont été obtenus à partir des requêtes Business Object sur SIFAC relatives aux bons de commandes facturés hors taxes par groupe de marchandises. Ces achats ont été analysés par nomenclature d'achat, afin de permettre de procéder aux analyses et d'élaborer les tableaux suivants.

Les 3 derniers exercices, 2017-2018-2019, sont reportés afin de pouvoir mesurer l'évolution des indicateurs.

#### ➤ L'organisation des achats

La réglementation des achats publics distingue principalement deux acteurs : les acheteurs et les prescripteurs. A l'Université de Strasbourg, le rôle d'acheteur est assuré par le Département des Achats et des Marchés (DAM), rattaché à la Direction des Finances, et le Département des Contrats Immobiliers (DCI), rattaché à la Direction du Patrimoine Immobilier.

Le **Département des Achats et des Marchés** (DAM) a pour mission, d'une part, la rédaction des marchés en fournitures et services dont le montant est supérieur ou égal à 90 000 € HT et, d'autre part, d'accompagner toutes les structures de l'établissement dans la passation de leurs propres contrats et achats, à l'exception de ceux relatifs au domaine immobilier.

Le **Département des Contrats Immobiliers** (DCI) a la responsabilité des contrats afférents au domaine immobilier de l'université à savoir les marchés et les contrats qui portent sur les travaux publics, les prestations intellectuelles (architectes), les services et les fournitures qui ont pour objet l'immobilier.

Le tableau ci-dessous synthétise les procédures et les responsabilités relatives aux achats en 2019.

Procédure à appliquer	Seuils	Signataire
Achat libre dans le respect des principes de la commande publique et de la politique d'achat de l'Université	< 25 000 € HT <sup>1</sup>	Directeur de service, de composante et d'unité
Mise en ligne de la procédure sur le profil d'acheteur de l'Université : <a href="http://www.achatpublic.com">www.achatpublic.com</a> de 2017 au 01/10/2019 <a href="http://www.marches-publics.gouv.fr">www.marches-publics.gouv.fr</a> depuis le 01/10/2019	25 000 € HT < 90 000 € HT	Directeur de service, de composante et d'unité
Procédure mise en œuvre par le DAM ou le DCI	≥ 90 000 € HT	Président de l'université

### ➤ La politique des achats en 2019

La taille de l'Université de Strasbourg, ses spécificités, sa pluridisciplinarité, le contexte financier contraint actuel et la structuration interministérielle des achats rendent nécessaire la mise en œuvre d'une politique d'achat adaptée. Au sein de l'Université de Strasbourg, l'achat doit être accessible pour les composantes, les services et laboratoires de l'université, lisible par les sociétés, sécurisé par un dispositif de contrôle interne et souple par les outils proposés. Les achats rendus possibles au travers des marchés doivent répondre aux besoins exprimés par les « utilisateurs » de l'établissement. La fonction achat a pour but de dynamiser les investissements stratégiques et d'optimiser le fonctionnement de l'établissement tout en permettant le respect du cadre réglementaire relatif à la commande publique.

A ce titre, le décret n° 2016-247 du 3 mars 2016 créant la direction des achats de l'Etat et relatif à la gouvernance des achats de l'Etat, impose désormais à la fonction achat de veiller au respect de la politique des achats de l'Etat et de s'assurer que les achats de l'établissement sont effectués dans les conditions économiquement les plus avantageuses, qu'ils respectent les objectifs de développement durable et social (intégration de clauses sociales et environnementales dans les marchés), qu'ils sont réalisés dans des conditions facilitant l'accès des petites et moyennes entreprises à la commande publique et qu'ils contribuent à la diffusion de l'innovation.

Pour répondre notamment aux attentes de la politique des achats de l'Etat, les achats transversaux de l'université continuent à être mutualisés et font l'objet de marchés publics qui s'imposent à tous les acteurs de l'établissement. La dynamique de mutualisation des procédures avec d'autres établissements (INSA, UHA, UL, ENSAS, BNU, CNRS, ...) et organismes (AMUE) s'est poursuivie en 2019 : marchés en groupement pour les ouvrages, le papier, carte multi-services avec le CNOUS, la fibre optique et le SIGB sont autant d'exemples de mutualisation et d'optimisation des achats.

<sup>1</sup> Depuis le 01/01/2020, en application du Décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019, le seuil de dispense de procédure pour les marchés publics de l'Université de Strasbourg est rehaussé de 25 000€HT à 40 000€HT.

L'université poursuit la différenciation stratégique de sa politique achat.

Les achats cœur de métier sont, de ce fait, gérés directement par les laboratoires et services, ce qui peut expliquer un taux de couverture par marché relativement bas sur certaines familles.

Cette organisation responsabilise le service prescripteur puisque chaque directeur est signataire de ces marchés (dans la limite de 90 000 € HT). Les services et composantes sont également responsables des achats dont le montant est inférieur à 25 000€ (40 000€HT depuis le 01/01/2020).

Enfin, différents outils sont mis à la disposition des structures de l'université pour réussir et sécuriser leurs achats, dans la limite des délégations mises en place : charte pour un achat public raisonné, site d'information Info-achats (GED), fiches de procédures, Dépêche de l'achat, guides de bonnes pratiques, nomenclature, formations et conseils.

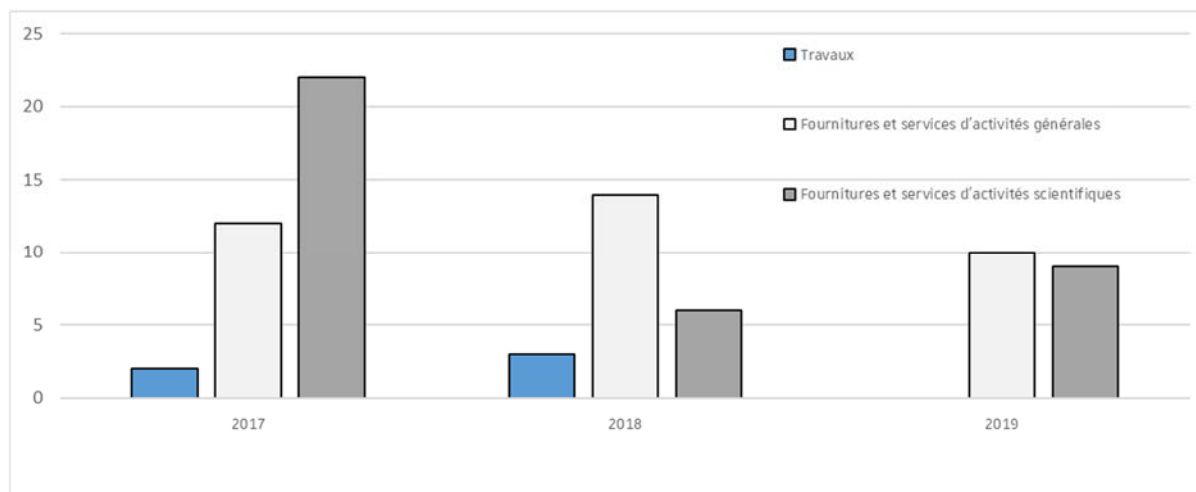
L'accompagnement des prescripteurs de l'établissement s'est poursuivi en 2019 pour contribuer à une gestion harmonieuse des deniers de l'établissement.

➤ **Le nombre d'annonces relatives aux procédures <90 k€ HT relevant de la responsabilité des ordonnateurs secondaires, notifiées en 2019**

- Chaque structure est responsable de la passation des achats inférieurs à 90 k€ HT. Ces derniers ont été mis en ligne sur le profil d'acheteur de l'université AchatPublic.com jusqu'au 01/10/2019, puis le profil d'acheteur, mis à disposition gratuitement par l'Etat, PLACE depuis le 01/10/2019.
- L'accompagnement et le contrôle relatifs aux annonces des consultations gérées par les composantes et services de l'université par le département achats marchés de la Direction des finances se sont poursuivis, contribuant ainsi à une optimisation des achats par l'incitation à la négociation d'une part et par un niveau plus performant de précision de cahiers des charges parfois trop succincts voire trop détaillés d'autre part. Il se traduit par la réalisation de gains intéressants pour les composantes, laboratoires ou services (gain d'une année de maintenance supplémentaire pour des équipements scientifiques, réduction des prix par la négociation, etc).
- En 2019, on dénombre un total de 19 marchés notifiés (sont pris en compte les marchés notifiés liés à une consultation d'un montant compris entre 25 et 90k€ HT relevant de la responsabilité des ordonnateurs secondaires) pour un montant total de 1 M€ HT.

**Marchés compris entre 25 k € HT et 90 k € HT notifiés de 2017 à 2019**

Type de marché	2017	2018	2019
Travaux	2	3	0
Fournitures et services d'activités générales	12	14	10
Fournitures et services d'activités scientifiques	22	6	9
<b>TOTAL</b>	<b>36</b>	<b>23</b>	<b>19</b>



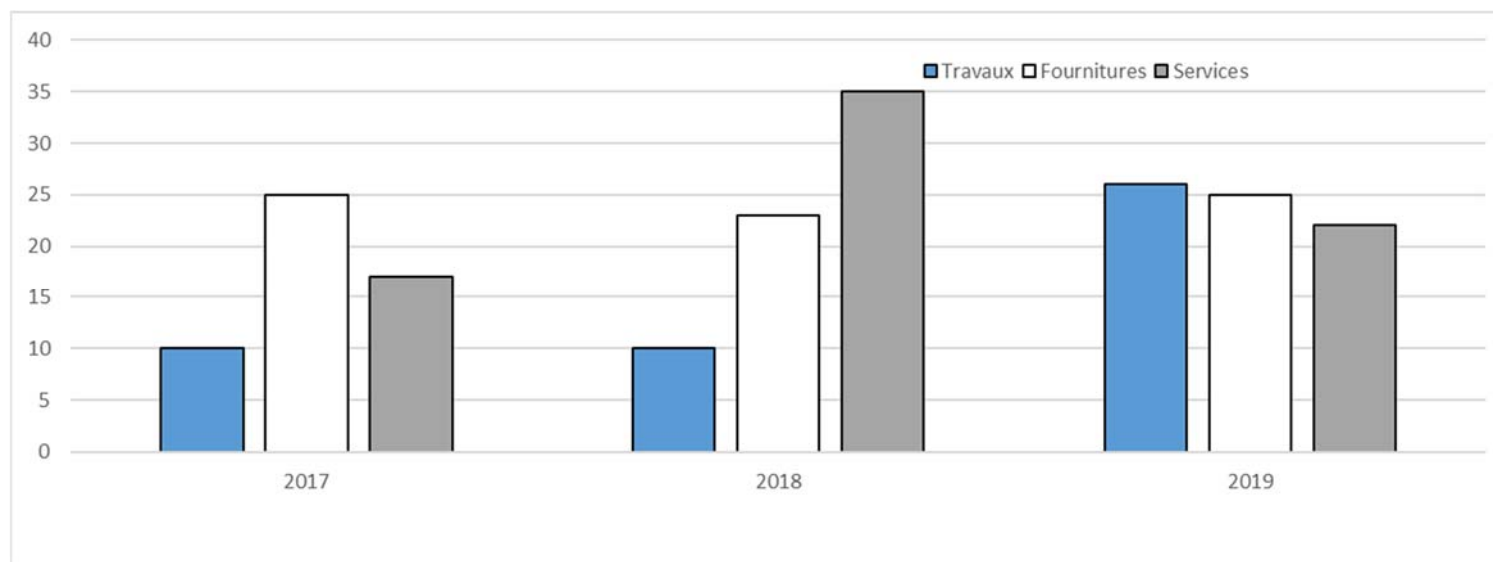
➤ **Le nombre de procédures notifiées en 2019**

- Le tableau ci-dessous reprend uniquement les procédures notifiées par le DAM et le DCI (hors marchés « Achatsweb » décomptés séparément).
- On notera une croissance globale du nombre de procédures notifiées par l'Université de Strasbourg (+31 % entre 2017 et 2019, +7 % entre 2018 et 2019). Néanmoins, il doit être noté qu'une procédure peut faire l'objet de plusieurs marchés (en cas d'allotissement).

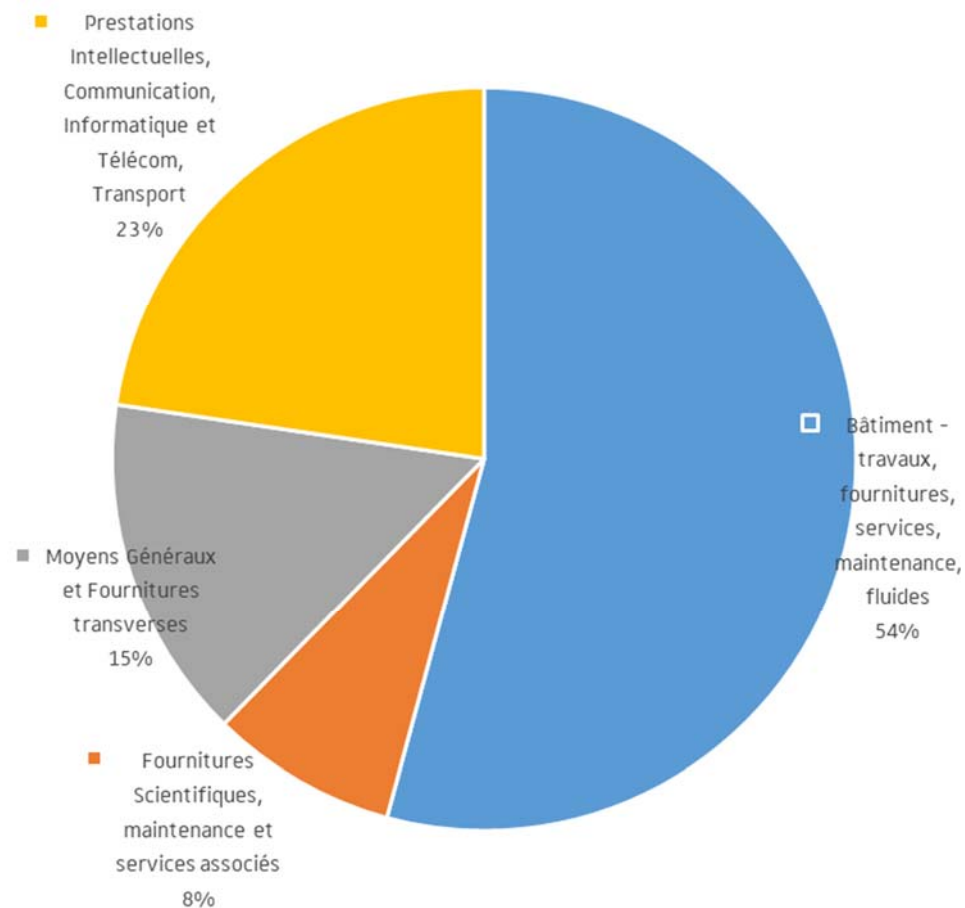
En 2019, le nombre de marchés notifiés a été de 159 alors qu'il s'élevait à 140 en 2018.

**Nombre de procédures notifiées de 2017 à 2019**

Type de marché	2017	2018	2019
Travaux	10	10	26
Fournitures	25	23	25
Services	17	35	22
<b>TOTAL</b>	<b>52</b>	<b>68</b>	<b>73</b>



➤ **Répartition de la dépense par segment d'achat en 2019 (facturé HT)**

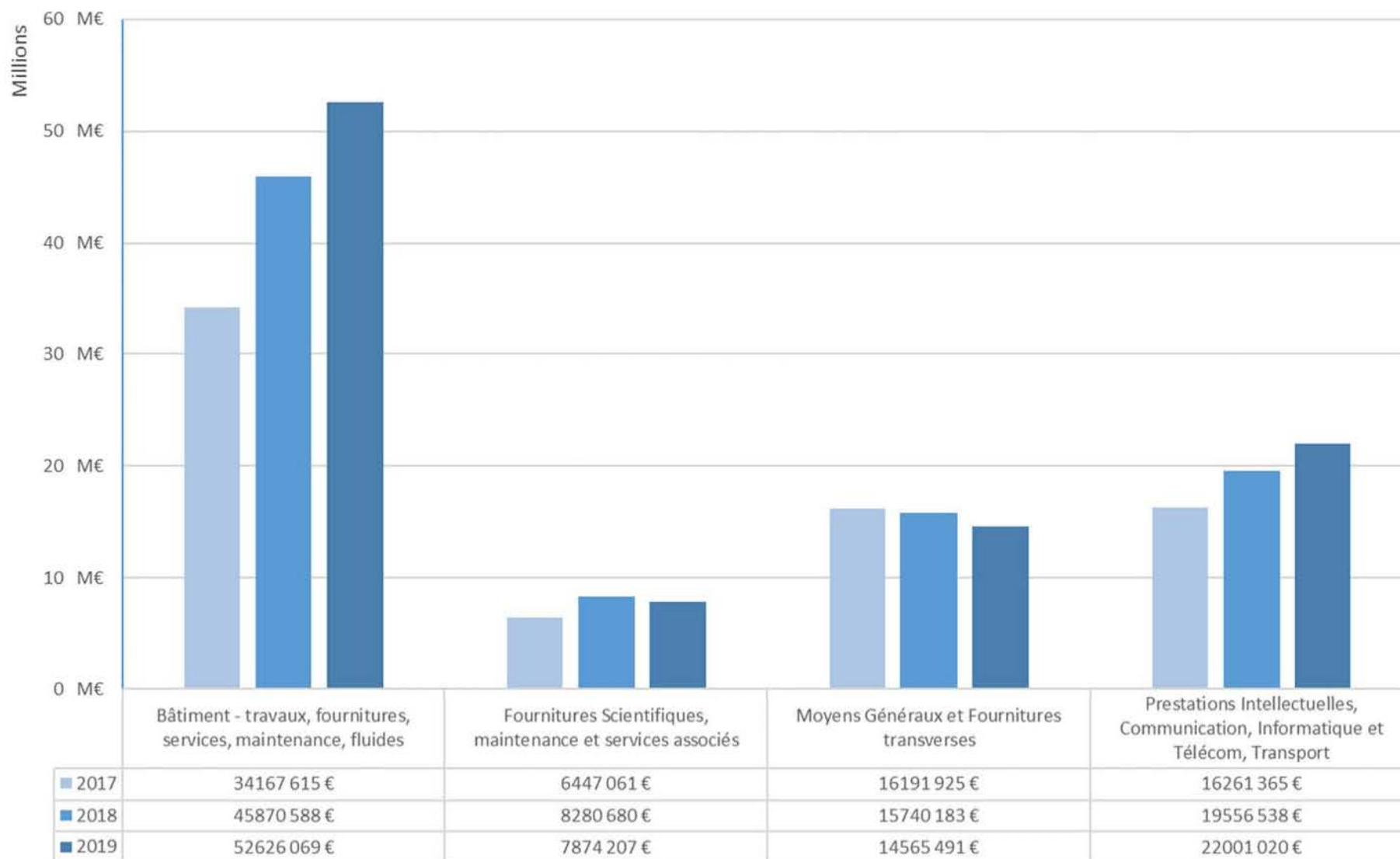


Les segments d'achats ci-dessus sont constitués suivant la dépense constatée sur la nomenclature d'achat de l'Université :

- Bâtiment - travaux, fournitures, services, maintenance, fluides : codes NACRES : BA, BD, BE, BF
- Fournitures Scientifiques, maintenance et services associés : codes NACRES : G, H, J, K, L, M, N, O, P, Q, S, T, U, V, W
- Moyens Généraux et Fournitures transverses : codes NACRES : A, BB, BC, CE, CF, CG, CI, F, R
- Prestations Intellectuelles, Communication, Informatique et Télécom, Transport : codes NACRES : CA, CB, CC, CD, CH, D, E, I
- Dépense hors achats : code NACRES : X (ces dépenses ne sont pas représentées sur ce graphique)

➤ **Evolution et ventilation de la dépense par segment d'achat**

Le graphique ci-dessous représente le montant **des** factures (€ HT) par segment d'achat sur les exercices 2017, 2018 et 2019

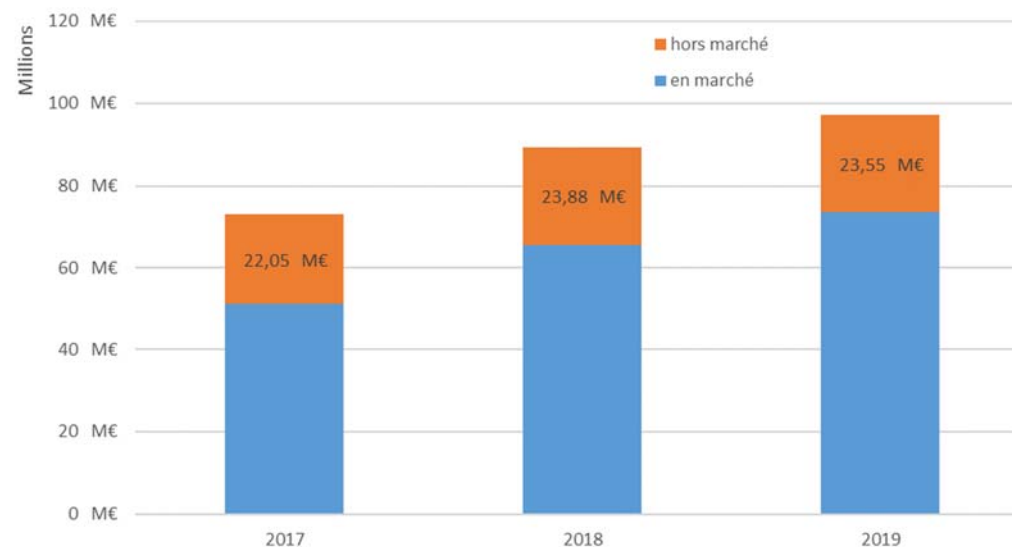




### Evolution de la dépense (facturé HT) "en marché" et "hors marché" de 2017 à 2019

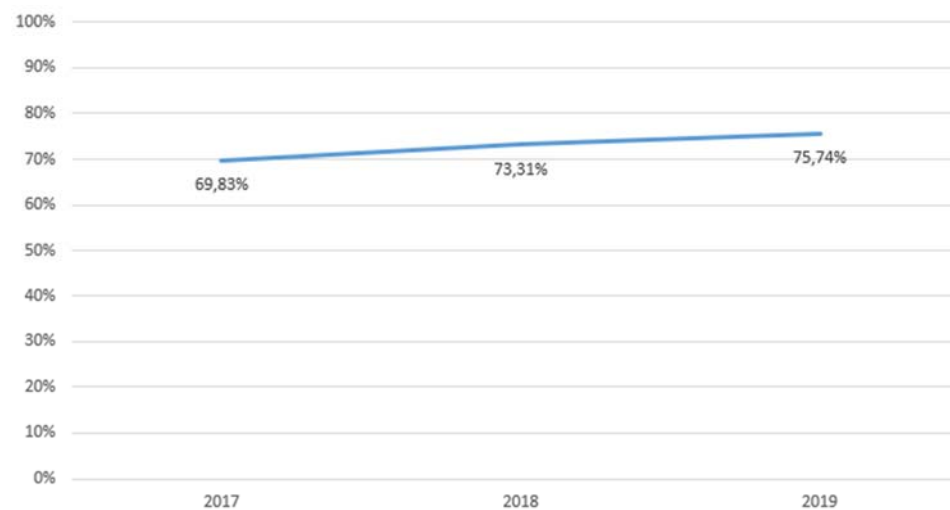
Les achats couverts par des marchés connaissent en 2019 une hausse de 12 % par rapport à 2018, en s'établissant à 74 M € HT.

Alors que les achats sont en hausse de +9 % entre 2018 et 2019 (facturé HT, hors « dépenses hors achats liées au code NACRES X), pour s'établir à 97 M € HT, la dépense « hors marché » est en baisse de -1,4 % en 2019 (23,9 M € en 2018, 23,6 M € en 2019).



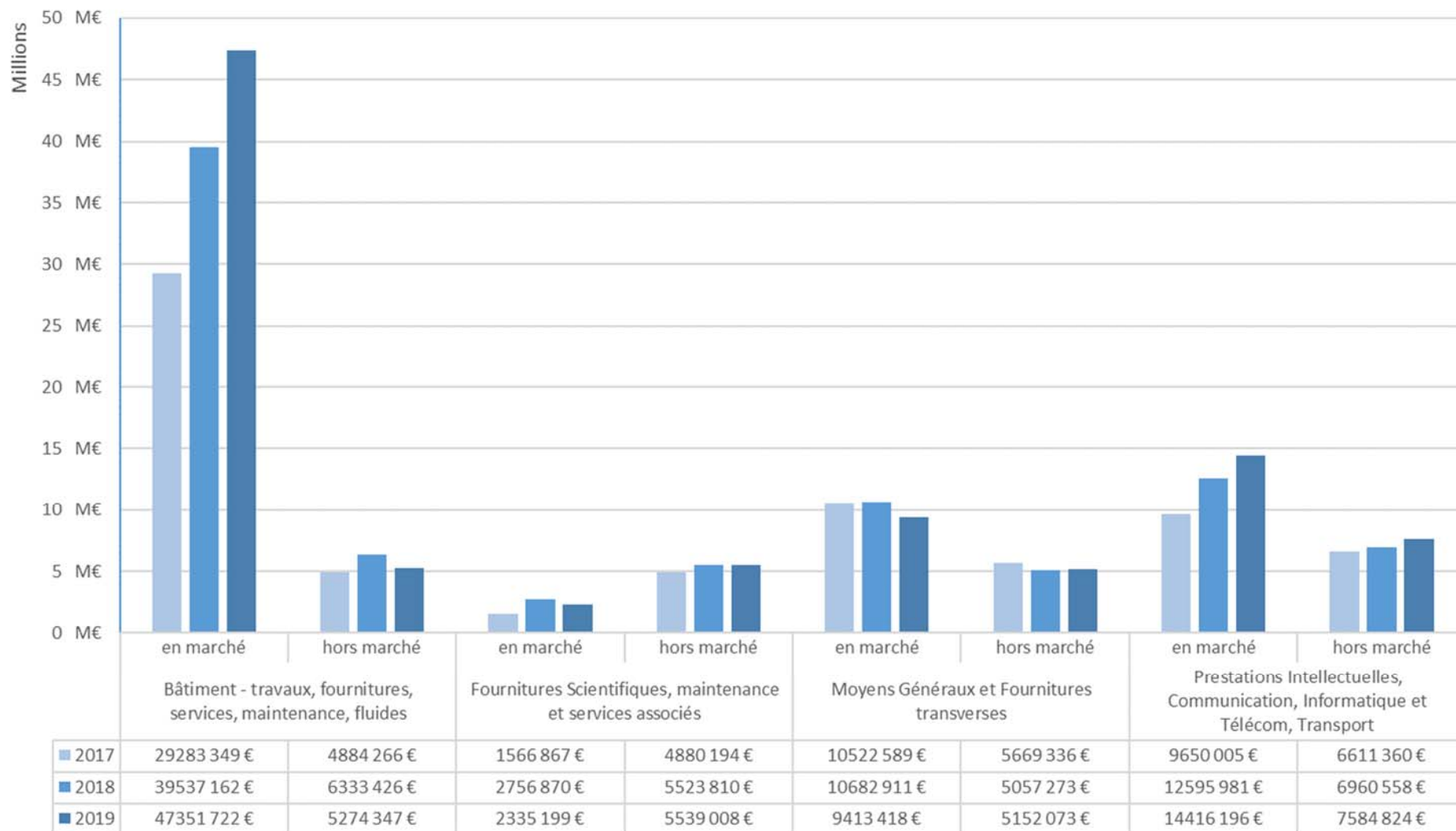
### Evolution du taux de couverture de la dépense par des marchés publics

Le taux de couverture est en augmentation sur les 3 dernières années, pour s'établir à 75,7 % en 2019 (+2,4 point par rapport à 2018)



**Evolution et ventilation de la dépense de 2017 à 2019, suivant le segment d'achat (facturé HT)**

En volume de dépense, le tableau ci-dessous représente l'évolution de la dépense par segment d'achat, suivant que cette dernière ait été effectuée en marché ou hors-marché.

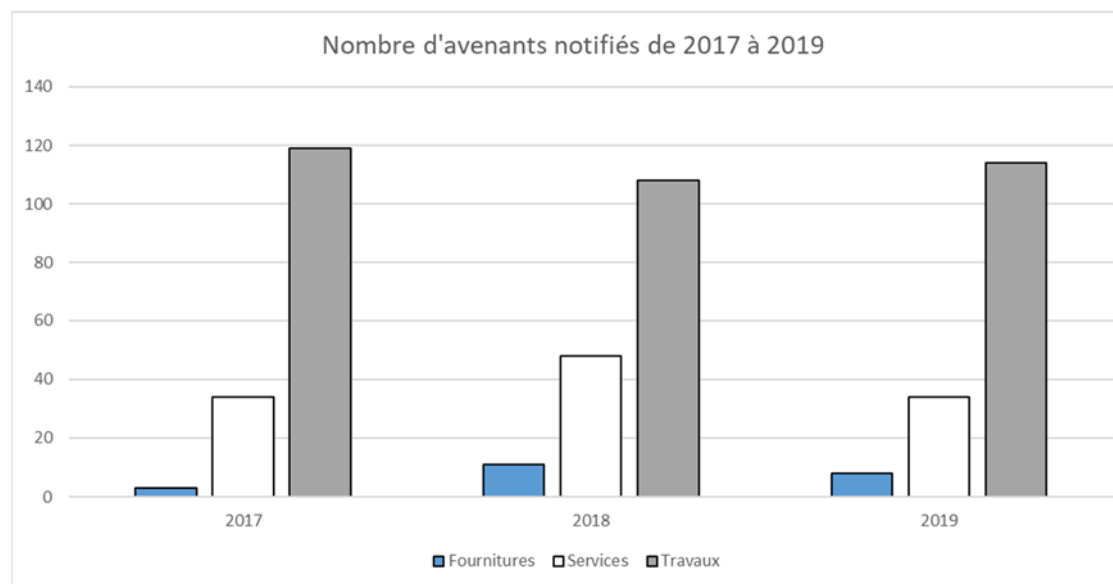


### ➤ Le volume des avenants passés en 2019

En 2019, 156 avenants ont été instruits :

- 114 avenants pour des marchés de travaux. Il est à noter que plusieurs avenants n'entraînent pas de plus-value financière (avenants pour transfert de société, ou modification des calendriers d'opération). De plus, concernant des travaux, il convient de rappeler que la nature, la complexité technique et juridique, les demandes de l'établissement, les difficultés inhérentes au projet, le nombre d'acteurs concernés constituent autant de facteurs de modification des contrats.
- 34 avenants pour des marchés de services (dont 14 immobiliers). Concernant les avenants de maîtrise d'œuvre, il est rappelé que la réglementation impose un tel mécanisme en phase avant-projet définitif.
- 8 avenants pour des marchés de fournitures.

Nombre d'avenants notifiés de 2017 à 2019			
Nombre d'avenant en :	2017	2018	2019
Fournitures	3	11	8
Services	34	48	34
Travaux	119	108	114
<b>TOTAL</b>	<b>156</b>	<b>167</b>	<b>156</b>



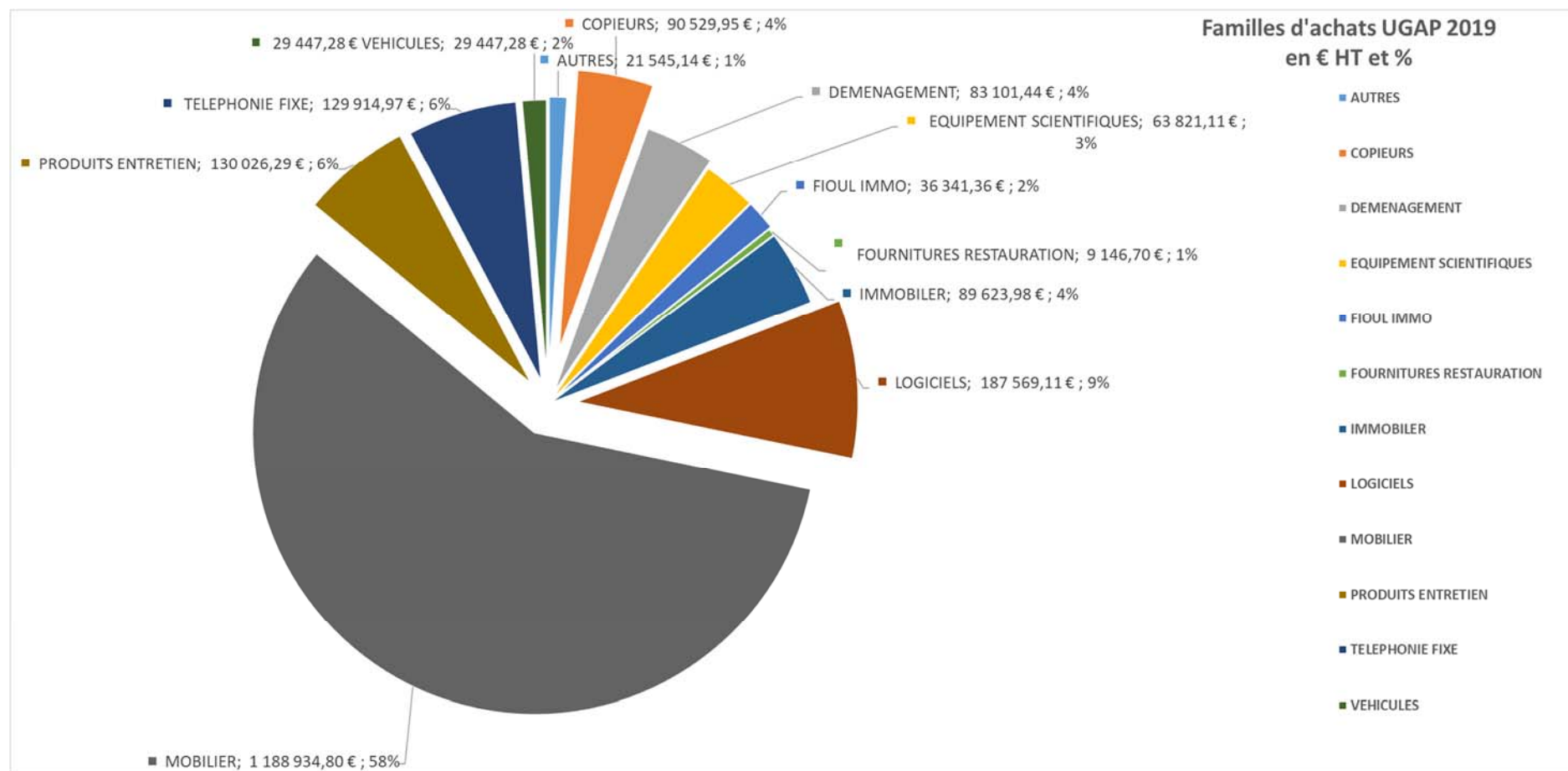
➤ **La complémentarité des stratégies d'achats**

- L'Université de Strasbourg poursuit sa politique de rapprochement avec les autres établissements pour des raisons économiques en massifiant les achats sur des besoins standards (groupement de commandes avec d'autres universités et établissements).  
Ces groupements de commandes sont d'importance et fédèrent généralement des établissements ayant une taille similaire à celle de l'université de Strasbourg.
- Par ailleurs, l'Université de Strasbourg a renouvelé une convention de partenariat avec l'UGAP en 2019 (convention 2019-2023) pour des achats courants afin de bénéficier de tarifs avantageux. Dans le tableau ci-dessous sont retracés les montants des dépenses, par exercice, avec cette centrale d'achat.

La stratégie d'achat de l'établissement tend à privilégier le recours à l'UGAP pour des achats courants de faible importance, n'offrant pas de plus-value particulière identifiée et qui nécessiteraient toutefois une activité importante en matière d'instruction de procédure. Néanmoins, un certain nombre d'achats, représentant un volume d'affaires important à l'instar du mobilier de bureau, de petits équipements scientifiques et médicaux, de la fourniture de services de téléphonie (télécommunications fixes, postes téléphoniques et maintenance des installations de téléphonie), de la vérification des installations électriques et de gaz, de la location de copieurs d'étage, de la fourniture de licences logicielles, de véhicules et de prestations de déménagement ont également fait l'objet d'un recours à l'UGAP.

**Dépenses UGAP de 2017 à 2019**

	2017	2018	2019
Montant des achats UGAP	2 062 237,12 €	1 972 498,36 €	2 059 978,78 €
Taux de couverture des achats UGAP en %	2,18%	2,28%	2,79%



### 3.5. Exécution budgétaire en droits constatés

Hors prestations internes.

#### Dépenses par nature

Chapitre / Rubrique	Libellé	2019	2018	2017
<b>60</b>	<b>Achat et variation de stocks</b>	<b>17 589 019,47</b>	<b>16 950 301,60</b>	<b>17 108 132,87</b>
601	Achats stockés matières premières et fournitures	0,00	106,69	0,00
602	Achats stockés autres approvisionnements	52,20	269,42	0,00
60611	Electricité	4 372 302,52	4 108 848,40	4 145 236,07
60612	Carburants et lubrifiants	132 370,41	152 714,50	121 665,15
60613	Gaz	1 803 167,92	1 628 179,31	1 668 079,98
60614	Chauffage sur réseau	2 738 316,32	2 972 740,35	2 618 047,29
60617	Eau	1 068 300,60	750 548,23	1 083 152,63
60618	Autres fournitures non stockables	0,00	9,97	32,63
6062	Assainissement	0,00	0,00	2 803,55
6063	Fournitures d'entretien et de petit equipt	2 521 235,16	2 319 431,46	2 514 515,08
6064	Fournitures administratives	553 395,17	517 507,33	520 887,70
6065	Linge, vêtements de travail	33 549,63	40 926,30	40 672,50
6066	Animaux	57 203,54	49 519,70	99 673,89
6067	Fournitures et matériel d'ens et de rech non immo	3 693 750,03	3 794 748,70	3 690 869,08
6068	Autres matériels et fournitures non stockés	607 696,97	611 171,22	598 844,79
607	Achats de marchandises	134,58	7,03	0,00
608	Frais accessoires d'achat	7 544,42	3 572,99	3 652,53

## Dépenses par nature

Chapitre / Rubrique		2019	2018	2017
<b>61</b>	<b>Services extérieurs</b>	<b>16 663 175,87</b>	<b>16 398 896,06</b>	<b>16 074 741,28</b>
611	Sous-traitance générale	0,00	6 000,00	32 636,00
6132	Locations immobilières	1 259 598,99	1 295 087,38	1 003 063,33
6135	Locations mobilières	898 175,06	879 652,79	823 522,15
6138	Autres locations	2 100,00	0,00	149,84
614	Charge locative et de co-propriété	1 129 870,11	909 937,49	876 868,41
6152	Entretien s/ biens immobiliers	3 530 575,03	3 670 141,82	4 048 811,58
6155	Entretien s/ biens mobiliers	758 642,04	782 690,79	714 299,86
6156	Maintenance (contrat)	3 099 453,83	2 645 455,10	2 379 481,45
616	Primes d'assurances	170 595,05	141 772,10	141 109,20
617	Etudes et recherches	963 396,89	1 107 201,89	907 007,32
6181	Documentation générale et adm	264,00	498,44	587,50
6183	Documentation techn et bibliothèque	3 711 429,99	3 710 523,55	3 818 470,75
6185	Frais de colloques, séminaires, conférences	1 139 074,88	1 249 934,71	1 328 733,89
<b>62</b>	<b>Autres services extérieurs</b>	<b>26 019 651,00</b>	<b>25 164 492,41</b>	<b>23 936 623,09</b>
621	Personnel extérieur à l'établissement	1 448 904,50	1 459 859,40	1 085 999,16
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	2 048 091,11	1 810 226,08	1 298 883,90
623	Publicité, publications, relations publiques	2 820 762,42	3 032 437,31	2 570 531,78
624	Transport de biens, transports collectifs de personnes	698 253,02	682 374,41	488 556,89
6251	Voyages et déplacements	2 569 251,20	2 651 819,47	2 648 590,49
6254	Frais d'inscription aux colloques	440 447,48	446 233,44	411 272,69
6255	Frais de déménagement	116 047,03	98 694,81	325 607,97
6256	Frais de missions	3 554 934,18	3 112 899,43	3 225 611,77
6257	Frais de réceptions	2 238 777,69	2 100 209,67	2 077 512,68
6258	Divers	286,40	0,00	1 493,40
626	Frais postaux et frais de télécommunications	1 085 013,13	1 126 984,04	1 101 933,89
627	Services bancaires et assimilés	52 535,94	61 506,86	104 241,19
6281	Concours divers (cotisations)	1 184 098,34	1 509 950,68	1 351 577,48
6283	Formation continue du pers. de l'établissement	1 108 727,95	1 267 425,84	1 203 752,23
6285	Prestations extérieures de gardiennage	1 226 680,29	1 501 212,12	1 065 724,15
6286	Contrat de nettoyage	2 399 027,17	2 301 614,81	2 258 463,98
6287	Prestations extérieures d'informatique	1 100 717,15	446 019,84	590 607,24
6288	Autres prestations extérieures	1 927 096,00	1 555 024,20	2 126 262,20

## Dépenses par nature

Chapitre / Rubrique	Libellé	2019	2018	2017
<b>63</b>	<b>Impôts, taxes et versements assimilés</b>	<b>5 797 367,33</b>	<b>5 641 531,38</b>	<b>5 108 140,37</b>
63F	Impôts, taxes	957 448,56	934 059,68	495 850,31
63P	Perso. impôts, taxes	4 839 918,77	4 707 471,70	4 612 290,06
<b>64</b>	<b>Charges de personnel</b>	<b>361 865 539,08</b>	<b>352 681 630,03</b>	<b>345 741 725,64</b>
64111	Rémunérations principales	186 509 113,22	181 480 901,31	178 527 287,27
64112	Rémunérations accessoires	14 859 944,76	14 138 746,92	13 618 696,51
6412	Congés payés	181 389,26	154 772,83	162 713,44
6413	Primes gratifications	4 404 535,32	4 516 436,98	9 907 240,89
6414	Ind et avantages	12 962 133,86	11 597 465,75	3 949 460,50
6415	Sft	1 480 774,76	1 489 560,33	1 500 617,44
64191	Abattement indemnitaire	-982 417,35	-591 161,49	-559 594,44
64192	Indu paie	-368 804,86		
645	Charges de sécurité sociale et de prévoyance	141 787 279,34	138 861 249,73	137 518 750,96
647	Autres charges sociales	1 031 590,77	1 033 657,67	1 114 797,64
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	1 755,43
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>22 537 379,73</b>	<b>22 723 819,60</b>	<b>11 332 680,60</b>
651	Redevances, concessions, brevets, licences, marques	1 828 463,19	1 261 241,29	1 060 425,34
654	Charges sur créances irrécouvrables	12 183,34	479 561,23	100 301,86
656	Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	257 871,54	0,00	0,00
6578	Autres charges spécifiques	8 866 397,70	7 040 392,80	6 550 771,64
6581	Pénalités (sur contrats, amendes fiscales ou pénales)	-19 175,86	409 058,75	13 115,92
6583	Charge annulation titres ex antérieur	618 458,17	625 577,01	701 143,57
65841	Déficits-débets décharges-remise gracieuse	15 632,94	0,00	3 829,50
6585	Dons, libéralités	0,00	3 000,00	0,00
6588	Autres charges diverses	10 957 548,71	12 904 988,52	2 903 092,77
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>782 887,42</b>	<b>354 420,92</b>	<b>137 189,72</b>
66	Charges financières	782 887,42	354 420,92	137 189,72



## Dépenses par nature

Chapitre / Rubrique	Libellé	2019	2018	2017
<b>68</b>	<b>Dotations aux amortissements et aux provisions</b>	<b>41 393 539,23</b>	<b>41 656 420,29</b>	<b>43 809 382,99</b>
	6811 Dotations aux amortissements sur immo incorp et corp	40 815 331,33	39 705 051,54	40 466 518,74
	6815 Dotations aux provisions pour risques sur charges de fonctionnement	334 378,00	1 690 765,00	0,00
	6816 Dotations pour dépréciations des immobilisations	0,00	17 500,00	662 733,87
	6817 Dotations pour dépréciations des actifs circulants	243 829,90	243 103,75	1 586 550,44
	6815P Dotations aux provisions d'expl sur charges de personnel	0,00	0,00	1 093 579,94
	6815F Dotations aux provisions d'expl sur charges de fonctionnement	0,00	0,00	0,00
<b>69D</b>	<b>Impôt sur les bénéfices et impôts assimilés</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>48 885,00</b>
	<b>Total dépenses de fonctionnement</b>	<b>492 648 559,13</b>	<b>481 571 512,29</b>	<b>463 297 501,56</b>
	<i>dont dépenses de personnel</i>	<i>366 705 457,85</i>	<i>357 389 101,73</i>	<i>350 354 015,70</i>
	<i>dont fonctionnement hors MS</i>	<i>125 943 101,28</i>	<i>124 182 410,56</i>	<i>112 943 485,86</i>

## Dépenses par nature

Chapitre / Rubrique	Libellé	2019	2018	2017
<b>16D</b>	<b>Emprunts et dettes</b>	<b>2 191 150,23</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
164D	Emprunts auprès des établissements de crédit	2 183 115,22	0,00	0,00
165D	Dépôts et cautionnements versés	8 035,01	0,00	0,00
167D	Emprunt - conditions particulières	0,00	0,00	0,00
<b>205</b>	<b>Concessions et droits similaires, brevets, licences</b>	<b>331 753,21</b>	<b>638 184,15</b>	<b>491 019,83</b>
<b>211</b>	<b>Terrains nus acquis</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 656,00</b>
<b>212</b>	<b>Agencements et aménagements de terrains</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>15 429,60</b>
<b>213</b>	<b>Constructions</b>	<b>1 294 590,58</b>	<b>998 588,91</b>	<b>1 647 542,32</b>
<b>215</b>	<b>Installations techn, matériel et outillage</b>	<b>2 622 751,29</b>	<b>3 603 573,99</b>	<b>2 642 957,78</b>
2151	Installations techniques complexes	27 865,60	28 763,91	13 289,94
2153	Installations spécifiques	0,00	0,00	0,00
2154	Matériel acquis	2 500 777,48	3 516 358,78	2 497 800,64
2155	Outillage	54 563,84	29 675,05	90 043,88
2156	Matériel d'enseignement	39 544,37	28 776,25	41 823,32
2157	Agencements et aménagements du matériel et outillage	0,00	0,00	0,00
<b>218</b>	<b>Autres immobilisations corporelles</b>	<b>9 780 015,45</b>	<b>6 764 664,54</b>	<b>5 054 558,42</b>
2181	Installations générales, agencements et aménagements divers	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	155 800,19	33 421,61	65 533,72
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	6 820 324,84	4 786 085,65	3 889 965,54
2184	Mobilier	1 697 183,94	744 415,61	133 894,72
2188	Matériels divers	1 106 706,48	1 200 741,67	965 164,44

## Dépenses par nature

Chapitre / Rubrique	Libellé	2019	2018	2017
<b>231</b>	<b>Immobilisations corporelles en cours</b>	<b>44 641 689,67</b>	<b>42 530 058,44</b>	<b>23 712 777,40</b>
<b>232</b>	<b>Immobilisations incorporelles en cours</b>	<b>2 141,32</b>	<b>2 678,00</b>	<b>1 201,92</b>
<b>237</b>	<b>Avances versées sur immo incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>2 689,20</b>	<b>0,00</b>
<b>238</b>	<b>Avances versées sur immo corporelles</b>	<b>-184 902,03</b>	<b>997 651,79</b>	<b>367 127,63</b>
<b>26D</b>	<b>Participations et créances</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
261D	Titres de participation	0,00	0,00	0,00
266	Autres participations	0,00	0,00	0,00
<b>27D</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>26 720,00</b>	<b>-27 977,07</b>	<b>-21 862,86</b>
272	Titres immobilisés (droits de créance)	0,00	0,00	0,00
274D	Prêts	26 720,00	-27 977,07	0,00
275D	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00
<b>Total dépenses d'investissement</b>		<b>60 705 909,72</b>	<b>55 510 111,95</b>	<b>33 913 408,04</b>
<b>Total dépenses budgétaires</b>		<b>553 354 468,85</b>	<b>537 081 624,24</b>	<b>497 210 909,60</b>
<b>Non budg</b>	<b>Autres opérations non budgétaires</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
238	Avances et acomptes versés sur immo corporelles	0,00	0,00	0,00
<b>Total dépenses et opérations non budgétaires</b>		<b>553 354 468,85</b>	<b>537 081 624,24</b>	<b>497 210 909,60</b>

## Recettes par nature

Chapitre / Rubrique		Libellé	2019	2018	2017
<b>70</b>		<b>Ventes et prestations</b>	<b>44 995 420,43</b>	<b>47 063 044,18</b>	<b>45 048 215,18</b>
	701	Ventes produits finis	663 492,50	575 599,13	662 150,23
	705	Etudes	12 000,00	11 449,49	60 043,81
	70651	Drts de scol applicables aux diplômes nationaux	8 216 909,17	8 391 227,79	8 601 115,24
	70652	Drts des diplômes propres à l'établissement	18 303 978,67	18 021 183,62	16 649 148,06
	70653	Redevances	33 957,17	231 088,66	332 841,35
	70654	Prestations de formation continue	8 650 341,99	9 375 571,51	9 268 421,19
	70655	Validation des acquis de l'expérience	113 571,10	85 561,90	77 810,00
	70661	Colloques	728 064,08	716 682,39	1 068 110,67
	70662	Prestations de recherche	217 438,14	457 752,04	805 718,31
	70663	Mesures et expertises	655 839,63	668 895,97	517 611,63
	70664	Ventes de publications	374,33	493,60	399,56
	70681	Prestations et travaux informatiques	21 119,03	6 002,25	6 032,71
	70682	Autres prestations de services	1 264 644,29	1 652 628,33	1 643 854,32
	708	Prod activ annexes	6 113 690,33	6 868 907,50	5 354 958,10
<b>71</b>		<b>Production stockée</b>	<b>-4 829,15</b>	<b>50 578,22</b>	<b>-35 026,96</b>
	71	Prod.stockee var.exe	-4 829,15	50 578,22	-35 026,96
<b>74</b>		<b>Subventions</b>	<b>395 921 967,67</b>	<b>387 556 161,63</b>	<b>374 516 831,08</b>
	7411	Ministere tutelle	341 473 998,39	339 882 429,51	334 719 969,92
	7412	Autres ministères	861 418,70	932 656,66	933 645,67
	741311	ANR Investissements d'avenir	23 100 952,12	20 994 586,00	16 012 638,76
	741312	ANR hors Investissements d'avenir	8 131 289,26	7 026 287,70	3 123 478,03
	7442	Subventions Région	1 684 033,80	1 808 643,27	1 524 355,49
	7443	Subvention Département	269 147,00	250 197,00	263 100,00
	7444	Subv. communes/grpt de communes	815 480,87	444 100,36	677 635,63
	7445	Subventions de l'ASP	7 226,49	4 406,90	6 242,49
	7446	Subventions Union Européenne	7 546 496,66	6 086 838,43	4 744 764,73
	7447	Subventions org internat	0,00	1 262,61	0,00
	7448	Autres coll publ org	3 934 134,33	1 935 032,83	4 492 954,30
	746	Dons et legs	145 004,50	116 725,30	81 887,00
	7481	Ddts taxe apprentiss	1 152 812,55	1 139 109,97	1 041 910,49
	7488	Autres subv exploit	6 799 973,00	6 933 885,09	6 894 248,57

## Recettes par nature

Chapitre / Rubrique		Libellé	2019	2018	2017
<b>75</b>		<b>Produits divers</b>	<b>20 830 244,17</b>	<b>16 595 721,33</b>	<b>11 973 330,14</b>
	751	Redev conces.brevet	323 864,88	99 274,87	114 803,32
	752	Revenu des immeubles	1 461 205,80	774 182,12	1 076 829,51
	753	Libéralités	1 084 670,34	1 500,00	0,00
	7571	Taxes affectées	3 512 708,72	638 791,00	0,00
	7583	Prod gest annu mdts	1 724 824,54	1 211 892,21	423 401,94
	7584	Autres produits contentieux	245 122,19	14 534,06	9 955,54
	7588	Autres produits	12 477 847,70	13 855 547,07	10 348 339,83
<b>76</b>		<b>Produits financiers</b>	<b>4 919,44</b>	<b>36 121,32</b>	<b>54 703,92</b>
	76	Produits financiers	4 919,44	36 121,32	54 703,92
<b>78</b>		<b>Reprise sur amortissements et provisions</b>	<b>33 989 656,99</b>	<b>33 079 555,77</b>	<b>36 332 848,40</b>
	7813	Quote-part de reprise au résultat des FEA	32 841 478,63	32 322 597,97	35 311 861,45
	7815	Reprises sur provisions d'exploitation	942 897,00	80 704,73	125 808,00
	7816	Reprises sur dépréciations des immobilisations	0,00	0,00	662 733,87
	7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants	205 281,36	676 253,07	232 445,08
<b>Total recettes de fonctionnement</b>			<b>495 737 379,55</b>	<b>484 381 182,45</b>	<b>467 890 901,76</b>

## Recettes par nature

Chapitre / Rubrique		Libellé	2019	2018	2017
<b>10</b>		<b>Financement externe de l'actif Etat</b>	<b>32 748 195,31</b>	<b>33 131 027,80</b>	<b>12 935 363,23</b>
	101R	Etat	32 748 195,31	33 131 027,80	12 935 363,23
	104131	Financement d'actifs déterminés par l'Etat	0,00	0,00	0,00
	104132	Financement d'actifs déterminés par l'ANR IA	0,00	0,00	0,00
	104138	Financement d'actifs déterminés par d'autres organismes	0,00	0,00	0,00
	103R	Fonds propres et réserves des fondations	0,00	0,00	0,00
<b>13</b>		<b>Financement externe de l'actif autres collectivités et org.</b>	<b>10 533 231,82</b>	<b>9 527 596,87</b>	<b>6 982 638,81</b>
	1312	Régions	2 939 220,84	2 842 344,54	1 711 332,00
	1313	Départements	2 328 478,69	1 457 851,05	645 761,08
	1314	Communes et groupements de communes	3 208 293,06	2 836 070,60	1 500 216,45
	1315	Autres collectivités et établissements publics	435 538,30	1 179 439,65	2 276 964,74
	1316	Union européenne	443 153,58	568 917,23	237 563,09
	1317	Autres organismes	1 148 573,13	589 156,44	544 615,05
	1318	Autres organismes privés	29 974,22	53 817,36	66 186,40
<b>16R</b>		<b>Emprunts et dettes</b>	<b>32 008 232,50</b>	<b>30 521 621,38</b>	<b>9 887 848,21</b>
	164R	Emprunts auprès des établissements de crédit	32 000 000,00	30 550 421,38	10 000 000,00
	165R	Dépôts et cautionnements reçus	8 232,50	-28 800,00	-112 151,79
	167R	Emprunt - conditions particulières	0,00	0,00	0,00
<b>26R</b>		<b>Participations et créances</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	261R	Titres de participation	0,00	0,00	0,00
<b>27R</b>		<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>18 988,08</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	274R	Prêts	18 988,08	0,00	0,00
<b>Total recettes d'investissement</b>			<b>75 308 647,71</b>	<b>73 180 246,05</b>	<b>29 805 850,25</b>
<b>Total ressources</b>			<b>571 046 027,26</b>	<b>557 561 428,50</b>	<b>497 696 752,01</b>
<b>Non budg</b>		<b>Autres opérations non budgétaires</b>	<b>5 098 693,67</b>	<b>783 833,19</b>	<b>0,00</b>
		Ecritures d'intégration ADUEIS	0,00	783 833,19	0,00
		Ecritures RAN	5 098 693,67	0,00	0,00
<b>Total ressources et opérations non budgétaires</b>			<b>576 144 720,93</b>	<b>558 345 261,69</b>	<b>497 696 752,01</b>









# MAQUETTE BUDGETAIRE



Tableau 1 : autorisations emplois réalisées

## POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

## Répartition 2019 de la consommation des emplois par statut et catégorie

Catégories d'emplois	Nature des emplois	
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires
		CDI
	Non permanents	CDD
<b>S/total EC</b>		

BIATSS	Permanents	Titulaires
		CDI
	Non permanents	CDD
<b>S/total Biatss</b>		
<b>Totaux</b>		

Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat

Emplois sous plafond Etat : réalisé 2019	Emplois financés sur ressources propres: réalisé 2019	Global : Réalisé 2019
En ETPT	En ETPT	
1 778		1 778
20	36	56
783	353	1 137
<b>2 582</b>	<b>389</b>	<b>2 971</b>
1 493		1 493
107	130	236
303	529	832
<b>1 903</b>	<b>658</b>	<b>2 561</b>
<b>4 485</b>	<b>1 048</b>	<b>5 532</b>
<b>4 609</b>		



**Tableau 2**  
**Autorisations budgétaires UNISTRA**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions et réalisations**

Dépenses								
	AE				CP			
	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019
<b>Personnel</b>	<b>357 519 904,19</b>	<b>363 505 015,00</b>	<b>370 679 331,04</b>	<b>366 570 606,50</b>	<b>357 470 538,30</b>	<b>363 505 015,00</b>	<b>370 679 331,04</b>	<b>366 528 439,72</b>
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	<i>94 643 697,82</i>	<i>95 543 897,00</i>	<i>95 523 693,00</i>	<i>96 458 427,39</i>	<i>94 643 697,82</i>	<i>95 543 897,00</i>	<i>96 523 693,00</i>	<i>96 458 427,39</i>
<b>Fonctionnement</b>	<b>84 246 051,93</b>	<b>97 984 942,25</b>	<b>101 384 875,50</b>	<b>85 137 721,65</b>	<b>79 575 669,55</b>	<b>98 649 025,18</b>	<b>101 953 601,59</b>	<b>80 685 657,85</b>
<b>Investissement</b>	<b>55 946 772,47</b>	<b>62 078 836,89</b>	<b>63 347 536,30</b>	<b>56 440 186,80</b>	<b>54 772 835,92</b>	<b>73 880 264,40</b>	<b>73 297 738,42</b>	<b>53 772 404,58</b>
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>497 712 728,59</b>	<b>523 568 794,14</b>	<b>535 411 742,84</b>	<b>508 148 514,95</b>	<b>491 819 043,77</b>	<b>536 034 304,58</b>	<b>545 930 671,05</b>	<b>500 986 502,15</b>
<b>Solde budgétaire (excédent)</b>								

Recettes				
RE				
CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019	
<b>426 604 938,59</b>	<b>430 602 144,09</b>	<b>446 285 296,26</b>	<b>432 417 326,43</b>	<b>Recettes globalisées</b>
338 855 890,71	340 577 861,00	340 807 829,00	340 764 797,00	Subvention pour charges de service public
-	4 668 743,00	7 596 315,59	7 319 616,85	Autres financements Etat
5 133 486,32	13 865 412,09	22 590 898,47	13 053 732,39	Autres financements publics
15 737 065,08	-	2 956 987,00	3 925 061,97	Fiscalité affectée
66 878 496,48	71 490 128,00	72 333 266,20	67 354 118,22	Recettes propres
<b>50 079 419,61</b>	<b>52 632 109,87</b>	<b>59 073 990,67</b>	<b>51 780 554,63</b>	<b>Recettes fléchées</b>
44 261 646,18	43 825 367,00	45 846 367,00	45 079 571,68	Financements de l'Etat fléchés
5 120 367,95	8 806 742,87	13 027 623,67	6 337 415,68	Autres financements publics fléchés
697 405,48	-	200 000,00	363 567,27	Recettes propres fléchées
<b>476 684 358,20</b>	<b>483 234 253,96</b>	<b>505 359 286,93</b>	<b>484 197 881,06</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>
<b>15 134 685,57</b>	<b>52 800 050,62</b>	<b>40 571 384,12</b>	<b>16 788 621,09</b>	<b>Solde budgétaire (déficit)</b>

**Tableau 3**  
**DEPENSES PAR DESTINATION ET RECETTES PAR ORIGINE**  
**UNISTRA**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Tableau des dépenses par destination (obligatoire)**

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>Hors étudiants</b>	<b>365 117 969,94</b>	<b>365 076 063,02</b>	<b>83 559 837,34</b>	<b>79 208 455,65</b>	<b>56 282 815,73</b>	<b>53 726 889,65</b>	<b>504 960 623,01</b>	<b>498 011 408,32</b>
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	5 726 803,13	5 726 108,37	4 680 908,79	4 218 418,66	1 147 074,20	992 081,61	11 554 786,12	10 936 608,64
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	9 432 935,74	9 430 735,40	8 648 365,38	8 086 275,80	1 340 190,08	1 146 820,26	19 421 491,20	18 663 831,46
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	417 859,31	417 859,31	1 208 021,70	1 237 032,66	3 525,62	2 638,06	1 629 406,63	1 657 530,03
D105 - Bibliothèques et documentation	1 866 479,01	1 866 479,01	4 163 710,17	4 158 193,89	4 869,56	114 676,41	6 035 058,74	6 139 349,31
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	12 385 365,25	12 380 890,56	5 045 072,34	4 467 330,23	933 531,22	753 800,54	18 363 968,81	17 602 021,33
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	4 802 631,39	4 802 668,89	1 064 397,25	1 037 172,23	600 359,88	609 741,24	6 467 388,52	6 449 582,36
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	11 688 719,27	11 687 469,27	3 718 397,21	3 322 031,11	1 113 124,89	826 945,55	16 520 241,37	15 836 445,93
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	-	-	-	-	-	-	-	-
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	1 783 642,40	1 783 642,40	533 723,55	479 147,65	191 825,44	151 247,37	2 509 191,39	2 414 037,42
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	7 800 654,59	7 800 847,27	2 760 052,54	2 497 637,03	230 082,91	183 925,46	10 790 790,04	10 482 409,76
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	2 060 448,97	2 061 868,97	1 026 937,75	1 092 201,51	1 006 733,35	923 188,28	4 094 120,07	4 077 258,76
D113 - Diffusion des savoirs et musées	1 001 426,67	1 001 380,04	234 887,09	173 736,65	10 270,41	9 800,94		1 184 917,63
D114 - Immobilier	2 964 192,65	2 962 388,85	23 783 996,24	22 718 288,09	41 870 618,65	41 341 637,56	68 618 807,54	67 022 314,50
D115 - Pilotage et support	303 186 811,56	303 153 724,68	26 691 367,33	25 720 990,14	7 830 609,52	6 670 386,37		335 545 101,19
<b>Étudiants</b>	<b>1 452 636,56</b>	<b>1 452 376,70</b>	<b>1 577 884,31</b>	<b>1 477 202,20</b>	<b>157 371,07</b>	<b>45 514,93</b>	<b>3 187 891,94</b>	<b>2 975 093,83</b>
D201 - Aides directes aux étudiants	75 009,89	75 009,89	108 479,39	93 711,17			183 489,28	168 721,06
D202 - Aides indirectes	338 639,96	338 503,46	1 022 426,08	970 428,65	13 045,25	6 100,60	1 374 111,29	1 315 032,71
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	1 038 986,71	1 038 863,35	446 978,84	413 062,38	144 325,82	39 414,33	1 630 291,37	1 491 340,06
<b>Total</b>	<b>366 570 606,50</b>	<b>366 528 439,72</b>	<b>85 137 721,65</b>	<b>80 685 657,85</b>	<b>56 440 186,80</b>	<b>53 772 404,58</b>	<b>508 148 514,95</b>	<b>500 986 502,15</b>

**SOLDE BUDGETAIRE (excédent)**

Tableau 3  
DEPENSES PAR DESTINATION ET RECETTES PAR ORIGINE  
UNISTRA

Tableau des recettes par origine

Budget	Recettes de l'organisme							
	Recettes globalisées					Recettes fléchées		Total
	SCSP	Autres financement de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financement publics	Recettes propres	Financements de l'Etat	Autres financement publics	
Subvention pour charges de service public	340 764 797,00							340 764 797,00
Droits d'inscription					8 353 209,46			8 353 209,46
Formation continue, diplômes propres et VAE					26 015 783,39			26 015 783,39
Taxe d'apprentissage					1 145 676,55			1 145 676,55
Contrats et prestations de recherche hors ANR					7 508,48			7 508,48
Valorisation					2 077 644,54			2 081 344,54
ANR investissements d'avenir						44 571 691,68		44 571 691,68
ANR hors investissements d'avenir		5 628 693,61						5 628 693,61
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				1 640 894,43			1 892 503,97	3 533 398,40
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne				7 322 791,77			606 446,12	7 929 237,89
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres		1 690 923,24		4 082 656,25	7 197 779,06	507 880,00	3 838 465,59	17 368 637,89
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs					117 468,30			117 468,30
Autres recettes			3 925 061,97	7 389,94	22 439 048,44			308 933,52
<b>Total</b>	<b>340 764 797,00</b>	<b>7 319 616,85</b>	<b>3 925 061,97</b>	<b>13 053 732,39</b>	<b>67 354 118,22</b>	<b>45 079 571,68</b>	<b>6 337 415,68</b>	<b>363 567,27</b>

SOLDE BUDGETAIRE (déficit)

16 788 621,09

**Tableau 4**  
**Équilibre financier**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Besoins (utilisation des financements)	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019		CF 2019	BA 2019	BI 2019	CF 2018	Financements (couverture des besoins)
Solde budgétaire (déficit)	<b>15 134 686</b>	<b>52 800 051</b>	<b>40 571 384</b>	<b>16 788 621</b>						Solde budgétaire (excédent)
<i>dont solde budgétaire budget principal</i>	14 944 065	51 332 766	39 215 488	15 072 918						<i>dont solde budgétaire budget principal</i>
<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>	271 296	1 244 785	1 163 043	1 495 047						<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>
<i>dont solde budgétaire UOH</i>		20 000		221 519			9 647		134 865	<i>dont solde budgétaire UOH</i>
<i>dont solde budgétaire PUS</i>	54 189	202 500	202 500			863				<i>dont solde budgétaire PUS</i>
Emprunts : remboursements en capital	753 579	2 380 000	2 200 000	2 183 115		32 000 000	32 000 000	35 000 000	31 304 000	Emprunts : encaissements en capital
Prêts : remboursements en capital	11 000	16 000	16 000	26 720		17 816	16 000	16 000	38 977	Prêts : encaissements en capital
Dépôts et cautionnements	33 450	4 000	4 500	7 900		8 383	5 500	5 000	2 400	Dépôts et cautionnements
Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice)	13 275 828	11 776 519	19 322 440	20 505 871		13 999 869	16 863 325	11 011 812	12 900 556	Opérations au nom et pour le compte de tiers (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	-364 062		728 394	130 985		5 642 393	19 269 244		8 101 112	Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme</b>	<b>28 844 480</b>	<b>66 976 570</b>	<b>62 842 718</b>	<b>39 643 212</b>	et	<b>51 668 460</b>	<b>68 154 069</b>	<b>46 032 812</b>	<b>52 347 045</b>	<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme</b>
<b>Variation positive de trésorerie</b>	<b>23 502 565</b>		<b>5 311 350</b>	<b>12 025 247</b>	ou			<b>20 943 758</b>		<b>Variation négative de trésorerie</b>
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée</i>					ou	11 977 926	20 367 049	35 056 969	14 680 980	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée</i>
<i>dont Abondement sur la trésorerie non fléchée</i>	38 183 544	14 113 211	25 678 399	24 003 173	ou					<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée</i>
<b>TOTAL DES BESOINS</b>	<b>52 347 045</b>	<b>66 976 570</b>	<b>68 154 068</b>	<b>51 668 460</b>	et	<b>51 668 460</b>	<b>68 154 069</b>	<b>66 976 570</b>	<b>52 347 045</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS</b>



Tableau 5  
Opérations pour le compte de tiers (réalisé)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers

			POUR MÉMOIRE							
			AU 31/12/19		BI 2019		BA 2019		Taux d'exécution	
Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Décaissements réalisés	Encaissements réalisés	Décaissements réalisés	Encaissements réalisés	Décaissements réalisés	Encaissements réalisés		
Opération 1	C 4731	Autres opérations (reversements contrats, Campus, insectarium ...)	13 117 223,07	11 165 459,49	5 932 518,90	4 602 812,00	13 328 311,40	10 416 699,88	98,42%	107,19%
Opération 2	C 4731	Sécurité sociale étudiante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
Opération 3	C 46711	Bourse AMI	689 480,00	679 081,19	694 000,00	659 000,00	711 800,00	676 800,00	96,86%	100,34%
Opération 4	C 445	TVA	6 699 168,01	2 155 328,38	5 150 000,00	5 750 000,00	5 282 328,31	5 769 824,64	126,82%	37,36%
TOTAL			20 505 871,08	13 999 869,06	11 776 518,90	11 011 812,00	19 322 439,71	16 863 324,52	106,12%	83,02%

**Tableau 6**  
**Situation patrimoniale - UNISTRA AVEC SACD**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Compte de résultat prévisionnel**

CHARGES	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019	PRODUITS	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019
Personnel	357 389 101,73	363 505 015,00	370 679 331,04	366 705 457,85	Subventions pour charge de service public	368 835 959,87	340 577 861,00	340 787 829,00	340 785 889,07
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	<i>94 643 697,82</i>	<i>95 543 897,00</i>	<i>96 523 693,00</i>	<i>96 458 427,39</i>	Fiscalité affectée	-	-	2 956 987,00	3 512 708,72
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	129 675 597,38	144 045 134,27	145 462 304,71	131 695 050,94	Autres subventions	18 720 201,76	58 029 672,04	61 366 936,39	55 136 078,60
					Autres produits	102 318 207,64	112 106 956,00	111 264 620,63	102 054 652,82
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>487 064 699,11</b>	<b>507 550 149,27</b>	<b>516 141 635,75</b>	<b>498 400 508,79</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>489 874 369,27</b>	<b>510 714 489,04</b>	<b>516 376 373,02</b>	<b>501 489 329,21</b>
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	2 809 670,16	3 164 339,77	234 737,27	3 088 820,42	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	-	-	-	-
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>489 874 369,27</b>	<b>510 714 489,04</b>	<b>516 376 373,02</b>	<b>501 489 329,21</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>489 874 369,27</b>	<b>510 714 489,04</b>	<b>516 376 373,02</b>	<b>501 489 329,21</b>

\* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

**Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)**

	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	<b>2 809 670,16</b>	<b>3 164 339,77</b>	<b>234 737,27</b>	<b>3 088 820,42</b>
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	41 656 420,29	42 900 000,00	40 900 000,00	41 393 539,23
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	809 842,21	500 000,00	500 000,00	1 148 178,36
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-	-	-	257 871,54
- produits de cession d'éléments d'actifs	-	-	-	-
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	32 269 713,56	36 000 000,00	33 400 000,00	32 841 478,63
<b>= CAF ou IAF*</b>	<b>11 386 534,68</b>	<b>9 564 339,77</b>	<b>7 234 737,27</b>	<b>10 750 574,20</b>

\* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

**État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés**

EMPLOIS	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019	RESSOURCES	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019
Insuffisance d'autofinancement*					Capacité d'autofinancement*	11 386 534,68	9 564 339,77	7 234 737,27	10 750 574,20
Investissements	55 538 089,02	73 826 245,25	71 691 983,74	58 488 039,49	Financement de l'actif par l'État	33 127 390,95	6 252 265,24	7 066 058,99	32 748 195,31
Remboursement des dettes financières	753 578,62	2 380 000,00	2 200 000,00	2 183 115,22	Autres ressources	9 531 233,72	48 781 224,16	42 713 518,04	10 533 231,82
Prêts : remboursements en capital	11 000,00	16 000,00	16 000,00	26 720,00	Augmentation des dettes financières	31 304 000,00	35 000 000,00	32 000 000,00	32 000 000,00
Dépôts et cautionnements	28 800,00	4 000,00	4 500,00	8 035,01	Prêts : encaissements en capital	38 977,07	16 000,00	16 000,00	18 988,08
					Dépôts et cautionnements	-	5 000,00	5 500,00	8 232,50
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>56 331 467,64</b>	<b>76 226 245,25</b>	<b>73 912 483,74</b>	<b>60 705 909,72</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>85 388 136,42</b>	<b>99 618 829,17</b>	<b>89 035 814,30</b>	<b>86 059 221,91</b>
<b>APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)</b>	<b>29 056 668,78</b>	<b>23 392 583,92</b>	<b>15 123 330,56</b>	<b>25 353 312,19</b>	<b>PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Intégration ADUEIS

Ecritures RAN

<b>AUTRES OPERATIONS NON BUDGETAIRES</b>	<b>783 833,19</b>			<b>5 098 693,67</b>	<b>AUTRES OPERATIONS NON BUDGETAIRES</b>				
<b>APPORT au FONDS DE ROULEMENT COMPTABLE</b>	<b>29 840 501,97</b>	<b>23 392 583,92</b>	<b>15 123 330,56</b>	<b>30 452 005,86</b>	<b>PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT COMPTABLE</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : Apport (7) ou Prélèvement (8)	29 840 501,97	23 392 583,92	15 123 330,56	30 452 005,86
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	6 337 967,27	44 336 341,44	9 811 980,17	18 426 758,54
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)	23 502 534,70	-20 943 757,52	5 311 350,39	12 025 247,32
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	86 755 180,74	112 382 403,33	101 878 511,30	117 207 186,60
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-50 733 501,47	7 211 973,29	-40 921 521,30	-32 306 742,93
Niveau de la TRESORERIE évaluée au 31/12/2019	137 488 682,21	105 170 430,04	142 800 032,60	149 513 929,53

Tableau 7  
Plan de trésorerie

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
SOLDE INITIAL (début de mois)	137 488 682,21	201 873 023,44	172 085 960,18	138 565 131,63	206 434 975,64	167 809 935,72	128 915 687,97	256 711 223,99	223 742 281,16	196 129 680,66	257 705 091,69	184 999 669,05	
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globalisées	89 886 668,57	3 379 230,53	8 896 390,31	90 262 886,53	4 697 468,82	5 231 752,96	123 523 715,34	2 102 099,19	4 560 725,33	8 537 996,53	6 975 447,56	84 362 944,76	432 417 326,43
Subvention pour charges de service public	85 008 464,00	-	-	85 008 464,00	-	350,00	119 011 838,00	-	3 800,00	-	-	51 731 881,00	340 764 797,00
Autres financements de l'Etat	9 701,00	165 244,26	333 501,06	248 289,00	354 141,00	259 740,45	647 061,07	- 20 000,00	545 538,06	1 357 074,80	708 192,92	2 711 133,23	7 319 616,85
Fiscalité affectée				-		1 517 082,00						2 407 979,97	3 925 061,97
Autres financements publics	62 087,08	265 732,36	1 009 030,57	967 975,93	856 783,34	- 105 631,09	850 297,45	71 426,51	1 006 809,62	3 313 962,65	814 322,15	3 940 935,82	13 053 732,39
Recettes propres	4 806 416,49	2 948 253,91	7 553 858,68	4 038 157,60	3 486 544,48	3 560 211,60	3 014 518,82	2 050 672,68	3 004 577,65	3 866 959,08	5 452 932,49	23 571 014,74	67 354 118,22
Recettes budgétaires fléchées	10 263 569,27	1 238 939,65	1 487 273,52	- 716,22	12 453 417,74	2 758 291,42	6 643 519,57	34 657,60	807 902,29	6 605 627,52	256 833,50	9 231 238,77	51 780 554,63
Financements de l'Etat fléchés	10 263 400,27	1 238 640,00	1 425 960,00	-	10 040 282,86	738 000,00	6 635 942,46	-	-	6 591 255,45	249 771,00	7 896 319,64	45 079 571,68
Autres financements publics fléchés	-	-	-	-	2 400 000,00	2 000 000,00	4 000,00	-	609 246,12	-	450,00	1 323 719,56	6 337 415,68
Recettes propres fléchées	169,00	299,65	61 313,52	- 716,22	13 134,88	20 291,42	3 577,11	34 657,60	198 656,17	14 372,07	6 612,50	11 199,57	363 567,27
Opérations non budgétaires	-	-	2 100,00	450,00	900,00	-	1 200,00	-	32 005 383,92	3 000,00	-	13 164,12	32 026 198,04
Emprunts : encaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	32 000 000,00	-	-	-	32 000 000,00
Prêts : encaissements en capital									4 651,42			13 164,12	17 815,54
Dépôts et cautionnements	-	-	2 100,00	450,00	900,00	-	1 200,00	-	732,50	3 000,00	-	-	8 382,50
Opérations gérées en compte de tiers	556 892,55	3 208 704,32	1 060 518,86	17 667 959,02	- 10 519 948,22	- 1 511 007,56	45 279 374,13	4 211 505,42	- 24 562 993,52	58 462 393,20	4 064 407,52	- 78 275 544,12	19 642 261,60
TVA encaissée	93 586,77	159 043,63	382 680,38	99 601,54	231 659,13	146 278,11	258 449,78	65 692,06	216 719,56	276 703,70	79 192,87	145 720,85	2 155 328,38
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	17 994,60	135 918,58	2 534 438,05	263 813,69	7 907,06	865 533,67	3 432 982,64	55 675,00	647 832,04	11 280,15	538 693,67	3 332 471,53	11 844 540,68
Autres encaissements d'opérations gérées en compte de tiers	445 311,18	2 913 742,11	- 1 856 599,57	17 304 543,79	- 10 759 514,41	- 2 522 819,34	41 587 941,71	4 090 138,36	- 25 427 545,12	58 174 409,35	3 446 520,98	- 81 753 736,50	5 642 392,54
TOTAL	100 707 130,39	7 826 874,50	11 446 282,69	107 930 579,33	6 631 838,34	6 479 036,82	175 447 809,04	6 348 262,21	12 811 018,02	73 609 017,25	11 296 688,58	15 331 803,53	535 866 340,70
DECAISSEMENTS													
Enveloppes hors recettes fléchées	33 385 903,86	32 890 801,38	38 663 498,32	34 875 929,70	35 497 657,25	37 692 993,66	38 235 582,71	34 507 033,19	33 624 967,52	40 074 827,42	37 612 939,42	40 165 887,19	437 228 021,62
Personnel	29 910 279,00	28 874 346,25	29 789 912,98	28 839 556,51	29 152 258,63	30 441 720,83	30 289 213,55	30 740 430,44	28 258 986,33	31 978 223,72	30 602 999,05	29 941 688,84	358 819 616,13
Fonctionnement	2 613 183,84	3 516 034,85	8 163 049,76	5 288 608,86	5 667 362,07	5 629 433,81	6 926 838,99	3 266 004,15	4 057 520,30	5 884 289,34	5 893 549,91	7 464 362,93	64 370 238,81
Investissement	862 441,02	500 420,28	710 535,58	747 764,33	678 036,55	1 621 839,02	1 019 530,17	500 598,60	1 308 460,89	2 212 314,36	1 116 390,46	2 759 835,42	14 038 166,68
Dépenses sur recettes fléchées	2 442 388,57	3 512 975,55	4 338 990,74	3 436 711,71	8 837 571,88	5 915 628,98	5 166 845,55	4 034 693,86	5 482 652,06	3 792 034,15	10 853 355,67	5 944 631,81	63 758 480,53
Personnel	626 818,47	709 670,46	670 492,23	641 606,18	636 827,44	654 720,24	612 880,93	608 622,35	571 133,29	641 441,87	625 334,74	709 275,39	7 708 823,59
Fonctionnement	127 428,06	616 541,94	772 517,52	255 916,04	5 457 793,41	680 443,81	696 345,06	210 104,02	1 560 959,58	553 553,19	4 747 959,72	635 856,69	16 315 419,04
Investissement	1 688 142,04	2 186 763,15	2 895 980,99	2 539 189,49	2 742 951,03	4 580 464,93	3 857 619,56	3 215 967,49	3 350 559,19	2 597 039,09	5 480 061,21	4 599 499,73	39 734 237,90
Opérations non budgétaires	1 200,00	900,00	-	342 015,72	6 450,00	5 280,00	-	-	615 087,45	399 357,34	385 255,68	462 189,03	2 217 735,22
Emprunts : remboursements en capital	-	-	-	336 715,72	-	-	-	-	611 747,45	392 607,34	380 455,68	461 589,03	2 183 115,22
Prêts : décaissements en capital	1 200,00	-	-	4 100,00	5 700,00	4 320,00	-	-	6 600,00	4 800,00	-	-	26 720,00
Dépôts et cautionnements	-	900,00	-	1 200,00	750,00	960,00	-	-	3 340,00	150,00	-	600,00	7 900,00
Opérations gérées en compte de tiers	493 296,73	1 209 260,83	1 964 622,18	1 406 078,19	915 199,13	1 759 381,93	4 249 844,76	775 477,99	700 911,49	- 32 232 612,69	35 150 560,45	4 244 835,02	20 636 856,01
TVA décaissée	230 704,02	509 904,34	535 517,70	606 202,25	443 132,63	822 474,92	881 309,85	484 782,16	357 749,37	368 043,51	798 681,14	660 666,12	6 699 168,01
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	17 994,60	272 009,26	1 756 024,69	795 425,26	198 355,34	770 270,09	3 535 941,51	55 675,00	723 170,16	1 968,00	1 710 808,67	3 969 060,49	13 806 703,07
Les opérations pour compte de tiers – décaissements :	244 598,11	427 347,23	- 326 920,21	4 450,68	273 711,16	166 636,92	- 167 406,60	235 020,83	- 380 008,04	- 32 602 624,20	32 641 070,64	- 384 891,59	130 984,93
TOTAL	36 322 789,16	37 613 937,76	44 967 111,24	40 060 735,32	45 256 878,26	45 373 284,57	47 652 273,02	39 317 205,04	40 423 618,52	12 033 606,22	84 002 111,22	50 817 543,05	523 841 093,38
SOLDE DU MOIS	64 384 341,23	- 29 787 063,26	- 33 520 828,55	67 869 844,01	- 38 625 039,92	- 38 894 247,75	127 795 536,02	- 32 968 942,83	- 27 612 600,50	61 575 411,03	- 72 705 422,64	- 35 485 739,52	12 025 247,32
SOLDE CUMULE	201 873 023,44	172 085 960,18	138 565 131,63	206 434 975,64	167 809 935,72	128 915 687,97	256 711 223,99	223 742 281,16	196 129 680,66	257 705 091,69	184 999 669,05	149 513 929,53	

	dont trésorerie fléchée	-11 977 925,90
	dont trésorerie non fléchée	-4 810 695,19
	dont trésorerie sur op. non budgétaires	29 808 462,82
	dont trésorerie sur op. gérées en compte de tiers	-994 594,41
	Variation trésorerie	12 025 247,32



**Tableau 8**  
**Opérations liées aux recettes fléchées (Réalisé)**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Suivi des opérations liées aux recettes fléchées (CPER / Investissement d'Avenir / Plan Campus)**

	Antérieures à 2019	Réalisé 2019	2020	2021	2022	2023 et suivantes
<b>Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)</b>		<b>22 482 257</b>	<b>9 357 139</b>	<b>-10 607 686</b>	<b>-43 877 461</b>	<b>-54 374 892</b>
<b>Recettes fléchées (b)</b>	<b>258 324 649</b>	<b>51 780 555</b>	<b>64 895 167</b>	<b>51 921 032</b>	<b>48 670 505</b>	<b>202 692 505</b>
Financements de l'Etat fléchés	215 577 515	45 127 240	49 133 531	45 280 221	43 920 505	202 392 505
Autres financements publics fléchés	42 405 282	6 337 416	15 761 636	6 640 811	4 750 000	300 000
Recettes propres fléchées	341 851	315 899	0	0	0	0
<b>Dépenses sur recettes fléchées CP ©</b>	<b>230 175 264</b>	<b>64 426 939</b>	<b>82 798 077</b>	<b>82 120 807</b>	<b>55 647 936</b>	<b>137 757 613</b>
Personnel						
AE	47 337 816	7 708 824	8 976 023	9 607 560	9 888 741	36 584 795
CP	47 337 816	7 708 824	8 976 023	9 607 560	9 888 741	36 584 795
Fonctionnement						
AE	49 071 056	17 086 737	24 451 752	27 051 615	19 652 331	79 453 731
CP	47 872 209	16 983 877	25 057 459	26 811 951	19 652 331	80 389 394
Investissement						
AE	196 768 861	37 490 862	38 329 951	21 846 101	12 271 729	9 348 151
CP	134 965 239	39 734 238	48 764 596	45 701 296	26 106 864	20 783 423
<b>Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b-c)</b>	<b>28 149 385</b>	<b>-12 646 384</b>	<b>-17 902 910</b>	<b>-30 199 775</b>	<b>-6 977 431</b>	<b>64 934 892</b>

Solde budgétaire N repris au tableau "Equilibre financier" en (a)

<b>Autofinancement des opérations fléchées sur crédits globalisés (d)</b>	<b>7 422 005</b>	<b>2 210 030</b>	<b>1 458 085</b>	<b>450 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Campus	1 410 274	962 028	1 500 000	450 000	0	0
CPER Immobilier	5 182 987	1 186 445	0	0	0	0
CPER Recherche						
Idex établissement	232 038	207 000	64 000	0	0	0
Autres Investissements d'avenir	596 706	-145 444	-105 915	0	0	0
<b>Financement de dépenses globalisées sur recettes fléchées (e)</b>	<b>13 089 133</b>	<b>2 688 764</b>	<b>3 520 000</b>	<b>3 520 000</b>	<b>3 520 000</b>	<b>10 560 000</b>
Campus						
CPER Immobilier						
CPER Recherche						
Idex établissement	13 089 133	2 688 764	3 520 000	3 520 000	3 520 000	10 560 000
Autres Investissements d'avenir						
<b>Opérations de trésorerie (décaissements) financées par recettes fléchées</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Solde budgétaire révisé de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c) + (d) - (e) - (f)</b>	<b>22 482 257</b>	<b>-13 125 118</b>	<b>-19 964 825</b>	<b>-33 269 775</b>	<b>-10 497 431</b>	<b>54 374 892</b>
<b>Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice (a) + (b) - (c) + (d) - (e) - (f)</b>	<b>22 482 257</b>	<b>9 357 139</b>	<b>-10 607 686</b>	<b>-43 877 461</b>	<b>-54 374 892</b>	<b>0</b>

**Tableau 9**  
**TABEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (réalisé)**

## POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

**A - Dépenses**

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées nettes au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	Conso nette AE pour l'année n	Reste à consommer AE année n
Contrats ANR Recherche	<b>21 465 072</b>	7 073 111	7 073 111	-	5 494 626	5 494 626	4 066 266	1 428 359
Contrats européens Recherche	<b>30 737 476</b>	10 258 743	10 258 743	-	7 200 025	7 200 025	5 443 454	1 756 571
Contrats Autres bailleurs Recherche	<b>9 996 111</b>	3 624 524	3 624 524	-	3 523 811	3 523 811	2 333 724	1 190 086
Contrats Idex Partenaires Recherche	<b>3 426 294</b>	2 616 498	2 616 498	-	654 449	654 449	488 305	166 145
Contrats PIA 3 - EUR	<b>18 617 973</b>	138 147	138 147	-	1 420 567	1 420 567	783 206	637 361
<b>Total contrats de recherche</b>	<b>84 242 926</b>	<b>23 711 024</b>	<b>23 711 024</b>	<b>-</b>	<b>18 293 477</b>	<b>18 293 477</b>	<b>13 114 955</b>	<b>5 178 523</b>
Op. 1								
Op. 2								
Op. 3								
<b>Total contrats de formation continue</b>		-		-	-	-		
ECPM Plateforme pédagogique	<b>399 279</b>	399 279	399 279	-	-	-	14	14
ESBS Plateforme pédagogique	<b>156 477</b>	156 477	156 477	-	-	-	-	-
EOST Plateforme pédagogique	<b>149 049</b>	149 049	149 049	-	-	-	-	-
Telecom Physique Relations entreprises	<b>114 509</b>	114 509	114 509	-	-	-	971	971
EM Strasbourg Plateforme anglais	<b>130 088</b>	130 088	130 088	-	-	-	55 872	55 872
ECPM Pacte ingénieurs 2 phase 2	<b>97 500</b>	12 341	12 341	-	55 450	55 450	15 662	39 788
ESBS Pacte ingénieurs 2 phase 2	<b>118 000</b>	-	-	-	57 395	57 395	51 189	6 206
Telecom Physique Filière Informatique	<b>892 079</b>	248 959	248 959	-	289 360	289 360	239 398	49 962
CMI - FIGURE	<b>210 000</b>	115 342	115 342	-	65 430	65 430	53 893	11 537
Projet NeuronLine (ERASMUS +)	<b>34 299</b>	4 460	4 460	-	-	-	-	-
Projet MEDSOL (ERASMUS +)	<b>326 650</b>	147 177	147 177	-	148 565	148 565	117 325	31 240
Projet Interreg Upper Rhine	<b>311 794</b>	18 269	18 269	-	86 307	86 307	55 016	31 291
ERASMUS+ KAAT	<b>74 181</b>	6 925	6 925	-	29 150	29 150	29 150	-
JDS INTERREG MICRO PROJET	<b>16 851</b>	-	-	-	6 660	6 660	4 152	2 508
JDS INTERREG CLIM ABILITY D.	<b>184 281</b>	-	-	-	22 912	22 912	7 051	15 861
MSA STEM SCHOOL	<b>73 625</b>	17 745	17 745	-	29 450	29 450	13 851	15 599
MSA SPOON	<b>82 355</b>	-	-	-	23 000	23 000	15 074	7 926
PROJET EOIE	<b>829 072</b>	98 609	98 609	-	505 152	505 152	283 547	221 605
PROJET EBB	<b>222 199</b>	181 966	181 966	-	42 062	42 062	37 183	4 879

**Tableau 9**  
**TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (réalisé)**

## POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

## A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Crédits de paiement							Restes	
		CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Conso CP pour l'année n	Reste à consommer CP année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
Contrats ANR Recherche	21 465 072	6 938 529	6 938 529	-	5 554 714	5 554 714	3 989 571	1 565 144	10 325 695	211 278
Contrats européens Recherche	30 737 476	10 151 990	10 151 990	-	7 290 835	7 290 835	5 332 552	1 958 283	15 035 279	217 655
Contrats Autres bailleurs Recherche	9 996 111	3 548 760	3 548 760	-	3 582 716	3 582 716	2 142 538	1 440 178	4 037 862	266 951
Contrats Idex Partenaires Recherche	3 426 294	2 635 790	2 635 790	-	635 157	635 157	470 873	164 285	321 491	- 1 860
Contrats PIA 3 - EUR	18 617 973	101 531	101 531	-	1 450 238	1 450 238	686 083	764 155	17 696 620	133 739
<b>Total contrats de recherche</b>	<b>84 242 926</b>	<b>23 376 600</b>	<b>23 376 600</b>	<b>-</b>	<b>18 513 661</b>	<b>18 513 661</b>	<b>12 621 616</b>	<b>5 892 044</b>	<b>47 416 947</b>	<b>827 762</b>
Op. 1										
Op. 2										
Op. 3										
<b>Total contrats de formation continue</b>		-	-	-	-	-	-	-	-	-
ECPM Plateforme pédagogique	399 279	399 279	399 279	-	-	-	12	- 12	14	- 26
ESBS Plateforme pédagogique	156 477	156 477	156 477	-	-	-	-	-	-	-
EOST Plateforme pédagogique	149 049	149 049	149 049	-	-	-	-	-	-	-
Telecom Physique Relations entreprises	114 509	114 509	114 509	-	-	-	971	971	971	- 0
EM Strasbourg Plateforme anglais	130 088	130 088	130 088	-	-	-	55 872	55 872	55 872	-
ECPM Pacte ingénieurs 2 phase 2	97 500	12 341	12 341	-	55 450	55 450	10 736	44 714	69 497	4 926
ESBS Pacte ingénieurs 2 phase 2	118 000	-	-	-	57 395	57 395	50 913	6 482	66 811	276
Telecom Physique Filière Informatique	892 079	243 890	243 890	-	289 360	289 360	208 636	80 724	403 722	35 831
CMI - FIGURE	210 000	114 523	114 523	-	66 249	66 249	18 717	47 532	40 765	35 995
Projet NeuronLine (ERASMUS +)	34 299	4 460	4 460	-	-	-	-	-	29 839	-
Projet MEDSOL (ERASMUS +)	326 650	145 978	145 978	-	149 764	149 764	103 747	46 017	62 148	14 777
Projet Interreg Upper Rhine	311 794	15 287	15 287	-	89 289	89 289	33 498	55 791	238 509	24 500
ERASMUS+ KAAT	74 181	5 098	5 098	-	30 977	30 977	27 352	3 625	38 106	3 625
JDS INTERREG MICRO PROJET	16 851	-	-	-	6 660	6 660	4 122	2 538	12 699	31
JDS INTERREG CLIM ABILITY D.	184 281	-	-	-	22 912	22 912	4 658	18 254	177 230	2 393
MSA STEM SCHOOL	73 625	17 340	17 340	-	29 855	29 855	14 256	15 599	42 029	- 0
MSA SPOON	82 355	-	-	-	23 000	23 000	14 519	8 481	67 281	555
PROJET EOIE	829 072	98 432	98 432	-	505 329	505 329	282 724	222 605	446 916	1 000
PROJET EBB	222 199	181 383	181 383	-	42 645	42 645	37 018	5 627	3 050	748

**Tableau 9**  
**TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (réalisé)**

## POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

## A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées nettes au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	Conso nette AE pour l'année n	Reste à consommer AE année n
PROJET ETENA	771 470	418 192	418 192	-	262 460	262 460	193 384	69 076
PROJET STRAS LAB	100 000	98 390	98 390	-	1 610	1 610	- 1 563	3 173
PROJET ANR NCU ECRI+ part Faculté sciences historiques	95 760	-	-	-	1 500	1 500	-	1 500
PROJET ANR NCU ECRI+ part Faculté des Lettres	482 476	-	-	-	80 720	80 720	44 268	36 452
PROJET ANR NCU ECRI+ part UOH	2 903 399	54 082	54 082	-	203 460	203 460	126 137	77 323
PROJET ANR NCU INCLUDE part IDIP	6 338 389	-	-	-	102 040	102 040	71 693	30 347
PROJET ANR NCU INCLUDE part DES	1 861 611	-	-	-	109 741	109 741	86 500	23 241
IEP CHAIRE JEAN MONNET	50 000	852	852	-	15 000	15 000	13 342	1 658
IEP CENTRE EXCELLENCE JEAN MONNET	100 000	1 908	1 908	-	34 800	34 800	23 558	11 242
IEP PROJET JEAN MONNET	52 237	9 643	9 643	-	32 200	32 200	31 894	306
LGE ERASMUS+ CLUSTER4SMART	82 082	33 046	33 046	-	39 253	39 253	35 401	3 852
ITR PROGRAMME CIERA 2018-2020	9 000	-	-	-	4 000	4 000	3 828	172
MED UNIVERSITARISATION PROF. NON MEDICALE	320 000	-	-	-	117 125	117 125	39 401	77 724
MED PROJET SSES	29 900	-	-	-	5 000	5 000	-	5 000
EMS ERASMUS+ EU Cab	38 539	-	-	-	20 000	20 000	9 551	10 449
ITR DG TRAVAIL GFACT	21 090	-	-	-	7 998	7 998	5 188	2 810
SVU REGION BRUIT Du TEMPS	10 000	-	-	-	10 000	10 000	-	10 000
IEP RESEAU JEAN MONNET	179 684	-	-	-	7 249	7 249	1 768	5 481
DGS UE UNIVERSITE EUROPEENNE (EPICUR)	873 833	-	-	-	25 000	25 000	7 741	17 259
ITR SITE INTERNET DIALOGUE SOCIAL	38 000	-	-	-	30 400	30 400	1 676	28 724
JDS PREF. REGION ALSASCIENCE DEMAIN 67	74 500	-	-	-	9 885	9 885	9 780	105
INSPE ERASMUS+ LoCALL	47 520	-	-	-	1 000	1 000	264	736
HIS LICENCE PRO GUIDE CONFERENCIER	75 000	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total contrats d'enseignement</b>	<b>18 976 778</b>	<b>2 417 308</b>	<b>2 417 308</b>	<b>-</b>	<b>2 481 334</b>	<b>2 481 334</b>	<b>1 569 442</b>	<b>911 891</b>



**Tableau 9**  
**TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (réalisé)**

## POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

## A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Crédits de paiement							Restes	
		CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Conso CP pour l'année n	Reste à consommer CP année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
PROJET ETENA	771 470	398 251	398 251	-	282 401	282 401	156 941	125 460	159 894	56 383
PROJET STRAS LAB	100 000	53 381	53 381	-	46 619	46 619	41 179	5 440	3 173	2 267
PROJET ANR NCU ECRI+ part Faculté sciences historiques	95 760	-	-	-	1 500	1 500	-	1 500	95 760	-
PROJET ANR NCU ECRI+ part Faculté des Lettres	482 476	-	-	-	80 720	80 720	44 268	36 452	438 208	-
PROJET ANR NCU ECRI+ part UOH	2 903 399	52 542	52 542	-	205 000	205 000	121 251	83 749	2 723 180	6 426
PROJET ANR NCU INCLUDE part IDIP	6 338 389	-	-	-	102 040	102 040	70 693	31 347	6 266 696	1 000
PROJET ANR NCU INCLUDE part DES	1 861 611	-	-	-	109 741	109 741	86 222	23 519	1 775 111	278
IEP CHAIRE JEAN MONNET	50 000	852	852	-	15 000	15 000	9 255	5 745	35 806	4 087
IEP CENTRE EXCELLENCE JEAN MONNET	100 000	1 739	1 739	-	34 969	34 969	17 447	17 522	74 534	6 280
IEP PROJET JEAN MONNET	52 237	8 209	8 209	-	33 634	33 634	28 388	5 246	10 700	4 940
LGE ERASMUS+ CLUSTER4SMART	82 082	33 046	33 046	-	39 253	39 253	35 401	3 852	13 635	-
ITR PROGRAMME CIERA 2018-2020	9 000	-	-	-	4 000	4 000	3 828	172	5 172	-
MED UNIVERSITARISATION PROF. NON MEDICALE	320 000	-	-	-	117 125	117 125	23 474	93 651	280 599	15 928
MED PROJET SSES	29 900	-	-	-	5 000	5 000	-	5 000	29 900	-
EMS ERASMUS+ EU Cab	38 539	-	-	-	20 000	20 000	9 551	10 449	28 988	-
ITR DG TRAVAIL GFACT	21 090	-	-	-	7 998	7 998	5 038	2 960	15 902	150
SVU REGION BRUIT Du TEMPS	10 000	-	-	-	10 000	10 000	-	10 000	10 000	-
IEP RESEAU JEAN MONNET	179 684	-	-	-	7 249	7 249	1 259	5 990	177 916	509
DGS UE UNIVERSITE EUROPEENNE (EPICUR)	873 833	-	-	-	25 000	25 000	1 310	23 690	866 092	6 431
ITR SITE INTERNET DIALOGUE SOCIAL	38 000	-	-	-	30 400	30 400	1 622	28 778	36 324	54
JDS PREF. REGION ALSASCIENCE DEMAIN 67	74 500	-	-	-	9 885	9 885	9 703	182	64 720	77
INSPE ERASMUS+ LoCALL	47 520	-	-	-	1 000	1 000	264	736	47 256	-
HIS LICENCE PRO GUIDE CONFERENCIER	75 000	-	-	-	-	-	-	-	75 000	-
<b>Total contrats d'enseignement</b>	<b>18 976 778</b>	<b>2 336 154</b>	<b>2 336 154</b>	<b>-</b>	<b>2 557 419</b>	<b>2 557 419</b>	<b>1 421 159</b>	<b>1 136 260</b>	<b>14 990 028</b>	<b>229 437</b>

**Tableau 9**  
**TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (réalisé)**

## POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

**A - Dépenses**

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées nettes au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	Conso nette AE pour l'année n	Reste à consommer AE année n
<b>CPER Recherche</b>	<b>6 202 109</b>	<b>3 958 983</b>	<b>3 958 983</b>	<b>-</b>	<b>1 860 300</b>	<b>1 860 300</b>	<b>1 292 011</b>	<b>568 289</b>
CPER RE1 ALSACALCUL	<b>4 002 109</b>	2 563 818	2 563 818	-	1 427 044	1 427 044	968 716	458 328
CPER RES I2MT	<b>1 700 000</b>	1 048 731	1 048 731	-	279 690	279 690	217 571	62 119
CPER RE7 ALSACE-AVAL-SENTINELLE	<b>500 000</b>	346 434	346 434	-	153 566	153 566	105 724	47 843
<b>CPER immobiliers</b>	<b>46 608 837</b>	<b>40 146 380</b>	<b>40 146 380</b>	<b>-</b>	<b>4 941 657</b>	<b>4 941 657</b>	<b>4 569 737</b>	<b>371 920</b>
dont CPER 2007-13 cofinancée Campus Construction CRBS	<b>37 568 837</b>	34 832 120	34 832 120	-	2 446 917	2 446 917	2 289 552	157 365
dont CPER 2015-20 Restructuration labos Le Bel tranche 2	<b>6 000 000</b>	5 043 773	5 043 773	-	1 056 227	1 056 227	904 241	151 986
dont CPER 2015-20 I2MT réhabilitat* secteur recherche IPB	<b>1 740 000</b>	265 183	265 183	-	1 369 817	1 369 817	1 334 507	35 310
dont CPER 2007-13 et 2015-20 Parvis de Pharmacie-Campus Illkirch	<b>1 300 000</b>	5 304	5 304	-	68 696	68 696	41 437	27 259
<b>EASE</b>	<b>21 432 465</b>	<b>21 385 683</b>	<b>21 385 683</b>	<b>-</b>	<b>55 561</b>	<b>55 561</b>	<b>48 593</b>	<b>6 967</b>
dont Construction EASE (hors dons 275K€)	<b>18 772 730</b>	18 724 297	18 724 297	-	55 561	55 561	50 244	5 316
dont Equipement EASE	<b>2 659 735</b>	2 661 386	2 661 386	-	-	-	1 651	1 651
<b>Autres opérations immobilières</b>	<b>24 415 400</b>	<b>10 928 255</b>	<b>10 928 255</b>	<b>-</b>	<b>9 166 640</b>	<b>9 166 640</b>	<b>6 884 336</b>	<b>2 282 304</b>
dont Accessibilité PMR (subvention 2014)	<b>532 487</b>	532 487	532 487	-	-	-	384	384
dont Géographie (subventions Mise en sécurité 2014, Accessibilité 2015 et FDR)	<b>2 008 182</b>	2 008 182	2 008 182	-	450	450	352	802
dont Mise en sécurité pharmacie (subvention 2017)	<b>98 102</b>	98 102	98 102	-	-	-	-	-
dont Mise en sécurité pharmacie (subvention 2017)	<b>100 000</b>	-	-	-	100 000	100 000	-	100 000
dont Mise en sécurité faculté de psychologie (subvention 2018)	<b>300 000</b>	276 914	276 914	-	20 236	20 236	2 036	18 200
dont Mise en accessibilité Palais Universitaire (subvention 2018)	<b>100 000</b>	28 078	28 078	-	71 922	71 922	8 636	63 286
dont Achèvement mise aux normes électriques Palais Universitaire (AS sécurité 2019)	<b>310 000</b>	-	-	-	310 000	310 000	306 067	3 933
dont Sécurisation du campus de l'Esplanade (AS sûreté 2019)	<b>50 000</b>	-	-	-	50 000	50 000	-	50 000
dont Création d'un ascenseur en Faculté de Philosophie (AS accessibilité 2019)	<b>100 000</b>	-	-	-	100 000	100 000	-	100 000
dont Réorganisation des locaux de physique	<b>1 005 761</b>	1 005 706	1 005 706	-	55	55	58	3
dont Palais Universitaire (biblio recherche, câblage élec. et inf.) (autofinancement)	<b>2 269 463</b>	2 253 704	2 253 704	-	15 759	15 759	177	15 935
dont Pôle énergie IRMA-ISIS (autofinancement)	<b>721 936</b>	721 936	721 936	-	-	-	-	-
dont Regroupement Faculté des langues (autofinancement)	<b>339 387</b>	339 387	339 387	-	-	-	-	-
dont Centre Européen de Science Quantique	<b>3 600 000</b>	256 900	256 900	-	3 100 000	3 100 000	2 836 945	263 055
dont Sorbonnes salles TP Pharmacie	<b>149 643</b>	149 643	149 643	-	-	-	-	-
dont Réaménagement des laboratoires Pharmacie	<b>597 355</b>	211 573	211 573	-	385 782	385 782	194 441	191 341
dont Toiture Psychologie (tranche 2 et 3)	<b>917 000</b>	527 025	527 025	-	427 975	427 975	426 649	1 327
dont Réhabilitation laboratoire UMR S 1110	<b>200 000</b>	188 134	188 134	-	11 866	11 866	1 188	13 055
dont Laboratoire GREAM	<b>113 074</b>	113 074	113 074	-	-	-	-	-
dont Réorganisation Atrium	<b>215 400</b>	214 982	214 982	-	418	418	1 001	1 419
dont Complément réhabilitation Physique	<b>815 000</b>	213 975	213 975	-	121 025	121 025	12 049	108 976
dont Réfection toiture 7 rue de l'université	<b>370 000</b>	-	-	-	370 000	370 000	366 907	3 093

**Tableau 9**  
**TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (réalisé)**

## POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

## A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Crédits de paiement							Restes	
		CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Conso CP pour l'année n	Reste à consommer CP année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
<b>CPER Recherche</b>	<b>6 202 109</b>	<b>3 392 773</b>	<b>3 392 773</b>	-	<b>2 014 464</b>	<b>2 014 464</b>	<b>1 210 286</b>	<b>804 178</b>	<b>951 115</b>	<b>647 935</b>
CPER RE1 ALSACALCUL	4 002 109	2 481 367	2 481 367	-	1 381 207	1 381 207	899 215	481 993	469 574	151 953
CPER RES I2MT	1 700 000	572 966	572 966	-	479 690	479 690	200 875	278 815	433 698	492 462
CPER RE7 ALSACE-AVAL-SENTINELLE	500 000	338 440	338 440	-	153 566	153 566	110 196	43 370	47 843	3 521
<b>CPER immobiliers</b>	<b>46 608 837</b>	<b>30 080 861</b>	<b>30 080 861</b>	-	<b>11 961 900</b>	<b>11 961 900</b>	<b>7 864 937</b>	<b>4 096 963</b>	<b>1 892 720</b>	<b>6 770 319</b>
dont CPER 2007-13 cofinancée Campus Construction CRBS	37 568 837	25 116 825	25 116 825	-	10 466 296	10 466 296	7 011 024	3 455 272	447 165	4 993 823
dont CPER 2015-20 Restructuration labos Le Bel tranche 2	6 000 000	4 811 766	4 811 766	-	812 307	812 307	461 025	351 282	51 986	675 223
dont CPER 2015-20 I2MT réhabilitat* secteur recherche IPB	1 740 000	149 256	149 256	-	646 478	646 478	361 269	285 209	140 310	1 089 165
dont CPER 2007-13 et 2015-20 Parvis de Pharmacie-Campus Illkirch	1 300 000	3 014	3 014	-	36 819	36 819	31 619	5 200	1 253 259	12 108
<b>EASE</b>	<b>21 432 465</b>	<b>20 890 794</b>	<b>20 890 794</b>	-	<b>550 450</b>	<b>550 450</b>	<b>448 620</b>	<b>101 830</b>	- <b>1 812</b>	<b>94 862</b>
dont Construction EASE (hors dons 275KE)	18 772 730	18 298 143	18 298 143	-	481 715	481 715	381 536	100 179	- 1 812	94 862
dont Equipement EASE	2 659 735	2 592 651	2 592 651	-	68 735	68 735	67 084	1 651	- 0	0
<b>Autres opérations immobilières</b>	<b>24 415 400</b>	<b>8 685 875</b>	<b>8 685 875</b>	-	<b>8 723 752</b>	<b>8 723 752</b>	<b>3 330 280</b>	<b>5 393 471</b>	<b>6 602 809</b>	<b>5 796 435</b>
dont Accessibilité PMR (subvention 2014)	532 487	497 839	497 839	-	34 647	34 647	19 344	15 303	384	14 920
dont Géographie (subventions Mise en sécurité 2014, Accessibilité 2015 et FDR)	2 008 182	1 978 287	1 978 287	-	30 346	30 346	23 686	6 659	352	5 857
dont Mise en sécurité pharmacie (subvention 2017)	98 102	98 102	98 102	-	-	-	-	-	-	-
dont Mise en sécurité pharmacie (subvention 2017)	100 000	-	-	-	100 000	100 000	-	100 000	100 000	-
dont Mise en sécurité faculté de psychologie (subvention 2018)	300 000	12 777	12 777	-	261 287	261 287	156 483	104 804	21 050	109 689
dont Mise en accessibilité Palais Universitaire (subvention 2018)	100 000	-	-	-	38 078	38 078	27 052	11 026	63 286	9 662
dont Achèvement mise aux normes électriques Palais Universitaire (AS sécurité 2019)	310 000	-	-	-	180 000	180 000	36 942	143 058	3 933	269 124
dont Sécurisation du campus de l'Esplanade (AS sûreté 2019)	50 000	-	-	-	50 000	50 000	-	50 000	50 000	-
dont Création d'un ascenseur en Faculté de Philosophie (AS accessibilité 2019)	100 000	-	-	-	100 000	100 000	-	100 000	100 000	-
dont Réorganisation des locaux de physique	1 005 761	966 541	966 541	-	39 220	39 220	12 422	26 798	- 3	26 801
dont Palais Universitaire (biblio recherche, câblage élec. et inf.) (autofinancement)	2 269 463	2 197 384	2 197 384	-	72 079	72 079	57 176	14 903	15 935	- 1 032
dont Pôle énergie IRMA-ISIS (autofinancement)	721 936	719 342	719 342	-	2 593	2 593	2 593	-	-	- 0
dont Regroupement Faculté des langues (autofinancement)	339 387	318 961	318 961	-	20 426	20 426	-	20 426	-	20 426
dont Centre Européen de Science Quantique	3 600 000	103 928	103 928	-	936 135	936 135	192 821	743 314	506 155	2 797 096
dont Sorbonnes salles TP Pharmacie	149 643	149 643	149 643	-	-	-	-	-	-	-
dont Réaménagement des laboratoires Pharmacie	597 355	124 224	124 224	-	473 131	473 131	137 518	335 612	191 341	144 272
dont Toiture Psychologie (tranche 2 et 3)	917 000	482 642	482 642	-	472 358	472 358	451 022	21 336	- 36 673	20 009
dont Réhabilitation laboratoire UMR S 1110	200 000	62 448	62 448	-	137 552	137 552	121 165	16 387	13 055	3 333
dont Laboratoire GREAM	113 074	107 758	107 758	-	5 316	5 316	5 057	259	-	259
dont Réorganisation Atrium	215 400	47 023	47 023	-	168 377	168 377	148 400	19 977	1 419	18 558
dont Complément réhabilitation Physique	815 000	13 247	13 247	-	321 753	321 753	175 848	145 905	588 976	36 928
dont Réfection toiture 7 rue de l'université	370 000	-	-	-	300 000	300 000	1 628	298 372	3 093	365 278

**Tableau 9**  
**TABEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (réalisé)**

## POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

**A - Dépenses**

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées nettes au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	Conso nette AE pour l'année n	Reste à consommer AE année n
dont TPS : aménagement de salle de cours	<b>750 000</b>	-	-	-	26 080	26 080	1 080	25 000
dont Transformation de la bibliothèque de droit en salle de cours	<b>300 000</b>	-	-	-	21 080	21 080	-	21 080
dont Rénovation amphithéâtre Ourisson	<b>700 000</b>	-	-	-	-	-	-	-
dont CEERPE (Centre Européen d'Enseignement, de Recherche et d'Innovation en Physiologie de l'Exercice)	<b>408 002</b>	393 074	393 074	-	14 928	14 928	6 578	8 350
dont Travaux Pôle Entrepreneuriat universitaire	<b>653 318</b>	61 989	61 989	-	393 011	393 011	391 425	1 586
dont Mobilier bibliothèque PEGE (autofinancement)	<b>523 694</b>	511 847	511 847	-	-	-	-	-
dont Premier équipement PEGE (autofinancement)	<b>800 000</b>	-	-	-	800 000	800 000	664 170	135 830
dont Premier équipement CRBS (autofinancement)	<b>200 000</b>	199 613	199 613	-	387	387	0	387
dont Premier équipement CRBS animalerie (autofinancement)	<b>1 440 000</b>	621 929	621 929	-	818 071	818 071	247 100	570 971
dont Premier équipement Studium (autofinancement)	<b>1 500 000</b>	-	-	-	-	-	-	-
dont Premier équipement Cardo (PAPS-PCPI) (autofinancement)	<b>1 500 000</b>	-	-	-	1 500 000	1 500 000	1 175 287	324 713
dont Premier équipement G2EI Descartes (autofinancement)	<b>200 000</b>	-	-	-	-	-	-	-
dont Premier équipement Patio (autofinancement)	<b>50 000</b>	-	-	-	30 000	30 000	-	30 000
dont Premier équipement Maison des personnels (autofinancement)	<b>97 596</b>	-	-	-	97 596	97 596	97 551	45
dont Participation au renouvellement de l'installation audio-visuelle des amphithéâtres Médecine et Pharmacie	<b>180 000</b>	-	-	-	180 000	180 000	150 462	29 538
dont Plateforme Silabe : travaux financés sur boni de liquidation	<b>200 000</b>	-	-	-	200 000	200 000	-	200 000
<b>Opération Campus</b>	<b>278 933 992</b>	<b>127 619 969</b>	<b>127 619 969</b>	<b>-</b>	<b>36 614 988</b>	<b>36 614 988</b>	<b>34 257 853</b>	<b>2 357 135</b>
dont Ingénierie (période 2009-2022)	<b>14 481 154</b>	9 765 208	9 765 208	-	1 378 000	1 378 000	1 286 881	91 119
dont Restructuration labos sud Le Bel tranche 1 (Campus + CPER 2007-13)	<b>8 757 445</b>	8 201 544	8 201 544	-	555 901	555 901	301 451	254 450
dont Campus vert Tranche 2	<b>9 331 500</b>	9 331 442	9 331 442	-	58	58	728	786
dont Campus vert Tranche 3 (hors part ISIS)	<b>690 000</b>	140 866	140 866	-	2 000	2 000	1 513	487
dont Construction centre sportif	<b>20 390 000</b>	2 263 916	2 263 916	-	53 620	53 620	30 348	23 272
dont Construction Studium	<b>30 500 000</b>	26 409 397	26 409 397	-	841 063	841 063	644 009	197 054
dont Studium : travaux préalables magasins Patio + aménagement RDC Le Bel Sud	<b>2 400 000</b>	2 061 024	2 061 024	-	281 118	281 118	276 245	4 873
dont Concession Faculty club, Tour de chimie, Résidence des personnels	<b>790 000</b>	-	-	-	-	-	-	-
dont Maison des personnels	<b>4 070 000</b>	3 681 023	3 681 023	-	108 151	108 151	63 689	44 462
dont Séparation tour de chimie	<b>4 080 000</b>	325 230	325 230	-	402 752	402 752	361 195	41 557
dont Salle Paul Collomb (reversement au CROUS sur les revenus de la dotation)	<b>2 000 000</b>	-	-	-	-	-	-	-
dont Rénovation énergétique Patio	<b>15 000 000</b>	6 988 557	6 988 557	-	6 097 080	6 097 080	5 980 863	116 217
dont Rénovation énergétique Droit	<b>5 512 000</b>	4 887 517	4 887 517	-	374 483	374 483	315 914	58 569
dont Rénovation énergétique IRMA	<b>1 554 000</b>	1 360 635	1 360 635	-	184 715	184 715	50 963	133 752
dont Rénovation énergétique Math	<b>6 310 000</b>	422 466	422 466	-	104 320	104 320	78 158	26 162
dont Reconstruction Botanique	<b>680 000</b>	-	-	-	500 000	500 000	440 555	59 445
dont IPCB	<b>9 020 000</b>	8 441 074	8 441 074	-	438 926	438 926	299 939	138 987
dont Rénovation géologie	<b>8 600 000</b>	-	-	-	67 000	67 000	66 775	225

**Tableau 9**  
**TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (réalisé)**

## POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

## A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Crédits de paiement							Restes	
		CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Conso CP pour l'année n	Reste à consommer CP année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
dont TPS : aménagement de salle de cours	750 000	-	-	-	1 080	1 080	1 080	-	748 920	-
dont Transformation de la bibliothèque de droit en salle de cours	300 000	-	-	-	21 080	21 080	-	21 080	300 000	-
dont Rénovation amphithéâtre Ourisson	700 000	-	-	-	-	-	-	-	700 000	-
dont CEERIDE (Centre Européen d'Enseignement, de Recherche et d'Innovation en Physiologie de l'Exercice)	408 002	311 045	311 045	-	96 957	96 957	17 520	79 438	8 350	71 088
dont Travaux Pôle Entrepreneuriat universitaire	653 318	41 259	41 259	-	413 741	413 741	106 106	307 635	199 904	306 049
dont Mobilier bibliothèque PEGE (autofinancement)	523 694	453 424	453 424	-	-	-	58 423	58 423	11 847	0
dont Premier équipement PEGE (autofinancement)	800 000	-	-	-	800 000	800 000	503 331	296 669	135 830	160 839
dont Premier équipement CRBS (autofinancement)	200 000	-	-	-	200 000	200 000	11 990	188 010	387	187 623
dont Premier équipement CRBS animalerie (autofinancement)	1 440 000	-	-	-	1 440 000	1 440 000	223 409	1 216 591	570 971	645 620
dont Premier équipement Studium (autofinancement)	1 500 000	-	-	-	-	-	-	-	1 500 000	-
dont Premier équipement Cardo (PAPS-PCPI) (autofinancement)	1 500 000	-	-	-	1 500 000	1 500 000	591 251	908 749	324 713	584 036
dont Premier équipement G2EI Descartes (autofinancement)	200 000	-	-	-	-	-	-	-	200 000	-
dont Premier équipement Patio (autofinancement)	50 000	-	-	-	30 000	30 000	-	30 000	50 000	-
dont Premier équipement Maison des personnels (autofinancement)	97 596	-	-	-	97 596	97 596	97 551	45	45	-
dont Participation au renouvellement de l'installation audio-visuelle des amphithéâtres Médecine et Pharmacie	180 000	-	-	-	180 000	180 000	150 462	29 538	29 538	-
dont Plateforme Silabe : travaux financés sur boni de liquidation	200 000	-	-	-	200 000	200 000	-	200 000	200 000	-
<b>Opération Campus</b>	<b>278 933 992</b>	<b>76 535 015</b>	<b>76 535 015</b>	<b>-</b>	<b>38 178 242</b>	<b>38 178 242</b>	<b>33 565 292</b>	<b>4 612 950</b>	<b>117 056 169</b>	<b>51 777 515</b>
dont Ingénierie (période 2009-2022)	14 481 154	8 991 525	8 991 525	-	1 812 466	1 812 466	1 544 589	267 877	3 429 065	515 975
dont Restructuration labos sud Le Bel tranche 1 (Campus + CPER 2007-13)	8 757 445	8 081 832	8 081 832	-	335 017	335 017	137 547	197 470	254 450	283 616
dont Campus vert Tranche 2	9 331 500	9 211 359	9 211 359	-	120 141	120 141	104 994	15 147	786	14 362
dont Campus vert Tranche 3 (hors part ISIS)	690 000	140 843	140 843	-	2 000	2 000	1 048	952	547 621	489
dont Construction centre sportif	20 390 000	111 768	111 768	-	236 320	236 320	484 612	248 292	18 095 736	1 697 884
dont Construction Studium	30 500 000	8 578 449	8 578 449	-	6 713 050	6 713 050	7 111 828	398 778	3 446 594	11 363 129
dont Studium : travaux préalables magasins Patio + aménagement RDC Le Bel Sud	2 400 000	1 980 310	1 980 310	-	325 442	325 442	260 250	65 192	62 731	96 709
dont Concession Faculty club, Tour de chimie, Résidence des personnels	790 000	-	-	-	-	-	-	-	790 000	-
dont Maison des personnels	4 070 000	2 159 712	2 159 712	-	1 451 293	1 451 293	1 245 102	206 192	325 288	339 898
dont Séparation tour de chimie	4 080 000	132 443	132 443	-	389 035	389 035	80 118	308 917	3 393 575	473 864
dont Salle Paul Collomb (versement au CROUS sur les revenus de la dotation)	2 000 000	-	-	-	-	-	-	-	2 000 000	-
dont Rénovation énergétique Patio	15 000 000	1 369 695	1 369 695	-	3 001 109	3 001 109	3 134 600	133 491	2 030 580	8 465 124
dont Rénovation énergétique Droit	5 512 000	3 523 625	3 523 625	-	1 071 151	1 071 151	1 024 908	46 243	308 569	654 898
dont Rénovation énergétique IRMA	1 554 000	71 959	71 959	-	1 018 653	1 018 653	919 761	98 892	142 402	419 878
dont Rénovation énergétique Math	6 310 000	283	283	-	156 320	156 320	97 146	59 174	5 809 376	403 194
dont Reconstruction Botanique	680 000	-	-	-	380 000	380 000	374 465	5 535	239 445	66 090
dont IPCB	9 020 000	7 370 191	7 370 191	-	1 633 528	1 633 528	998 698	634 830	278 987	372 124
dont Rénovation géologie	8 600 000	-	-	-	67 000	67 000	14 435	52 565	8 533 225	52 340

**Tableau 9**  
**TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (réalisé)**

## POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

**A - Dépenses**

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées nettes au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	Conso nette AE pour l'année n	Reste à consommer AE année n
dont Travaux préalables Planétarium	1 400 000	971 230	971 230	-	270 570	270 570	130 384	140 186
dont Construction Planétarium	8 330 000	1 406 712	1 406 712	-	88 390	88 390	87 336	1 054
dont Musée zoologique	13 200 000	192 107	192 107	-	1 560 000	1 560 000	1 551 796	8 204
dont INSA (versement INSA sur les revenus de la dotation)	10 570 000	-	-	-	1 118 000	1 118 000	1 118 000	-
dont G2EI Manufacture	27 040 000	4 090 543	4 090 543	-	18 600 941	18 600 941	18 599 811	1 130
dont Achat foncier Manufacture	6 216 001	5 899 347	5 899 347	-	316 654	316 654	7 194	323 848
dont G2EI Descartes	12 750 000	10 619 022	10 619 022	-	553 058	553 058	294 045	259 013
dont ISIS-Data centre	17 936 000	16 626 812	16 626 812	-	839 188	839 188	604 985	234 203
dont Site de l'hôpital	5 910 000	-	-	-	-	-	-	-
dont Achat foncier hôpital	2 950 000	-	-	-	-	-	-	-
dont Animalerie provisoire Insectarium	148 152	148 152	148 152	-	-	-	-	-
dont PAPS-PCPI (versement EmS sur les revenus de la dotation)	3 944 000	3 000 000	3 000 000	-	944 000	944 000	944 000	-
dont SSI PEGE	450 000	-	-	-	200 000	200 000	2 664	197 336
dont charges d'intérêts d'emprunt	23 923 740	386 145	386 145	-	735 000	735 000	734 256	744
dont Revenus de la dotation Campus	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Convention de site</b>	<b>1 483 176</b>	<b>1 124 495</b>	<b>1 124 495</b>	<b>-</b>	<b>358 673</b>	<b>358 673</b>	<b>215 085</b>	<b>143 588</b>
<b>Informatique-Numérique</b>	<b>7 324 956</b>	<b>2 470 000</b>	<b>2 470 000</b>	<b>-</b>	<b>4 744 957</b>	<b>4 744 957</b>	<b>4 433 715</b>	<b>311 242</b>
dont Passage à la téléphonie sur IP	580 169	580 169	580 169	-	-	-	-	-
dont poursuite projet SI câblage	300 000	247 715	247 715	-	52 285	52 285	27 283	25 002
dont Extension de la couverture WIFI sur le campus	433 370	433 370	433 370	-	-	-	-	-
dont Double boucle de fibre optique pour mise en œuvre plan reprise d'activité	372 032	372 032	372 032	-	-	-	-	-
dont Equipement Data centre	3 300 000	359 727	359 727	-	2 940 273	2 940 273	2 673 832	266 441
dont Câblage et Wifi du Campus Sud	100 036	100 036	100 036	-	-	-	-	-
dont OSIRIS 4	1 255 000	-	-	-	1 255 000	1 255 000	1 245 561	9 439
dont PAPS PCPI équipements informatiques	180 000	-	-	-	180 000	180 000	177 836	2 164
dont Maison des personnels équipements informatiques	89 350	-	-	-	89 350	89 350	86 319	3 031
dont Centralisation jouvence matériel des amphis	240 000	119 155	119 155	-	120 845	120 845	118 538	2 307
dont CRBS équipement informatique	160 000	59 022	59 022	-	100 978	100 978	100 155	823
dont refonte env. collaboratif volent rempl. ENT	205 000	198 774	198 774	-	6 226	6 226	4 190	2 036
dont Studium équipements informatiques	70 000	-	-	-	-	-	-	-
dont GE2I Descartes équipements informatiques	40 000	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total programmes pluriannuels</b>	<b>386 400 934</b>	<b>207 633 764</b>	<b>207 633 764</b>	<b>-</b>	<b>57 742 776</b>	<b>57 742 776</b>	<b>51 701 330</b>	<b>6 041 446</b>
<b>Total</b>	<b>489 620 638</b>	<b>233 762 096</b>	<b>233 762 096</b>	<b>0</b>	<b>78 517 587</b>	<b>78 517 587</b>	<b>66 385 728</b>	<b>12 131 860</b>
<b>pour information, répartition des opérations pluriannuelles par enveloppes :</b>								
Ss total personnel	66 907 778	17 316 439	17 316 439	-	10 632 648	10 632 648	8 978 384	1 654 264
Ss total fonctionnement et intervention	96 995 933	19 758 033	19 758 033	-	13 844 632	13 844 632	9 581 430	4 263 201
Ss total investissement	325 716 927	196 687 624	196 687 624	-	54 040 308	54 040 308	47 825 913	6 214 394

**Tableau 9**  
**TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (réalisé)**

## POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

## A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Crédits de paiement							Restes	
		CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Conso CP pour l'année n	Reste à consommer CP année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
dont Travaux préalables Planétarium	1 400 000	575 498	575 498	-	536 349	536 349	59 740	476 609	298 386	466 376
dont Construction Planétarium	8 330 000	371 359	371 359	-	220 540	220 540	153 261	67 279	6 835 952	969 428
dont Musée zoologique	13 200 000	192 107	192 107	-	370 000	370 000	38 502	331 498	11 456 097	1 513 294
dont INSA (versement INSA sur les revenus de la dotation)	10 570 000	-	-	-	1 118 000	1 118 000	1 118 000	-	9 452 000	-
dont G2EI Manufacture	27 040 000	1 362 049	1 362 049	-	4 502 566	4 502 566	3 516 037	986 529	4 349 646	17 812 268
dont Achat foncier Manufacture	6 216 001	5 899 346	5 899 346	-	316 655	316 655	23 846	340 501	323 848	16 653
dont G2EI Descartes	12 750 000	1 681 442	1 681 442	-	5 073 935	5 073 935	4 545 652	528 283	1 836 933	4 685 973
dont ISIS-Data centre	17 936 000	11 257 328	11 257 328	-	5 448 672	5 448 672	4 935 638	513 034	704 203	1 038 831
dont Site de l'hôpital	5 910 000	-	-	-	-	-	-	-	5 910 000	-
dont Achat foncier hôpital	2 950 000	-	-	-	-	-	-	-	2 950 000	-
dont Animalerie provisoire Insectarium	148 152	148 152	148 152	-	-	-	-	-	-	-
dont PAPS-PCPI (versement EmS sur les revenus de la dotation)	3 944 000	3 000 000	3 000 000	-	944 000	944 000	944 000	-	-	-
dont SSI PEGE	450 000	-	-	-	200 000	200 000	-	200 000	447 336	2 664
dont charges d'intérêts d'emprunt	23 923 740	323 740	323 740	-	735 000	735 000	744 207	9 207	22 803 339	52 454
dont Revenus de la dotation Campus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Convention de site</b>	<b>1 483 176</b>	<b>603 114</b>	<b>603 114</b>	<b>-</b>	<b>880 054</b>	<b>880 054</b>	<b>628 424</b>	<b>251 630</b>	<b>143 596</b>	<b>108 041</b>
<b>Informatique-Numérique</b>	<b>7 324 956</b>	<b>2 096 001</b>	<b>2 096 001</b>	<b>-</b>	<b>5 118 955</b>	<b>5 118 955</b>	<b>3 415 939</b>	<b>1 703 016</b>	<b>421 242</b>	<b>1 391 774</b>
dont Passage à la téléphonie sur IP	580 169	580 169	580 169	-	-	-	13 650	13 650	-	13 650
dont poursuite projet SI câblage	300 000	152 033	152 033	-	147 967	147 967	138 755	9 212	25 002	15 790
dont Extension de la couverture WIFI sur le campus	433 370	433 370	433 370	-	-	-	-	-	-	-
dont Double boucle de fibre optique pour mise en œuvre plan reprise d'activité	372 032	366 733	366 733	-	5 299	5 299	5 299	-	-	0
dont Equipement Data centre	3 300 000	212 628	212 628	-	3 087 372	3 087 372	2 705 902	381 470	266 441	115 028
dont Câblage et Wifi du Campus Sud	100 036	81 437	81 437	-	18 598	18 598	18 598	-	-	-
dont OSIRIS 4	1 255 000	-	-	-	1 255 000	1 255 000	-	1 255 000	9 439	1 245 561
dont PAPS PCPI équipements informatiques	180 000	-	-	-	180 000	180 000	167 724	12 276	2 164	10 112
dont Maison des personnels équipements informatiques	89 350	-	-	-	89 350	89 350	67 556	21 794	3 031	18 764
dont Centralisation jouvence matériel des amphis	240 000	88 594	88 594	-	151 406	151 406	121 614	29 792	2 307	27 485
dont CRBS équipement informatique	160 000	59 022	59 022	-	100 978	100 978	97 287	3 691	823	2 867
dont refonte env. collaboratif volent rempl. ENT	205 000	122 015	122 015	-	82 985	82 985	79 553	3 432	2 036	1 397
dont Studium équipements informatiques	70 000	-	-	-	-	-	-	-	70 000	-
dont GE2I Descartes équipements informatiques	40 000	-	-	-	-	-	-	-	40 000	-
<b>Total programmes pluriannuels</b>	<b>386 400 934</b>	<b>142 284 433</b>	<b>142 284 433</b>	<b>-</b>	<b>67 427 816</b>	<b>67 427 816</b>	<b>50 463 779</b>	<b>16 964 037</b>	<b>127 065 840</b>	<b>66 586 883</b>
<b>Total</b>	<b>489 620 638</b>	<b>167 997 187</b>	<b>167 997 187</b>	<b>0</b>	<b>88 498 895</b>	<b>88 498 894</b>	<b>64 506 554</b>	<b>23 992 341</b>	<b>189 472 814</b>	<b>67 644 082</b>
<b>pour information, répartition des opérations pluriannuelles par enveloppes :</b>										
Ss total personnel	66 907 778	17 316 640	17 316 640	-	10 625 074	10 625 074	8 973 711	1 651 363	40 612 955	4 473
Ss total fonctionnement et intervention	96 995 933	18 642 213	18 642 213	-	14 096 700	14 096 700	9 342 625	4 754 074	67 656 470	1 354 625
Ss total investissement	325 716 927	132 038 335	132 038 335	-	63 777 122	63 777 122	46 190 219	17 586 903	81 203 389	66 284 983

## TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (réalisé)

## POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

## B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	ENCAISSEMENTS							
		RE ouvertes au titre des années antérieures	RE consommées au titre des années antérieures	Reports ou reprogrammations N	RE nouvelles ouvertes N	Total RE N	Prévisions conso RE N	Conso RE N	Reste à consommer RE N
Contrats ANR Recherche	21 465 072	7 090 097	7 090 097	-	5 335 621	5 335 621	-	4 102 967	1 232 654
Contrats européens Recherche	30 737 476	13 244 028	13 244 028	-	6 423 723	6 423 723	-	4 385 556	2 038 167
Contrats Autres bailleurs Recherche	9 996 111	2 675 290	2 675 290			4 370 534	-	1 842 790	2 527 745
Contrats Idex Partenaires Recherche	3 426 294	2 171 371	2 171 371	-	488 979	488 979	-	-	488 979
Contrats PIA 3 - EUR	18 617 973	102 805	102 805	-	1 042 937	1 042 937	-	2 882 859	1 839 922
<b>Total contrats de recherche</b>	<b>84 242 926</b>	<b>25 283 591</b>	<b>25 283 591</b>	<b>-</b>	<b>13 291 260</b>	<b>17 661 794</b>	<b>-</b>	<b>13 214 172</b>	<b>4 447 622</b>
Op. 1									
Op. 2									
Op. 3									
<b>Total contrats de formation continue</b>		-	-	-	-	-	-	-	-
ECPM Plateforme pédagogique	399 279	124 670	124 670	-	243 062	243 062	-	91 685	334 747
ESBS Plateforme pédagogique	156 477	82 473	82 473	-	50 576	50 576	-	50 272	304
EOST Plateforme pédagogique	149 049	63 033	63 033	-	-	-	-	-	-
Telecom Physique Relations entreprises	114 509	34 194	34 194	-	34 511	34 511	-	33 839	68 350
EM Strasbourg Plateforme anglais	130 088	29 000	29 000	-	46 027	46 027	-	-	46 027
ECPM Pacte ingénieurs 2 phase 2	97 500	18 750	18 750	-	-	-	-	6 600	6 600
ESBS Pacte ingénieurs 2 phase 2	118 000	-	-	-	47 200	47 200	-	47 200	-
Telecom Physique Filière Informatique	892 079	266 579	266 579	-	189 660	189 660	-	155 200	34 460
CMI - FIGURE	210 000	154 000	154 000	-	56 000	56 000	-	83 906	27 906
Projet NeuronLine (ERASMUS +)	34 299	27 439	27 439	-	6 860	6 860	-	22 979	29 839
Projet MEDSOL (ERASMUS +)	326 650	286 757	286 757	-	39 893	39 893	-	-	39 893
Projet Interreg Upper Rhine	311 794	-	-	-	86 307	86 307	-	49 910	36 397
ERASMUS+ KAAT	74 181	29 672	29 672	-	29 672	29 672	-	29 673	1
JDS INTERREG MICRO PROJET	16 851	-	-	-	3 000	3 000	-	-	3 000
JDS INTERREG CLIM ABILITY D.	184 281	-	-	-	-	-	-	-	-
MSA STEM SCHOOL	73 625	29 450	29 450	-	29 450	29 450	-	-	29 450
MSA SPOON	82 355	-	-	-	23 000	23 000	-	27 437	4 437
PROJET EOLE	829 072	250 051	250 051	-	496 253	496 253	-	351 429	144 824
PROJET EBB	222 199	152 199	152 199	-	58 000	58 000	-	-	58 000
PROJET ETENA	771 470	215 470	215 470	-	195 300	195 300	-	229 192	33 892
PROJET STRAS LAB	100 000	60 000	60 000	-	40 000	40 000	-	-	40 000
PROJET ANR NCU ECRI+ part Faculté sciences historiques	95 760	-	-	-	1 500	1 500	-	1 500	-
PROJET ANR NCU ECRI+ part Faculté des Lettres	482 476	-	-	-	39 100	39 100	-	38 350	750
PROJET ANR NCU ECRI+ part UOH	2 903 399	300 000	300 000	-	313 347	313 347	-	-	313 347
PROJET ANR NCU INCLUDE part IDIP	6 338 389	-	-	-	570 455	570 455	-	570 455	-
PROJET ANR NCU INCLUDE part DES	1 861 611	-	-	-	167 545	167 545	-	167 545	-



## POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

## B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	ENCAISSEMENTS							
		RE ouvertes au titre des années antérieures	RE consommées au titre des années antérieures	Reports ou reprogrammations N	RE nouvelles ouvertes N	Total RE N	Prévisions conso RE N	Conso RE N	Reste à consommer RE N
IEP CHAIRE JEAN MONNET	50 000	35 000	35 000	-	-	-	-	-	-
IEP CENTRE EXCELLENCE JEAN MONNET	100 000	70 000	70 000	-	-	-	-	-	-
IEP PROJET JEAN MONNET	52 237	36 566	36 566	-	-	-	-	-	-
LGE ERASMUS+ CLUSTER4SMART	82 082	32 833	32 833	-	32 833	32 833	-	16 416	16 417
ITR PROGRAMME CIERA 2018-2020	9 000	-	-	-	7 200	7 200	-	7 200	-
MED UNIVERSITARISATION PROF. NON MEDICALE	320 000	-	-	-	320 000	320 000	-	320 000	-
MED PROJET SSES	29 900	-	-	-	29 900	29 900	-	-	29 900
EMS ERASMUS+ EU Cab	38 539	-	-	-	15 416	15 416	-	15 416	0
ITR DG TRAVAIL GFACT	21 090	-	-	-	10 545	10 545	-	10 545	-
SVU REGION BRUIT Du TEMPS	10 000	-	-	-	5 000	5 000	-	5 000	-
IEP RESEAU JEAN MONNET	179 684	-	-	-	125 779	125 779	-	-	125 779
DGS UE UNIVERSITE EUROPEENNE (EPICUR)	873 833	-	-	-	-	-	-	-	-
ITR SITE INTERNET DIALOGUE SOCIAL	38 000	-	-	-	30 400	30 400	-	30 933	- 533
JDS PREF. REGION ALSASCIECE DEMAIN 67	74 500	-	-	-	8 685	8 685	-	-	8 685
INSPE ERASMUS+ LoCALL	47 520	-	-	-	-	-	-	-	-
HIS LICENCE PRO GUIDE CONFERENCIER	75 000	-	-	-	-	-	-	22 500	- 22 500
<b>Total contrats d'enseignement</b>	<b>18 976 778</b>	<b>2 298 136</b>	<b>2 298 136</b>	<b>-</b>	<b>3 352 476</b>	<b>3 352 476</b>	<b>-</b>	<b>2 088 175</b>	<b>1 264 301</b>

## TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (réalisé)

## POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

## B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	ENCAISSEMENTS							
		RE ouvertes au titre des années antérieures	RE consommées au titre des années antérieures	Reports ou reprogrammations N	RE nouvelles ouvertes N	Total RE N	Prévisions conso RE N	Conso RE N	Reste à consommer RE N
<b>CPER Recherche</b>	<b>6 202 109</b>	<b>3 660 138</b>	<b>3 660 138</b>	-	<b>1 300 860</b>	<b>1 300 860</b>	-	<b>510 050</b>	<b>790 811</b>
CPER RE1 ALSACALCUL	4 002 109	2 789 138	2 789 138	-	809 860	809 860	-	510 050	299 811
CPER RE5 I2MT	1 700 000	605 000	605 000	-	257 000	257 000	-	-	257 000
CPER RE7 ALSACE-AVAL-SENTINELLE	500 000	266 000	266 000	-	234 000	234 000	-	-	234 000
<b>CPER immobiliers</b>	<b>46 608 837</b>	<b>36 251 701</b>	<b>36 251 701</b>	-	<b>109 000</b>	<b>109 000</b>	-	<b>472 000</b>	- <b>363 000</b>
dont CPER 2007-13 cofinancée Campus Construction CRBS	37 568 837	29 637 405	29 637 405	-	-	-	-	-	-
dont CPER 2015-20 Restructuration labos Le Bel tranche 2	6 000 000	5 915 000	5 915 000	-	-	-	-	-	-
dont CPER 2015-20 I2MT réhabilitat* secteur recherche IPB	1 740 000	499 296	499 296	-	109 000	109 000	-	230 000	- 121 000
dont CPER 2007-13 et 2015-20 Parvis de Pharmacie-Campus Illkirch	1 300 000	200 000	200 000	-	-	-	-	242 000	- 242 000
<b>EASE</b>	<b>21 432 465</b>	<b>14 008 565</b>	<b>14 008 565</b>	-	<b>6 826 515</b>	<b>6 826 515</b>	-	<b>616 046</b>	<b>6 210 468</b>
dont Construction EASE (hors dons 275K€)	18 772 730	14 008 565	14 008 565	-	4 959 835	4 959 835	-	616 046	4 343 789
dont Equipement EASE	2 659 735	-	-	-	1 866 680	1 866 680	-	-	1 866 680
<b>Autres opérations immobilières</b>	<b>24 415 400</b>	<b>3 480 000</b>	<b>3 480 000</b>	-	<b>1 880 000</b>	<b>1 880 000</b>	-	<b>1 880 000</b>	-
dont Accessibilité PMR (subvention 2014)	532 487	350 000	350 000	-	-	-	-	-	-
dont Géographie (subventions Mise en sécurité 2014, Accessibilité 2015 et FDR)	2 008 182	930 000	930 000	-	-	-	-	-	-
dont Mise en sécurité pharmacie (subvention 2017)	98 102	200 000	200 000	-	-	-	-	-	-
dont Mise en sécurité pharmacie (subvention 2017)	100 000	100 000	100 000	-	-	-	-	-	-
dont Mise en sécurité faculté de psychologie (subvention 2018)	300 000	300 000	300 000	-	-	-	-	-	-
dont Mise en accessibilité Palais Universitaire (subvention 2018)	100 000	100 000	100 000	-	-	-	-	-	-
dont Achèvement mise aux normes électriques Palais Universitaire (AS sécurité 2019)	310 000	-	-	-	200 000	200 000	-	200 000	-
dont Sécurisation du campus de l'Esplanade (AS sûreté 2019)	50 000	-	-	-	50 000	50 000	-	50 000	-
dont Création d'un ascenseur en Faculté de Philosophie (AS accessibilité 2019)	100 000	-	-	-	100 000	100 000	-	150 000	- 50 000
dont Réorganisation des locaux de physique	1 005 761	400 000	400 000	-	-	-	-	-	-
dont Palais Universitaire (biblio recherche, câblage élec. et inf.) (autofinancement)	2 269 463	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Pôle énergie IRMA-ISIS (autofinancement)	721 936	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Regroupement Faculté des langues (autofinancement)	339 387	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Centre Européen de Science Quantique	3 600 000	-	-	-	330 000	330 000	-	330 000	-
dont Sorbonnes salles TP Pharmacie	149 643	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Réaménagement des laboratoires Pharmacie	597 355	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Toiture Psychologie (tranche 2 et 3)	917 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Réhabilitation laboratoire UMR S 1110	200 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Laboratoire GREAM	113 074	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Réorganisation Atrium	215 400	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Complément réhabilitation Physique	815 000	-	-	-	500 000	500 000	-	500 000	-
dont Réfection toiture 7 rue de l'université	370 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont TPS : aménagement de salle de cours	750 000	-	-	-	650 000	650 000	-	650 000	-

## TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (réalisé)

## POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

## B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	ENCAISSEMENTS							
		RE ouvertes au titre des années antérieures	RE consommées au titre des années antérieures	Reports ou reprogrammations N	RE nouvelles ouvertes N	Total RE N	Prévisions conso RE N	Conso RE N	Reste à consommer RE N
dont Transformation de la bibliothèque de droit en salle de cours	300 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Rénovation amphithéâtre Ourisson	700 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont CEERIDE (Centre Européen d'Enseignement, de Recherche et d'Innovation en Physiologie de l'Exercice)	408 002	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Travaux Pôle Entrepreneuriat universitaire	653 318	-	-	-	50 000	50 000	-	-	50 000
dont Mobilier bibliothèque PEGE (autofinancement)	523 694	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Premier équipement PEGE (autofinancement)	800 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Premier équipement CRBS (autofinancement)	200 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Premier équipement CRBS animalerie (autofinancement)	1 440 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Premier équipement Studium (autofinancement)	1 500 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Premier équipement Cardo (PAPS-PCPI) (autofinancement)	1 500 000	1 100 000	1 100 000	-	-	-	-	-	-
dont Premier équipement G2EI Descartes (autofinancement)	200 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Premier équipement Patio (autofinancement)	50 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Premier équipement Maison des personnels (autofinancement)	97 596	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Participation au renouvellement de l'installation audio-visuelle des amphithéâtres Médecine et Pharmacie	180 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Plateforme Silabe : travaux financés sur boni de liquidation	200 000	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Opération Campus</b>	<b>278 933 992</b>	<b>79 790 728</b>	<b>79 790 728</b>	<b>-</b>	<b>21 562 000</b>	<b>21 562 000</b>	<b>-</b>	<b>20 636 776</b>	<b>6 088 652</b>
dont Ingénierie (période 2009-2022)	14 481 154	7 581 154	7 581 154	-	-	-	-	1 923	1 923
dont Restructuration labos sud Le Bel tranche 1 (Campus + CPER 2007-13)	8 757 445	7 823 242	7 823 242	-	-	-	-	-	-
dont Campus vert Tranche 2	9 331 500	8 370 000	8 370 000	-	930 000	930 000	-	-	930 000
dont Campus vert Tranche 3 (hors part ISIS)	690 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Construction centre sportif	20 390 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Construction Studium	30 500 000	5 960 000	5 960 000	-	1 900 000	1 900 000	-	1 900 000	1 900 000
dont Studium : travaux préalables magasins Patio + aménagement RDC Le Bel Sud	2 400 000	2 160 000	2 160 000	-	110 000	110 000	-	-	110 000
dont Concession Faculty club, Tour de chimie, Résidence des personnels	790 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Maison des personnels	4 070 000	225 000	225 000	-	-	-	-	-	-
dont Séparation tour de chimie	4 080 000	1 800 000	1 800 000	-	-	-	-	-	-
dont Salle Paul Collomb (reversement au CROUS sur les revenus de la dotation)	2 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Rénovation énergétique Patio	15 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Rénovation énergétique Droit	5 512 000	221 400	221 400	-	-	-	-	100	-
dont Rénovation énergétique IRMA	1 554 000	903 600	903 600	-	-	-	-	-	-
dont Rénovation énergétique Math	6 310 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Reconstruction Botanique	680 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont IPCB	9 020 000	1 080 000	1 080 000	-	-	-	-	9 820	-
dont Rénovation géologie	8 600 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Travaux préalables Planétarium	1 400 000	990 000	990 000	-	-	-	-	-	-

## TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES (réalisé)

## POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

## B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	ENCAISSEMENTS							
		RE ouvertes au titre des années antérieures	RE consommées au titre des années antérieures	Reports ou reprogrammations N	RE nouvelles ouvertes N	Total RE N	Prévisions conso RE N	Conso RE N	Reste à consommer RE N
dont Construction Planétarium	8 330 000	630 000	630 000	-	250 000	250 000	-	250 000	250 000
dont Musée zoologique	13 200 000	180 000	180 000	-	550 000	550 000	-	-	-
dont INSA (versement INSA sur les revenus de la dotation)	10 570 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont G2EI Manufacture	27 040 000	1 900 000	1 900 000	-	2 700 000	2 700 000	-	2 903 000	2 900 000
dont Achat foncier Manufacture	6 216 001	-	-	-	-	-	-	-	-
dont G2EI Descartes	12 750 000	1 260 000	1 260 000	-	-	-	-	-	-
dont ISIS-Data centre	17 936 000	3 905 000	3 905 000	-	-	-	-	250 508	-
dont Site de l'hôpital	5 910 000	-	-	-	-	-	-	200 000	-
dont Achat foncier hôpital	2 950 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Animalerie provisoire Insectarium	148 152	148 152	148 152	-	-	-	-	-	-
dont PAPS-PCPI (versement Ems sur les revenus de la dotation)	3 944 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont SSI PEGE	450 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont charges d'intérêts d'emprunt	23 923 740	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Revenus de la dotation Campus	-	34 653 181	34 653 181	-	15 122 000	15 122 000	-	15 121 425	575
<b>Convention de site</b>	<b>1 483 176</b>	<b>1 471 198</b>	<b>1 471 198</b>	<b>-</b>	<b>11 970</b>	<b>11 970</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>11 970</b>
<b>Informatique-Numérique</b>	<b>7 324 956</b>	<b>174 729</b>	<b>174 729</b>	<b>-</b>	<b>120 845</b>	<b>120 845</b>	<b>-</b>	<b>100 000</b>	<b>20 845</b>
dont Passage à la téléphonie sur IP	580 169	-	-	-	-	-	-	-	-
dont poursuite projet SI câblage	300 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Extension de la couverture WIFI sur le campus	433 370	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Double boucle de fibre optique pour mise en œuvre plan reprise d'activité	372 032	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Equipement Data centre	3 300 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Câblage et Wifi du Campus Sud	100 036	-	-	-	-	-	-	-	-
dont OSIRIS 4	1 255 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont PAPS PCPI équipements informatiques	180 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Maison des personnels équipements informatiques	89 350	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Centralisation jouvence matériel des amphis	240 000	119 155	119 155	-	120 845	120 845	-	100 000	20 845
dont CRBS équipement informatique	160 000	55 574	55 574	-	-	-	-	-	-
dont refonte env. collaboratif volent rempl. ENT	205 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont Studium équipements informatiques	70 000	-	-	-	-	-	-	-	-
dont GE2I Descartes équipements informatiques	40 000	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total programmes pluriannuels</b>	<b>386 400 934</b>	<b>138 837 059</b>	<b>138 837 059</b>	<b>-</b>	<b>31 811 189</b>	<b>31 811 189</b>	<b>-</b>	<b>24 214 872</b>	<b>12 759 746</b>
<b>Total</b>	<b>489 620 638</b>	<b>166 418 786</b>	<b>166 418 786</b>	<b>0</b>	<b>48 454 925</b>	<b>52 825 460</b>	<b>0</b>	<b>39 517 219</b>	<b>18 471 669</b>

(\*) Les financements extérieurs ne comprennent pas les dons en nature



**Tableau 10**  
**TABLEAU DETAILLE DES OPERATIONS PLURIANNUELLES ET PROGRAMMATION**

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Exécution des autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Coût total de l'opération	Exécution						Reste à payer	Reste à réaliser	
			AE consommées les années antérieures à N	Consommations Nettes AE N	Total des AE consommées	CP consommés les années antérieures à N	CP consommés N	TOTAL des CP consommés	Sur les AE consommées	Solde à engager	Solde à payer
Contrats de recherche	Personnel	49 709 836	13 469 176	7 662 706	21 131 882	13 469 175	7 658 234	21 127 409	4 473	28 577 955	28 582 428
	Fonctionnement et intervention	28 074 752	8 555 984	4 571 776	13 127 759	8 362 759	4 270 323	12 633 083	494 676	14 946 992	15 441 669
	Investissement	6 458 338	1 685 864	880 474	2 566 338	1 544 666	693 059	2 237 725	328 612	3 892 000	4 220 613
<b>Total contrat de recherche</b>		<b>84 242 926</b>	<b>23 711 024</b>	<b>13 114 955</b>	<b>36 825 978</b>	<b>23 376 600</b>	<b>12 621 616</b>	<b>35 998 217</b>	<b>827 762</b>	<b>47 416 947</b>	<b>48 244 709</b>
Contrat de formation continue	Personnel										
	Fonctionnement et intervention										
	Investissement										
<b>Total contrat de formation continue</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Contrat d'enseignement	Personnel	11 487 561	1 022 295	784 496	1 806 791	1 022 295	784 496	1 806 791	0	9 680 770	9 680 770
	Fonctionnement et intervention	6 519 168	710 229	698 891	1 409 119	652 755	561 447	1 214 201	194 918	5 110 048	5 304 966
	Investissement	970 049	684 784	86 056	770 840	661 104	75 217	736 321	34 519	199 209	233 728
<b>Total contrat d'enseignement</b>		<b>18 976 778</b>	<b>2 417 308</b>	<b>1 569 442</b>	<b>3 986 750</b>	<b>2 336 154</b>	<b>1 421 159</b>	<b>3 757 313</b>	<b>229 437</b>	<b>14 990 028</b>	<b>15 219 465</b>
Dépenses d'investissement (PPI)	Personnel	5 710 381	2 824 968	531 182	3 356 151	2 825 169	530 981	3 356 151	0	2 354 230	2 354 230
	Fonctionnement et intervention	62 402 014	10 491 820	4 310 764	14 802 584	9 626 699	4 510 855	14 137 554	665 031	47 599 429	48 264 460
	Investissement	318 288 540	194 316 976	46 859 384	241 176 360	129 832 565	45 421 943	175 254 508	65 921 852	77 112 180	143 034 032
<b>Total Dépenses d'investissement</b>		<b>386 400 934</b>	<b>207 633 765</b>	<b>51 701 330</b>	<b>259 335 095</b>	<b>142 284 433</b>	<b>50 463 779</b>	<b>192 748 212</b>	<b>66 586 883</b>	<b>127 065 839</b>	<b>193 652 722</b>
	<b>Ss total Personnel</b>	<b>61 197 397</b>	<b>17 316 439</b>	<b>8 978 384</b>	<b>26 294 823</b>	<b>17 316 640</b>	<b>8 973 711</b>	<b>26 290 350</b>	<b>4 473</b>	<b>40 612 955</b>	<b>40 617 428</b>
	<b>Ss total Fonctionnement</b>	<b>34 593 919</b>	<b>19 758 033</b>	<b>9 581 430</b>	<b>29 339 463</b>	<b>18 642 213</b>	<b>9 342 625</b>	<b>27 984 838</b>	<b>1 354 625</b>	<b>67 656 470</b>	<b>69 011 095</b>
	<b>Ss total Investissement</b>	<b>7 428 387</b>	<b>196 687 624</b>	<b>47 825 913</b>	<b>244 513 537</b>	<b>132 038 335</b>	<b>46 190 219</b>	<b>178 228 554</b>	<b>66 284 983</b>	<b>81 203 389</b>	<b>147 488 373</b>
<b>TOTAL</b>		<b>489 620 638</b>	<b>233 762 096</b>	<b>66 385 728</b>	<b>300 147 824</b>	<b>167 997 188</b>	<b>64 506 554</b>	<b>232 503 742</b>	<b>67 644 082</b>	<b>189 472 814</b>	<b>257 116 896</b>

**Tableau 10**  
**TABEAU DETAILLE DES OPERATIONS PLURIANNUELLES ET PROGRAMMATION**

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

**B - Exécution des recettes**

		Prévision	Exécution			
Opération	Nature	Financement de l'opération	Encaissements < N	Autofinancement < N	Encaissements réalisés N	Autofinancement N
Contrats de recherche	Financement de l'Etat*	43 060 515	9 156 576		7 044 039	
	Autres financements publics**	39 511 547	15 211 200		5 833 135	
	Autres financements***	1 670 863	915 815		336 998	
	Autofinancement					
<b>Total contrat de recherche</b>		<b>84 242 926</b>	<b>25 283 591</b>	<b>0</b>	<b>13 214 172</b>	<b>0</b>
Contrat de formation continue	Financement de l'Etat*					
	Autres financements publics**					
	Autres financements***					
	Autofinancement					
<b>Total contrat de formation continue</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Contrat d'enseignement	Financement de l'Etat*	12 783 681	665 435		1 192 899	
	Autres financements publics**	5 397 051	1 531 740		892 926	
	Autres financements***	120 961	100 961		2 350	
	Autofinancement	675 085		297 002		311 856
<b>Total contrat d'enseignement</b>		<b>18 976 778</b>	<b>2 298 136</b>	<b>297 002</b>	<b>2 088 175</b>	<b>311 856</b>
Programmes pluriannuels d'investissement (PPI)	Financement de l'Etat*	273 795 487	96 246 967		16 879 305	
	Autres financements publics**	76 558 846	42 291 934		7 060 616	
	Autres financements***	298 158	298 158		274 951	
	Autofinancement	35 748 444		15 413 448		4 910 922
<b>Total PPI</b>		<b>386 400 934</b>	<b>138 837 059</b>	<b>15 413 448</b>	<b>24 214 872</b>	<b>4 910 922</b>
	<b>Ss total Financement de l'Etat</b>	<b>329 639 683</b>	<b>106 068 978</b>	<b>0</b>	<b>25 116 243</b>	<b>0</b>
	<b>Ss total Autres financements publics</b>	<b>121 467 444</b>	<b>59 034 874</b>	<b>0</b>	<b>13 786 677</b>	<b>0</b>
	<b>Ss total Autres financements</b>	<b>2 089 982</b>	<b>1 314 934</b>	<b>0</b>	<b>614 299</b>	<b>0</b>
	<b>Ss total Autofinancement</b>	<b>36 423 529</b>		<b>15 710 450</b>		<b>5 222 778</b>
<b>TOTAL</b>		<b>489 620 638</b>	<b>166 418 786</b>	<b>15 710 450</b>	<b>39 517 219</b>	<b>5 222 778</b>

Prévisions en N+1 et suivantes	Prévisions en N+1 et suivantes
Encaissements prévus en N+1 et suivantes	Autofinancement prévus en N+1 et suivantes
26 859 901	
18 467 212	
418 050	
<b>45 745 163</b>	<b>0</b>
<b>0</b>	<b>0</b>
10 925 347	
2 972 385	
17 650	
	66 227
<b>13 915 382</b>	<b>66 227</b>
160 669 215	
27 206 296	
-274 952	
	15 424 074
<b>187 600 559</b>	<b>15 424 074</b>
<b>198 454 463</b>	<b>0</b>
<b>48 645 893</b>	<b>0</b>
<b>160 748</b>	<b>0</b>
	<b>15 490 301</b>
<b>247 261 104</b>	<b>15 490 301</b>

\* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat fléchés

\*\* Autres financements publics (globalisés ou fléchés)

\*\*\* Recettes propres et recettes propres fléchés





**TABEAU 11**  
**Synthèse budgétaire et comptable**

## POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		CF 2018	BA 2019	CF 2019
Stocks initiaux	<b>1 Niveau initial de restes à payer au 31.12.2019</b>	<b>81 989 274,35</b>	<b>87 883 774,19</b>	<b>87 883 774,19</b>
	<b>2 Niveau initial du fonds de roulement</b>	<b>56 914 678,77</b>	<b>86 755 180,74</b>	<b>86 755 180,74</b>
	<b>3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement</b>	<b>-57 071 468,74</b>	<b>-50 733 501,47</b>	<b>-50 733 501,47</b>
	<b>4 Niveau initial de la trésorerie</b>	<b>113 986 147,51</b>	<b>137 488 682,21</b>	<b>137 488 682,21</b>
	4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée	45 538 807,46	30 857 827,93	30 857 827,93
	4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	68 447 340,05	106 630 854,28	106 630 854,28
Flux de l'année	<b>5 Autorisations d'engagement</b>	<b>497 713 543,61</b>	<b>535 411 742,84</b>	<b>508 148 514,95</b>
	<b>6 Résultat patrimonial</b>	<b>2 809 670,16</b>	<b>234 737,27</b>	<b>3 088 820,42</b>
	<b>7 Capacité d'autofinancement (CAF)</b>	<b>11 386 534,68</b>	<b>7 234 737,27</b>	<b>10 750 574,20</b>
	<b>8 Variation du fonds de roulement</b>	<b>29 840 501,97</b>	<b>15 123 330,56</b>	<b>30 452 005,86</b>
	<b>9 Opérations bilanciellles non budgétaires</b>	<b>SENS 30 547 348,45</b>	<b>29 801 000,00</b>	<b>29 808 462,82</b>
	Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / - 31 342 977,07	32 000 000,00	32 017 815,54
	Remboursement d'emprunt / prêt accordé	- 764 578,62	2 200 000,00	2 209 835,22
	Cautionnements et dépôts	- 31 050,00	-1 000,00	-482,50
	<b>10 Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires</b>	<b>SENS -428 983,01</b>	<b>-91 187,27</b>	<b>-17 012,49</b>
	Variation des stocks	+ / - 50 578,22	5 000,00	-4 829,15
	Production immobilisée	+		
	Charges sur créances irrécouvrables	- 479 561,23	96 187,27	12 183,34
	Produits divers de gestion courante	+		
	<b>11 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires</b>	<b>SENS 14 856 822,10</b>	<b>25 984 901,95</b>	<b>17 449 176,62</b>
	<b>12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11</b>	<b>-15 134 685,57</b>	<b>-40 571 384,12</b>	<b>-16 788 621,09</b>
	12.a Recettes budgétaires	476 684 358,20	505 359 286,93	484 197 881,06
	12.b Crédits de paiement ouverts	491 819 043,77	545 930 671,05	500 986 502,15
	<b>13 Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires</b>	<b>38 637 220,27</b>	<b>-45 882 734,51</b>	<b>-28 813 868,41</b>
	<b>14 Variation de la trésorerie = 12- 13</b>	<b>23 502 534,70</b>	<b>5 311 350,39</b>	<b>12 025 247,32</b>
	14.a dont variation de la trésorerie fléchée	-14 680 979,53	-20 367 049,12	-11 977 925,90
	14.b dont variation de la trésorerie non fléchée	38 183 514,23	25 678 399,51	24 003 173,22
Stocks finaux	<b>15 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13</b>	<b>6 337 967,27</b>	<b>9 811 980,17</b>	<b>18 426 758,54</b>
	<b>16 Restes à payer = 5 - 12b</b>	<b>5 894 499,84</b>	<b>-10 518 928,21</b>	<b>7 162 012,80</b>
	<b>17 Niveau final de restes à payer : 1+16</b>	<b>87 883 774,19</b>	<b>77 364 845,98</b>	<b>95 045 786,99</b>
	<b>18 Niveau final du fonds de roulement</b>	<b>86 755 180,74</b>	<b>101 878 511,30</b>	<b>117 207 186,60</b>
Stocks finaux	<b>19 Niveau final du besoin en fonds de roulement</b>	<b>-50 733 501,47</b>	<b>-40 921 521,30</b>	<b>-32 306 742,93</b>
	<b>20 Niveau final de la trésorerie</b>	<b>137 488 682,21</b>	<b>142 800 032,60</b>	<b>149 513 929,53</b>
	20.a dont niveau final de la trésorerie fléchée	30 857 827,93	10 490 778,81	18 879 902,03
	20.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée	106 630 854,28	132 309 253,79	130 634 027,50

Comptabilité budgétaire

Comptabilité générale



**Tableau 2**  
**Autorisations budgétaires ETABLISSEMENT HORS SACD**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions et réalisations**

Dépenses								
	AE				CP			
	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019
<b>Personnel</b>	<b>351 036 547,50</b>	<b>357 391 878,00</b>	<b>364 052 483,68</b>	<b>360 370 422,65</b>	<b>351 000 118,36</b>	<b>357 391 878,00</b>	<b>364 052 483,68</b>	<b>360 328 302,50</b>
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	<i>94 627 905,68</i>	<i>95 543 897,00</i>	<i>95 523 693,00</i>	<i>96 458 427,39</i>	<i>94 627 905,68</i>	<i>95 543 897,00</i>	<i>96 523 693,00</i>	<i>96 458 427,39</i>
<b>Fonctionnement</b>	<b>83 007 234,04</b>	<b>94 789 806,21</b>	<b>98 581 867,31</b>	<b>84 328 398,06</b>	<b>78 637 462,54</b>	<b>95 163 889,14</b>	<b>98 819 220,40</b>	<b>79 901 924,10</b>
<b>Investissement</b>	<b>55 811 534,58</b>	<b>61 839 336,89</b>	<b>62 747 535,71</b>	<b>56 339 307,55</b>	<b>54 622 260,30</b>	<b>73 640 764,40</b>	<b>72 746 047,83</b>	<b>53 676 238,63</b>
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>489 855 316,12</b>	<b>514 021 021,10</b>	<b>525 381 886,70</b>	<b>501 038 128,26</b>	<b>484 259 841,20</b>	<b>526 196 531,54</b>	<b>535 617 751,91</b>	<b>493 906 465,23</b>
<b>Solde budgétaire (excédent)</b>								

Recettes				
RE				
CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019	
<b>419 536 356,59</b>	<b>422 920 002,89</b>	<b>437 829 129,83</b>	<b>427 191 632,43</b>	<b>Recettes globalisées</b>
338 664 890,71	340 397 861,00	340 627 829,00	340 644 797,00	Subvention pour charges de service public
-	4 668 743,00	7 596 315,59	7 298 382,05	Autres financements Etat
5 050 671,78	13 532 716,89	21 533 022,04	13 037 232,39	Autres financements publics
15 737 065,08	-	2 956 987,00	3 925 061,97	Fiscalité affectée
60 083 729,02	64 320 682,00	65 114 976,20	62 286 159,02	Recettes propres
<b>49 779 419,61</b>	<b>51 943 762,87</b>	<b>58 573 133,67</b>	<b>51 641 914,70</b>	<b>Recettes fléchées</b>
44 261 646,18	43 137 020,00	45 345 510,00	44 956 397,16	Financements de l'Etat fléchés
4 820 367,95	8 806 742,87	13 027 623,67	6 330 615,68	Autres financements publics fléchés
697 405,48	-	200 000,00	354 901,86	Recettes propres fléchées
<b>469 315 776,20</b>	<b>474 863 765,76</b>	<b>496 402 263,50</b>	<b>478 833 547,13</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>
<b>14 944 065,00</b>	<b>51 332 765,78</b>	<b>39 215 488,41</b>	<b>15 072 918,10</b>	<b>Solde budgétaire (déficit)</b>

**Tableau 3**  
**Dépenses par destination et recettes par origine**  
**ETABLISSEMENT (HORS SACD)**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Tableau des dépenses par destination (obligatoire)**

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>Hors étudiants</b>	<b>358 917 786,09</b>	<b>358 875 925,80</b>	<b>82 750 513,75</b>	<b>78 424 721,90</b>	<b>56 181 936,48</b>	<b>53 630 723,70</b>	<b>497 850 236,32</b>	<b>490 931 371,40</b>
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	5 711 405,09	5 710 710,33	4 554 405,97	4 086 549,20	1 147 074,20	992 081,61	11 412 885,26	10 789 341,14
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	9 432 935,74	9 430 735,40	8 648 365,38	8 086 275,80	1 340 190,08	1 146 820,26	19 421 491,20	18 663 831,46
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	417 859,31	417 859,31	1 208 021,70	1 237 032,66	3 525,62	2 638,06	1 629 406,63	1 657 530,03
D105 - Bibliothèques et documentation	1 866 479,01	1 866 479,01	4 163 710,17	4 158 193,89	4 869,56	114 676,41	6 035 058,74	6 139 349,31
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	10 311 135,36	10 306 660,67	4 804 560,93	4 271 535,95	891 464,80	700 830,92	16 007 161,09	15 279 027,54
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	3 020 166,16	3 020 203,66	955 739,07	891 006,02	586 472,22	599 269,58	4 562 377,45	4 510 479,26
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	10 759 675,29	10 758 425,29	3 713 680,75	3 317 323,78	1 113 124,89	826 945,55	15 586 480,93	14 902 694,62
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	1 269 391,79	1 269 391,79	479 389,28	417 512,81	156 320,44	136 755,47	1 905 101,51	1 823 660,07
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	7 790 037,33	7 790 230,01	2 752 233,20	2 490 173,84	226 024,97	179 467,52	10 768 295,50	10 459 871,37
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	1 959 779,26	1 961 199,26	942 092,76	1 005 138,76	1 006 733,35	923 188,28	3 908 605,37	3 889 526,30
D113 - Diffusion des savoirs et musées	780 735,30	780 735,30	212 849,57	191 520,08	9 239,10	8 769,63	1 002 823,97	981 025,01
D114 - Immobilier	2 964 192,65	2 962 388,85	23 677 348,49	22 612 361,36	41 870 618,65	41 341 637,56	68 512 159,79	66 916 387,77
D115 - Pilotage et support	302 633 993,80	302 600 906,92	26 638 116,48	25 660 097,75	7 826 278,60	6 657 642,85	337 098 388,88	334 918 647,52
<b>Étudiants</b>	<b>1 452 636,56</b>	<b>1 452 376,70</b>	<b>1 577 884,31</b>	<b>1 477 202,20</b>	<b>157 371,07</b>	<b>45 514,93</b>	<b>3 187 891,94</b>	<b>2 975 093,83</b>
D201 - Aides directes aux étudiants	75 009,89	75 009,89	108 479,39	93 711,17	0,00	0,00	183 489,28	168 721,06
D202 - Aides indirectes	338 639,96	338 503,46	1 022 426,08	970 428,65	13 045,25	6 100,60	1 374 111,29	1 315 032,71
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	1 038 986,71	1 038 863,35	446 978,84	413 062,38	144 325,82	39 414,33	1 630 291,37	1 491 340,06
<b>Total</b>	<b>360 370 422,65</b>	<b>360 328 302,50</b>	<b>84 328 398,06</b>	<b>79 901 924,10</b>	<b>56 339 307,55</b>	<b>53 676 238,63</b>	<b>501 038 128,26</b>	<b>493 906 465,23</b>

**SOLDE BUDGETAIRE (excédent)**

**Tableau 3**  
**Dépenses par destination et recettes par origine**  
**ETABLISSEMENT (HORS SACD)**

**Tableau des recettes par origine (obligatoire)**

Budget	Recettes de l'organisme								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total
	SCSP	Autres financement de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financement publics	Recettes propres	Financements de l'Etat	Autres financement publics	Recettes propres	
Subvention pour charges de service public	340 644 797,00								340 644 797,00
Droits d'inscription					8 353 209,46				8 353 209,46
Formation continue, diplômes propres et VAE					26 006 089,22				26 006 089,22
Taxe d'apprentissage					1 145 676,55				1 145 676,55
Contrats et prestations de recherche hors ANR					6 000,00				6 000,00
Valorisation					1 683 036,18			1 000,00	1 684 036,18
ANR investissements d'avenir						44 448 517,16			44 448 517,16
ANR hors investissements d'avenir		5 539 286,81							5 539 286,81
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				1 635 894,43			1 888 503,97		3 524 398,40
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne				7 322 791,77			606 446,12		7 929 237,89
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres		1 759 095,24		4 071 156,25	7 193 279,06	507 880,00	3 835 665,59	50 933,75	17 418 009,89
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs					117 468,30				117 468,30
Autres recettes			3 925 061,97	7 389,94	17 781 400,25			302 968,11	22 016 820,27
<b>Total</b>	<b>340 644 797,00</b>	<b>7 298 382,05</b>	<b>3 925 061,97</b>	<b>13 037 232,39</b>	<b>62 286 159,02</b>	<b>44 956 397,16</b>	<b>6 330 615,68</b>	<b>354 901,86</b>	<b>478 833 547,13</b>

<b>SOLDE BUDGETAIRE (déficit)</b>	<b>15 072 918,10</b>
-----------------------------------	----------------------



**Tableau 6**  
**Situation patrimoniale - Etablissement hors SACD**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Compte de résultat prévisionnel**

CHARGES	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019	PRODUITS	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019
Personnel	350 916 062,19	357 391 878,00	364 052 483,68	360 517 749,30	Subventions pour charge de service public	368 342 319,08	340 397 861,00	340 607 829,00	340 665 889,07
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	<i>94 627 905,68</i>	<i>95 543 897,00</i>	<i>96 523 693,00</i>	<i>96 458 427,39</i>	Fiscalité affectée			2 956 987,00	3 512 708,72
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	126 366 630,85	140 151 615,84	141 916 396,13	128 585 485,85	Autres subventions	18 591 097,99	56 803 762,61	60 704 359,08	54 771 107,75
					Autres produits	93 769 171,07	103 703 010,00	102 314 806,63	93 705 298,26
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>477 282 693,04</b>	<b>497 543 493,84</b>	<b>505 968 879,81</b>	<b>489 103 235,15</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>480 702 588,14</b>	<b>500 904 633,61</b>	<b>506 583 981,71</b>	<b>492 655 003,80</b>
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	<b>3 419 895,10</b>	<b>3 361 139,77</b>	<b>615 101,90</b>	<b>3 551 768,65</b>	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	-	-	-	-
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>480 702 588,14</b>	<b>500 904 633,61</b>	<b>506 583 981,71</b>	<b>492 655 003,80</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>480 702 588,14</b>	<b>500 904 633,61</b>	<b>506 583 981,71</b>	<b>492 655 003,80</b>

\* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

**Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)**

	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	<b>3 419 895,10</b>	<b>3 361 139,77</b>	<b>615 101,90</b>	<b>3 551 768,65</b>
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	41 037 156,18	42 500 000,00	40 500 000,00	40 812 122,07
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	639 280,54	500 000,00	500 000,00	998 429,72
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-	-	-	257 871,54
- produits de cession d'éléments d'actifs	-	-	-	-
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	32 269 713,56	36 000 000,00	33 400 000,00	32 797 197,40
<b>= CAF ou IAF*</b>	<b>11 548 057,18</b>	<b>9 361 139,77</b>	<b>7 215 101,90</b>	<b>10 826 135,14</b>

\* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

**État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés**

EMPLOIS	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019	RESSOURCES	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019
Insuffisance d'autofinancement*					Capacité d'autofinancement*	11 548 057,18	9 361 139,77	7 215 101,90	10 826 135,14
Investissements	55 406 843,98	73 586 745,25	71 140 293,15	58 391 350,82	Financement de l'actif par l'État	33 129 160,18	6 252 265,24	7 066 058,99	32 750 062,93
					Autres ressources	9 529 366,10	48 764 924,16	42 491 184,04	10 531 364,20
Remboursement des dettes financières (emprunts)	753 578,62	2 380 000,00	2 200 000,00	2 183 115,22	Augmentation des dettes financières (emprunts)	31 304 000,00	35 000 000,00	32 000 000,00	32 000 000,00
Prêts : remboursements en capital	11 000,00	16 000,00	16 000,00	26 720,00	Prêts : encaissements en capital	38 977,07	16 000,00	16 000,00	18 988,08
Dépôts et cautionnements	28 800,00	4 000,00	4 500,00	7 035,01	Dépôts et cautionnements		5 000,00	5 500,00	6 000,00
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>56 200 222,60</b>	<b>75 986 745,25</b>	<b>73 360 793,15</b>	<b>60 608 221,05</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>85 549 560,53</b>	<b>99 399 329,17</b>	<b>88 793 844,93</b>	<b>86 132 550,35</b>
<b>APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)</b>	<b>29 349 337,93</b>	<b>23 412 583,92</b>	<b>15 433 051,78</b>	<b>25 524 329,30</b>	<b>PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>





**Tableau 2**  
**Autorisations budgétaires SAIC**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions et réalisations**

Dépenses									Recettes				
	AE				CP				RE				
	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019	
<b>Personnel</b>	<b>6205085,14</b>	<b>5 775 167,00</b>	<b>6 275 652,36</b>	<b>5 918 543,27</b>	<b>6 192 202,39</b>	<b>5 775 167,00</b>	<b>6 275 652,36</b>	<b>5 918 543,27</b>	<b>6 752 372,94</b>	<b>7 323 141,20</b>	<b>8 097 166,43</b>	<b>4 948 413,16</b>	<b>Recettes globalisées</b>
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	<i>15 792,14</i>				<i>15 792,14</i>								Subvention pour charges de service public
												21 234,80	Autres financements Etat
									82 814,54	332 695,20	1 057 876,43	8 000,00	Autres financements publics
													Fiscalité affectée
<b>Fonctionnement</b>	<b>1043214,17</b>	<b>2 636 259,04</b>	<b>2 316 733,19</b>	<b>504 001,46</b>	<b>684 678,98</b>	<b>2 859 559,04</b>	<b>2 546 166,19</b>	<b>516 044,91</b>	6 669 558,40	6 990 446,00	7 039 290,00	4 919 178,36	Recettes propres
									-	<b>300 000,00</b>	<b>109 000,00</b>	<b>85 300,55</b>	<b>Recettes fléchées</b>
										300 000,00	109 000,00	69 835,14	Financements de l'Etat fléchés
<b>Investissement</b>	<b>132351,19</b>	<b>233 200,00</b>	<b>595 700,59</b>	<b>98 885,59</b>	<b>146 787,18</b>	<b>233 200,00</b>	<b>547 390,59</b>	<b>94 172,29</b>				6 800,00	Autres financements publics fléchés
												8 665,41	Recettes propres fléchées
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>7 380 650,50</b>	<b>8 644 626,04</b>	<b>9 188 086,14</b>	<b>6 521 430,32</b>	<b>7 023 668,55</b>	<b>8 867 926,04</b>	<b>9 369 209,14</b>	<b>6 528 760,47</b>	<b>6 752 372,94</b>	<b>7 623 141,20</b>	<b>8 206 166,43</b>	<b>5 033 713,71</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>
<b>Solde budgétaire (excédent)</b>									<b>271 295,61</b>	<b>1 244 784,84</b>	<b>1 163 042,71</b>	<b>1 495 046,76</b>	<b>Solde budgétaire (déficit)</b>

**Tableau 3**  
**Dépenses par destination et recettes par origine**  
**SAIC**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Tableau des dépenses par destination (obligatoire)**

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>Hors étudiants</b>	<b>5 918 543,27</b>	<b>5 918 543,27</b>	<b>504 001,46</b>	<b>516 044,91</b>	<b>98 885,59</b>	<b>94 172,29</b>	<b>6 521 430,32</b>	<b>6 528 760,47</b>
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master							-	-
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat							-	-
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	2 074 229,89	2 074 229,89	240 511,41	195 794,28	42 066,42	52 969,62	2 356 807,72	2 322 993,79
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	1 782 465,23	1 782 465,23	108 658,18	146 166,21	13 887,66	10 471,66	1 905 011,07	1 939 103,10
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	929 043,98	929 043,98	4 716,46	4 707,33	-	-	933 760,44	933 751,31
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies							-	-
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	514 250,61	514 250,61	54 334,27	61 634,84	35 505,00	14 491,90	604 089,88	590 377,35
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	10 617,26	10 617,26	6 533,84	7 177,69	4 057,94	4 457,94	21 209,04	22 252,89
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	100 669,71	100 669,71	84 844,99	87 062,75	-	-	185 514,70	187 732,46
D113 - Diffusion des savoirs et musées			4 094,84	3 192,97			4 094,84	3 192,97
D114 - Immobilier			106 647,75	105 926,73			106 647,75	105 926,73
D115 - Pilotage et support	507 266,59	507 266,59	- 106 340,28	- 95 617,89	3 368,57	11 781,17	404 294,88	423 429,87
<b>Étudiants</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
D201 - Aides directes aux étudiants							-	-
D202 - Aides indirectes							-	-
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives							-	-
<b>Total</b>	<b>5 918 543,27</b>	<b>5 918 543,27</b>	<b>504 001,46</b>	<b>516 044,91</b>	<b>98 885,59</b>	<b>94 172,29</b>	<b>6 521 430,32</b>	<b>6 528 760,47</b>

**SOLDE BUDGETAIRE (excédent)**

Tableau 3  
Dépenses par destination et recettes par origine  
SAIC

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Budget	Recettes de l'organisme							
	Recettes globalisées				Recettes fléchées			Total
	SCSP	Autres financement de l'Etat	Autres financement publics	Recettes propres	Autres financement de l'Etat	Autres financement publics	Recettes propres	
Formation continue, diplômes propres et VAE				9 694,17				9 694,17
Contrats et prestations de recherche hors ANR				1 508,48				1 508,48
Valorisation				391 015,93			2 700,00	393 715,93
ANR investissements d'avenir					69 835,14			69 835,14
ANR hors investissements d'avenir		89 406,80						89 406,80
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région			5 000,00			4 000,00		9 000,00
Subventions d'exploitation et financement des actifs - UE								-
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres		-68 172,00	3 000,00			2 800,00		-62 372,00
Autres recettes				4 516 959,78			5 965,41	4 522 925,19
Total	-	21 234,80	8 000,00	4 919 178,36	69 835,14	6 800,00	8 665,41	5 033 713,71

<b>SOLDE BUDGETAIRE (déficit)</b>	<b>1 495 046,76</b>
-----------------------------------	---------------------



**Tableau 6**  
**Situation patrimoniale - SAIC**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Compte de résultat prévisionnel**

CHARGES	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019	PRODUITS	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019
Personnel	6 206 369,99	5 775 167,00	6 275 652,36	5 906 133,74	Subventions pour charge de service public	203 850,35	-	-	-
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	<i>15 792,14</i>				Fiscalité affectée	-	-	-	-
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	2 735 398,72	3 267 941,43	2 959 048,58	2 431 255,84	Autres subventions	119 871,66	838 862,43	381 722,31	171 949,77
					Autres produits	8 061 447,37	8 022 446,00	8 568 314,00	7 846 966,11
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>8 941 768,71</b>	<b>9 043 108,43</b>	<b>9 234 700,94</b>	<b>8 337 389,58</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>8 385 169,38</b>	<b>8 861 308,43</b>	<b>8 950 036,31</b>	<b>8 018 915,88</b>
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)					Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	<b>556 599,33</b>	<b>181 800,00</b>	<b>284 664,63</b>	<b>318 473,70</b>
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>8 941 768,71</b>	<b>9 043 108,43</b>	<b>9 234 700,94</b>	<b>8 337 389,58</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>8 941 768,71</b>	<b>9 043 108,43</b>	<b>9 234 700,94</b>	<b>8 337 389,58</b>

\* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

**Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)**

	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	<b>-556 599,33</b>	<b>-181 800,00</b>	<b>-284 664,63</b>	<b>-318 473,70</b>
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	432 214,99	400 000,00	400 000,00	390 772,68
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	54 958,69	-	-	2 100,90
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés		-	-	-
- produits de cession d'éléments d'actifs		-	-	-
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice		-	-	44 281,23
<b>= CAF ou IAF*</b>	<b>-179 343,03</b>	<b>218 200,00</b>	<b>115 335,37</b>	<b>25 916,85</b>

\* **capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement**

**État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés**

EMPLOIS	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019	RESSOURCES	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019
Insuffisance d'autofinancement*	179 343,03				Capacité d'autofinancement*		218 200,00	115 335,37	25 916,85
Investissements	128 358,34	233 200,00	547 390,59	94 695,01	Financement de l'actif par l'État	-1 769,23			
Remboursement des dettes financières					Autres ressources		15 000,00	221 034,00	
Prêts : remboursements en capital					Augmentation des dettes financières				
Dépôts et cautionnements				1 000,00	Prêts : encaissements en capital				
					Dépôts et cautionnements				2 232,50
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>307 701,37</b>	<b>233 200,00</b>	<b>547 390,59</b>	<b>95 695,01</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>-1 769,23</b>	<b>233 200,00</b>	<b>336 369,37</b>	<b>28 149,35</b>
<b>APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6) - (5)</b>		-	-	-	<b>PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6) - (5)</b>	<b>309 470,60</b>	<b>0,00</b>	<b>211 021,22</b>	<b>67 545,66</b>

**Tableau 2**  
**Autorisations budgétaires UOH**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions et réalisations**

Dépenses								
	AE				CP			
	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019
Personnel	98 571,45	150 970,00	152 970,00	94 350,66	98 571,45	150 970,00	152 970,00	94 350,66
dont contributions employeur au CAS Pension								
Fonctionnement	259 988,83	420 377,00	353 490,00	328 666,52	307 887,34	424 077,00	392 430,00	325 015,74
Investissement	2 886,70	2 300,00	2 300,00	962,35	2 886,70	2 300,00	2 300,00	962,35
TOTAL DES DÉPENSES	361 446,98	573 647,00	508 760,00	423 979,53	409 345,49	577 347,00	547 700,00	420 328,75

Recettes				
	RE			
	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019
244 210,00	244 000,00	244 000,00	198 810,00	Recettes globalisées
190 000,00	180 000,00	180 000,00	120 000,00	Subvention pour charges de service public
				Autres financements Etat
				Autres financements publics
				Fiscalité affectée
54 210,00	64 000,00	64 000,00	78 810,00	Recettes propres
300 000,00	313 347,00	313 347,00	0,00	Recettes fléchées
	313 347,00	313 347,00		Financements de l'Etat fléchés
300 000,00				Autres financements publics fléchés
				Recettes propres fléchées
544 210,00	557 347,00	557 347,00	198 810,00	TOTAL DES RECETTES

Solde budgétaire (excédent)					134 864,51		9 647,00	
-----------------------------	--	--	--	--	------------	--	----------	--

	20 000,00		221 518,75	Solde budgétaire (déficit)
--	-----------	--	------------	----------------------------

**Tableau 3**  
**Dépenses par destination et recettes par origine**  
**UOH**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Tableau des dépenses par destination (obligatoire)**

Budget	Dépenses de l'UOH							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>Hors étudiants</b>	<b>94 350,66</b>	<b>94 350,66</b>	<b>328 666,52</b>	<b>325 015,74</b>	<b>962,35</b>	<b>962,35</b>	<b>423 979,53</b>	<b>420 328,75</b>
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	15 398,04	15 398,04	126 502,82	131 869,46			141 900,86	147 267,50
D113 - Diffusion des savoirs et des musées	57 228,52	57 228,52	42 786,42	36 849,85			100 014,94	94 078,37
D115 - Pilotage et support	21 724,10	21 724,10	159 377,28	156 296,43	962,35	962,35	182 063,73	178 982,88
<b>Étudiants</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
D201 - Aides directes aux étudiants							-	-
D202 - Aides indirectes							-	-
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives							-	-
<b>Total</b>	<b>94 350,66</b>	<b>94 350,66</b>	<b>328 666,52</b>	<b>325 015,74</b>	<b>962,35</b>	<b>962,35</b>	<b>423 979,53</b>	<b>420 328,75</b>

**SOLDE BUDGETAIRE (excédent)**

**Tableau des recettes par origine (obligatoire)**

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	Recettes de l'organisme							
	Recettes globalisées				Recettes fléchées			Total
	SCSP	Autres financement de l'Etat	Autres financement publics	Recettes propres	Autres financement de l'Etat	Autres financement publics	Recettes propres	
Subvention pour charges de service public	120 000,00							120 000,00
ANR investissements d'avenir								-
Autres recettes				78 810,00				78 810,00
Fondations fonds propres réserves dons								-
<b>Total</b>	<b>120 000,00</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>78 810,00</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>198 810,00</b>

**SOLDE BUDGETAIRE (déficit)**

**221 518,75**





Tableau 6  
Situation patrimoniale - UOH

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019	PRODUITS	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019
Personnel	88 228,45	150 970,00	152 970,00	94 350,66	Subventions pour charge de service public	242 029,11	180 000,00	180 000,00	120 000,00
<i>dont charges de pensions civiles*</i>					Fiscalité affectée		-	-	-
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	285 701,46	424 077,00	391 075,00	336 498,23	Autres subventions		312 047,00	202 345,00	126 007,70
					Autres produits	62 718,09	64 000,00	64 000,00	79 514,01
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>373 929,91</b>	<b>575 047,00</b>	<b>544 045,00</b>	<b>430 848,89</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>304 747,20</b>	<b>556 047,00</b>	<b>446 345,00</b>	<b>325 521,71</b>
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)					Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	<b>69 182,71</b>	<b>19 000,00</b>	<b>97 700,00</b>	<b>105 327,18</b>
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>373 929,91</b>	<b>575 047,00</b>	<b>544 045,00</b>	<b>430 848,89</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>373 929,91</b>	<b>575 047,00</b>	<b>544 045,00</b>	<b>430 848,89</b>

\* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	<b>-69 182,71</b>	<b>-19 000,00</b>	<b>-97 700,00</b>	<b>-105 327,18</b>
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	356,82			943,57
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions				
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés				
- produits de cession d'éléments d'actifs				
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice				
<b>= CAF ou IAF*</b>	<b>-68 825,89</b>	<b>-19 000,00</b>	<b>-97 700,00</b>	<b>-104 383,61</b>

\* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019	RESSOURCES	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019
Insuffisance d'autofinancement*	68 825,89	19 000,00	97 700,00	104 383,61	Capacité d'autofinancement*				
Investissements	2 886,70	2 300,00	2 300,00	962,35	Financement de l'actif par l'État				-1 867,62
					Autres ressources	1 867,62	1 300,00	1 300,00	1 867,62
Remboursement des dettes financières					Augmentation des dettes financières				
Prêts : remboursements en capital					Prêts : encaissements en capital				
Dépôts et cautionnements					Dépôts et cautionnements				
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>71 712,59</b>	<b>21 300,00</b>	<b>100 000,00</b>	<b>105 345,96</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>1 867,62</b>	<b>1 300,00</b>	<b>1 300,00</b>	<b>0,00</b>
<b>APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)</b>	<b>69 844,97</b>	<b>20 000,00</b>	<b>98 700,00</b>	<b>105 345,96</b>

**Tableau 2**  
**Autorisations budgétaires PUS**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions et réalisations**

Dépenses									Recettes				
	AE				CP				RE				
	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019	
<b>Personnel</b>	<b>179 700,10</b>	<b>187 000,00</b>	<b>198 225,00</b>	<b>187 289,92</b>	<b>179 646,10</b>	<b>187 000,00</b>	<b>198 225,00</b>	<b>187 243,29</b>	<b>71 999,06</b>	<b>115 000,00</b>	<b>115 000,00</b>	<b>78 470,84</b>	<b>Recettes globalisées</b>
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>									1 000,00				Autres financements Etat
												8 500,00	Autres financements publics
													Fiscalité affectée
<b>Fonctionnement</b>	<b>-64 385,11</b>	<b>138 500,00</b>	<b>132 785,00</b>	<b>-23 344,39</b>	<b>-54 359,31</b>	<b>201 500,00</b>	<b>195 785,00</b>	<b>-57 326,90</b>	70 999,06	115 000,00	115 000,00	69 970,84	Recettes propres
									<b>0,00</b>	<b>75 000,00</b>	<b>78 510,00</b>	<b>53 339,38</b>	<b>Recettes fléchées</b>
										75 000,00	78 510,00	53 339,38	Financements de l'Etat fléchés
<b>Investissement</b>		<b>4 000,00</b>	<b>2 000,00</b>	<b>1 031,31</b>	<b>901,74</b>	<b>4 000,00</b>	<b>2 000,00</b>	<b>1 031,31</b>					Autres financements publics fléchés
													Recettes propres fléchées
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>115 314,99</b>	<b>329 500,00</b>	<b>333 010,00</b>	<b>164 976,84</b>	<b>126 188,53</b>	<b>392 500,00</b>	<b>396 010,00</b>	<b>130 947,70</b>	<b>71 999,06</b>	<b>190 000,00</b>	<b>193 510,00</b>	<b>131 810,22</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>
<b>Solde budgétaire (excédent)</b>								<b>862,52</b>	<b>92 977,78</b>	<b>202 500,00</b>	<b>202 500,00</b>		<b>Solde budgétaire (déficit)</b>

**Tableau 3**  
**Dépenses par destination et recettes par origine**  
**PUS**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Tableau des dépenses par destination (obligatoire)**

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>Hors étudiants</b>	<b>187 289,92</b>	<b>187 243,29</b>	<b>-23 344,39</b>	<b>-57 326,90</b>	<b>1 031,31</b>	<b>1 031,31</b>	<b>164 976,84</b>	<b>130 947,70</b>
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société			1 285,50	285,50			1 285,50	285,50
D113 - Diffusion des savoirs et musées	163 462,85	163 416,22	-24 843,74	-57 826,25	1 031,31	1 031,31	139 650,42	106 621,28
D115 - Pilotage et support	23 827,07	23 827,07	213,85	213,85			24 040,92	24 040,92
<b>Étudiants</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
D201 - Aides directes aux étudiants							-	-
D202 - Aides indirectes							-	-
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives							-	-
<b>Total</b>	<b>187 289,92</b>	<b>187 243,29</b>	<b>-23 344,39</b>	<b>-57 326,90</b>	<b>1 031,31</b>	<b>1 031,31</b>	<b>164 976,84</b>	<b>130 947,70</b>

<b>SOLDE BUDGETAIRE (excédent)</b>	<b>862,52</b>
------------------------------------	---------------

**Tableau des recettes par origine (obligatoire)**

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	Recettes de l'organisme							
	Recettes globalisées				Recettes fléchées			Total
	SCSP	Autres financement de l'Etat	Autres financement publics	Recettes propres	Autres financement de l'Etat	Autres financement publics	Recettes propres	
Valorisation				3 592,43				3 592,43
ANR investissements d'avenir					53 339,38			53 339,38
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres			8 500,00	4 500,00				13 000,00
Autres recettes				61 878,41				61 878,41
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8 500,00</b>	<b>69 970,84</b>	<b>53 339,38</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>131 810,22</b>

<b>SOLDE BUDGETAIRE (déficit)</b>	
-----------------------------------	--



**Tableau 6**  
**Situation patrimoniale - PUS**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Compte de résultat prévisionnel**

CHARGES	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019	PRODUITS	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019
Personnel	178 441,10	187 000,00	198 225,00	187 224,15	Subventions pour charge de service public	47 761,33	-	-	-
<i>dont charges de pensions civiles*</i>					Fiscalité affectée	-	-	-	-
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	287 866,35	201 500,00	195 785,00	341 811,02	Autres subventions	9232,11	75 000,00	78 510,00	67 013,38
					Autres produits	424871,11	317 500,00	317 500,00	422 874,44
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>466 307,45</b>	<b>388 500,00</b>	<b>394 010,00</b>	<b>529 035,17</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>481 864,55</b>	<b>392 500,00</b>	<b>396 010,00</b>	<b>489 887,82</b>
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	15 557,10	4 000,00	2 000,00		Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)				39 147,35
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>481 864,55</b>	<b>392 500,00</b>	<b>396 010,00</b>	<b>529 035,17</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>481 864,55</b>	<b>392 500,00</b>	<b>396 010,00</b>	<b>529 035,17</b>

\* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

**Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)**

	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	<b>15 557,10</b>	<b>4 000,00</b>	<b>2 000,00</b>	<b>-39 147,35</b>
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	186 692,30			189 700,91
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	115 602,98			147 647,74
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés				
- produits de cession d'éléments d'actifs				
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice				
<b>= CAF ou IAF*</b>	<b>86 646,42</b>	<b>4 000,00</b>	<b>2 000,00</b>	<b>2 905,82</b>

\* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

**État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés**

EMPLOIS	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019	RESSOURCES	CF 2018	BI 2019	BA 2019	CF 2019
Insuffisance d'autofinancement*					Capacité d'autofinancement*	86 646,42	4 000,00	2 000,00	2 905,82
Investissements		4 000,00	2 000,00	1 031,31	Financement de l'actif par l'État				
					Autres ressources				
Remboursement des dettes financières					Augmentation des dettes financières				
Prêts : remboursements en capital					Prêts : encaissements en capital				
Dépôts et cautionnements					Dépôts et cautionnements				
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>0,00</b>	<b>4 000,00</b>	<b>2 000,00</b>	<b>1 031,31</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>86 646,42</b>	<b>4 000,00</b>	<b>2 000,00</b>	<b>2 905,82</b>
<b>APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)</b>	<b>86 646,42</b>			<b>1 874,51</b>	<b>PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>



# ANNEXES

## Annexe Campus

### Calendrier général des opérations

#### Avancement et planning prévisionnel des opérations principales menées sous maîtrise d'ouvrage de l'université

N°	Opérations	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Commentaires
		T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	
1-a	Campus vert - tranche 1																opération livrée
1-b	Campus vert - tranche 2																opération livrée
1-c	Campus vert - tranche 3																2017 : réaménagement entrée de campus. 2018 : abords ISS et Insectarium en fin d'opération 2021 : abords INSA en fin de série tranche
2	Centre sportif																démolition du bâtiment préfabriqué fin 2020 démolition du CSU actuel en 2023 après mise en service du nouveau CSU
3	Stadium (maison de l'étudiant - learning center)																mise en service début 2021 démolition de l'ancienne bibliothèque sept.17 à ju.18
4	Concession faculty club / Résidence des personnels et des chercheurs / Reconversion de la tour de chimie en résidence universitaire																ICE 3 début 2020
5	Maison des personnels et formation																opération livrée
6	Résidence des personnels et des chercheurs	Voir Concession Faculty club / Résidence des personnels et des chercheurs / Reconversion de la tour de chimie en résidence universitaire															
8-a	Reconversion de la tour de chimie en résidence universitaire	Voir Concession Faculty club / Résidence des personnels et des chercheurs / Reconversion de la tour de chimie en résidence universitaire															
8-b	Séparation tour de chimie et bâtiment bas : aménagement d'une plateforme de services scientifiques communs pour la Faculté de Chimie																
10-a	Rénovation énergétique et mise aux normes Patlo																
10-b	Rénovation énergétique et mise aux normes Droit																
10-c	Rénovation énergétique et mise aux normes IRMA																
10-d	Rénovation énergétique et mise aux normes Math																
11-a	Reconstruction institut de botanique (serres et locaux jardin)																
11-b	Localisation Laboratoire et salle de TP - Bâtiment IPCB (existant)																opération livrée
11-c	Rénovation Géologie (ex-Museo)																démarre après mise en service G20 Descartes
12-a	Pôle science, culture et société (planétarium)																
12-b	Pôle science, culture et société : Musée (zoologie)																
14-a	Pôle G2E1 : Enseignements Manufacture + Recherche ENGIES																Ouverture rentrée 2021
14-b	Pôle G2E1 : Descartes - Recherche EOST (extension)																
15	Extension ISS et DATA- CENTRE																opération livrée
16	Insectarium (CNRS)																opération livrée
17	Centre de Recherche en Biomédecine de Strasbourg (CRBS)																

#### Avancement et planning prévisionnel des opérations principales menées sous maîtrise d'ouvrage d'une collectivité (ou autre)

	Opérations	Maître d'ouvrage	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Commentaires
			T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	T1 T2 T3 T4	
9-a	Espace vie étudiante : RU	CRBS																opération livrée
9-b	Espace vie étudiante : Salle de Spectacle	CRBS																
9-c	Destruction des logements (1460 chambres)	CRBS																
18	Vie Étudiante (restauration et des logements) - Site de l'Hôpital	CRBS																Acquisition du foncier en 2020 Procédure en marche global
19	UM Strasbourg (extension des locaux du PEGE) et cafétéria	REGIS																opération principale livrée fin en 2020
7	Maison Universitaire Internationale (MUI)	CRBS																opération livrée
13	Rénovation et extension de l'INSA	INSA																

Programme ■  
 Procédure de sélection du maître d'œuvre ■  
 Procédure de dévolution du PPP / des marchés de travaux ■  
 Etudes ■  
 Travaux ■  
 Mise en service ✱





## Annexe Campus

### OPERATION CAMPUS DE STRASBOURG- AVANCEMENT AU 31.12.2019

N°	OPERATION	MO / montage	Montant opération en k€ convention de site 2016	Part Etat	DOSEX	AVANCEMENT OPERATIONNEL	Part recherche Formation ou vie étudiante	Commentaire / actualité
1a	Campus vert - tranche 1	Unistra / MOP			Néant	Livré	Vie étudiante	Opération terminée (aménagement de l'entrée et de stationnements, place d'Athènes)
9a	Cité Paul Appell - espace vie étudiante - RU	CROUS / MOP	6 500	4 000	Agrément	Inauguré le 11 juillet 2015	Vie étudiante	
1b	Campus vert - tranche 2	Unistra / MOP	7 900	7 900	Néant	Parc central inauguré le 17 septembre 2015	Vie étudiante	Montant total opération 9,3M€ sur financement Etat Opération terminée (aménagement du parc central et du parvis de l'INSA)
7	Maison Universitaire internationale	SERS / bail	15 200	1 500	Agrément	Livré le 15 septembre 2015	Vie étudiante	
16	Insectarium	Unistra / MOP	5 940	5 940	Agrément	Mis à disposition du CNRS en juillet 2018	Recherche	
11b	IPCB	Unistra / MOP	8 800	8 800	Agrément	Livré décembre 2019	Recherche / Formation	
19a	EMS / extension PEGE	Région / MOP	21 000	7 000	Agrément	Livré juillet 2019	Formation	Travaux de SSI en 2020
5	Maison des Personnels	Unistra / MOP	4 070	4 070	Agrément	Livré juin 2010	Formation	
15	Extension ISIS et Data Center	Unistra / MOP	17 000	15 000	Agrément	Livré octobre 2019	Recherche	
17	CRBS	Unistra / MOP	8 000	2 800	Agrément	Travaux	Recherche	
10b	Rénovation énergétique Droit	Unistra / MOP	4 400	4 400	Agrément	Travaux	Formation	
3	Studium (Maison de l'Etudiant/Learning Centre)	Unistra / MOP	30 200	22 200	Agrément	Travaux	Vie étudiante	
10c	Rénovation énergétique et mise aux normes IRMA	Unistra / MOP	1 000	1 000	Agrément	Travaux	Recherche	
14b	Pôle G2EI - Descartes - Recherche EOST (extension)	Unistra / MOP	11 610	11 610	Agrément	Travaux	Recherche	
10a	Rénovation énergétique et mise aux normes Patio	Unistra / MOP	14 450	14 450	Agrément	Travaux	Formation	
9b et c	Cité Paul Appell - restructuration des 1 460 chambres et de la salle de spectacle	CROUS / conception-réalisation	36 390	2 000	Agrément	Travaux	Vie étudiante	Marché global notifié - travaux phase 1 en cours
14a	G2EI - Manufacture	Unistra / MOP	25 440	11 440	Agrément	Travaux	Recherche / Formation	Acquisition réalisée en octobre 2018
13	Rénovation et extension de l'INSA	INSA / MOP	24 370	12 370	Agrément	Travaux	Recherche / Formation	Livraison en 2 phases (construction neuve puis réhabilitation de l'existant)
11a	Reconstitution Institut de Botanique	Unistra / MOP	9 620	9 620	Approuvé au CA le 27/7/2019 En cours d'instruction	Travaux	Formation / Culture scientifique	Interventions ponctuelles sur serres et bâtiment réduites à minima.
12a	Pôle science, culture et société : Planetarium et son jardin	Unistra / MOP	7 830	7 330	Agrément	Appel d'offres travaux	Culture scientifique	
9a	Reconversion de la tour de Chimie en résidence universitaire	Concession	Privé		Note préalable au Doxex soumise au Rectorat / MESRI en février 2017	2ème tour du dialogue compétitif en cours	Autre	
4	Faculty Club	Concession	Privé	790				
6	Résidence des personnels et des chercheurs	Concession	Privé	-				
12b	Pôle science, culture et société : Musée Zoologie	Unistra / MOP	10 000	8 500	approuvé au CA Unistra 13/03/2018 - en cours d'instruction	Phase APD en cours	Culture scientifique	
10d	Rénovation énergétique et mise aux normes Maths	Unistra / MOP	6 310	6 310	approuvé au CA Unistra le 29 mai 2018 - en cours d'instruction	Phase APD en cours	Formation	
2	Centre sportif	Unistra / MOP	13 640	13 640	Agrément	Phase PRO en cours	Vie étudiante	
11c	Rénovation Géologie (ex-Musée)	Unistra / MOP	8 600	8 600	Prévu en 2019/2020	Programmation en cours	Formation	Projet en attente de G2EI Descartes et Manufacture
18	Restauration et logements site hôpital	CROUS / MOP	6 910	5 910	Prévu en 2019/2020	Faisabilité en cours	Vie étudiante	Acquisition prévue en 2020
1c	Campus vert - tranche 3 (finition bâtiment)	Unistra / MOP	800	800	Néant	Néant	Vie étudiante	Entrée rue Monge réaménagée, fin de la rue prévue en 2021 à la livraison de l'extension de l'INSA

## Annexe campus Emplois

### Détail des opérations inscrites au tableau 2

**Grille de lecture :** L'exécution budgétaire en AE au 31/12/2019 consolide les nouveaux engagements juridiques pris dans l'année et le retrait d'engagements d'années antérieures

Désignation	Montant de l'opération	Total exécuté au 31/12/2018		Prévisionnel 2019		Exécution 2019		Total exécuté au 31/12/2019	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Restructuration laboratoires	<b>8 757 445</b>	8 201 544	8 081 832	555 901	335 017	301 451	137 547	8 502 995	8 219 379
Le Bel Sud T1									
CRBS (seule figure la part de l'opération financée par Campus soit 8,1%-classée en CPER annexe 9)	<b>2 800 000</b>	2 800 000	2 034 463	0	765 537	0	567 893	2 800 000	2 602 356
Campus vert T2	<b>9 331 500</b>	9 331 442	9 211 358	58	120 142	-728	104 994	9 330 715	9 316 352
Campus vert T3	<b>690 000</b>	140 866	140 843	2 000	2 000	1 513	1 048	142 379	141 891
Construction Centre sportif	<b>20 390 000</b>	2 263 916	111 768	53 620	236 320	30 348	484 612	2 294 264	596 380
Construction Studium et stockage denses U2/U3	<b>30 500 000</b>	26 409 397	8 578 449	899 649	6 713 050	644 009	7 111 828	27 053 406	15 690 277
Concession Faculty club, Tour de chimie et Résidence des personnels	<b>790 000</b>	0	0	0	0	0	0	0	0
Travaux préalables Studium	<b>2 400 000</b>	2 061 024	1 980 309	239 670	418 634	276 245	260 250	2 337 269	2 240 559
Maison des personnels et formation	<b>4 070 000</b>	3 681 023	2 159 712	108 150	1 451 293	63 689	1 245 102	3 744 712	3 404 814
Séparation Tour de Chimie	<b>4 080 000</b>	325 230	132 443	402 752	389 035	361 195	80 118	686 425	212 561
Salle Paul Collomb : reversement au CROUS sur les revenus de la dotation	<b>2 000 000</b>	0	0	0	0	0	0	0	0
Rénovation énergétique du Patio	<b>15 000 000</b>	6 988 557	1 369 695	6 051 080	3 001 109	5 980 863	3 134 600	12 969 420	4 504 295
Rénovation énergétique de la Faculté de Droit	<b>5 512 000</b>	4 887 517	3 523 625	374 483	1 071 151	315 914	1 024 908	5 203 431	4 548 533
Rénovation énergétique IRMA	<b>1 554 000</b>	1 360 635	71 958	184 715	1 018 653	50 963	919 761	1 411 598	991 719
Rénovation énergétique Mathématiques	<b>6 310 000</b>	422 466	283	104 320	156 320	78 158	97 146	500 624	97 429
Reconstruction Botanique	<b>680 000</b>	0	0	500 000	380 000	440 555	374 465	440 555	374 465
Rénovation IPCB	<b>9 020 000</b>	8 441 074	7 370 192	438 926	1 633 528	299 939	998 698	8 741 013	8 368 890
Rénovation Géologie	<b>8 600 000</b>	0	0	67 000	67 000	66 775	14 435	66 775	14 435
Travaux préalables Planétarium	<b>1 400 000</b>	971 230	575 497	270 570	536 349	130 384	59 740	1 101 614	635 237
Construction Planétarium	<b>8 330 000</b>	1 406 713	371 359	75 804	220 540	87 336	153 261	1 494 049	524 620
Musée zoologique	<b>13 200 000</b>	192 107	192 107	1 560 000	370 000	1 551 796	38 502	1 743 903	230 609
INSA : reversement sur revenus de la dotation	<b>10 570 000</b>	0	0	1 118 000	1 118 000	1 118 000	1 118 000	1 118 000	1 118 000
G2EI Manufacture	<b>27 040 000</b>	4 090 543	1 362 048	18 600 941	4 502 566	18 599 811	3 516 037	22 690 354	4 878 085
Achat Foncier Manufacture	<b>6 216 000</b>	5 899 346	5 899 346	316 654	316 654	-7 194	-23 846	5 892 152	5 875 500
G2EI - Descartes	<b>12 750 000</b>	10 619 022	1 681 442	553 058	5 073 935	294 045	4 545 652	10 913 067	6 227 094
Extension ISIS	<b>17 936 000</b>	16 626 812	11 257 328	839 188	5 448 672	604 985	4 935 638	17 231 797	16 192 966
Site de l'hôpital : reversement au CROUS sur revenus de la dotation	<b>5 910 000</b>	0	0	0	0	0	0	0	0
Achat Foncier Hopital	<b>2 950 000</b>	0	0	0	0	0	0	0	0
Animalerie provisoire Insectarium	<b>148 152</b>	148 152	148 152	0	0			148 152	148 152
PAPS-PCPI : reversement à l'EmS sur les revenus de la dotation	<b>3 944 000</b>	3 000 000	3 000 000	944 000	944 000	944 000	944 000	3 944 000	3 944 000
SSI PEGE : part de l'opération d'extension du PEGE gérée par l'Unistra	<b>450 000</b>	0	0	200 000	200 000	2 664	0	2 664	0
Pilotage et ingénierie	<b>14 481 153</b>	9 765 208	8 991 525	1 413 000	1 847 464	1 286 881	1 544 589	11 052 089	10 536 114
Intérêts d'emprunt	<b>23 923 740</b>	386 145	323 740	700 000	700 000	734 256	744 207	1 120 401	1 067 947
<b>Total des opérations budgétaires</b>	<b>281 733 990</b>	<b>130 419 969</b>	<b>78 569 474</b>	<b>36 573 539</b>	<b>39 036 969</b>	<b>34 257 853</b>	<b>34 133 185</b>	<b>164 677 822</b>	<b>112 702 659</b>

## Annexe campus Emplois

### Détail des opérations inscrites au tableau 2

Désignation	Prévisionnel 2020		Prévisionnel 2021		Prévisionnel 2022		Prévisionnel 2023 et suivants		Totaux	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Restructuration laboratoires Le Bel Sud T1	0	340 596	0	0	0	0	0	0	8 757 445	8 757 445
CRBS (seule figure la part de l'opération financée par Campus soit 8,1%-classée en CPER annexe 9)	0	0	0	0	0	0	0	0	2 800 000	2 800 000
Campus vert T2	0	0	0	0	0	0	0	0	9 331 500	9 331 500
Campus vert T3	547 134	547 157	0	0	0	0	0	0	690 000	690 000
Construction Centre sportif	15 537 732	517 031	1 581 000	8 281 800	207 732	6 147 081	746 000	5 096 000	20 390 000	20 390 000
Construction Studium et stockage denses U2/U3	3 167 186	11 410 556	23 768	3 797 945	0	0	0	0	30 500 000	30 500 000
Concession Faculty club, Tour de chimie et Résidence des personnels	0	0	790 000	790 000	0	0	0	0	790 000	790 000
Travaux préalable Studium	99 306	1 057	0	0	0	0	0	0	2 400 000	2 400 000
Maison des personnels et formation	280 827	458 995	0	0	0	0	0	0	4 070 000	4 070 000
Séparation Tour de Chimie	3 324 044	1 780 548	27 974	1 527 974	0	250 000	0	0	4 080 000	4 080 000
Salle Paul Callamb : reversement au CROUS sur les revenus de la dotation	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	0	0	0	0	2 000 000	2 000 000
Rénovation énergétique du Patio	1 960 363	6 033 551	0	4 595 645	0	0	0	0	15 000 000	15 000 000
Rénovation énergétique de la Faculté de Droit	250 000	917 224	0	0	0	0	0	0	5 512 000	5 512 000
Rénovation énergétique IRMA	8 650	463 389	0	0	0	0	0	0	1 554 000	1 554 000
Rénovation énergétique Mathématiques	100 000	200 000	5 683 214	5 073 397	0	880 000	0	0	6 310 000	6 310 000
Reconstruction Botanique	180 000	300 000	0	0	0	0	0	0	680 000	680 000
Rénovation IPCB	140 000	16 280	0	0	0	0	0	0	9 020 000	9 020 000
Rénovation Géologie	22 000	22 000	140 000	90 000	8 011 000	5 500 000	360 000	2 921 000	8 600 000	8 600 000
Travaux préalable Planétarium	158 200	288 154	0	0	0	0	0	0	1 400 000	1 400 000
Construction Planétarium	5 915 103	5 024 121	432 380	1 513 980	500 000	1 200 000	0	0	8 330 000	8 330 000
Musée zoologique	102 000	442 000	10 406 000	7 200 000	939 893	4 995 893	0	0	13 200 000	13 200 000
INSA : reversement sur revenus de la dotation	5 950 000	5 950 000	2 820 000	2 820 000	550 000	550 000	132 000	132 000	10 570 000	10 570 000
G2EI Manufacture	2 679 200	9 068 000	964 000	8 542 264	705 316	3 565 122	0	0	27 040 000	27 040 000
Achat Foncier Manufacture	0	0	0	0	0	0	0	0	6 216 000	6 216 000
G2EI - Descartes	936 000	4 180 000	641 920	1 814 623	0	0	0	0	12 750 000	12 750 000
Extension ISIS	470 000	1 230 000	0	0	0	0	0	0	17 936 000	17 936 000
Site de l'hôpital : reversement au CROUS sur revenus de la dotation	0	0	2 000 000	2 000 000	3 000 000	3 000 000	910 000	910 000	5 910 000	5 910 000
Achat Foncier Hopital	0	0	2 950 000	2 950 000	0	0	0	0	2 950 000	2 950 000
Animalerie provisoire insectarium	0	0	0	0	0	0	0	0	148 152	148 152
PAPS-PCPI : reversement à l'EmS sur les revenus de la dotation	0	0	0	0	0	0	0	0	3 944 000	3 944 000
SSI PEGE : part de l'opération d'extension du PEGE gérée par l'Unistra	250 000	250 000	0	0	0	0	0	0	450 000	450 000
Pilotage et ingénierie	1 051 200	1 390 619	761 915	761 915	744 915	744 915	744 915	744 715	14 481 153	14 481 153
Intérêts d'emprunt	1 300 000	1 300 000	1 600 000	1 600 000	1 600 000	1 600 000	18 337 595	18 400 000	23 923 740	23 923 740
<b>Total des opérations budgétaires</b>	<b>45 428 945</b>	<b>53 131 278</b>	<b>31 822 171</b>	<b>54 359 543</b>	<b>16 258 856</b>	<b>28 433 011</b>	<b>21 230 510</b>	<b>28 203 715</b>	<b>281 733 990</b>	<b>281 733 990</b>

## Annexe campus

### Emplois

#### Détail des opérations inscrites au tableau 4

Désignation	Montant de l'opération	Total exécuté au 31/12/2018		Prévisionnel 2019		Exécution 2019		Total exécuté au 31/12/2019	
			Décaissements		Décaissements		Décaissements		Décaissements
Restaurant universitaire cité Paul Appel : reversement au CROUS sur les intérêts	4 000 000		4 000 000						4 000 000
Maison universitaire internationale : reversement à la SERS sur intérêts	1 500 000		1 500 000						1 500 000
INSA : reversement à l'INSA sur les intérêts intermédiaires	2 300 000		1 188 000		882 000		882 000		2 070 000
Construction Insectarium	6 376 447		6 039 286		337 161		488 206		6 527 492
PEGE : reversement à la Région sur les intérêts intermédiaires	6 550 000		3 500 000		2 800 000		2 800 000		6 300 000
Emprunt : remboursement en capital	115 504 000		837 870		2 200 000		2 183 115		3 020 985
<b>Total des opérations non budgétaires</b>	<b>136 230 447</b>		<b>17 065 156</b>		<b>6 219 161</b>		<b>6 353 321</b>		<b>23 418 477</b>

#### Détail du GER

GER	107 231 183		88 178		427 379		427 329		515 507
<b>Total des provisions GER</b>	<b>107 231 183</b>		<b>17 819</b>		<b>427 379</b>		<b>427 329</b>		<b>515 507</b>
<b>Total général</b>	<b>525 195 620</b>		<b>95 652 449</b>		<b>45 683 509</b>		<b>40 913 835</b>		<b>136 636 643</b>

#### Focus sur l'emprunt

Type d'emprunt	au 31/12/2018		2019		Capital restant du
	Tirages	Remboursement en capital	Tirages	Remboursement en capital	
Emprunt BEI	21 000 000	486 227	22 600 000	1 112 394	42 001 378
Emprunt CDC PSPL	8 400 000	111 643	2 400 000	367 918	10 320 440
Emprunt CDC PCV	0	0	7 000 000	107 603	6 892 397
Emprunt CDC PCVO	11 904 000	240 000	0	595 200	11 068 800
<b>Total des emprunts</b>	<b>41 304 000</b>	<b>837 870</b>	<b>32 000 000</b>	<b>2 183 115</b>	<b>70 283 015</b>

## Annexe campus

### Emplois

#### Détail des opérations inscrites au tableau 4

Désignation	Prévisionnel 2020		Prévisionnel 2021		Prévisionnel 2022		Prévisionnel 2023		Totaux	
		Décaissements		Décaissements		Décaissements		Décaissements		Décaissements
Restaurant universitaire cité Paul Appel : reversement au CROUS sur les intérêts										4 000 000
Maison universitaire internationale : reversement à la SERS sur intérêts										1 500 000
INSA : reversement à l'INSA sur les intérêts intermédiaires		50 000		180 000						2 300 000
Construction Insectarium										6 376 447
PEGE : reversement à la Région sur les intérêts intermédiaires		250 000								6 550 000
Emprunt : remboursement en capital		3 400 000		4 000 000		4 200 000		100 866 130		115 504 000
<b>Total des opérations non budgétaires</b>		<b>3 700 000</b>		<b>4 180 000</b>		<b>4 200 000</b>		<b>100 866 130</b>		<b>136 230 447</b>

#### Détail du GER

GER		777 143		1 541 435		2 604 550		101 792 498		107 231 183
<b>Total des provisions GER</b>		<b>777 143</b>		<b>1 541 435</b>		<b>2 604 550</b>		<b>101 792 498</b>		<b>107 231 183</b>
<b>Total général</b>		<b>57 608 421</b>		<b>60 080 978</b>		<b>35 237 561</b>		<b>230 862 343</b>		<b>525 195 620</b>

## Annexe campus

## Recettes

Détail des opérations  
inscrites au tableau 2

## Grille de lecture :

- les revenus de la dotation sont ventilés par opération dans la colonne "Montant du financement" ; néanmoins, en exécution et en prévisionnel, les recettes encaissables (RE) correspondant à ces revenus sont indiquées globalement par année sur la ligne "Encaissement globalisé des revenus de la dotation" car il n'est pas possible de ventiler les encaissements par opération

- les emprunts tirés au 31/12/2019 sont indiqués à titre informatif par opération mais la trésorerie apportée par l'emprunt est indiquée globalement par année sur la ligne "Emprunt et remboursement en capital" car l'emprunt est une opération non budgétaire

Désignation	Sources de financement	Montant du financement	Total exécuté au 31/12/2018			Prévisionnel 2019			Exécution 2019			Total exécuté au 31/12/2019		
			RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR
Restructuration laboratoires Le Bel Sud T1	Intérêts intermédiaires	6 505 000	5 854 500									5 854 500	0	0
	Autres recettes	1 968 742	1 968 742									1 968 742	0	0
	Autofinancement	283 703			283 703							0	0	283 703
	Sous-total	8 757 445	7 823 242	0	283 703	0	0	0	0	0	0	7 823 242	0	283 703
CRBS (seule figure la part de l'opération financée par Campus)	Intérêts intermédiaires	2 800 000	2 520 000									2 520 000	0	0
	Sous-total	2 800 000	2 520 000	0	0	0	0	0	0	0	0	2 520 000	0	0
	Intérêts intermédiaires	9 300 000	8 370 000									8 370 000	0	0
	Autofinancement	31 500		31 500	-31 449			31 449			31 449	0	31 500	0
Sous-total	9 331 500	8 370 000	31 500	-31 449	0	0	31 449	0	0	31 449	8 370 000	31 500	0	
Campus vert T3	Revenus de la dotation	690 000										0	0	0
	Autofinancement	0										0	0	0
	Sous-total	690 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction Centre sportif	Revenus de la dotation	20 390 000										0	0	0
	Sous-total	20 390 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction Studium et stockage denses U2/U3	Revenus de la dotation dont emprunt à date:17 200 000 €	20 600 000										0	0	0
	Intérêts intermédiaires	1 900 000	1 710 000									1 710 000	0	0
	Collectivités locales	8 000 000	4 250 000			1 900 000			1 900 000			6 150 000	0	0
	Sous-total	30 500 000	5 960 000	0	0	1 900 000	0	0	1 900 000	0	0	7 860 000	0	0
	Revenus de la dotation	790 000										0	0	0
Concession Faculty club, Tour de chimie et Résidence des personnels	Sous-total	790 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Intérêts intermédiaires	2 400 000	2 160 000		-31 067			31 067			31 067	2 160 000	0	0
Travaux préalables Studium	Sous-total	2 400 000	2 160 000	0	-31 067	0	0	31 067	0	0	31 067	2 160 000	0	0
	Revenus de la dotation dont emprunt à date : 2 850 000 €	3 820 000										0	0	0
Maison des personnels et formation	Intérêts intermédiaires	250 000	225 000		-900			900				225 000	0	-900
	Sous-total	4 070 000	225 000	0	-900	0	0	900	0	0	0	225 000	0	-900
	Intérêts intermédiaires	2 000 000	1 800 000									1 800 000	0	0
Séparation Tour de Chimie	Autofinancement	2 080 000					80 000	50 000		80 000	50 000	0	80 000	50 000
	Sous-total	4 080 000	1 800 000	0	0	0	80 000	50 000	0	80 000	50 000	1 800 000	80 000	50 000
	Revenus de la dotation	2 000 000										0	0	0
Salle Paul Collomb : reversement au CROUS sur les revenus de la dotation	Sous-total	2 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Revenus de la dotation dont emprunt à date : 8 900 000 €	15 000 000										0	0	0
Rénovation énergétique du Patio	Sous-total	15 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Revenus de la dotation dont emprunt à date : 4 304 000 € dont mobilisation aléas : 430 000 €	4 734 000										0	0	0
Rénovation énergétique de la Faculté de Droit	Intérêts intermédiaires	246 000	221 400									221 400	0	0
	Abondement de ingénierie	100 000			100 000							0	0	100 000
	Autofinancement	432 000		270 200	161 800							0	270 200	161 800
	Autres recettes (pénalités)								100			100	0	0
	Sous-total	5 512 000	221 400	270 200	261 800	0	0	0	100	0	0	221 500	270 200	261 800
	Intérêts intermédiaires	1 004 000	903 600									903 600	0	0
	Autofinancement	550 000		500 000	-483 691		50 000	483 691		50 000	483 691	0	550 000	0
Sous-total	1 554 000	903 600	500 000	-483 691	0	50 000	483 691	0	50 000	483 691	903 600	550 000	0	
Rénovation énergétique Mathématiques	Revenus de la dotation	6 310 000										0	0	0
	Autofinancement	0			0							0	0	0
Sous-total	6 310 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Reconstruction Botanique	Revenus de la dotation	680 000										0	0	0
	Sous-total	680 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Rénovation IPCB	Revenus de la dotation dont emprunt à date :7 600 000 €	7 600 000										0	0	0
	Intérêts intermédiaires	1 200 000	1 080 000									1 080 000	0	0
	Autofinancement	220 000			220 000							0	0	220 000
	Autres recettes (pénalités)								9 820			9 820	0	0
	Sous-total	9 020 000	1 080 000	0	220 000	0	0	0	9 820	0	0	1 089 820	0	220 000

## Annexe campus

### Recettes

#### Détail des opérations inscrites au tableau 2

Désignation	Sources de financement	Prévisionnel 2020			Prévisionnel 2021			Prévisionnel 2022			Prévisionnel 2023			Totaux		
		RE	Autofinance ment annuel	Autofinance ment FDR	RE	Autofinance ment annuel	Autofinance ment FDR	RE	Autofinance ment annuel	Autofinance ment FDR	RE	Autofinance ment annuel	Autofinance ment FDR	RE	Autofinancem ent annuel	Autofinancem ent FDR
Restructuration laboratoires Le Bel Sud T1	Intérêts intermédiaires	650 500												6 505 000		
	Autres recettes													1 968 742		
	Autofinancement														0	283 703
	<b>Sous-total</b>	<b>650 500</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8 473 742</b>	<b>0</b>	<b>283 703</b>
CRBS (seule figure la part de l'opération financée par Campus)	Intérêts intermédiaires	280 000												2 800 000		
	<b>Sous-total</b>	<b>280 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 800 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Campus vert T2	Intérêts intermédiaires	930 000												9 300 000		
	Autofinancement														31 500	0
	<b>Sous-total</b>	<b>930 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9 300 000</b>	<b>31 500</b>	<b>0</b>
Campus vert T3	Revenus de la dotation													0		
	Autofinancement														0	0
	<b>Sous-total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Construction Centre sportif	Revenus de la dotation													0		
	<b>Sous-total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Construction Studium et stockage denses U2/U3	Revenus de la dotation													0		
	dont emprunt à date:17 200 000 €															
	Intérêts intermédiaires				190 000									1 900 000		
	Collectivités locales	900 000			950 000									8 000 000		
	<b>Sous-total</b>	<b>900 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 140 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9 900 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Concession Faculty club, Tour de chimie et Résidence des personnels	Revenus de la dotation													0		
	<b>Sous-total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Travaux préalables Studium	Intérêts intermédiaires	240 000												2 400 000		
	<b>Sous-total</b>	<b>240 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 400 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Maison des personnels et formation	Revenus de la dotation													0		
	dont emprunt à date : 2 850 000 €															
	Intérêts intermédiaires	25 000												250 000		
	<b>Sous-total</b>	<b>25 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>250 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Séparation Tour de Chimie	Intérêts intermédiaires							200 000						2 000 000		
	Autofinancement			1 500 000			450 000								80 000	2 000 000
	<b>Sous-total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 500 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>450 000</b>	<b>200 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 000 000</b>	<b>80 000</b>	<b>2 000 000</b>
Salle Paul Collomb : reversement au CROUS sur les revenus de la dotation	Revenus de la dotation													0		
	<b>Sous-total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Rénovation énergétique du Patio	Revenus de la dotation													0		
	dont emprunt à date : 8 900 000 €															
	<b>Sous-total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Rénovation énergétique de la Faculté de Droit	Revenus de la dotation													0		
	dont emprunt à date : 4 304 000 €															
	dont mobilisation aléas : 430 000 €															
	Intérêts intermédiaires	24 600												246 000		
	Abondement de Ingénierie														100 000	
	Autofinancement														270 200	161 800
	Autres recettes (pénalités)															
	<b>Sous-total</b>	<b>24 600</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>246 000</b>	<b>270 200</b>	<b>261 800</b>
Rénovation énergétique IRMA	Intérêts intermédiaires	100 400												1 004 000		
	Autofinancement														550 000	0
	<b>Sous-total</b>	<b>100 400</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 004 000</b>	<b>550 000</b>	<b>0</b>
Rénovation énergétique Mathématiques	Revenus de la dotation													0		
	Autofinancement														0	0
	<b>Sous-total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Reconstruction Botanique	Revenus de la dotation													0		
	<b>Sous-total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Rénovation IPCB	Revenus de la dotation													0		
	dont emprunt à date : 7 600 000 €															
	Intérêts intermédiaires	120 000												1 200 000		
	Autofinancement														0	220 000
	Autres recettes (pénalités)															
	<b>Sous-total</b>	<b>120 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 200 000</b>	<b>0</b>	<b>220 000</b>

## Annexe campus

## Recettes

Désignation	Sources de financement	Montant du financement	Total exécuté au 31/12/2018			Prévisionnel 2019			Exécution 2019			Total exécuté au 31/12/2019		
			RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR
Rénovation Géologie	Revenus de la dotation	8 600 000										0	0	0
	<b>Sous-total</b>	<b>8 600 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Travaux préalables Planétarium	Intérêts intermédiaires	1 100 000	990 000									990 000	0	0
	Autofinancement	300 000		300 000	-235 821			235 821			235 821	0	300 000	0
	<b>Sous-total</b>	<b>1 400 000</b>	<b>990 000</b>	<b>300 000</b>	<b>-235 821</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>235 821</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>235 821</b>	<b>990 000</b>	<b>300 000</b>	<b>0</b>
Construction Planétarium	Revenus de la dotation	7 130 000										0	0	0
	Intérêts intermédiaires	700 000	630 000									630 000	0	0
	Collectivités locales	500 000				250 000			250 000			250 000	0	0
	<b>Sous-total</b>	<b>8 330 000</b>	<b>630 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>250 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>250 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>880 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Musée zoologique	Revenus de la dotation	8 500 000										0	0	0
	Intérêts intermédiaires	200 000	180 000									180 000	0	0
	Collectivités locales	4 500 000				300 000			200 000			200 000	0	0
	<b>Sous-total</b>	<b>13 200 000</b>	<b>180 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>300 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>200 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>380 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
INSA : reversement sur revenus de la dotation	Revenus de la dotation	10 570 000										0	0	0
	<b>Sous-total</b>	<b>10 570 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
G2EI Manufacture	Revenus de la dotation	11 440 000										0	0	0
	dont emprunt à date :10 00 000 €											0	0	0
	Collectivités locales	15 600 000	1 900 000			2 700 000			2 900 000			4 800 000	0	0
	Autres recettes (pénalités)								3 000			3 000	0	0
	<b>Sous-total</b>	<b>27 040 000</b>	<b>1 900 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 700 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 903 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 803 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Achat Foncier Manufacture	Revenus de la dotation	6 216 000										0	0	0
	dont emprunt à date :5 100 000 €											0	0	0
	<b>Sous-total</b>	<b>6 216 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
G2EI - Descartes	Revenus de la dotation	11 350 000										0	0	0
	dont emprunt à date :8 000 000 €											0	0	0
	Intérêts intermédiaires	1 400 000	1 260 000									1 260 000	0	0
	<b>Sous-total</b>	<b>12 750 000</b>	<b>1 260 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 260 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Extension ISIS	Revenus de la dotation	12 860 000										0	0	0
	dont emprunt à date : 9 350 000 €											0	0	0
	Intérêts intermédiaires	2 450 000	2 205 000									2 205 000	0	0
	Collectivités locales	2 000 000	1 500 000									1 500 000	0	0
	Autres recettes (pénalités)	200 000	200 000									450 508	0	0
	Autofinancement	426 000			426 000				250 508			0	0	426 000
	<b>Sous-total</b>	<b>17 936 000</b>	<b>3 905 000</b>	<b>0</b>	<b>426 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>250 508</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 155 508</b>	<b>0</b>	<b>426 000</b>
Site de l'hôpital : reversement au CROUS sur revenus de la dotation	Revenus de la dotation	5 910 000										0	0	0
	<b>Sous-total</b>	<b>5 910 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Achat Foncier Hopital	Revenus de la dotation	2 950 000										0	0	0
	<b>Sous-total</b>	<b>2 950 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Animalerie provisoire Insectarium	Intérêts intermédiaires	148 152	148 152									148 152	0	0
	<b>Sous-total</b>	<b>148 152</b>	<b>148 152</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>148 152</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
PAPS-PCPI : reversement à l'EmS sur les revenus de la dotation	Revenus de la dotation	3 944 000										0	0	0
	<b>Sous-total</b>	<b>3 944 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
SSI PEGE : part de l'opération d'extension du PEGE gérée par	Intérêts intermédiaires	450 000										0	0	0
	<b>Sous-total</b>	<b>450 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Pilotage et ingénierie	Revenus de la dotation (1Me/an 2017-2023)	7 000 000										0	0	0
	Abonnement op* Droit	-100 000		-100 000								0	-100 000	0
	Intérêts intermédiaires	3 000 000	3 000 000									3 000 000	0	0
	Autres recettes	4 581 153	4 581 153						1 923			4 583 076	0	0
	<b>Sous-total</b>	<b>14 481 153</b>	<b>7 581 153</b>	<b>-100 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 923</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 583 076</b>	<b>-100 000</b>	<b>0</b>
Encaissement globalisé des revenus de la dotation	Revenus de la dotation		34 653 181			15 122 000			14 963 868			49 617 049	0	0
	<b>Sous-total</b>	<b>0</b>	<b>34 653 181</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>15 122 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>14 963 868</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>49 617 049</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Intérêts d'emprunt	Revenus de la dotation	23 923 740										0	0	0
	<b>Sous-total</b>	<b>23 923 740</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total des opérations budgétaires</b>		<b>281 733 990</b>	<b>82 310 728</b>	<b>1 001 700</b>	<b>408 575</b>	<b>20 272 000</b>	<b>130 000</b>	<b>832 928</b>	<b>20 479 219</b>	<b>130 000</b>	<b>832 028</b>	<b>102 789 947</b>	<b>1 131 700</b>	<b>1 240 603</b>
dont revenus de la dotation		<b>203 007 740</b>	34 653 181			15 122 000			14 963 868			49 617 049		

Un problème d'émargement a conduit à réduire le montant des RE des revenus de la dotation de 157 557,13 € par rapport aux encaissements réels, la somme sera rattachée à 2020



## Annexe campus

## Recettes

Désignation	Sources de financement	Prévisionnel 2020			Prévisionnel 2021			Prévisionnel 2022			Prévisionnel 2023			Totaux		
		RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR
Rénovation Géologie	Revenus de la dotation													0		
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Travaux préalables Planétarium	Intérêts intermédiaires	110 000												1 100 000		
	Autofinancement														300 000	0
	Sous-total	110 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 100 000	300 000	0
Construction Planétarium	Revenus de la dotation													0		
	Intérêts intermédiaires							70 000						700 000		
	Collectivités locales	100 000						150 000						500 000		
	Sous-total	100 000	0	0	0	0	0	220 000	0	0	0	0	0	1 200 000	0	0
Musée zoologique	Revenus de la dotation													0		
	Intérêts intermédiaires							20 000						200 000		
	Collectivités locales	1 200 000			1 600 000			1 000 000						4 500 000		
	Sous-total	1 200 000	0	0	1 600 000	0	0	1 020 000	0	0	400 000	0	0	4 700 000	0	0
INSA : reversement sur revenus de la dotation	Revenus de la dotation													0		
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
G2EI Manufacture	Revenus de la dotation													0		
	dont emprunt à date :10 00 000€															
	Collectivités locales	4 100 000			3 300 000			3 600 000						15 600 000		
	Autres recettes (pénalités)															
	Sous-total	4 100 000	0	0	3 300 000	0	0	3 600 000	0	0	0	0	0	15 600 000	0	0
Achat Foncier Manufacture	Revenus de la dotation													0		
	dont emprunt à date :5 100 000€															
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
G2EI - Descartes	Revenus de la dotation													0		
	dont emprunt à date :8 000 000€															
	Intérêts intermédiaires				140 000									1 400 000		
	Sous-total	0	0	0	140 000	0	0	0	0	0	0	0	0	1 400 000	0	0
Extension ISIS	Revenus de la dotation													0		
	dont emprunt à date : 9 350 000€													0		
	Intérêts intermédiaires	245 000												2 450 000		
	Collectivités locales	500 000												2 000 000		
	Autres recettes (pénalités)													200 000		
	Autofinancement														0	426 000
	Sous-total	745 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 650 000	0	426 000
Site de l'hôpital : reversement au CROUS sur revenus de la dotation	Revenus de la dotation													0		
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Achat Foncier Hopital	Revenus de la dotation													0		
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Animalerie provisoire Insectarium	Intérêts intermédiaires													148 152		
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	148 152	0	0
PAPS-PCPI : reversement à l'EmS sur les revenus de la dotation	Revenus de la dotation													0		
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SSI PEGE : part de l'opération d'extension du PEGE gérée par	Intérêts intermédiaires	450 000												450 000		
	Sous-total	450 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	450 000	0	0
Pilotage et ingénierie	Revenus de la dotation													0		
	(1Me/an 2017-2023)															
	Abondement op" Droit															
	Intérêts intermédiaires													3 000 000		
	Autres recettes													4 581 153		
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 581 153	-100 000	0
Encaissement globalisé des revenus de la dotation	Revenus de la dotation	15 122 000			15 122 000			15 122 000			107 866 558			203 007 739		
	Sous-total	15 122 000	0	0	15 122 000	0	0	15 122 000	0	0	107 866 558	0	0	203 007 739	0	0
Intérêts d'emprunt	Revenus de la dotation													0		
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des opérations budgétaires		25 097 500	0	1 500 000	21 302 000	0	450 000	20 162 000	0	0	108 266 558	0	0	277 410 786	1 131 700	3 191 503
dont revenus de la dotation		15 122 000			15 122 000			15 122 000			107 866 558			203 007 739		

## Annexe campus

### Recettes

Désignation	Sources de financement	Montant du financement	Total exécuté au 31/12/2018			Prévisionnel 2019			Exécution 2019			Total exécuté au 31/12/2019		
			RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR

#### Détail des opérations inscrites au tableau 4

Désignation	Sources de financement	Montant du financement	Total exécuté au 31/12/2018			Prévisionnel 2019			Exécution 2019			Total exécuté au 31/12/2019		
			Encaissements			Encaissements			Encaissements			Encaissements		
Restaurant universitaire cité Paul	Intérêts intermédiaires	4 000 000	4 000 000			0			0			4 000 000		
Appel : reversement au CROUS sur les intérêts intermédiaires	<b>Sous-total</b>	<b>4 000 000</b>	<b>4 000 000</b>			<b>0</b>			<b>0</b>			<b>4 000 000</b>		
Maison universitaire internationale : reversement à la SERS sur intérêts intermédiaires	Intérêts intermédiaires	1 500 000	1 500 000			0			0			1 500 000		
	<b>Sous-total</b>	<b>1 500 000</b>	<b>1 500 000</b>			<b>0</b>			<b>0</b>			<b>1 500 000</b>		
INSA : reversement à l'INSA sur les intérêts intermédiaires	Intérêts intermédiaires	2 300 000	2 070 000			0			0			2 070 000		
	<b>Sous-total</b>	<b>2 300 000</b>	<b>2 070 000</b>			<b>0</b>			<b>0</b>			<b>2 070 000</b>		
Construction Insectarium	Intérêts intermédiaires	6 246 848	5 607 348			639 500			32 000			5 639 348		
	Autres recettes	129 599	89 399			40 201			113 691			203 090		
	<b>Sous-total</b>	<b>6 376 447</b>	<b>5 696 747</b>			<b>679 701</b>			<b>145 691</b>			<b>5 842 438</b>		
PEGE : reversement à la Région sur les intérêts intermédiaires	Intérêts intermédiaires	6 550 000	4 200 000			2 100 000			2 100 000			6 300 000		
	<b>Sous-total</b>	<b>6 550 000</b>	<b>4 200 000</b>			<b>2 100 000</b>			<b>2 100 000</b>			<b>6 300 000</b>		
Emprunt : tirages	Emprunt	115 504 000	41 304 000			32 000 000			32 000 000			73 304 000		
	<b>Sous-total</b>	<b>115 504 000</b>	<b>41 304 000</b>			<b>32 000 000</b>			<b>32 000 000</b>			<b>73 304 000</b>		
<b>Total des opérations non budgétaires</b>		<b>136 230 447</b>	<b>58 770 747</b>			<b>34 779 701</b>			<b>34 245 691</b>			<b>93 016 438</b>		

#### Détail du GER

GER	Revenus de la dotation	107 231 183										0		
	<b>Sous-total</b>	<b>107 231 183</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total des provisions GER</b>		<b>107 231 183</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

<b>Totaux généraux</b>	<b>525 195 620</b>	<b>86 431 105</b>	<b>255 127</b>	<b>785 267</b>	<b>55 051 701</b>	<b>130 000</b>	<b>832 928</b>	<b>54 724 910</b>	<b>130 000</b>	<b>832 028</b>	<b>195 806 384</b>	<b>1 131 700</b>	<b>1 240 603</b>
dont revenus de la dotation	<b>310 238 923</b>	34 653 181			15 122 000			14 963 868			49 617 049		

#### Focus sur les revenus de la dotation au 31/12/2019

Montant de la dotation non consommable	Revenus annuels	Au 31/12/2018	Encaissements 2019	Total
<b>375 000 000</b>	Revenus 2016	8 221 749		<b>8 221 749</b>
	Revenus 2017	15 121 434		<b>15 121 434</b>
	Revenus 2018	11 309 997	3 811 428	<b>15 121 425</b>
	Revenus 2019		11 309 996	<b>11 309 996</b>
		<b>34 653 180</b>	<b>15 121 424</b>	<b>49 774 604</b>

## Annexe campus

### Recettes

Désignation	Sources de financement	Prévisionnel 2020			Prévisionnel 2021			Prévisionnel 2022			Prévisionnel 2023			Totaux		
		RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR	RE	Autofinancement annuel	Autofinancement FDR

#### Détail des opérations inscrites au tableau 4

Désignation	Sources de financement	Prévisionnel 2020			Prévisionnel 2021			Prévisionnel 2022			Prévisionnel 2023			Totaux		
		Encaissements			Encaissements			Encaissements			Encaissements			Encaissements		
Restaurant universitaire cité Paul	Intérêts intermédiaires	0			0			0			0			8 000 000		
Appel : reversement au CROUS sur les intérêts intermédiaires	Sous-total	0			0			0			0			8 000 000		
Maison universitaire internationale : reversement à la SERS sur intérêts intermédiaires	Intérêts intermédiaires	0			0			0			0			3 000 000		
	Sous-total	0			0			0			0			3 000 000		
INSA : reversement à l'INSA sur les intérêts intermédiaires	Intérêts intermédiaires	50 000			180 000									4 320 000		
	Sous-total	50 000			180 000			0			0			4 320 000		
Construction Insectorium	Intérêts intermédiaires													11 886 196		
	Autres recettes													332 689		
	Sous-total	0			0			0			0			12 218 885		
PEGE : reversement à la Région sur les intérêts intermédiaires	Intérêts intermédiaires	250 000												12 600 000		
	Sous-total	250 000			0			0			0			12 600 000		
Emprunt : tirages	Emprunt	35 000 000			7 200 000									153 808 000		
	Sous-total	35 000 000			7 200 000			0			0			153 808 000		
Total des opérations non budgétaires		35 300 000			7 380 000			0			0			193 946 885		

#### Détail du GER

GER	Revenus de la dotation													0		
	Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des provisions GER		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Totaux généraux	60 397 500	0	1 500 000	28 682 000	0	450 000	20 162 000	0	0	108 266 558	0	0	471 357 671	1 131 700	3 191 503
dont revenus de la dotation	15 122 000			15 122 000			15 122 000			107 866 558			203 007 739		

## Programme Pluriannuel d'Investissement autofinancé Université de Strasbourg : exécution 2019

Projets	Montant total de l'opération au BI 2020	Modifications intervenues postérieurement	Montant total de l'opération à date	Autres financements	dont autres financements dans FDR	Autofinan. total	Dépenses ant. s/autofi. (2015-2016-2017)	Conso tranche 2018 sur FDR	Prévision tranche 2019 sur autofi	Exécution tranche 2019 sur autofi	Prévision tranche 2020 sur autofi	Prévision tranche 2021 sur autofi	Total PPI validé	Besoins futurs non validés
Réorganisation locaux Faculté de Physique	1 005 761		1 005 761	695 164		310 597	253 178	18 199	39 220	31 372			310 597	
Réfection circuits électriques (+ réseau Informatique) PU	2 269 463		2 269 463	623 000		1 646 463	1 550 163	24 863	71 437	55 502			1 646 463	
Electricité Palais U et rénovation (complément pour 1/3 du Rdc)														
Câblage du Palais Universitaire														
Bibliothèque recherche histoire Palais Universitaire														
Pôle énergie IRMA-ISIS (Recherche)	721 936		721 936	523 057	200 000	198 879	344 087	52 199	2 593	2 593			398 879	
Regroupement Faculté Langues -LSHA	339 387		339 387	203 019		136 368	108 238	7 705	20 426	0			136 368	
Centre Européen de Science Quantique phase 1	3 600 000		3 600 000	850 000		2 750 000	6 557	17 655	425 787	-178 364	1 200 000	1 100 001	2 750 000	
Centre Européen de Science Quantique phase 2	2 260 000		2 260 000			2 260 000							0	2 260 000
Optimisation des sorbonnes d'enseignement Pharmacie	389 643		389 643	149 643		240 000	-186 165	5 808	180 357	180 357			0	240 000
Restructuration des laboratoires Pharmacie	597 354		597 354	437 354		160 000		-10 955	170 955	-74 163			160 000	
Refectoire toiture psycho	917 000		917 000	517 000		400 000	167 304	18 110	214 586	196 843			400 000	
Réhabilitation bâtiment UMR_S 1110	400 000		400 000			400 000	5 285	101 019	93 696	77 308			200 000	200 000
Laboratoire GREAM	113 074		113 074	28 000		85 074	6 820	77 748	506	506			85 074	
Réorganisation de locaux " Atrium "	1 515 400		1 515 400	15 400		1 500 000		118 444	81 556	77 497			200 000	1 300 000
Palais U Locaux 1° étage	690 000		690 000			690 000							0	690 000
Réhabilitation UFR de Physique	1 452 000		1 452 000	815 000		637 000		-1 033	1 033	1 033			0	637 000
Refectoire toiture 7 rue de l'Université	320 000		320 000			320 000			250 000	231 930	70 000		320 000	
TPS	750 000		750 000	750 000		0			-248 920	-248 920	55 000	193 920	0	
Rénovation Amphithéâtre Physique (Fresnel)	780 000		780 000	560 000	560 000	220 000							0	780 000
Réaménagement de Saint Georges (création salles de classe)	198 000		198 000			198 000						98 000	98 000	100 000
Réaménagement d'un étage de la faculté de droit en salles de cours suite au départ de la bibliothèque	300 000		300 000	300 000		0							0	
Rénovation et accessibilité du grand amphithéâtre Ourisson	700 000		700 000	700 000		0							0	
Réaménagement du Portique suite départ bibliothèque (création 3 grandes salles)	150 000		150 000			150 000							0	150 000
Réaménagement de la bibliothèque de psycho en locaux de recherche	300 000		300 000			300 000							0	300 000
Intracting Interne	800 000		800 000			800 000							0	800 000
CEERIPPE Centre Européen d'Enseignement, de Recherche et d'Innovation en Physiologie de l'Exercice	408 002		408 002	393 076		14 926			14 926	60 524			14 926	
Travaux Pôle Entrepreneuriat universitaire - report dotation 2018	653 318		653 318	653 318		0		-20 741	-43 259	13 216	64 000		0	
IUT Illkirch : moyens pour compléter CPER	125 113		125 113			125 113						125 113	125 113	
Participation à la réhabilitation des salles de TP en dentaire	500 000		500 000			500 000							0	500 000
Réaménagement de l'ancien Planétarium	30 000		30 000			30 000							0	30 000
Restructuration de la scolarité de sciences éco. et de gestion	130 000		130 000			130 000							0	130 000
Participation à la réfection des amphis de Pharmacie	170 000		170 000			170 000							0	170 000
Mise aux normes animalerie ICS	2 400 000		2 400 000	1 600 000		800 000							0	800 000
CRBS - Aménagement du 6e étage	1 000 000		1 000 000			1 000 000							0	1 000 000

## Programme Pluriannuel d'Investissement autofinancé Université de Strasbourg : exécution 2019

Projets	Montant total de l'opération au BI 2020	Modifications intervenues postérieure-ment	Montant total de l'opération à date	Autres financements	dont autres financements dans FDR	Autofinan. total	Dépenses ant. s/autofi. (2015-2016-2017)	Conso tranche 2018 sur FDR	Prévision tranche 2019 sur autofi	Exécution tranche 2019 sur autofi	Prévision tranche 2020 sur autofi	Prévision tranche 2021 sur autofi	Total PPI validé	Besoins futurs non validés
Conso tranche 2018 sur FDR	37 568 837		37 568 837	33 568 837		4 000 000	1 000 000	2 000 000	1 000 000	1 000 000			4 000 000	
Conso tranche 2018 sur FDR	1 740 000		1 740 000	1 740 000		0		-186 445	186 445	186 445			0	
Accessibilité parking et réseau psycho, ascenseur IRMA, sanitaires	532 487		532 487	532 487	532 487	0	502 559	27 604	2 324	384			532 487	
Isolation et fenêtres facade avant Faculté de Géographie	2 008 182		2 008 182	1 109 500	276 392	898 682	1 040 432	121 305	13 337	155			1 175 074	
Accessibilité et Sécurité de la Faculté de Géographie														
Rénovation Laboratoire Recherche Faculté de Géographie (complément mise en sécurité)														
AS mise en sécurité des locaux pharma 2017	100 100		100 100	100 100		0	-26 513	24 515	1 998	1 998			0	
AS mise en sécurité locaux pharmacie 2017	100 000		100 000	100 000		0	-100 000		100 000	0			0	
AS mise en sécurité Psychologie 2018	300 000		300 000	300 000		0		-151 125	151 125	26 928			0	
AS mise en accessibilité Palais Universitaire 2018	100 000		100 000	100 000		0		-100 000	38 078	33 222	61 922		0	
AS achèvement mise aux normes électriques Palais Universitaire 2019	200 000		200 000	200 000		0			-130 000	-144 571	130 000		0	
AS Sécurisation du Campus Esplanade : protection contre les voitures béliers 2019	0	50 000	50 000	50 000		0			0	-50 000			0	
AS Accessibilité création d'un ascenseur pour le bâtiment Faculté de Philosophie 2019	0	150 000	150 000	150 000		0			0	-150 000			0	
Complément op° Campus - IRMA (et report dotation 2018)	500 000		500 000	500 000		0	-166 697	-316 994	483 691	483 691			0	
Complément op° Campus - Faculté de Droit	432 000		432 000	170 200		261 800	161 800	100 000					261 800	
Complément op° Campus - ISIS Travaux pour DATA Center	426 000		426 000			426 000	285 141	140 859					426 000	
Complément op° Campus - Toiture IPCB	220 000		220 000			220 000		220 000					220 000	
Complément op° Campus - Plateforme recherche chimie	2 000 000		2 000 000			2 000 000			50 000	50 000	1 500 000	450 000	2 000 000	
Parc campus tranche 2 - report dotation 2018	31 500		31 500	31 500		0	-20 949	-10 500	31 449	31 449			0	
Travaux préalables Studium - report dotation 2018	31 067		31 067	31 067		0		-31 067	31 067	31 067			0	
Maison des personnels - report dotation 2018	0		0			0		-900	900	0			0	
Travaux préalables Planétarium - report dotation 2018	300 000		300 000	300 000		0		-235 821	235 821	235 821			0	
Plateforme Silabe : travaux financés sur boni de liquidation	200 000		200 000			200 000			200 000	25 330			200 000	
OSIRIS	1 255 000		1 255 000	1 255 000	1 255 000	0			1 255 000	50 861			1 255 000	
RAREST	0		0			0							0	
Passage à la téléphonie sur IP	580 169		580 169	169		580 000	521 344	58 656					580 000	
Poursuite projet "Si Câblage"	570 000		570 000			570 000	91 716	96 652	111 632	64 857			300 000	270 000
Extension de la couverture WIFI sur le campus	563 370		563 370			563 370	383 793	49 577					433 370	130 000
Double boucle de fibre optique pour mise en œuvre du plan de reprise d'activité sur 3 sites (Esplanade, Campus historique, Hôpital)	372 032		372 032			372 032	357 966	14 065					372 032	
ISIS - Equipement DATA Center (T1 - 2 salles)	3 500 000		3 500 000			3 500 000		283 031	3 016 969	2 682 442			3 300 000	200 000
Infoprox - Cablage et Wifi du Campus sud	470 036		470 036	36		470 000	49 226	50 774					100 000	370 000
Infoprox Cablage et Wifi du Campus Hopital	400 000		400 000			400 000							0	400 000
Refonte Environnement collaboratif -volet remplacement ENT	205 000		205 000			205 000		126 205	78 795	76 759			205 000	
Centralisation jouvence du matériel des amphis	302 000		302 000	240 000		62 000							0	62 000
Multimédia amphi - maintenance à distance	300 000		300 000			300 000							0	300 000
Poursuite jouvence du matériel des amphis mutualisés	528 000		528 000			528 000							0	528 000
Poursuite jouvence du matériel des amphis non mutualisés	330 000		330 000			330 000							0	330 000

**Annexe**  
**Programme Pluriannuel d'Investissement autofinancé**  
**Université de Strasbourg : exécution 2019**

<b>Projets</b>	<b>Montant total de l'opération au BI 2020</b>	<b>Modifications intervenues postérieurement</b>	<b>Montant total de l'opération à date</b>	<b>Autres financements</b>	<b>dont autres financements dans FDR</b>	<b>Autofinan. total</b>	<b>Dépenses ant. s/autofi. (2015-2016-2017)</b>	<b>Conso tranche 2018 sur FDR</b>	<b>Prévision tranche 2019 sur autofi</b>	<b>Exécution tranche 2019 sur autofi</b>	<b>Prévision tranche 2020 sur autofi</b>	<b>Prévision tranche 2021 sur autofi</b>	<b>Total PPI validé</b>	<b>Besoins futurs non validés</b>
Equipement télétravail	150 000		150 000			150 000							0	150 000
CRBS - Equipement informatique	160 000		160 000	55 574		104 426		3 448	100 978	98 385			104 426	
Cardo (PAPS-PCPI) - Equipement informatique	180 000		180 000			180 000			180 000	177 836			180 000	
Maison des personnels - équipement informatique	89 350		89 350			89 350			89 350	70 605			89 350	
Stadium - équipement informatique	70 000		70 000			70 000					70 000		70 000	
G2EI Descartes - équipement informatique	40 000		40 000			40 000					40 000		40 000	
Patio - équipement informatique	150 000		150 000			150 000							0	150 000
G2EI Manufacture - équipement informatique	120 000		120 000			120 000							0	120 000
Investissements pédagogiques prévus sur CAF 2016 non réalisés	891 540		891 540	891 540	891 540	0	856 675	34 865					891 540	
Mobilier Bibliothèque PEGE	511 847		511 847	11 847		500 000	25 902	474 098					500 000	
PEGE - Equipement	800 000		800 000			800 000			800 000	603 893			800 000	
CRBS - Equipement	200 000		200 000			200 000			200 000	11 990			200 000	
CRBS - Animalerie sous-sol	2 290 000		2 290 000			2 290 000			1 440 000	223 409			1 440 000	850 000
CRBS - Plateforme d'imagerie	500 000		500 000			500 000							0	500 000
Stadium - Equipement	2 000 000		2 000 000			2 000 000					1 500 000		1 500 000	500 000
Cardo (PAPS-PCPI) - Equipement	1 500 000		1 500 000	1 100 000		400 000			400 000	136			400 000	
G2EI Descartes - équipement	400 000		400 000			400 000					200 000		200 000	200 000
Patio - équipement	50 000		50 000			50 000			30 000	0	20 000		50 000	
Maison des personnels - équipement	97 596		97 596	6 946		90 650			90 650	90 605			90 650	
ESPE Meinau - nouveau bâtiment	400 000		400 000			400 000							0	400 000
Centre sportif - équipement	100 000		100 000			100 000							0	100 000
G2EI Manufacture - équipement	500 000		500 000			500 000							0	500 000
Renouvellement de l'installation audio-visuelle des amphithéâtres Médecine et Pharmacie	180 000		180 000	95 000		85 000			85 000	55 462			85 000	
Apurement de contrats de recherche	800 000		800 000			800 000	214 715	100 000	83 065	0			397 780	402 220
<b>Total PPI</b>	<b>94 331 563</b>	<b>200 000</b>	<b>94 531 563</b>	<b>52 452 834</b>	<b>3 715 419</b>	<b>42 078 729</b>	<b>7 432 578</b>	<b>3 301 822</b>	<b>11 632 573</b>	<b>6 396 393</b>	<b>4 910 922</b>	<b>1 967 033</b>	<b>29 244 928</b>	<b>16 549 220</b>

45 794 148

Taux de conso tranche 2019 : 55%

45 794 148

Tranche 2019 exécuté 6 396 393

Report tranche 2019 à inscrire 5 236 180

Tranche 2020 4 910 922

Tranche 2021 1 967 033

**Total PPI 2019-2021 validé 18 510 528**

Recensement des besoins au-delà de 2021 16 549 220



## ANNEXE 4

## TABLEAU RETRAÇANT LES MOYENS DES UNITÉS MIXTES DE RECHERCHE

## POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Moyens de l'établissement		Moyens hors budget de l'établissement					
				CNRS		INSERM		INRA	
UMR 7044 - ARCHIMEDE Archéologie et histoire ancienne : Méditerranée-Europe (Michel Humm)	Personnel		26						
	Fonctionnement	37 128,00 €		25 000,00 €					
	Investissement								
UMR 7354 - DRES Droit, Religion, Entreprise et Société (Vincente Fortier)	Personnel		40						
	Fonctionnement	42 948,00 €		27 000,00 €					
	Investissement								
UMR 7362 - LIVE Laboratoire Image, Ville et Environnement (Dominique Badariotti)	Personnel		23						
	Fonctionnement	25 508,00 €		62 000,00 €					
	Investissement								
UMR 7363 - SAGE Sociétés, Acteurs, Gouvernements en Europe (Marine de Lassale)	Personnel		63						
	Fonctionnement	65 286,00 €		60 000,00 €					
	Investissement								
UMR 7367 - DYNAMIE Dynamiques européennes (Maurice Carrez)	Personnel		45						
	Fonctionnement	47 090,00 €		11 500,00 €					
	Investissement								
UMR 7117 - AHP-PreST Archives Henri Poincaré - Philosophie et Recherches sur les Sciences et sur les Technologies (Philippe Nabonnand)	Personnel								
	Fonctionnement								
	Investissement								
UMR 7522 - BETA Bureau d'Economie Théorique et Appliquée (Julien Penin)	Personnel		58						13
	Fonctionnement	60 904,00 €		30 000,00 €				104 765,00 €	
	Investissement								
USR 3227 - MISHA Maison Interuniversitaire des Sciences de l'Homme-Alsace (Didier Breton)	Personnel								
	Fonctionnement	61 000,00 €		31 000,00 €					
	Investissement								
UMR 3208 - NS3E Nanomatériaux pour Systèmes Sous Sollicitations Extrêmes (Denis Spitzer)	Personnel		6						
	Fonctionnement	13 400,00 €		13 000,00 €					
	Investissement								



## ANNEXE 4

## TABLEAU RETRAÇANT LES MOYENS DES UNITÉS MIXTES DE RECHERCHE

## POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Moyens de l'établissement		Moyens hors budget de l'établissement					
				CNRS		INSERM		INRA	
UMR 7006 - ISIS Institut de Science et d'Ingénierie Supramoléculaires (Paolo Samori)	Personnel		14						
	Fonctionnement	45 191,00 €		205 000,00 €					
	Investissement								
UMR 7140 - CMC Chimie de la Matière Complexe (Petra Hellwig)	Personnel		24						
	Fonctionnement	57 296,00 €		55 000,00 €					
	Investissement								
UMR 7177 - CHIMIE Institut de Chimie (Jean Weiss)	Personnel		63						
	Fonctionnement	148 523,00 €		230 000,00 €					
	Investissement								
UMS 2003 - MICA Institut Carnot MICA (Lionel LIMOUSY)	Personnel								
	Fonctionnement								
	Investissement								
UMR 7178 - IPHC Institut Pluridisciplinaire Hubert Curien (Rémi Barillon)	Personnel		109			184 486,00 €	2		
	Fonctionnement	229 412,00 €		1 417 000,00 €					
	Investissement								
UMR 7199 - CAMB Laboratoire de Conception et Application de Molécules Bioactives (Jean-Serge Rémy)	Personnel		23						
	Fonctionnement	57 834,00 €		73 000,00 €					
	Investissement								
UMR 7200 - LIT Laboratoire d'Innovation Thérapeutique (Didier Rognan)	Personnel		18			123 000,00 €	1		
	Fonctionnement	42 214,00 €		55 000,00 €					
	Investissement								
UMR 7357 - ICUBE Laboratoire des sciences de l'ingénieur, de l'informatique et de l'imagerie (Michel de Mathelin de Papigny)	Personnel		192						
	Fonctionnement	406 840,00 €		505 800,00 €					
	Investissement								
UMR 7501 - IRMA Institut de Recherche Mathématique Avancée (Philippe Helluy)	Personnel		89						
	Fonctionnement	185 455,00 €		85 000,00 €					
	Investissement								

## ANNEXE 4

## TABLEAU RETRAÇANT LES MOYENS DES UNITÉS MIXTES DE RECHERCHE

## POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Moyens de l'établissement		Moyens hors budget de l'établissement					
				CNRS		INSERM		INRA	
UMR 7504 - IPCMS Institut de Physique et Chimie des Matériaux de Strasbourg (Pierre Rabu)	Personnel		91						
	Fonctionnement	222 570,00 €		760 000,00 €					
	Investissement								
7042 - LIMA Laboratoire d'innovation moléculaire et applications (Frédéric Leroux)	Personnel		20						
	Fonctionnement	46 756,00 €		73 121,00 €					
	Investissement								
UMR 7515 - ICPEES Institut de Chimie et Procédés pour l'Energie, l'Environnement et la Santé (Guy Schlatter)	Personnel		34						
	Fonctionnement	79 928,00 €		76 000,00 €					
	Investissement								
UMR 7516 - IPGS Institut de Physique du Globe de Strasbourg (Laurence Jouniaux)	Personnel		53						
	Fonctionnement	106 348,00 €		154 473,00 €					
	Investissement								
UMR 7517 - LHYGES Laboratoire d'Hydrologie et de Géochimie de Strasbourg (Philippe Ackerer)	Personnel		29						
	Fonctionnement	65 110,00 €		105 327,00 €					
	Investissement								
UMR 7550 - Observatoire Astronomique de Strasbourg (Pierre-Alain Duc)	Personnel		26						
	Fonctionnement	54 214,00 €		41 460,00 €					
	Investissement								
UMS 830 - EOST Ecole et Observatoire des Sciences de la Terre de Strasbourg (Frédéric Masson)	Personnel								
	Fonctionnement	80 000,00 €		438 750,00 €					
	Investissement								
UPR 22 - ICS Institut Charles Sadron (Christian Gauthier)	Personnel		52						
	Fonctionnement	79 025,00 €		749 500,00 €					
	Investissement								
UMR 7156 - GMGM Génétique Moléculaire, Génomique, Microbiologie (Ivan Tarassov)	Personnel		22			79 430,00 €	1		
	Fonctionnement	45 476,00 €		145 631,00 €					
	Investissement								

## ANNEXE 4

## TABLEAU RETRAÇANT LES MOYENS DES UNITÉS MIXTES DE RECHERCHE

## POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Moyens de l'établissement		Moyens hors budget de l'établissement					
				CNRS		INSERM		INRA	
UMR 7021 - LBP Laboratoire Bioimagerie et Pathologies (Yves Mély)	Personnel		37			312 701,00 €	3		
	Fonctionnement	72 865,00 €		177 656,00 €					
	Investissement								
UMR 7242 - BSC Biotechnologie et signalisation cellulaire (Jean-Luc Galzi)	Personnel		37			307 197,00 €	3		
	Fonctionnement	72 710,00 €		214 679,00 €					
	Investissement								
UMR 7364 - LNCA Laboratoire de Neurosciences Cognitives et Adaptatives (Jean-Christophe Cassel)	Personnel		19			222 311,00 €	2		
	Fonctionnement	37 380,00 €		120 434,00 €					
	Investissement								
UMR 7104 / UMR_S 1258 - IGBMC Institut de Génétique et de Biologie Moléculaire et Cellulaire (Bertrand Séraphin)	Personnel		127			7 287 872,00 €	82		
	Fonctionnement	251 989,00 €		2 069 687,00 €		3 193 000,00 €			
	Investissement								
UMR_A 1131 - SVQV Santé de la Vigne et Qualité du Vin (Frédérique Pelsy)	Personnel		13						58
	Fonctionnement	25 577,00 €		-				217 800,00 €	
	Investissement								
UMR_S 1255 - BPPS Biologie et Pharmacologie des plaquettes sanguines : Hémostase, Thrombose, Transfusion (Christian Gachet)	Personnel		9			991 176,00 €	8		
	Fonctionnement	17 829,00 €		-		114 000,00 €			
	Investissement								
UMR_S 1121 - BioMat Biomatériaux et Bioingénierie (Pierre Schaaf)	Personnel		15			621 359,00 €	6		
	Fonctionnement	29 429,00 €		-		117 376,00 €			
	Investissement								
UMR_S 1110 - IVH Institut de Recherche sur les Maladies Virales et Hépatiques (Thomas Baumert)	Personnel		4			1 648 597,00 €	11		
	Fonctionnement	7 929,00 €		-		280 601,00 €			
	Investissement								
UMR_S 1109 - IRM ImmunoRhumatologie Moléculaire (Seiamak Bahram)	Personnel		21			1 112 062,00 €	9		
	Fonctionnement	42 220,00 €		-		138 600,00 €			
	Investissement								

## ANNEXE 4

## TABLEAU RETRAÇANT LES MOYENS DES UNITÉS MIXTES DE RECHERCHE

## POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Moyens de l'établissement		Moyens hors budget de l'établissement					
				CNRS		INSERM		INRA	
UMR_S 1260 - NanoRegMed Nanomédecine Régénérative (Nadia Benkirane-Jessel)	Personnel		26			293 212,00 €	3		
	Fonctionnement	50 745,00 €		-		66 145,00 €			
	Investissement								
UMR_S 1112 - LGM Laboratoire de Génétique Médicale (Hélène Dollfus)	Personnel		4			271 460,00 €	3		
	Fonctionnement	8 360,00 €		-		68 772,00 €			
	Investissement								
UMR_S 1113 - IRFAC Interface Recherche Fondamentale et Appliquée en Cancérologie (Jean-Noël Freund)	Personnel		27			1 082 659,00 €	12		
	Fonctionnement	53 351,00 €		-		258 915,00 €			
	Investissement								
UMR_S 1114 - NCPS Neuropsychologie cognitive et physiopathologie de la schizophrénie (Anne Giersch)	Personnel		8			505 246,00 €	6		
	Fonctionnement	15 776,00 €		-		91 567,00 €			
	Investissement								
UMR_S 1118 - MCPN Mécanismes centraux périphériques de la neurodégénérescence (Luc Dupuis)	Personnel		8			746 114,00 €	6		
	Fonctionnement	19 120,00 €		-		67 917,00 €			
	Investissement								
UMR_S 1119 - BMNST Biopathologie de la myéline, neuroprotection et stratégies thérapeutiques (Ayikoe Guy Mensah-Nyagan)	Personnel		7			77 979,00 €	2		
	Fonctionnement	13 850,00 €		-		59 567,00 €			
	Investissement								
UMS 3286 - PCBIS Plate-forme de Chimie Biologique Intégrative de Strasbourg (Pascal Villa)	Personnel								
	Fonctionnement			27 600,00 €					
	Investissement								
UMS 3415 - Chronobiotron (Sophie Reibel-Foisset)	Personnel								
	Fonctionnement			207 600,00 €					
	Investissement								
UMS 3489 - CI2N Centre d'Investigations Neurocognitives et Neurophysiologiques (André Dufour)	Personnel								
	Fonctionnement			23 100,00 €					
	Investissement								

## ANNEXE 4

## TABLEAU RETRAÇANT LES MOYENS DES UNITÉS MIXTES DE RECHERCHE

## POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Moyens de l'établissement		Moyens hors budget de l'établissement					
				CNRS		INSERM		INRA	
UPR 2357 - IBMP Institut de Biologie Moléculaire des Plantes (Laurence Drouard)	Personnel		55						
	Fonctionnement	80 697,00 €		1 220 920,00 €					
	Investissement								
UPR 3212 - INCI Institut des Neurosciences Cellulaires et Intégratives (Michel Barrot)	Personnel		53			796 446,00 €	7		
	Fonctionnement	75 770,00 €		340 872,00 €					
	Investissement								
UPR 3572 - I2CT Immunologie,Immunopathologie et Chimie Thérapeutique (Hélène Dumortier)	Personnel		11						
	Fonctionnement	16 810,00 €		77 156,00 €					
	Investissement								
UPR 9002 - ARN Architecture et réactivité de l'ARN (Pascale Romby)	Personnel		39			83 636,00 €	1		
	Fonctionnement	49 580,00 €		296 332,00 €					
	Investissement								
UPR 9022 - M3I Modèles insectes d'immunité innée (Jean-Luc Imler)	Personnel		13			198 268,00 €	2		
	Fonctionnement	19 665,00 €		125 600,00 €					
	Investissement								
UMS 38 - CRBS Centre de Recherche en Biomédecine de Strasbourg (Luc Dupuis)	Personnel					269 117,00 €	5		
	Fonctionnement			-		229 000,00 €			
	Investissement								
UPS 3156 - Centre de Neurochimie (Marie-France Bader)	Personnel								
	Fonctionnement			630 600,00 €					
	Investissement								
		3 118 585,00 €		10 961 798,00 €		21 899 788,00 €		322 565,00 €	
Moyens globaux		3 267 108,00 €		10 961 798,00 €		4 685 460,00 €		322 565,00 €	



# Rapport annuel de performance de l'établissement 2019

Finances  
 Immobilier  
 Réussite  
 Numérique  
 Bibliothèques  
 Performance  
 Étudiants  
 Excellence  
 Formation  
 Doctorat  
 Stratégie





# Table des matières ↘

<b>AVANT-PROPOS ↘.....</b>	<b>214</b>
<b>PARTIE I – PROJET STRATEGIQUE DE L’UNIVERSITE .....</b>	<b>215</b>
<b>I.1. AXE 1 : Construire au-delà des frontières, une université de type humboldtien attractive et de haut niveau international .....</b>	<b>216</b>
1. Les coopérations avec les partenaires alsaciens et Eucor- Le Campus européen .....	216
2. Devenir une université internationale de recherche reconnue selon l’ambition de l’Idex .....	216
3. Améliorer la réussite étudiante .....	220
4. Conforter les relations avec le monde socio-économique et valoriser les résultats de la recherche .....	222
<b>I.2. AXE 2 : Promouvoir une université décloisonnée .....</b>	<b>223</b>
5. Une université qui allie au plus près recherche et formation.....	223
6. Une université ouverte sur la cité.....	224
7. Une université modernisée .....	225
<b>PARTIE II : LES INDICATEURS - VALEURS CIBLES ET REALISATIONS .....</b>	<b>231</b>
<b>II.1. Formation.....</b>	<b>232</b>
<b>II.2. Formation continue et dispositif de Validation des Acquis de l’Expérience (VAE).....</b>	<b>243</b>
<b>II.3. Doctorat.....</b>	<b>244</b>
<b>II.4. Bibliothèques .....</b>	<b>245</b>
<b>II.5. Gestion des ressources humaines.....</b>	<b>246</b>
<b>II.6. Finances .....</b>	<b>247</b>
<b>II.7. Numérique / SI.....</b>	<b>251</b>
<b>II.8. Gestion immobilière .....</b>	<b>257</b>

# Avant-propos ↘

Le Rapport annuel de performance de l'Université de Strasbourg (RAPé) a vocation à suivre l'évolution des indicateurs définis dans le contrat quinquennal signé avec le Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation (MESRI) pour la période 2018-2022.

Ce document intègre le projet stratégique de l'établissement et décrit les 2 axes et les 7 priorités qui y figurent.

## **Axe 1 : Construire au-delà des frontières, une université de type humboldtien attractive et de haut niveau international : 4 priorités**

- Les coopérations avec les partenaires alsaciens et Eucor - Le Campus européen.
- Devenir une université internationale de recherche reconnue selon l'ambition de l'Idex.
- Améliorer la réussite étudiante.
- Conforter les relations avec le monde socio - économique et valoriser les résultats de la recherche.

## **Axe 2 : Promouvoir une université décroisée : 3 priorités**

- Une université qui allie au plus près recherche et formation.
- Une université ouverte sur la cité.
- Une université modernisée.

Par ailleurs, il recense par domaine d'activité (formation, doctorat, bibliothèques, informatique et usages numériques, ressources humaines, finances et immobilier), les réalisations au titre de l'exercice 2019.

Plus globalement, le RAPé a pour vocation d'améliorer le pilotage de l'établissement, grâce au suivi d'indicateurs à la fois stratégiques et opérationnels, et à permettre un dialogue objectivé avec la tutelle.

## **Partie I – Projet stratégique de l'université**

## **I.1. AXE 1 : Construire au-delà des frontières, une université de type humboldtien attractive et de haut niveau international**

### **1. Les coopérations avec les partenaires alsaciens et Eucor- Le Campus européen**

#### **Construction du paysage territorial**

La création de la région Grand Est, en 2016, a modifié les relations entre la région et les acteurs de l'ESR sur le site alsacien. Désormais, la collectivité régionale compte cinq universités. Celles-ci ont pris l'habitude de se concerter entre elles et avec les instances politiques. Cette nouvelle région a, entre autres caractéristiques, celle d'avoir le plus de frontières avec des pays limitrophes, à savoir la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne et la Suisse. Cette situation unique conforte l'Université de Strasbourg dans sa position de pont sur le Rhin notamment avec l'Allemagne. Comme chef de file du contrat de site, l'Université de Strasbourg renforce sa vocation de leader dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche. L'Université de Strasbourg se déploie essentiellement dans l'espace de l'Eurométropole et de la ville de Strasbourg. À ce titre, elle est un acteur majeur de la structuration de ce territoire eurométropolitain en matière d'ESR et d'innovation. Avec les collectivités locales et territoriales, une étroite collaboration se poursuit pour renforcer l'attractivité européenne et internationale.

#### **Construction du paysage transfrontalier selon les quatre axes d'Eucor - Le Campus européen**

En décembre 2015, les cinq universités membres d'Eucor - Le Campus européen ont fondé un Groupement européen de coopération territoriale (GECT) doté de la personnalité juridique, afin de renforcer la recherche et l'enseignement transfrontaliers. Ces universités ont ainsi créé le premier GECT à ce jour entre des établissements d'enseignement supérieur au niveau européen. Le Campus européen s'inscrit dans une longue tradition de coopération basée sur la confiance entre les universités du Rhin Supérieur, laquelle a débuté dès 1989 avec la création du réseau Eucor. Dans le domaine de l'enseignement et de la recherche, quatre axes stratégiques pour les dix ans à venir ont été définis : médecine de précision, physique quantique, histoire et SHS, développement durable et responsabilité sociale. La dimension européenne de l'Université de Strasbourg se trouve renforcée par son appartenance à Eucor - Le Campus européen. Elle se positionnera comme une grande université de recherche et européenne.

### **2. Devenir une université internationale de recherche reconnue selon l'ambition de l'Idex**

#### **Conforter les pôles d'excellence et développer les domaines émergents en particulier interdisciplinaires en lien avec les appels à projets de l'Idex**

Les projets prioritaires concernent :

Le Centre de recherche en biomédecine de Strasbourg (CRBS) regroupant 10 unités de recherche, l'Institut de génétique médicale, des plateformes ainsi que des entreprises ; une politique d'attractivité sera menée afin d'attirer de nouvelles équipes.

La construction d'une extension (« ISIS 2 ») au bâtiment de l'Institut de science et d'ingénierie supramoléculaires (ISIS) qui s'est achevée en 2019 ; cette opération sera accompagnée par des recrutements de très haut niveau.

La construction d'un Centre européen de sciences quantiques (CESQ) sur le site de Cronembourg qui permettra le développement des sciences quantiques dans le contexte de l'axe stratégique transfrontalier au sein de Eucor – Le Campus européen et l'EUR QMat.

De nouveaux développements seront soutenus en particulier autour des géosciences dans le contexte du projet bâtiminaire Génie civil et infrastructures intelligentes (GC2I), des technologies médicales et des mathématiques appliquées (simulations, modélisations).

La biologie moléculaire et cellulaire intégrative structurée autour de trois Labex, l'EUR IMCBio et l'équipex Insectarium, est particulièrement propice à des développements et une attractivité forte. La création d'un Institut de développement du médicament porté par le Labex Medalis et visant un transfert de technologies inédit est à l'étude. Un renforcement des relations avec les Hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS) permettra d'amplifier les recherches en médecine translationnelle, médecine personnalisée et en cancérologie autour du nouvel Institut régional du cancer.

Dans le domaine des Sciences humaines et sociales (SHS), la nouvelle orientation de la MISHA vers le numérique et les infrastructures nationales sera accompagnée prioritairement pour être au service de l'ensemble de la communauté des SHS. La MISHA et les instruments IDEX viendront en appui à la consolidation des pôles d'excellence regroupant plusieurs disciplines autour des sciences des religions, les questions européennes, l'économie durable, les sciences du langage et le plurilinguisme, la philosophie allemande ou encore la musicologie et la création, autour du Labex GREAM. L'organisation d'assises en SHS ouvertes à l'ensemble des partenaires du site permettront de mieux identifier les nouveaux défis, thématiques émergentes et modes de collaboration pour appuyer les actions à venir.

Les domaines émergents interdisciplinaires déjà identifiés concernent l'environnement et le développement durable en adéquation avec la stratégie partagée du site. L'émergence de projets interdisciplinaires entre médecine et sciences humaines et sociales, interface à fort potentiel, sera encouragée. La stimulation vers l'interdisciplinarité sera poursuivie par la mise en place d'outils de simplification d'accès à l'interdisciplinarité, en particulier au niveau du doctorat, et par la tenue d'un colloque annuel interdisciplinaire d'établissement ouvert à tout le site.

### **Attirer les meilleurs chercheurs et conserver les chercheurs talentueux**

La poursuite de programmes spécifiques (appels à projets Attractivité, Chaires, USIAS Fellows, etc.) consolidera l'inscription dans une recherche internationale au meilleur niveau. Un soutien aux recherches prometteuses portées en interne par les enseignants-chercheurs et chercheurs renforcera les compétences fondamentales.

L'inscription des valeurs d'une recherche responsable et honnête dans la stratégie de l'établissement, grâce à la création d'un comité d'éthique, sera également un facteur à la fois de qualité, de confiance et d'attractivité.

Réserver un accueil et un accompagnement de très bonne qualité (VIP) aux chercheurs et à leurs familles, participer et communiquer à l'international sur le recrutement d'enseignants-chercheurs, de post-doctorants et de doctorants, simplifier les procédures administratives, traduire en anglais les sites de candidatures et participer à des forums de recrutement de haut niveau, seront des actions clés d'attractivité internationale.

### **Développer une politique d'attractivité des talents en SHS**

Il s'agit de promouvoir le site strasbourgeois en poursuivant le développement d'outils d'accueil pour chaque nouvel arrivant (octroi d'un semestre recherche pour les maîtres de conférences nouvellement nommés dans les cinq premières années ; instruments d'attractivité de l'IDEX) et de renforcer la visibilité des grands axes de recherche du site en fédérant diverses équipes d'accueil.

La valorisation de bibliothèques conservant des fonds précieux et rares et l'exploitation du potentiel des nouvelles méthodes numériques de production et d'analyse des données documentaires seront renforcées.

### **Développer les outils et l'environnement « recherche »**

L'accroissement de la performance générale est dépendant d'une amélioration continue de l'environnement et des conditions de travail des acteurs de la recherche. Une stratégie d'accompagnement du développement des plateformes et infrastructures technologiques avec une vision globale des enjeux RH est engagée.

### **Ouvrir l'accès aux données de la recherche : open access, open data**

Dans le cadre de la politique générale de l'établissement favorisant les sciences ouvertes et améliorant l'efficacité du pilotage de la recherche, grâce aux données issues de l'archive institutionnelle du site alsacien Univoak.eu, des outils informatiques seront développés afin de produire des indicateurs spécifiques sur la production scientifique.

Des actions incitatives seront menées afin de conduire à une archive la plus complète possible. L'Open Edition sera développée notamment au niveau des Presses universitaires de Strasbourg (PUS) et sera articulée avec Univoak.eu, pour les données de la recherche et leur publication.

Afin de faciliter une large adhésion de la communauté scientifique, une formation à l'adresse des chercheurs et des doctorants à la science ouverte sera mise en place sur différents aspects : RRI (Responsible research and innovation), outils et méthodes de l'édition et accès libre, éthique de la recherche.

### **Formaliser une stratégie institutionnelle d'internationalisation**

Au-delà d'Eucor - Le Campus européen, du transfrontalier et de l'axe franco-allemand, il s'agit de cibler des établissements partenaires, européens et internationaux privilégiés comme l'Europe centrale, la Chine, l'Inde, le Japon (partenaire historique) ou les Etats Unis, en vue de collaborations, mais également en vue d'attirer et de recruter des enseignants et des chercheurs. Un travail de recensement et d'identification a été engagé avec les établissements associés au contrat de site. Des partenariats privilégiés ont été identifiés et la réflexion menée porte sur la définition d'actions communes : bourses d'attractivité, délégations, participations à des salons internationaux reconnus afin de renforcer la visibilité et l'attractivité du site. Il s'agit également de créer un réseau international ancré dans le site en recensant et ciblant les établissements partenaires de recherche privilégiés autour de ces domaines émergents.

Les projets de Laboratoire international associé (LIA) ou International research network (IRN) avec le CNRS qui utilisent les outils de l'IDEX (chaires, tenure track) seront développés.

### **Mettre en œuvre l'accord de partenariat renforcé avec le CNRS**

Les actions concernées sont :

- Extension du modèle de partage des compétences de proximité en matière de gestion des parcs informatiques (InfoProx) sur les Campus de Cronenbourg, Historique et Esplanade.
- Déploiement d'outils communs en vue d'une interopérabilité des outils en particulier la passerelle GESLAB/SIFAC.
- Perspectives communes sur l'emploi des techniciens et ingénieurs.
- Convergence des processus entre le Pôle unique d'ingénierie (PUI) et la cellule Europe.
- Guichet unique d'accueil de chercheurs étrangers.
- Création d'un Club des Talents visant à identifier, accompagner et soutenir les jeunes chercheurs à très fort potentiel afin d'augmenter le nombre de projets déposés à l'ERC.
- Stratégie coordonnée de valorisation, avec mandat de signature unique des contrats, base de données partagée sur l'activité de valorisation et de propriété intellectuelle.

## **Jalon 1 : Renforcer les interactions avec les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (HUS)**

### **3. Améliorer la réussite étudiante**

La réussite étudiante au sens large, c'est-à-dire incluant non seulement la réussite aux examens et aux diplômes, mais aussi la qualité de l'insertion professionnelle et la capacité à mener une vie adulte et citoyenne, est évidemment un objectif fondamental de l'Université de Strasbourg. La formation des enseignants, et tout d'abord leur sensibilisation à la nécessité de pouvoir garantir la qualité de la formation, seront les premiers leviers utilisés tout au long du contrat, parce que ce sont eux qui conditionnent le succès des autres.

Par ailleurs, l'offre de formation a fait l'objet, pour le présent contrat, d'un considérable travail de mise en cohérence qui l'a rendu beaucoup plus claire et lisible que la précédente.

#### **Accompagner les étudiants**

L'Université de Strasbourg s'est emparée avec détermination des possibilités ouvertes par la loi « ORE » pour mieux accompagner les étudiants, depuis la période où, encore lycéens, ils réfléchissent à leur avenir. La mise en place de parcours « oui si » amorcée en 2018, a été étendue en 2019. Cette mise en place inclut le développement du système des enseignants-référents qui permettra à terme, d'ici 2021, à chaque étudiant de pouvoir compter sur un enseignant comme référent auquel il pourra s'adresser pour toute question sur ses études et son orientation.

## **Jalon 3 : Point sur la définition et la mise en œuvre des actions et dispositifs prévus dans le cadre de la réforme de l'orientation et de la réussite des étudiants (loi ORE)**

#### **Développer l'innovation pédagogique pour la réussite des étudiants (ouverture du Studium)**

En lien avec les nombreuses initiatives déjà prises ces dernières années, l'université va continuer à soutenir la formation des enseignants. L'organisation de séminaires pédagogiques par composante, qui a montré son efficacité, sera soutenue et généralisée à l'horizon 2021. L'université a repris à partir de 2019 l'évaluation continue intégrale car elle est pertinente quand elle est soutenue par des équipes motivées, tout en restant en conformité avec le cadre national des formations. De meilleures conditions de travail, grâce notamment à l'ouverture début 2021 d'un « Learning Center », le Studium, mais aussi à la diversification des « learning labs » amélioreront aussi la réussite.



## **Jalon 5 : Premier bilan des activités du Studium**

### **Généraliser la démarche qualité (conseils de perfectionnement)**

Le renforcement d'une démarche qualité exemplaire est fondamental pour le succès de la formation. Les conseils de perfectionnement progressivement mis en place, seront généralisés au terme du contrat. Pour l'évaluation des enseignements, le processus est mené depuis 2018 et aboutira en 2020.

## **Jalon 4 : Point sur la généralisation de conseils de perfectionnement, la mise en œuvre de la démarche d'évaluation des enseignements et les suppléments au diplôme**

### **Conforter la professionnalisation des formations**

L'ensemble de l'offre de formation 2018-2022 a été pensé en fonction des débouchés professionnels. Le principal travail à venir, outre bien entendu le maintien et la multiplication des contacts avec les milieux socio-professionnels, est de renforcer et consolider la formation aux compétences transversales ainsi que la validation et la certification de celles-ci. Cette démarche est tout à fait indissociable du développement des suppléments aux diplômes et des e-portfolios. Les suppléments aux diplômes existent déjà mais leur utilisation doit être systématisée. L'e-portfolio est attendu pour 2019-2020.

### **Développer l'attractivité des campus**

L'attractivité, déjà forte, de l'Université de Strasbourg doit encore être renforcée, d'une part par l'augmentation du nombre de conventions internationales, en particulier de bi-diplômation, d'autre part par l'augmentation du nombre d'enseignements en langue anglaise : l'objectif est que, d'ici 2022, 20% des parcours de licence et 60% des parcours de master comprennent au moins trois enseignements en langue étrangère.

Indicateur commun 1 – Taux de réussite en licence en trois ans

Indicateur commun 2 – Taux de réussite en licence en quatre ans

Indicateur commun 3 – Taux d'obtention du DUT en 2 ou 3 ans

Indicateur commun 4 – Réussite en Master en 2 ans

Indicateur commun 5 – Réussite en doctorat

Indicateur commun 6 – Insertion professionnelle

Indicateur commun 7 – Evaluation des formations et des enseignements

Indicateur commun 8 – Développement de la formation continue

Indicateur commun 9 – Variation des horaires d'ouverture du SCD ou du SICD ou Accès aux services et ressources documentaires de l'ESR

#### 4. Conforter les relations avec le monde socio-économique et valoriser les résultats de la recherche

Poursuivre, en lien avec la SATT Conectus et l'incubateur Sémia, l'accompagnement de l'activité de maturation et de création/d'accueil de nouvelles entreprises afin d'augmenter le nombre de start-up et de brevets.

Depuis deux ans, un certain nombre d'actions ont d'ores et déjà été mises en œuvre ou ont été amplifiées pour la valorisation de la production scientifique, et ce avec le souci de travailler en pleine synergie avec les différents acteurs du territoire. L'Université de Strasbourg s'est fixé les objectifs suivants :

- Mettre en place un système d'information général des relations de l'université avec le monde socio-économique.
- Poursuivre, en lien avec la SATT Conectus et l'incubateur Semia, l'accompagnement de l'activité de maturation, de création et d'accueil de nouvelles entreprises afin d'augmenter le nombre de start-up et de faciliter la levée de fonds de ces dernières.
- Déployer une politique commune de développement et d'accessibilité des plateformes technologiques de services pour les entreprises.
- Faciliter l'accès des doctorants au monde de l'entreprise, notamment au travers d'implications dans des projets de maturation reliés à leurs travaux de thèse.
- Consolider le service de l'entrepreneuriat étudiant en lien avec le dispositif PEPITE-ETENA.
- Mettre en place un réseau des Fab-Labs de l'université ouvert vers les étudiants, mais aussi vers le monde socio-économique.

Le dispositif du mandataire unique avec le CNRS et l'Inserm est aujourd'hui mis en place pour la gestion de l'activité contractuelle et de la valorisation et sera donc déployé complètement. Il s'agira d'achever la consolidation du dispositif de gestion des contrats avec les entreprises autour de la SATT Conectus, outil mutualisé au service de l'ensemble des acteurs du site.

#### **Jalon 2 : Généraliser le dispositif du mandataire unique**

## **I.2. AXE 2 : Promouvoir une université décloisonnée**

### **5. Une université qui allie au plus près recherche et formation**

#### **Les Collégiums**

Lors de la fusion, un niveau de gouvernance intermédiaire a été établi entre la présidence, les composantes et les unités de recherche, celui des collégiums (9 au total, pour actuellement 35 composantes de formation et 83 unités de recherche). Ils constituent un espace de concertation, de coordination et d'initiatives collectives sur tout sujet qui relève de la formation ou de la recherche et en particulier du lien entre ces deux missions.

Après 10 années de fonctionnement, force est de constater une disparité dans les modes de fonctionnement de ces collégiums, peu d'entre eux s'étant dotés d'un règlement intérieur ou d'une charte. Afin que ces lieux privilégiés de concertation jouent pleinement leur rôle de créateurs de synergies entre disciplines, en recherche et formation, et surtout de créateurs de liens entre les deux, la réflexion se poursuit pour consolider leurs missions et mieux faire apparaître la « chaîne » de gouvernance et de responsabilité.

Trois aspects sont à l'étude : périmètre, missions et pilotage. A titre d'exemple, une structuration en 5 collégiums au lieu des 9 existants permettrait de mieux prendre en compte les synergies existantes ou potentielles entre disciplines, qu'elles relèvent de la formation ou de la recherche. Deux points seront considérés :

- Une composante ou une unité de recherche pourrait être rattachée à un second collégium en plus de leur principal ;
- Les établissements partenaires du contrat de site seraient invités à siéger dans un collégium.

#### **Jalon 6 : Point d'étape sur le rôle des collégiums particulièrement sur le lien formation/recherche**

Concernant le modèle des Écoles universitaires de recherche (EUR) du PIA 3 qui vise à renforcer le lien formation/recherche et à fluidifier le continuum du LMD concernant les liens existant entre la recherche et la formation, la situation est très diverse selon les disciplines, et dans la réflexion menée pour les renforcer, le domaine des humanités demande une attention toute particulière. Une nouvelle impulsion est récemment venue au travers des succès à l'appel à projet École Universitaire de Recherche (EUR) du PIA3 (5 EUR dont une en réseau). Ces « graduate schools » présentent un modèle qui mérite d'être retenu pour renforcer voire créer davantage de passerelles entre les formations et les recherches. Elles sont également une opportunité pour accélérer l'internationalisation de l'université.

Leur mise en œuvre doit être réfléchie au cas par cas, selon les disciplines ou les regroupements thématiques. Cette réflexion a fait l'objet d'une large consultation des différents acteurs au sein de l'université, fin 2018/début 2019. Elle doit aussi considérer l'ensemble du cycle universitaire car, si des passerelles entre master et doctorat sont proposées (stages au sein des unités de recherche, cours communs, contrats doctoraux, etc.), les projets pour fluidifier les parcours licence et master sont encore trop rares.

Ainsi la réflexion sur une approche type « graduate schools » sur l'ensemble des domaines disciplinaires devrait conduire à davantage de lien entre la formation et la recherche, entre les disciplines même et avec les partenaires européens et internationaux.

## **6. Une université ouverte sur la cité**

### **L'engagement social et sociétal**

L'Université de Strasbourg s'est dotée d'une force de diffusion et de partage des savoirs en direction d'un public non-universitaire. Ainsi, elle s'engage à développer la plateforme Oscahr (site internet collaboratif) pour en faire un portail éditorialisé et thématique de mise en relation des savoirs produits à l'Université de Strasbourg et rendus accessibles dans leur forme et dans leur contenu. La structuration et la visibilité de l'offre de conférences et d'événements de diffusion des savoirs à l'université seront accrues par la création de cycles thématiques fédérateurs et la mise en place de cours publics, en articulation avec le portail Oscahr.

Une action clé consistera également à mettre en synergie les collections scientifiques autour du nouveau pôle de Sciences, Culture & Société, dont le noyau sera constitué par le nouveau musée zoologique (ouverture prévue en 2023) et le nouveau planétarium (ouverture prévue en 2022). L'ensemble des collections scientifiques présentes dans un proche périmètre (minéralogie, sismologie, physique, astronomie, moulages, botanique, etc.) seront mises en relation dans une approche interdisciplinaire, historiquement informée et associant les chercheurs, les milieux éducatifs et la société civile.

Le rapprochement du monde de la création artistique avec celui de la recherche scientifique se fera par la mise en œuvre d'une politique de résidences artistiques couplées à une approche scientifique.

Enfin, les actions suivantes doivent permettre de développer davantage une culture de la responsabilité sociale et sociétale :

- Le déploiement d'une politique forte en faveur de l'inclusion de tous les types de populations et le respect de la diversité.
- L'accueil d'enseignants, de chercheurs et d'étudiants en exil, en accord avec les politiques de recherche et de formation.

- La prise en compte des enjeux sociétaux dans l'ensemble des domaines de la politique d'établissement (transition écologique & développement durable notamment).
- Le déploiement d'une politique qualité, notamment pour l'accueil et l'accompagnement des étudiants.

Enfin, le développement des projets de sciences citoyennes et participatives dans les unités de recherche sera renforcé et permettra, entre autres, d'associer les citoyens et la société civile à la recherche par la co-construction de projets de recherche ou par la participation active des citoyens (collectes de données, intelligence collective, etc.).

### **Le réseau des alumni**

Le réseau des alumni de l'Université de Strasbourg regroupe d'ores et déjà plus de 29 000 personnes. Il contribue largement à la vie universitaire, en particulier pour ce qui concerne la préparation et l'accompagnement à la recherche d'un emploi. Son extension croissante montre d'ailleurs sa vitalité. Il conviendra de continuer à le développer, mais aussi de mieux l'ancrer encore dans la vie des composantes de l'université. L'objectif est d'atteindre 20 clubs « Alumni Unistra » dans le monde en 2020.

## **7. Une université modernisée**

### **Une politique de ressources humaines volontariste : parité, amélioration des conditions de vie au travail**

Une politique des ressources humaines responsable au service de l'intérêt général et au bénéfice de chacune et de chacun fondée sur la concertation et le dialogue social sera mise en œuvre.

Elle doit concourir au développement des missions de formation et de recherche et veiller à reconnaître l'engagement de l'ensemble des personnels dans la réalisation de ces deux finalités. Avec le souci constant de la maîtrise de l'évolution de la masse salariale, l'ambition de l'établissement est de poursuivre les efforts d'une politique des ressources humaines volontaire et solidaire, fondée sur l'écoute, la concertation et la collégialité et de développer une stratégie prospective de la politique des emplois en cohérence avec les priorités partagées de l'université.

L'Université de Strasbourg atteindra ces objectifs en accompagnant l'ensemble des personnels (enseignants-chercheurs, enseignants, personnels techniques, administratifs, de bibliothèque, sociaux et de santé) dans leur carrière.

La politique d'égalité de l'Unistra vise à assurer un traitement équitable des femmes et des hommes en permettant une évolution de carrières au-delà des stéréotypes de la société et en luttant contre toute forme de discriminations, de violences sexistes, sexuelles ou homophobes subies ou produites par des personnels ou des usagers en incluant le sexe et/ou le genre comme paramètre de recherche dans un nombre croissant de disciplines. Ces objectifs se traduisent par des actions comme la mise en place d'un dispositif d'accompagnement et de lutte contre les violences sexistes, sexuelles et homophobes ou des formations (initiales et continues) sur les enjeux de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Trois axes sont considérés comme prioritaires :

- Le premier axe met l'accent sur l'accompagnement et la promotion des carrières de l'ensemble des personnels. La volonté est d'accompagner et soutenir l'ensemble des personnels dans l'élaboration, voire la réorientation, de leur projet professionnel à moyen et long terme. L'université affiche une volonté politique de veiller à la progression de carrière de tout le personnel en lui offrant des perspectives d'évolution. Différentes actions sont envisagées : accompagnement des personnels lors de leur prise de fonctions (par exemple, séminaire de rentrée, décharge de service, mise en place d'un parrainage, etc.) ; développement d'une offre de formation continue tenant compte des demandes et besoins des personnels ; résorption des situations de décalage grade / fonction du personnel BIATSS ; mise en place d'une prime de reconnaissance de l'implication pédagogique ; poursuite de la mise en œuvre du RIFSEEP.

- Le deuxième axe veille à mettre en œuvre une gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences (GPEEC). Dans cette perspective, l'université entend développer une stratégie prospective et solidaire de la politique des emplois. La politique des emplois doit être définie en cohérence avec les priorités et objectifs de formation et recherche, avec le souci constant de la maîtrise de la masse salariale. L'université assume sa volonté politique de veiller à la progression de carrière de ses maîtres de conférences de haut niveau qui contribuent à son rayonnement et renforce simultanément sa politique d'attractivité à destination de talents scientifiques de tout premier plan dont le recrutement en tant que professeurs permet d'impulser de nouvelles thématiques en émergence et prometteuses. Par ailleurs, une réflexion sur la gestion des moyens humains et financiers est dorénavant engagée avec les structures (i.e. composantes, unités de recherche et services) dans une perspective pluriannuelle. Allant dans ce sens, une expérimentation de la généralisation des COM (Contrats d'objectifs et de moyens) est en cours avec certaines composantes volontaires. Par ailleurs, le déploiement récent d'un nouveau SIRH (SIHAM) facilitera l'établissement d'une cartographie des emplois et l'analyse prospective des départs.

- Le troisième axe est consacré à la question du bien vivre au travail. Il s'agit plus particulièrement de mettre en œuvre une politique des ressources humaines garantissant des conditions de travail favorables à l'ensemble des personnels. Par exemple, la généralisation de l'expérimentation sur le télétravail est un objectif du présent contrat. Les efforts déjà engagés dans la prise de conscience des risques psycho-sociaux seront intensifiés en collaboration notamment avec le service de santé au travail et le groupe Qualité de Vie au Travail émanant du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Le récent conventionnement (décembre 2017) avec le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) permet d'envisager un certain nombre d'actions en faveur du recrutement et du maintien dans l'emploi des personnels en situation de handicap.

#### **Jalon 8 : Point d'étape sur les actions mises en œuvre en matière d'égalité femmes/hommes et de lutte contre les discriminations**

#### **Jalon 9 : Point d'étape sur les actions mises en œuvre dans le cadre des orientations stratégiques ministérielles en matière de prévention des risques professionnels**

### **La politique numérique**

La fiabilisation des données et la production d'indicateurs est un élément essentiel pour accompagner l'établissement dans ses missions fondamentales. La stratégie numérique 2018-2022 de l'établissement a été élaborée dans cette optique, sur la base d'une gouvernance renouvelée.

Afin d'atteindre ces objectifs, plusieurs actions ont d'ores et déjà été opérées depuis janvier 2018 ou sont planifiées à court terme. La gouvernance et l'organisation du numérique ont été profondément restructurées. Un Comité d'orientation stratégique du numérique et un Comité de suivi des projets numérique ont été créés. La Direction du numérique travaille en coordination avec le Pôle de stratégie et transformation numériques et l'Institut de développement et d'innovation pédagogiques.

Parallèlement, l'établissement entre dans la phase opérationnelle de déploiement de son second Schéma directeur numérique (SDN) qui couvre la période 2018-2022.

Les modernisations du système d'information de l'université se poursuivent (notamment autour de la dématérialisation des processus métiers). La mise en cohérence du système d'information repose en particulier sur la mise en place d'un référentiel de données, d'un annuaire unifié et d'un langage visuel commun.

La sécurisation des ressources numériques de l'université nécessite une meilleure gestion des droits d'accès, en particulier pour les partenaires extérieurs. L'établissement est engagé dans la poursuite du déploiement de la Gestion électronique des documents (GED) administrative, la refonte de l'Espace numérique de travail (ENT) au profit d'un « Espace numérique et social de travail » (ENST – renommé en interne « Ernest » , lequel constituera prochainement un vrai « réseau social universitaire » intégrant de nombreux espaces collaboratifs), le déploiement d'un portail documentaire du Site Alsace permettant d'interroger les ressources des quatre établissements partenaires et le déploiement d'une nouvelle plateforme bureautique collaborative.

L'Unistra souhaite faire du numérique un véritable enjeu pour la formation. L'objectif premier est de permettre aux étudiants l'acquisition des compétences attendues par le monde professionnel dans un contexte de numérisation de l'économie, en particulier par le développement des nouvelles certifications universitaires des compétences numériques (PIX) intégrées dans tous les cursus de licence dès 2018.

L'établissement œuvre également au développement de lieux d'apprentissage ouverts sur le monde de l'entreprise. L'objectif est de faciliter l'appropriation des nouvelles pratiques de travail que le numérique induit (fonctionnement en mode projet, pratiques collaboratives, gestion des flux d'information, etc.). Dans la droite ligne de ces initiatives, l'établissement va œuvrer au développement d'un portail "orientation" à destination des lycéens et étudiants (consultation de l'offre de formation, outils d'auto-diagnostic, fiches pratiques, etc.) ainsi qu'à la consolidation de son portail "entreprises" (constitution d'une banque de stages et d'emplois, description des diplômes par compétences, etc.).

Les évolutions des pratiques pédagogiques vont principalement concerner la réflexion sur les lieux d'apprentissage, les extensions du réel au virtuel, l'élargissement des modalités d'accès à la formation (EAD et hybridation), l'amélioration de l'accès aux ressources pédagogiques (référencement, accès mutualisé, moteurs de recherche, AMI AIR), ainsi que la récolte et l'analyse des traces d'apprentissage (Projet DUNE-Eole).

Le stockage et l'exploitation des données numériques dont la production suit une croissance quasi exponentielle sont les principaux défis à relever dans le domaine de la recherche. Le « big data » est aujourd'hui un enjeu à la fois scientifique, sociétal et économique. L'université entend être leader de cette révolution, et en particulier développer les infrastructures lui permettant d'interroger l'ensemble des données à disposition par une approche fondamentalement pluridisciplinaire.

L'université se dotera d'un tableau de bord des activités de recherche menées dans ses laboratoires afin d'asseoir le pilotage de sa stratégie sur des indicateurs fiables. Ce tableau de bord s'appuiera sur la constitution d'une archive institutionnelle ayant pour objectif de contenir, valoriser et conserver l'ensemble de la production scientifique de l'université.

En 2019, la construction d'un nouveau datacenter s'est achevée ; ce dernier permettra de centraliser et sécuriser les infrastructures de l'Université de Strasbourg. Il abritera également des installations de calcul intensif qui constituent un outil majeur d'augmentation de la compétitivité tant scientifique qu'industrielle. Ce datacenter sera ouvert aux partenaires institutionnels de l'établissement (CNRS, Inserm, Rectorat, Crous, etc.) mais également aux autres universités et écoles du site Alsace, aux collectivités locales et institutions internationales (Région Grand Est, Conseil de l'Europe, espace rhénan, etc.), voire à des partenaires privés. Cette démarche de mutualisation des moyens de calcul et de stockage pourrait déboucher, à terme, sur une labellisation nationale du datacenter, si la politique ministérielle reste identique en la matière.



## **Jalon 7 : Point sur le numérique : fiabilisation des données et production d'indicateurs de pilotage**

Indicateur commun 10 – Endorecrutement des enseignants – chercheurs : bilan et prévision

Indicateur commun 11 – Développement des ressources propres hors subventions pour charges de service public

Indicateur commun 12 – Pilotage financier

Indicateur commun 13 – Pilotage du système d'information et des services numériques aux usagers

Indicateur commun 14 – Taux d'occupation des locaux Indicateur commun

Indicateur commun 15 – Evolution des surfaces immobilières

## RECAPITULATIF DES JALONS DE LA TRAJECTOIRE DE L'UNIVERSITE DE STRASBOURG

Année d'observation	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Recherche/Valorisation</b>					
1. Renforcer les interactions avec les HUS					
2. Généraliser le dispositif du mandataire unique					
<b>Formation et réussite étudiante</b>					
3. Point sur la définition et la mise en œuvre des actions et dispositifs prévus dans le cadre de la réforme de l'orientation et de la réussite des étudiants (loi ORE)					
4. Point sur la généralisation de conseils de perfectionnement, la mise en œuvre de la démarche d'évaluation des enseignements et les suppléments au diplôme					
5. Premier bilan des activités du Studium					
<b>Gouvernance/Pilotage</b>					
6. Point d'étape sur le rôle des collègiums particulièrement sur le lien formation/recherche					
7. Point sur le numérique : fiabilisation des données et production d'indicateurs de pilotage					
8. Point d'étape sur les actions mises en œuvre en matière d'égalité femmes/hommes et de lutte contre les discriminations					
9. Point d'étape sur les actions mises en œuvre dans le cadre des orientations stratégiques ministérielles en matière de prévention des risques professionnels					

## **Partie II : Les indicateurs - Valeurs cibles et réalisations**

## II.1. Formation

### IC 1 Taux de réussite en licence en 3 ans

Contrat quinquennal			PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019	
Données initiales Diplômés 2016 (cohorte 13/14) (Ministère)	Données initiales Diplômés 2016 (cohorte 13/14) (Unistra)	Cible 2022 Diplômés 2021 (cohorte 18/19)	Cible 2018 Diplômés 2017 (cohorte 14/15)	Réalisation 2018 Diplômés 2017 (cohorte 14/15)	Cible 2019 Diplômés 2018 (cohorte 15/16)	Réalisation 2019 Diplômés 2018 (cohorte 15/16)
39,3%	38,8%	45%	40%	39,6%	41%	38,6%



#### Commentaires techniques

**Pour tous les indicateurs « Formation »** : les données initiales dans le contrat quinquennal sont calculées par le Ministère, après retraitement des données SISE. Nous n'obtenons donc pas toujours les mêmes résultats à partir de nos bases de données. Ainsi afin que l'analyse de l'évolution soit pertinente, les données initiales ont été également calculées à partir de nos bases de données.

**Taux de réussite en licence en 3 ans** : étudiants nouveaux entrants qui, s'étant inscrits en L1 dans l'établissement, se sont réinscrits dans l'établissement les deux années suivantes ou bien qui sont sortis du système universitaire en troisième année.

Base (dénominateur) : étudiants du champ qui se sont inscrits 3 années de suite dans l'établissement (successivement en  $n / n+1$ ,  $n+1 / n+2$ ,  $n+2 / n+3$ ) ou qui se sont inscrits dans l'établissement deux années (en  $n / n+1$  et  $n+1 / n+2$ ) et en sont sortis l'année  $n+2 / n+3$ .

Réussite en 3 ans (numérateur) : étudiants de la base ayant réussi la Licence (licence LMD + licence pro) à la fin de troisième année (en  $n+3$ ).



### **Analyse des résultats**

Pour les diplômés 2018, de manière globale à l'université, le taux de réussite en licence en trois ans diminue de 1 point par rapport à l'année précédente, ne permettant pas d'atteindre la cible fixée.

Toutefois, ce taux moyen de 38,6% englobe de fortes disparités entre les formations. En effet, par exemple les taux de réussite de la licence en trois ans varient entre 18% (administration économique et sociale) et 79% (Humanités).

La cible 2022 paraît très ambitieuse ; elle ne sera probablement pas atteinte pour l'indicateur global mais le sera pour la majorité des formations de l'université. Il est à noter que l'Université de Strasbourg, avec ses services et ses composantes, se mobilise fortement pour l'accueil et l'accompagnement de ses étudiants vers leur réussite. En effet, notamment depuis 2017, de nombreux dispositifs et actions sont déployés tels que la plateforme AIR avec ses modules de gestion du temps, de prise de note, la création d'une fonction de conseillère à la réussite qui est à disposition des étudiants, la mise en œuvre des contrats pédagogiques et de l'accompagnement adapté aux profils des étudiants par le biais des oui-si, dans le cadre de la loi ORE, etc.

La promotion observée n'a pas encore bénéficié dans sa totalité de la dynamique engagée en matière de réussite étudiante. Ces données confortent le choix de l'université d'amplifier son engagement pour la réussite étudiante et de poursuivre la création et le déploiement de nouveaux dispositifs.

## IC 2 Taux de réussite en licence en 4 ans

	Contrat quinquennal			PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019	
	Données initiales Diplômés 2015 et 2016 (cohorte 12/13) (Ministère)	Données initiales Diplômés 2015 et 2016 (cohorte 12/13) (Unistra)	Cible 2022 Diplômés 2020 et 2021 (cohorte 17/18)	Cible 2018 Diplômés 2016 et 2017 (cohorte 13/14)	Réalisation 2018 Diplômés 2016 et 2017 (cohorte 13/14)	Cible 2019 Diplômés 2017 et 2018 (cohorte 14/15)	Réalisation 2019 Diplômés 2017 et 2018 (cohorte 14/15)
Réussite en 3 ans	37,1%	36,4%			38,8%		39,6%
<b>Réussite en 4 ans</b>	<b>18,6%</b>	<b>17,5%</b>	<b>22%</b>	18%	<b>14,9%</b>	18%	<b>15,4%</b>
Cumul 3 et 4 ans	55,7%	54,0%			53,7%		55%



### Commentaires techniques

**Taux de réussite en licence en 4 ans :** étudiants nouveaux entrants qui, s'étant inscrits en L1 dans l'établissement, se sont réinscrits dans l'établissement les deux années suivantes ou bien qui sont sortis du système universitaire en troisième année.

Base (dénominateur) : étudiants du champ qui se sont inscrits 3 années de suite dans l'établissement (successivement en  $n$  /  $n+1$ ,  $n+1$  /  $n+2$ ,  $n+2$  /  $n+3$ ) ou qui se sont inscrits dans l'établissement deux années (en  $n$  /  $n+1$  et  $n+1$  /  $n+2$ ) et en sont sortis l'année  $n+2$  /  $n+3$ .

Réussite en 3 ans (numérateur) : étudiants de la base ayant réussi la Licence (licence LMD + licence pro) à la fin de la troisième année (en  $n+3$ ).

Réussite en 4 ans (numérateur) : étudiants de la base ayant réussi la Licence (licence LMD + licence pro) à la fin de la quatrième année (en  $n+4$ ) (et n'en ayant pas obtenue à la session  $n+3$ ).



### **Analyse des résultats**

Le taux de réussite de la licence en 4 ans pour la cohorte 14-15 est en augmentation de 0,5 point par rapport à la promotion précédente, alors que le taux de réussite de la licence en 3 ans est également supérieur de 1 point par rapport celui de la cohorte précédente. Aussi, le taux de réussite cumulé en 3 et 4 ans de la licence s'élève à 55% marquant ainsi une progression remarquable sur un an.

Pour cet indicateur également, les taux varient considérablement d'une licence à une autre, allant de 6% en lettres à 26% en histoire de l'art & archéologie. Habituellement, le taux de réussite de la licence en 4 ans est inversement proportionnel au taux de réussite de la licence en 3 ans Les indicateurs relatifs à ces deux formations confirment cette observation puisque pour la licence de lettres, on note 65% de réussite en 3 ans et pour celle d'histoire de l'art & archéologie, seulement 33%.

Le taux de réussite de la licence en 4 ans progressera probablement dans l'avenir avec la mise en œuvre du oui-si avec prolongement de la durée des études.

## IC 3 Taux d'obtention du DUT

	Contrat quinquennal			PAPÉ/RAPÉ 2018		PAPÉ/RAPÉ 2019	
	Données initiales Diplômés 2015 et 2016 (cohorte 13/14) (Ministère)	Données initiales Diplômés 2015 et 2016 (cohorte 13/14) (Unistra)	Cible 2022 Diplômés 2020 et 2021 (cohorte 18/19)	Cible 2018 Diplômés 2016 et 2017 (cohorte 14/15)	Réalisation 2018 Diplômés 2016 et 2017 (cohorte 14/15)	Cible 2019 Diplômés 2017 et 2018 (cohorte 15/16)	Réalisation 2019 Diplômés 2017 et 2018 (cohorte 15/16)
Réussite en 2 ans	74,5%	74,5%	75%	75%	74,4%	75%	72,6%
Réussite en 3 ans	9,9%	9,3%	10%	9,5%	7,4%	10%	7,1%



### Commentaires techniques

#### Taux d'obtention du DUT :

Base (dénominateur) : étudiants inscrits pour la première fois en DUT dans l'établissement l'année n / n+1 (inscriptions principales).

Réussite en 2 ans (numérateur) : étudiants de la base ayant obtenu un diplôme de DUT à la session n+2.

Réussite en 3 ans (numérateur) : étudiants de la base ayant obtenu un diplôme de DUT à la session n+3 (et n'en ayant pas obtenu à la session n+2).



### Analyse des résultats

De manière globale à l'échelle de l'université, le taux de réussite du DUT en 2 ans décroît de 2,4% par rapport à celui de l'année précédente et s'éloigne un peu de la cible fixée. Ce taux moyen de 72,6% englobe des disparités entre les différentes spécialités. En effet, par exemple les taux de réussite du DUT en deux ans varient entre 43% (DUT Génie électrique et informatique industrielle) et 88% (DUT Qualité, logistique industrielle et organisation). Ces taux, à l'échelle d'un DUT, sont variables d'une année sur l'autre car ils sont calculés à partir d'effectifs restreints. Aussi, une différence de 2 ou 3 individus peut avoir un impact important sur le taux affiché. Le taux de réussite en trois ans diminue très légèrement (- 0,3 point).

L'observation de la variation de ces indicateurs au cours du temps, devra se faire simultanément à celle de l'évolution du taux d'abandon en cours de formation. Aussi, ces taux seront à suivre à l'échelle de chacune des spécialités, notamment au regard de la progression de l'accueil des bacheliers technologiques dans les différents DUT.



## IC 4 Taux de réussite en master en 2 ans

Contrat quinquennal			PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019	
Données initiales Diplômés 2016 (cohorte 14/15) (Ministère)	Données initiales Diplômés 2016 (cohorte 14/15) (Unistra)	Cible 2022 Diplômés 2021 (cohorte 19/20)	Cible 2018 Diplômés 2017 (cohorte 15/16)	Réalisation 2018 Diplômés 2017 (cohorte 15/16)	Cible 2019 Diplômés 2018 (cohorte 16/17)	Réalisation 2019 Diplômés 2018 (cohorte 16/17)
57,3%	52,0%*	58%	52%*	52,3%	54%*	56,9%

\*Une erreur s'est glissée dans le calcul de l'IC4 des diplômés 2016, les données initiales ont été corrigées et les cibles 2018 et 2019 ont été ajustées.



### Commentaires techniques

**Taux de réussite en master en 2 ans :** étudiants ayant pris une inscription principale en M1 (hors Master enseignement) l'année n/n+1 et qui n'étaient pas inscrits en M1 l'année précédente.

Base (dénominateur) : étudiants du champ qui se sont inscrits deux années de suite dans l'établissement (en n / n+1 et en n+1/ n+2) ou qui se sont inscrits dans l'établissement l'année n / n+1 et qui en sont sortis l'année n+1 / n+2.

Réussite en 2 ans (numérateur) : étudiants de la base ayant obtenu un diplôme de Master à la session n+2.



### Analyse des résultats

Le taux moyen de validation du master en deux ans (56,9%) marque une forte progression (+8,8%) par rapport à celui de la promotion précédente. L'observation fine des taux de validation du master 2 des différentes mentions met en évidence une grande diversité. En effet, les taux fluctuent entre 100% en Comptabilité, contrôle, audit et 8% par exemple pour Droit européen. Les faibles pourcentages ne traduisent pas un fort taux d'échec mais des sorties avec insertion professionnelle au niveau M1, ou, pour plusieurs de ces filières qui sélectionnaient à l'entrée du M2, un choix fait par certains étudiants de retarder leur réussite du M1 afin de se donner toutes les chances d'intégrer la formation de leur choix (à partir de cette année, toutes les formations ont avancé leur sélection à l'entrée du M1). Les taux de validation du Master en 2 ans

progressent au cours du temps pour de nombreuses formations (arts du spectacle, droit de l'union européenne, droit public, éducation-formation-communication, sciences de la terre et de l'environnement, didactique des langues, etc.).

Ce taux de validation du master en deux ans reflète la réussite mais également la persévérance dans la formation et donc aussi l'attractivité de la formation au niveau national, voire international.

## IC 6 Insertion professionnelle des diplômés à 30 mois

	Contrat quinquennal		PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019	
	Données initiales (Unistra) Diplômés 2014	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018 Diplômés 2015	Cible 2019	Réalisation 2019 Diplômés 2016
Licence Pro	91%	92%	91%	92%	92%	94%
Master	91%	92%	91%	91%	92%	93%



### Commentaires techniques

**Les données initiales :** situation professionnelle au 1<sup>er</sup> décembre 2016 des diplômés 2014 de master et de licence professionnelle en formation initiale, (tous âges et nationalités confondus).

**Réalisation 2019 :** situation professionnelle au 1<sup>er</sup> décembre 2018 des diplômés 2016 de master et de licence professionnelle en formation initiale, (tous âges et nationalités confondus).

**Taux d'insertion :** est défini comme étant le nombre de diplômés dans le champ de l'enquête occupant un emploi, quel qu'il soit, rapporté au nombre de diplômés dans le champ de l'enquête présents sur le marché du travail (en emploi ou en recherche d'emploi).



### Analyse des résultats

Les valeurs cibles sont dans l'ensemble atteintes avec toutefois des variations en fonction des secteurs disciplinaires.

La mise en œuvre de l'approche programme, grâce à l'IDIP, a permis de placer la question des débouchés et de l'insertion au cœur de l'actuelle offre de formation. Cette démarche est renforcée par l'accent mis sur le développement et la valorisation des compétences transversales qui sont essentielles pour améliorer l'employabilité des étudiants notamment issus de filières généralistes.

Les équipes pédagogiques, en première ligne de la mise en œuvre de l'offre de formation, sont ainsi sensibilisées de façon continue à la question de l'insertion professionnelle. Les dispositifs lancés au niveau de l'université et de nombreux appels à projets leur permettent de se saisir de cette dimension.

Ainsi, l'obtention d'un appel à manifestation d'intérêts lancé par le MESRI (soutien à l'insertion professionnelle des filières ALL SHS) à partir de 2017 a permis la mise en place de missions professionnelles tuteurées volontaires dans les secteurs ALL SHS, parfois plus en difficulté par rapport à l'insertion de leurs jeunes diplômés. Ce dispositif renforce le déploiement de la pédagogie par projets qui met l'accent sur le développement et la valorisation des compétences des étudiants. Le développement du pôle entrepreneuriat étudiants (Pépité) et de son offre de formation permet également la diffusion de l'esprit d'entreprendre.

Le programme INCLUDE de l'Unistra (NCU 2) et les appels à projets IDEX formation lancés en 2019 comportent un axe professionnalisation et permettent d'ores et déjà tant au niveau des composantes que du niveau central le développement de nouvelles UE ou de parcours professionnalisants.

Le développement de l'alternance au cours des dernières années porte ses fruits (environ 1 800 alternants actuellement).

Les liens avec le monde socio-économique font l'objet au niveau central d'un renforcement constant à travers la création d'un portail entreprises depuis janvier 2018 et l'organisation récurrente d'événements qui mettent en relation diplômés/étudiants et entreprises : forum alternance, forum Alsacetechn-Unistra stages emplois.

Un CRM (*Customer relationship management*) est en voie de développement pour systématiser et optimiser les relations universités-entreprises. Les composantes, en lien avec les services centraux ou seules, organisent des événements qui mettent en contact étudiants et professionnels (salons, simulations d'entretiens, conférences d'anciens, etc.)

La systématisation des conseils de perfectionnement au niveau mention, mise en œuvre depuis 2019, permet des interactions plus étroites et fructueuses entre les enseignants, étudiants et professionnels.

Le développement du réseau alumni intervient de façon ciblée en soutien à l'aide à l'insertion professionnelle. Espace Avenir renforce également son action au service des composantes dans le domaine de l'insertion (soutien à la mise en œuvre d'UEs de projet professionnel, permanence délocalisée dans certaines composantes, propositions d'ateliers dans les composantes, etc.).

## IC 7 Evaluation des formations et des enseignements

		Contrat quinquennal		PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019	
		Données initiales 2016/2017	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019
Licences	1/-Part des mentions évaluées	100 %	100 %	100%	100%	100%	100%
	2/-Taux de réponse	8,6 %	35 %	20%	20,1%	25%	26%
Master	3/-Part des mentions évaluées	68,3 %	100 %	-	-	75%	78%
	4/-Taux de réponse	30,7 %	60 %	-	-	35%	31,4%
Autres diplômes (1)	5/-Part des mentions évaluées	86,1 %	100 %	90%	94,3%	100%	78%
	6/-Taux de réponse	32,9 %	60 %	35%	32,9%	45%	39%

(1) Les formations diplômantes étant évaluées tous les 2 ans, dans « Autres diplômes »  
2016-2017 et 2018-2019 sont pris en compte : PACES, DUT1, diplôme d'ingénieur et les diplômes de santé,  
2017-2018 et 2019-2020 sont pris en compte : PACES, DUT1, DUT2, L3 et la licence professionnelle.



### Commentaires techniques

Pour la campagne 2018-2019, les formations suivantes devaient être obligatoirement enquêtées: L1, PACES, DUT1, M2, ING3, diplôme santé (DFG3, DFA2 et 6<sup>ème</sup> année du diplôme d'Etat de santé).

1/ Seul le L1 a été pris en compte pour ce calcul, le L2 ne faisant pas partie des formations enquêtées de manière obligatoire. 2/ Taux de réponse pour le niveau L1.

3 et 4/ Lors de la campagne d'évaluation 2018-2019, les masters 2 faisaient partie des formations qui devaient obligatoirement être enquêtées.

5/ et 6/ Seules les formations qui devaient être enquêtées obligatoirement au cours de la campagne (DUT1, PACES, ING3 et diplôme de santé) ont été prises en compte.



### Analyse des résultats

Les objectifs de 2019 ont été atteints pour les mentions de licence (L1) en termes de part de mention évaluées et de taux de réponse et pour les masters en termes de la part de mentions évaluées. Le taux de réponse pour les autres diplômes est proche de l'objectif cible.

D'une façon générale, la mobilisation des étudiants interrogés dans le cadre des enquêtes d'évaluation des formations dépend de la communication qui est faite au sein de chaque composante à l'initiative du référent « évaluation des formations » et de l'engagement des responsables de formation à relayer l'information auprès des étudiants. Cette année et pour la première fois, les questionnaires remplis partiellement ont également été pris en compte, les comparaisons avec les résultats des campagnes précédentes est donc à nuancer.

Par rapport aux campagnes précédentes, il est à souligner les évolutions suivantes :

- En L1, le taux de réponse est en hausse de 5,9 points par rapport à 2017- 2018.
- En PACES, le taux de réponse augmente par rapport à la campagne précédente pour passer de 18,1 à 20,9%.
- En DUT1, après avoir baissé en 2017- 2018, le taux de réponse augmente pour cette campagne et passe de 57,3% à 63%.
- Les taux de réponse des diplômes de santé ont fortement augmenté entre la campagne précédente où ils étaient interrogés en passant de 22,5% à 30,6% en 2018-2019.

## II.2. Formation continue et dispositif de Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)

### IC 8 Développement de la formation continue

	Contrat quinquennal		PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019	
	Données initiales 2017	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019
Heures stagiaires	800 000	960 000	832 000	<b>833 741</b>	864 000	734 357
Nombre de diplômés en FC (*)	<b>1 750</b>	<b>1 900</b>	<b>1 815</b>	<b>1 595</b>	<b>1 650</b>	1 837
Dont VAE	55	100	64	<b>58</b>	73	54
Chiffre d'affaires en FC	9 268 000 €	11 307 000 €	10 413 000 €	9 376 000 €	9 864 000 €	8 650 000 €

(\*) Correction : les chiffres marqués en gras ont été corrigés, le nombre de diplômés en FC a remplacé le nombre d'inscrits et les réalisations 2018 ont été réajustées.



#### Commentaires techniques

Ce bilan résulte du cumul des activités de formation continue de l'Université de Strasbourg, constituées essentiellement des activités gérées directement par le service formation continue (incluant les congrès-formations et la VAE), mais aussi des activités gérées directement par certaines composantes, tel le CEIPI (dont le nombre d'heures stagiaires passe de 117 000 en 2018 à 101 000 en 2019) ou la Faculté de médecine (dont le nombre d'heures stagiaires passe de 14 271 en 2018 à 12 476 en 2019)



#### Analyse des résultats

Les financeurs de la formation continue ont dû faire face en 2019 à de nouvelles évolutions réglementaires. Le paysage réglementaire français de la formation continue ne s'est stabilisé qu'en toute fin d'année civile, induisant une baisse de l'activité globale de formation continue en 2019, traduite dans le nombre d'heures stagiaires.

A contrario, les formations diplômantes, dont l'expérience montre qu'elles résultent plus souvent d'initiatives venant des stagiaires plutôt que des employeurs, reprennent un cours encourageant, qui se traduit par une augmentation significative du nombre de diplômes délivrés en formation continue.

## II.3. Doctorat

### IC 5 Réussite en doctorat

	Contrat quinquennal			PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019	
	Données initiales 2016	Réalisation 2017	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019
Part des doctorats obtenus en < 40 mois	39,4%	45,8%	47%	45%	40%	45.5%	41%
Part des doctorats obtenus en <52 mois	75,7%	76,6%	82%	78%	69%	79%	72%



#### Commentaires techniques

La part des doctorats obtenus en moins de 40 mois et en moins de 52 mois ne peut à elle-seule quantifier la réussite du doctorat. Les valeurs ciblées ne donnent qu'une mesure partielle de la réussite du doctorat qui est, de plus, sensible aux aléas du nombre de doctorants salariés préparant leur thèse à temps partiel et pour lesquels la durée du doctorat est nécessairement augmentée. La quantification de la réussite du doctorat devrait inclure une cible liée à l'employabilité des docteurs et notamment les poursuites de carrière en adéquation avec le diplôme de doctorat.



#### Analyse des résultats

Les réalisations 2019 sont en adéquation avec les chiffres de l'année précédente et confirment que nous avons probablement atteint un palier pour ces indicateurs. Une analyse plus détaillée montre les différences habituelles entre les domaines avec une part du doctorat > à 52 mois proche de 8% dans les domaines des Sciences et Technologies (domaine II) et Vie et Santé (domaine III) alors qu'elle représente 72% des doctorats dans le domaine des SHS (domaine I). Au sein du domaine I, on constate une baisse de près de 5% des doctorats en plus de 52 mois par rapport à l'année précédente, la durée moyenne des thèses passant de 66 à 64 mois. Dans les domaines II et III, on note une légère augmentation (+ 4%) des doctorats entre 40 et 52 mois alors que la durée moyenne des thèses reste proche de 42 mois.



## II.4. Bibliothèques

### IC 9 Variation des horaires d'ouverture du SCD

	Contrat quinquennal		PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019	
	Données initiales 2017	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019
moyenne d'ouverture hebdomadaire des bibliothèques universitaires et bibliothèques intégrées (en heures)	56,16	60,65 (+8%)	56,31 (+0,27%)	56,35 (+0,34%)	57	56,35

*Rappel des critères : bibliothèques ouvrant au moins 45 heures par semaine et offrant un minimum de 100 places assises.*



#### Commentaires techniques

13 bibliothèques répondent aux critères (ouverture hebdomadaire  $\geq$  45 heures et places assises  $\geq$  à 100) : ce sont les mêmes qu'en 2018 :

Education et Enseignement de Strasbourg, Langues, MISHA, Portique, Histoire Recherche, Alinéa, Faculté de droit, Recherche juridique, IEP-IPAG, PEGE, IUT-pharmacie (BIP), Médecine et odontologie (BMO), Psychologie.



#### Analyse des résultats

Les horaires de ces bibliothèques étant restés identiques à ceux de 2018, la moyenne d'ouverture hebdomadaire est la même.

Il est à noter que 3 bibliothèques sont ouvertes régulièrement le samedi : 34 samedis ouverts pour l'Alinéa, 37 pour le PEGE et 33 pour la BMO (médecine et odontologie), que l'Alinéa a ouvert pour la 1<sup>ère</sup> fois 12 dimanches en 2019 et que la bibliothèque du PEGE était ouverte pendant les vacances de fin d'année dont 1 dimanche.

## II.5. Gestion des ressources humaines

### IC 10 Endorecrutement des enseignants-chercheurs

	Contrat quinquennal		PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019	
	Données initiales 2017	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019
Maîtres de conférences	21,9%	20%	20%	25%	20%	22,2%
Professeurs des universités	70,8%	50%	59%	59,1%	55%	56,5%



#### Commentaires techniques

En 2019, sur 36 recrutements de MCF, 8 avaient soutenu leur doctorat à l'Université de Strasbourg (*en 2018, 10 avaient soutenu leur doctorat à l'Université de Strasbourg sur les 40 recrutements de MCF*). Trois d'entre eux ont bénéficié d'un contrat post-doctoral à l'étranger (entre 1 mois et 3 ans) avant leur nomination à la rentrée 2019.

En ce qui concerne les 23 recrutements de PR, 13 étaient MCF à l'Université de Strasbourg (*en 2018, 13 étaient MCF à l'Université de Strasbourg sur les 22 recrutements de PR*).



#### Analyse des résultats

Le taux d'endorecrutement des maîtres de conférences s'avère relativement stable par rapport aux données initiales de 2017 et proche de la cible définie pour 2019 (20%). La politique de recrutement de l'établissement se veut résolument ouverte sur l'extérieur avec la nomination de jeunes chercheurs prometteurs capables d'impulser de nouvelles thématiques et/ou de renforcer des thématiques existantes.

Parmi les 8 MCF ayant soutenu leur doctorat à l'Université de Strasbourg, 4 exerçaient dans un autre établissement au moment de leur recrutement (soit en tant que MCF (2), de post-doctorant (1) ou encore dans une société privée et ont donc choisi de revenir à l'Université de Strasbourg pour poursuivre leur carrière d'enseignant-chercheur.

Le taux d'endorecrutement des professeurs des universités est de 56,5%, résultat très proche de la cible fixée (55%). L'Université de Strasbourg veille à garantir un équilibre entre les volumétries de recrutement interne et externe. Elle veille ainsi à la progression de carrière de ses MCF qui contribuent à son rayonnement (avec notamment 5 postes PR publiés selon l'art. 46.3). Elle veille simultanément à renforcer sa politique d'attractivité à destination de talents scientifiques de tout premier plan via un recrutement externe.

## II.6. Finances

### IC 11 Développement des ressources propres encaissables *(hors subventions pour charges de service public)*

	Contrat quinquennal		PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019	
	Données initiales 2017	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019
<b>Droits de scolarité</b>	<b>25 583 k€</b>	<b>29 650 k€</b>	<b>26 181 k€</b>	<b>26 643 k€</b>	<b>31 101 k€</b>	<b>26 555 k€</b>
<b>Formation continue</b>	<b>9 268 k€</b>	<b>11 307 k€</b>	<b>10 413 k€</b>	<b>9 376 k€</b>	<b>9 864 k€</b>	<b>8 650 k€</b>
<b>Taxe d'apprentissage</b>	<b>1 042 k€</b>	<b>800 k€</b>	<b>1 226 k€</b>	<b>1 139 k€</b>	<b>1 224 k€</b>	<b>1 153 k€</b>
<b>Contrats et prestations de recherche</b>	<b>20 117 k€</b>	<b>20 850 k€</b>	<b>30 988 k€</b>	<b>28 589 k€</b>	<b>48 175 k€</b>	<b>31 786 k€</b>
<i>ANR investissements d'avenir</i>	16 013 k€	16 500 k€	24 741 k€	20 995 k€	43 540 k€	23 101 k€
<i>ANR hors investissement d'avenir</i>	3 123 k€	3 600 k€	4 616 k€	7 026 k€	3 520 k€	8 131 k€
<i>Hors ANR</i>	981 k€	750 k€	1 631 k€	568 k€	1 115 k€	554 k€
<b>Subventions</b>	<b>20 020 k€</b>	<b>22 910 k€</b>	<b>19 041 k€</b>	<b>19 441 k€</b>	<b>24 093 k€</b>	<b>22 606 k€</b>
<i>Régions</i>	1 524 k€	1 670 k€	2 050 k€	1 809 k€	4 564 k€	1 684 k€
<i>Union européenne</i>	4 745 k€	6 050 k€	5 730 k€	6 087 k€	5 033 k€	7 547 k€
<i>Autres</i>	13 751 k€	15 190 k€	11 261 k€	11 545 k€	14 496 k€	13 375 k€
<b>Dons et legs des fondations</b>	<b>82 k€</b>	<b>100 k€</b>	<b>108 k€</b>	<b>117 k€</b>	<b>142 k€</b>	<b>145 k€</b>
<b>Autres ressources propres</b>	<b>21 209 k€</b>	<b>23 410 k€</b>	<b>29 774 k€</b>	<b>27 158 k€</b>	<b>28 057 k€</b>	<b>30 067 k€</b>
<b>Total</b>	<b>97 321 k€</b>	<b>109 027 k€</b>	<b>117 731 k€</b>	<b>112 463 k€</b>	<b>142 656 k€</b>	<b>120 962 k€</b>



#### Commentaires techniques

Les données de 2019 sont exprimées en droits constatés.



## Analyse des résultats

Les montants indiqués dans la colonne « cible » correspondent aux prévisions de recettes inscrites au budget initial. La comparaison entre les données du budget initial et les réalisations ne tient pas compte des ajustements en cours d'exercice (budget réactualisé) et des dernières évolutions (principes de comptabilisation de la contribution de vie étudiante et de campus [CVEC] en 2019). De plus, alors que les montants inscrits dans les colonnes « cibles » sont extraits des données saisies des budgets initiaux, les chiffres traduisent les encaissements prévisibles et non les produits constatés en comptabilité générale, le système d'information financier et comptable (SIFAC) ne permettant pas en période budgétaire d'obtenir de manière détaillée les recettes en droits constatés. Ainsi, apparaissent des distorsions entre les réalisations des recettes (élaborées en droits constatés) et les prévisions d'encaissement « cibles » (élaborées sous format GBCP).

Le taux de réalisation des ressources est de 84 % par rapport à la cible 2019 mais de 94 % par rapport au budget 2019 actualisé.

L'écart constaté au niveau des droits d'inscription est lié essentiellement au changement de catégorie des reversements liés à la CVEC : initialement prévus dans cette catégorie mais ayant au final été comptabilisés dans la rubrique « fiscalité affectée ».

Les recettes liées à la taxe d'apprentissage ont été réalisées à près de 95 % et sont quasi équivalentes à celles de 2018.

L'activité de formation continue connaît une baisse de ses produits par rapport à l'exercice 2018.

Les contrats et prestations de recherche sont comptabilisés à hauteur de 31,8 M€ : concernant la projection des contrats ANR Investissements d'avenir, il y a un changement de méthode inscrit au budget initial 2019 qui vient modifier largement la prévision faite antérieurement. En effet, la réglementation impose désormais d'intégrer dans les prévisions budgétaires les reversements à nos partenaires. Par rapport aux réalisations 2018, on peut noter une progression importante des contrats ANR Investissements d'avenir (+ de 2 M€); en effet les projets PIA 2 et 3 ne sont plus en phase de démarrage. Les contrats ANR sont toujours en augmentation.

Les subventions sont enregistrées pour un montant total de 22,6 M€, on observe à nouveau une augmentation importante au niveau des contrats européens et des autres subventions. Par contre les subventions de la Région sont en diminution par rapport à 2018.

Globalement, par rapport aux réalisations 2018, on observe une augmentation globale des ressources de 8,5 M€.

## IC 12 Pilotage financier

### 1- Inscrire l'établissement dans une démarche de performance et de pilotage budgétaire

	Contrat quinquennal			PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019	
	Données initiales 2016 (Ministère)	Données initiales 2017	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019
<b>1- Améliorer la sincérité des prévisions budgétaires</b> par la mise en place d'un contrôle interne budgétaire. L'indicateur mesure les taux d'exécution (CF/Budget rectifié)							
<b>Fonctionnement</b>	96,1%		≥ 98%				
- Dépenses		96,3%		97%	98%	98%	97%
- Recettes		96,5%		97%	98%	98%	97%
<b>Investissement</b>	82,7%		≥ 80%				
- Dépenses		72,8%		74%	76%	78%	72%
- Recettes		55,5%		60%	78%	65%	76%
<b>2- Gestion des opérations pluriannuelles :</b> Outils le suivi budgétaire des opérations pluriannuelles au format GBCP		0	2	1	1	1	1
<b>3- Accompagner la dématérialisation de la fonction finances</b>		0	2	0	0	1	1
<b>4- Mettre en œuvre la projection pluriannuelle de la masse salariale</b> à travers l'exploitation de l'outil SIHAM PMS permettant de construire des scénarii d'évolution des dépenses et de déterminer les facteurs de variation et les marges éventuelles de l'établissement		0	2	0	0	1	1

*Précision : Les actions 2,3 et 4 ont été remplacées, les précédentes actions (reprises du contrat 2013/2017) sont arrivées à terme.*

## 2-Sécuriser les processus comptables et consolider la qualité comptable

	Contrat quinquennal		PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019	
	Données initiales 2017	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019
1- Fiabiliser l'inscription des actifs immobilisés et les stocks au bilan	1	2	1	1	1	1
2- Mettre en place un dispositif de contrôle interne comptable et budgétaire (cartographie des risques)	1	2	1	1	1	1



### **Analyse des résultats**

Concernant l'amélioration de la programmation budgétaire, les prévisions relatives aux investissements ne sont pas stabilisées comme celles de fonctionnement.

En effet, les dépenses liées aux opérations immobilières connaissent de nombreux aléas et n'ont pas permis de progresser dans les prévisions actuellement.

Concernant la dématérialisation de la fonction finances, la mise en œuvre du service fait en deux temps n'est toujours pas active et n'a pas fait l'objet de groupe de travail ; le projet en cours est d'assurer la dématérialisation des services faits pour les dépenses liées aux billetteries de transport.

Concernant l'amélioration de la projection pluriannuelle de la masse salariale, des travaux communs ont été menés par la DRH/DFI d'une part pour conforter la compréhension des objets de gestion et des échéances de chaque direction ; le chargement des données salariales dans Siham PMS a été ralenti du fait d'un départ d'une collègue en charge du dossier à la DFI.

## II.7. Numérique / SI

### IC 13 Pilotage du système d'information et des services numériques aux usagers

	Contrat quinquennal		PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019	
	Données initiales 2017	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019
<b>1-La gouvernance de la politique numérique et du système d'Information</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
- Mise en œuvre d'une gouvernance du numérique formalisée et intégrée au pilotage de l'établissement	4	4	4	4	4	4
- Mise en place d'un schéma directeur du numérique couvrant l'ensemble des domaines	5	5	5	5	5	5
- Moyens financiers et humains au regard des moyens globaux	4	4	4	4	4	4
- Définition et mise en œuvre d'une stratégie de mutualisation adaptée au contexte de l'établissement	4	4	4	4	4	4
- Evaluation des usages et satisfaction des usagers	4	4	4	4	4	4
<b>2-Le système d'information et les services numériques</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
- Démarche qualité et démarche de formalisation des processus et de dématérialisation	4	4	4	4	4	4
- Efficience de la couverture applicative et mise en œuvre d'un référentiel	5	5	5	5	5	5
- Les services numériques à disposition des étudiants	4	4	4	4	4	4

	Contrat quinquennal		PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019	
	Données initiales 2017	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019
- Les services numériques à disposition des personnels	4	4	4	4	4	4
- Moyens au service du pilotage et de l'aide à la décision	4	4	4	4	4	4
<b>3-Le numérique au service de la formation des étudiants</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
- Développement et certification des compétences numériques des étudiants, notamment par les C2I (niveau 1 et 2)	4	4	4	4	4	4
- Usage de l'environnement numérique pédagogique par les étudiants	4	4	4	4	4	4
- Usage de l'environnement numérique pédagogique par les enseignants	4	4	4	4	4	4
- Formation à distance	3	<b>4</b>	3	3	3	3
- Évaluation des dispositifs de formation	4	4	4	4	4	4
<b>4-La politique de gestion des ressources numériques dédiées à la formation et la culture scientifique et technique</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
- Politique de production de ressources numériques	4	4	4	4	4	4
- Démarche d'indexation et de référencement des ressources numériques	3	<b>4</b>	3	3	3	3
- Mise à disposition de ressources sur la plateforme pédagogique	4	<b>5</b>	4	4	4	4



	Contrat quinquennal		PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019	
	Données initiales 2017	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019
- Politique de diffusion de ressources et de valorisation de la production de l'établissement, y compris à l'international	4	4	4	4	4	4
- Adhésion aux UNT, production et utilisation des ressources mutualisées pour les formations de l'établissement	3	3	3	3	3	3
<b>5-Le numérique au service de la recherche et de la valorisation</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
- Politique du numérique en direction de la recherche	5	5	5	5	5	5
- Dispositif d'archive ouverte et de référencement de la production scientifique	5	5	5	5	5	5
- Ressources numériques à disposition des chercheurs	4	4	4	4	4	4
- Dispositifs numériques de gestion et valorisation de la recherche	4	4	4	4	4	4
- Formation et accompagnement des jeunes chercheurs et doctorants	4	4	4	4	4	4
<b>6-La conduite du changement et la politique d'accompagnement à l'usage pédagogique du numérique</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
- Structure(s) d'appui à la pédagogie universitaire avec le numérique	4	4	4	4	4	4
- Politique incitative à la réalisation de projets	4	4	4	4	4	4
- Formation et accompagnement des enseignants et personnels dans les activités pédagogiques	4	4	4	4	4	4

	Contrat quinquennal		PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019	
	Données initiales 2017	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019
- Définition d'un référentiel enseignant intégrant les activités pédagogiques numériques	3	3	3	3	3	3
- Communication et valorisation des dispositifs	5	5	5	5	5	5



### Commentaires techniques

Les indicateurs des réalisations 2019 et 2018 sont en tous points identiques. Cela ne traduit en aucun cas un manque d'ambition ou une situation de stagnation. La politique numérique de l'établissement s'inscrit en effet dans une dynamique d'amélioration continue, prudente et raisonnée. Pour mémoire, les premières variations à la hausse sont attendues pour 2022 et seront le fruit d'un travail au long cours (*items 3.4 « Formation à distance », 4.2 « Démarche d'indexation et de référencement des ressources numériques » et 4.3 « Mise à disposition de ressources sur la plateforme pédagogique » - d'ailleurs mis en évidence en gras*).



### Analyse des résultats

#### 1 - La gouvernance de la politique numérique et du système d'Information

Depuis le 1er janvier 2018, la gouvernance et l'organisation du numérique ont été restructurées (*avec notamment la création de la Direction du numérique et du Pôle stratégie et transformation numériques*) : le Comité d'orientation stratégique (COS) valide les orientations tandis que le Comité de suivi des projets numériques (CSPN) en garantit le bon suivi. La DNum regroupe les moyens de gestion du système d'information (SI), de fourniture des services et de développement des applications. Son action se coordonne avec celle du PSTN (accompagnement de projets dits « transformants » et développement de la culture numérique) et de l'Institut de développement et d'innovation pédagogiques (IDIP). L'établissement est désormais dans la phase opérationnelle de déploiement de son nouveau Schéma directeur numérique (SDN) dont les comités d'axe se réunissent depuis 2018. La liste des projets numériques à instruire est ainsi régulièrement révisée, en fonction des contraintes ponctuelles, des opportunités à saisir ou encore plus trivialement des moyens disponibles. Ce processus veille non seulement à prendre en compte les besoins de l'ensemble des acteurs de

l'université, mais également à développer des interactions entre l'écosystème universitaire et les parties prenantes du territoire régional et frontalier (Région Grand Est, EUCOR – Le Campus européen, etc.)

## **2 - Le système d'information et les services numériques**

Les projets de modernisation du SI sont nombreux et visent à rendre la collaboration entre les membres de la communauté plus efficace ainsi qu'à faciliter la circulation de l'information. À ce titre, un travail de fond a permis de déployer une nouvelle messagerie (Partage) et un nouvel espace numérique et social de travail (ENST dénommé Ernest) dans le courant de l'année 2019. Parallèlement, l'établissement – qui peut s'appuyer sur les compétences de deux architectes réseaux depuis 2018 – poursuit son travail de mise en cohérence du SI. D'autre part, suite à l'entrée en vigueur du RGPD, un vaste chantier portant sur le traitement des données personnelles est mené à l'échelle de l'université tout entière.

## **3 - Le numérique au service de la formation des étudiants**

L'établissement a, parmi ses missions, celle d'aider les étudiants à acquérir les compétences attendues par le monde professionnel dans un contexte de numérisation de l'économie. À cette fin, l'université œuvre au développement de lieux d'apprentissage connectés qui favorisent l'échange et l'innovation, comme son réseau de FabLabs ou encore le Studium dont le chantier a considérablement progressé en 2019. L'objectif est de faire émerger une culture de l'e-citoyenneté chez les étudiants : notamment grâce au dispositif d'auto-positionnement et de certification PIX mis en œuvre au sein de l'établissement via une plateforme dédiée depuis 2018, ou encore via le vaste programme de formations et d'ateliers proposé aux étudiants par le PSTN (mais également aux enseignants, aux chercheurs et aux administratifs). En parallèle, l'université s'emploie, dans le cadre du projet DUNE-EOLE, à améliorer un prototype web permettant aux futurs étudiants de choisir leur formation en fonction de leurs compétences et de jauger en temps réel les débouchés professionnels existant dans une zone géographique donnée (suite de l'AMI Données massives emploi / formation).

## **4 - La politique de gestion des ressources numériques dédiées à la formation (et la culture scientifique et technique)**

La politique de production de ressources numériques est restée soutenue, notamment grâce à l'accompagnement pédagogique et technique réalisé par l'IDIP et son pôle « Appui par le numérique ». Parallèlement, une attention particulière a été portée à la publication et la mise en exergue de ces ressources. L'implication de l'université dans le projet DUNE-EOLE (notamment au niveau de l'action 2.1 « Ouvrir le patrimoine numérique à l'échelle du Grand Est ») ainsi que son adhésion à différentes universités numériques thématiques (UNT) sont autant de leviers sur lesquels elle s'appuie pour œuvrer en ce sens.

## **5 - Le numérique au service de la recherche et de la valorisation**

La construction du Datacenter de l'Unistra s'est achevée en 2019. Celui-ci est entré en service en fin d'année : il centralise et sécurise désormais les infrastructures numériques de l'établissement et de ses partenaires régionaux. Il a également vocation à abriter des installations de calcul intensif. L'université, qui entend être un acteur majeur de la science ouverte, peut par ailleurs s'appuyer sur l'archive univOAK, lancée officiellement en mai 2019. Parallèlement, le pôle « Calcul et services avancés à la recherche » (CESAR) de la DNum assure auprès des chercheurs des missions d'information, de conseil et d'assistance quant à la qualification et à la valorisation de leurs données. Enfin, l'établissement poursuit ses efforts en matière de formation et d'accompagnement numérique des jeunes chercheurs et doctorants afin de les amener à se professionnaliser. À cette fin, le PSTN a notamment augmenté la fréquence de ses ateliers dédiés à la programmation et aux data sciences depuis 2019.

## **6 - La conduite du changement et la politique d'accompagnement à l'usage pédagogique du numérique**

Alors même que l'initiative d'excellence de l'Unistra (IDEX) est pérennisée, la veille sur les appels nationaux et européens se poursuit. Les pratiques pédagogiques se développant dans un environnement en constante évolution, la formalisation des projets nécessite le plus souvent l'accompagnement de plusieurs services dont l'IDIP (avec son un pôle « Appui par le numérique »), la DNum et le PSTN. La mise en production récente d'Ernest facilite ces interactions, notamment grâce à la possibilité offerte de créer des espaces collaboratifs dédiés. Enfin, l'université maintient l'ensemble de ses actions de diffusion de bonnes pratiques et de communication autour des dispositifs numériques disponibles (plaquette d'information, articles de sensibilisation dans le journal électronique interne, campagne annuelle d'Osterputz de la messagerie, site des services numériques, base documentaire en ligne du PSTN, ateliers et formations numériques à destination de la communauté universitaire, etc.) Initié en 2018/2019, le cycle annuel de conférences dédiées aux questions numériques a lui aussi été reconduit pour l'année universitaire 2019/2020.

## II.8. Gestion immobilière

### IC 14 Taux d'occupation des locaux (ratio)

	Contrat quinquennal		PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019	
	Données initiales 2017	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019
<b>Total</b>	<b>71%</b>	<b>88%</b>	<b>74%</b>	<b>79,8%</b>	<b>78%</b>	<b>81,87%</b>
Amphithéâtres	97%	100%	97,5%	98,2%	98%	98,45%
Salles banalisées	61,5%	84%	66%	63,9%	71%	73,40%



#### Commentaires techniques

Le taux d'occupation des locaux de l'établissement est établi en deux étapes :

- calcul du taux d'occupation pour chaque type de salles (amphithéâtres et salles banalisées) en fonction de la formule présentée plus bas ;
- détermination du taux d'occupation de l'établissement à partir de la moyenne pondérée des taux d'occupation de chaque type de salles par leurs surfaces respectives.

Le calcul du taux d'occupation pour un type de salles correspond au rapport entre l'occupation « réelle » et le quota horaire de référence (occupation théorique) ou l'occupation « réelle » est le rapport de nombre d'heures d'utilisation annuelle d'un type de salles avec le nombre de salles. Il se résume par la formule suivante :

$$T = \frac{U/S}{H}$$

$T$  : taux d'occupation d'un type de salles  
 $S$  : nombre de ce même type de salles  
 $U$  : nombre d'heures d'utilisation d'un type de salles  
 $H$  : quota horaire de référence (1 120h)

A titre d'exemple : un établissement disposant de 66 salles banalisées (5 100 m<sup>2</sup>) qu'il utilise 58 195 h par an, présente un taux d'occupation de :

$$\frac{58\,195 \text{ h} / 66 \text{ salle}}{1\,120 \text{ h}} \text{ Soit } 79 \% \text{ pour les salles banalisées.}$$

Ce même établissement présente un taux d'occupation de ses amphithéâtres (3 000 m<sup>2</sup>) de 62 % pour ses amphithéâtres ;

$$\text{Son taux d'occupation est de : } \frac{(62 \% \times 3\,000 \text{ m}^2) + (79 \% \times 5\,100 \text{ m}^2)}{8\,100 \text{ m}^2} = 73\%.$$



### **Analyse des résultats**

Le taux d'occupation est à interpréter avec précaution ; la fiabilisation en cours de la base de données et la diversité des sites ne permettent pas d'avoir un taux plus précis.

A noter également qu'il s'agit d'un taux de réservation et non pas d'occupation (au moins 10 % des salles /amphis sont réservés sans une réelle occupation).

Enfin, certains sites distants sont sous utilisés, alors que les sites centraux dépassent largement des taux de réservation de 100 %.

## IC 15 Mesure des évolutions de surfaces immobilières (solde en m²)

	Contrat quinquennal			PAPé/RAPé 2018		PAPé/RAPé 2019	
	Données initiales 2017 Contrat (SHON)	Données initiales 2017 Unistra (SDP)	Cible 2022	Cible 2018	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019
<b>Evolution des surfaces immobilières</b>		<b>513 129</b>	<b>560 640</b>	<b>515 483</b>	<b>515 483</b>	<b>512 598</b>	<b>512 598</b>
m² existants	569 360	513 129	513 129	513 129	513 129	515 483	515 483
m² libérés	0		-23 997	-1 348	-1 348	-8 340	-8 340
Nouveaux m²			+71 508	+3 701	+3 701	+5 455	+5 455



### Commentaires techniques

-Évolution des surfaces immobilières (dont l'Unistra est affectataire ou propriétaire) = nombre de m² existants – {nombre de m² libérés (cédés ou démolis) + nombre de m² nouveaux (construits ou acquis)}.

-Les données de cet indicateur ont été précisées suite à la finalisation d'un Schéma pluriannuel de stratégie immobilière en 2018. Au regard des tableaux des années précédentes, les données 2018, 2017 ainsi que la cible 2022 ont été complétées et précisées.

-**Attention changement de l'unité de mesure** : l'unité de mesure des surfaces SDP (surface de plancher) remplaçant désormais la SHON (surface hors œuvre nette), les données initiales du contrat quinquennal ont été renseignées en SHON, elles sont recalculées en SDP et ajoutées au tableau. Pour garantir la cohérence, les cibles et les réalisations de cet indicateur seront désormais renseignées en SDP.



### Analyse des résultats

A noter que d'un point de vue administratif, les surfaces de l'établissement n'intègre un bâtiment que lorsque celui-ci est remis à l'Etat, ou que nous disposons de tous les documents administratifs, dans ce contexte, il peut y avoir un décalage entre la date d'exploitation et l'intégration des surfaces dans le SI de l'établissement, qui est en lien avec le SI de l'Etat (Chorus).